



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LXII^e Année

Tome II N^o 5 - Novembre 1987

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 L'évolution structurelle de l'économie belge
(deuxième partie).
- 47 Courbe synthétique des principaux résultats de l'en-
quête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats
du mois de septembre 1987.
- 1 Statistiques.
- 167 Législation économique.
- 177 Bibliographie relative aux questions économiques et
financières intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

L'EVOLUTION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE BELGE

DEUXIEME PARTIE

3. Prix et coûts

Résumé : Alors qu'il s'était fortement accéléré après les deux crises pétrolières, le rythme de l'inflation s'est considérablement ralenti dans les pays industrialisés au cours des années quatre-vingt. Dans ce domaine l'évolution en Belgique est moins bonne depuis la première crise pétrolière que, par exemple, en République Fédérale d'Allemagne ou aux Pays-Bas, en raison notamment des évolutions respectives des cours de change. La Belgique est particulièrement sensible à l'inflation « importée » : dans aucun autre pays, la hausse du déflateur des dépenses finales n'est déterminée, dans une mesure aussi large, par les coûts à l'importation. De façon générale, il est clair que les évolutions des cours de change, par leur influence sur les prix à l'importation et donc sur les coûts intérieurs, semblent jouer un rôle important dans la hausse des prix des ventes finales. L'internationalisation de l'activité économique y a contribué. Parmi les composantes intérieures des coûts, c'est généralement l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre qui a contribué le plus à la hausse des prix, quoique, à la fin de la période, la contribution apportée par l'excédent brut d'exploitation ait été plus importante.

3.1. *Les prix à la consommation*

Lorsque l'on compare la hausse des prix au cours des diverses périodes et dans les différents pays, on utilise en général la hausse des prix à la consommation comme indicateur. C'est ce qui est fait au tableau 15 sur la base de l'augmentation du *déflateur de la consommation privée* (données des comptes nationaux) et non sur celle de la progression de l'indice des prix à la consommation. En effet, par la suite (tableau 17a), lorsque la comparaison portera sur la hausse des prix des services seuls, on ne pourra obtenir de chiffres comparables d'un pays à l'autre qu'en partant des données utilisées pour les calculs des déflateurs. Néanmoins, les évolutions constatées sur la base des déflateurs et sur la base de l'indice (la dernière colonne du tableau reprend pour mémoire l'évolution sur la base de l'indice en Belgique) ne divergent pas beaucoup malgré les différences méthodologiques existant entre les deux modes de calcul¹. Par ailleurs, la

¹ Il existe deux grandes différences dans la plupart des pays : d'une part, la pondération, qui varie d'année en année pour le déflateur, et est modifiée pour l'indice, la plupart du temps, sur la base des résultats d'une enquête sur le budget des ménages menée au cours d'une année déterminée ; d'autre part, le déflateur est influencé par des adaptations statistiques apportées à la consommation dans la mesure où les résultats du P.N.B. selon les trois optiques (dépenses, valeur ajoutée, revenus) ne concordent pas.

Tableau 15

DEFLATEUR DE LA CONSOMMATION PRIVEE TOTALE ¹*(Moyenne des pourcentages de variation annuelle)*

	Etats-Unis	Japon	République Fédérale d'Allemagne	Pays-Bas	République Fédérale d'Allemagne et Pays-Bas	France	Italie	Royaume-Uni	France, Italie et Royaume-Uni	Cinq économies européennes	Danemark	Autriche	Suède	Quatre petites économies	Belgique	
																<i>p.m. : indice des prix à la consommation</i>
1961-63 ²	1,5	6,3	3,1	3,0	3,1	4,5	4,7	2,8	3,9	4,5	5,1	3,7	3,1	3,7	2,5	1,5
1964-69	2,9	5,2	2,4	4,6	2,6	4,0	3,1	4,2	4,1	3,6	5,9	3,4	4,3	4,6	3,5	3,6
1970-73	4,7	7,7	5,3	7,2	5,7	5,8	7,3	7,4	6,6	7,0	8,7	5,5	6,7	7,2	4,8	5,2
1974-75	9,1	16,2	6,6	9,8	7,1	12,4	19,4	20,4	17,1	14,0	12,5	8,9	10,5	10,7	12,5	12,7
1976-79	6,9	6,1	3,6	6,0	4,0	9,5	16,0	13,3	12,5	9,2	10,0	5,1	10,4	7,7	5,7	6,3
1980-81	9,4	5,7	6,0	6,6	6,1	13,0	19,7	13,8	14,9	11,4	11,4	7,0	11,8	8,7	7,2	7,1
1982-84	4,6	2,2	3,5	3,5	3,5	9,3	14,4	6,1	9,6	7,4	8,0	4,9	9,7	5,9	7,0	7,6
1961-84	4,9	6,4	4,0	5,5	4,2	7,3	10,1	8,3	8,5	7,1	8,2	5,0	7,4	6,4	5,4	5,6
1970-84	6,5	7,0	4,7	6,4	5,0	9,3	14,2	11,2	11,2	9,2	9,8	5,9	9,5	7,8	6,8	7,2

Source : O.C.D.E.

¹ Les chiffres relatifs aux groupes de pays sont des moyennes géométriques pondérées des données (en monnaie nationale) des différents pays. La pondération affectée chaque année au chiffre de chaque pays représente la part (pendant l'année précédente) de la consommation privée totale (en monnaie commune) de ce pays dans les dépenses de l'espèce de l'ensemble du groupe de pays.

² Les déflateurs n'étant disponibles d'une façon harmonisée que depuis 1960, les pourcentages de variation n'ont pu être calculés qu'à partir de 1961.

présentation du tableau 15 diffère, à deux égards, de celle de la plupart des autres tableaux : elle ne fournit pas seulement les chiffres des quatre « périodes charnières » prises en considération, mais aussi ceux des périodes intermédiaires, ainsi que les moyennes pour l'ensemble de la période et depuis 1970 ; en outre, les résultats belges ne sont pas comparés seulement à ceux des Etats-Unis, du Japon, des cinq économies européennes et des quatre petites économies, mais aussi à ceux de chacun des pays de ces groupes, ceux-ci ne constituant pas un ensemble homogène du point de vue de l'inflation.

L'image qui, à l'échelle internationale, se dégage du tableau 15 est celle d'une inflation faible dans les années soixante (il est frappant toutefois de relever le niveau relativement élevé de l'inflation au cours de cette période au Japon où les fortes hausses salariales dans l'industrie, qui ont accompagné les gains considérables de productivité dans ce secteur, se sont propagées à l'ensemble de l'économie), d'une légère accélération au début des années septante, d'une forte reprise après la première crise de l'énergie (qui a donné lieu à une inflation à deux chiffres dans tous les pays, à l'exception des Etats-Unis, de la République Fédérale d'Allemagne, des Pays-Bas et de l'Autriche), d'un ralentissement en 1976-79, d'une résurgence au début des années quatre-vingt en liaison avec la deuxième crise pétrolière et, enfin, d'un net ralentissement par la suite.

Les résultats enregistrés par les divers pays dans ce mouvement ondulatoire ont été très divergents. Sur l'ensemble de la période considérée, l'inflation moyenne a atteint 5,4 p.c. en Belgique, à peu près comme aux Pays-Bas ; elle n'a été plus faible qu'aux Etats-Unis, en République Fédérale d'Allemagne et en Autriche. Il est cependant clair que cette évolution d'ensemble couvre, pour la Belgique, une détérioration, en termes relatifs, au cours de la période : pendant les années soixante et au début des années septante, la hausse des prix en Belgique divergeait peu de celle constatée en République Fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas, mais par la suite, elle a dépassé systématiquement celle de ces deux pays, surtout durant les périodes 1974-75 et 1982-84. En 1974-75, cette situation était due aux répercussions plus importantes en Belgique de la crise pétrolière et de ses effets dérivés et à la perte de terrain du franc belge par rapport au mark et au florin¹, alors qu'en 1982-84 elle a résulté de la dépréciation importante du franc belge.

Avant d'examiner de plus près l'origine des hausses de prix, il est intéressant de comparer l'augmentation du déflateur de la consommation totale et celle du déflateur de la consommation de services, pris isolément. On a en effet suggéré au point 2 du chapitre I (la « tertiarisation ») que la faible augmentation de la productivité dans le secteur tertiaire, dans la mesure où elle s'est accompagnée de hausses de coûts aussi importantes que dans des secteurs, comme l'industrie, où la progression de la productivité était plus rapide, pouvait entraîner des hausses de prix. En général, cette hypothèse n'est pas démentie par les données disponibles relatives à la consommation privée. Le tableau 16 indique que la *part des services dans la consommation privée* a augmenté sensiblement dans tous

¹ Voir à ce sujet : « Recherches sur les causes des disparités des taux d'inflation en Belgique, en République Fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, L^e année, tome I, n^o 5, mai 1975.

Tableau 16

PART DES SERVICES DANS LA CONSOMMATION PRIVEE*(Prix courants; en pour cent)*

	Etats-Unis	Japon ¹	République Fédérale d'Alle- magne	Pays-Bas	Répu- blique Fédérale d'Alle- magne et Pays-Bas	France	Italie	Royaume- Uni	France, Italie et Royaume- Uni	Cinq économies euro- péennes	Danemark	Autriche	Suède	Quatre petites économies	Belgique
1960	36,2	n.	28,2	n.	n.	n.	n.	30,4	n.	n.	n.	n.	n.	n.	24,0
1965	37,8	n.	25,9	n.	n.	34,2	28,6	32,5	32,4	n.	28,3	34,1	25,8	n.	26,0
1970	41,5	29,8	26,5	34,2	27,1	37,3	30,7	35,8	34,8	32,1	30,1	37,3	27,8	31,1	28,4
1975	43,3	31,5	28,7	38,8	30,0	39,5	33,2	37,6	37,3	34,6	31,0	39,6	29,0	33,9	31,2
1980	45,4	33,4	30,3	42,4	32,5	42,1	35,7	39,1	39,6	37,0	31,2	41,4	29,6	37,2	34,0
1984	45,6	35,4	30,7	42,3	32,8	43,4	38,2	40,1	40,9	38,1	32,1	40,8	30,1	37,3	34,8
dont (pour 1984) :															
a) Soins de santé	13,2	10,1	3,0	12,8	n.	13,7	4,8	1,1	n.	n.	1,9	5,0	2,5	n.	9,4
b) Transports et communications .	10,7	—	10,6	7,1	n.	10,7	10,1	11,5	n.	n.	11,3	13,5	11,9	n.	9,0
c) Enseignement, culture et loisirs	8,3	9,2	9,8	9,2	n.	6,4	7,8	9,2	n.	n.	9,4	6,0	9,6	n.	4,9
d) Autres services	13,4	16,1	7,3	13,2	n.	12,6	15,5	18,3	n.	n.	9,5	16,3	6,1	n.	11,5
Variation de 1970 à 1984	+ 4,1	+ 5,6	+ 4,2	+ 8,1	+ 5,7	+ 6,1	+ 7,5	+ 4,5	+ 6,1	+ 6,0	+ 2,0	+ 3,5	+ 2,3	+ 6,2	+ 6,4

Sources : O.C.D.E., Comptes nationaux.

¹ Non compris les transports et communications : les données relatives à ce pays ne sont donc pas comparables à celles des autres pays.

les pays. Il existe toutefois des écarts assez importants d'un pays à l'autre quant au niveau de cette part. Ainsi, en 1984 par exemple, il était beaucoup plus élevé aux Etats-Unis (45,6 p.c.) que dans les pays européens, dont la Belgique (34,8 p.c.). Il ne faut cependant pas oublier, à l'occasion de telles comparaisons, que l'achat de certains services, qui figure dans un pays *dans* la consommation privée, peut faire partie dans un autre pays de la consommation publique. Ainsi, les soins de santé sont compris principalement dans la consommation privée aux Etats-Unis, alors que dans les pays scandinaves et au Royaume-Uni, par exemple, ils appartiennent dans une large mesure à la consommation publique. On peut, à première vue, être quelque peu étonné de constater que la part des services dans la consommation privée est relativement faible en Belgique par rapport à d'autres pays, si l'on compare ces chiffres avec la part du secteur des services dans la valeur ajoutée. Le tableau 3d a en effet montré que cette part était au moins aussi élevée en Belgique qu'ailleurs. En guise d'explication, on relèvera que de nombreux services produits en Belgique sont destinés aux entreprises et, dans une mesure certainement plus large que dans beaucoup d'autres pays, à l'étranger également. Au demeurant, l'optique du tableau 16, à savoir l'optique des dépenses, est tout à fait différente de l'optique de la valeur ajoutée adoptée au tableau 3d : ainsi, l'achat d'un bien dans un grand magasin ne fait pas partie de la consommation de services (il n'est donc pas repris au tableau 16), mais la valeur ajoutée créée à l'occasion de la vente de ce bien par le grand magasin est pourtant localisée dans la distribution et donc dans le secteur des services. Comme on le voit, plusieurs raisons incitent à une certaine prudence dans l'interprétation des chiffres du tableau 16.

Il apparaît cependant que la *hausse des prix des services* a dépassé sur l'ensemble de la période, dans la plupart des pays, l'augmentation moyenne des prix de la consommation privée totale (tableau 17a et graphique 17b) ; en République Fédérale d'Allemagne, en France, au Danemark et en Suède seulement, la hausse des prix des services est demeurée inférieure au cours de la période 1970-84 à celle de la consommation totale. En Belgique, l'augmentation des prix des services sur l'ensemble de la période 1961-84 a dépassé en moyenne de 0,7 p.c. l'an celle des prix à la consommation. Il y a lieu de relever que l'écart a été sensible durant deux périodes qui ont été marquées nettement par une accélération de l'inflation, à savoir 1974-75 et 1980-81, périodes au cours desquelles la reprise de l'inflation était cependant due, en principe, à une augmentation des prix des produits importés. Vers la fin de la période, lorsque la demande de consommation a eu tendance, en général, à devenir moins dynamique et que la part des services dans la consommation est demeurée quasi stable ou n'a augmenté que très peu, dans la plupart des pays, le déflateur de la consommation de services a, en général, progressé moins fortement que celui de la consommation totale.

3.2. *Le déflateur des dépenses finales*

Si l'on souhaite analyser l'origine de la hausse des prix à la consommation, on doit disposer de données relatives à la part des diverses composantes de coûts dans la consommation privée. Ces données figurent dans les tableaux d'input-output, dont la dernière version pour la Belgique ne date que de 1975. Les

Tableau 17 a

**DEFLATEUR DE LA CONSOMMATION PRIVEE DE SERVICES
ET DIFFERENCE AVEC CELUI DE LA CONSOMMATION PRIVEE TOTALE¹**

(Moyenne des pourcentages de variation annuelle)

	Etats-Unis	Japon ³	République Fédérale d'Allemagne	Pays-Bas	République Fédérale d'Allemagne et Pays-Bas	France	Italie	Royaume- Uni	France, Italie et Royaume- Uni	Cinq économies européennes	Danemark	Autriche	Suède	Quatre petites économies	Belgique
A. Déflateur de la consommation privée de services															
1961-63 ²	1,7	n.	3,7	n.	n.	n.	n.	2,9	n.	n.	n.	n.	n.	n.	4,3
1964-69	3,3	n.	3,3	n.	n.	4,4	n.	4,8	n.	n.	n.	n.	4,7	n.	4,7
1970-73	5,2	n.	4,7	9,1	5,3	5,3	6,9	7,4	6,4	6,6	8,2	6,7	6,6	7,8	4,1
1974-75	8,5	18,0	7,4	11,7	8,0	12,3	20,9	20,5	17,3	15,1	13,8	10,9	10,3	11,7	15,1
1976-79	7,5	6,6	3,5	9,1	4,6	9,5	16,1	13,6	12,5	9,8	9,8	6,4	10,9	9,2	6,3
1980-81	11,1	4,3	6,4	5,7	6,2	13,2	21,9	16,1	16,0	12,5	11,5	8,0	12,3	8,2	8,7
1982-84	5,7	1,8	3,1	2,9	3,1	8,9	15,1	6,5	9,7	7,7	8,0	5,0	8,5	5,1	5,7
1961-84	5,5	n.	4,2	n.	n.	n.	n.	8,8	n.	n.	n.	n.	n.	n.	6,1
1970-84	7,1	6,9 ⁴	4,6	7,7	5,1	9,1	14,7	11,7	11,4	9,5	9,7	7,0	9,4	8,2	7,0
B. Différence entre le déflateur de la consommation privée de services et celui de la consommation privée totale															
1961-63 ²	+ 0,2	n.	+ 0,6	n.	n.	n.	n.	+ 0,1	n.	n.	n.	n.	n.	n.	+ 1,8
1964-69	+ 0,4	n.	+ 0,9	n.	n.	+ 0,4	n.	+ 0,6	n.	n.	n.	n.	+ 0,4	n.	+ 1,2
1970-73	+ 0,5	n.	- 0,6	+ 1,9	- 0,4	- 0,5	- 0,4	...	- 0,2	- 0,4	- 0,5	+ 1,2	- 0,1	+ 0,6	- 0,7
1974-75	- 0,6	+ 1,8	+ 0,8	+ 1,9	+ 0,9	- 0,1	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 1,3	+ 2,0	- 0,2	+ 1,0	+ 2,6
1976-79	+ 0,6	+ 0,5	- 0,1	+ 3,1	+ 0,6	...	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 0,6	- 0,2	+ 1,3	+ 0,5	+ 1,5	+ 0,6
1980-81	+ 1,7	- 1,4	+ 0,4	- 0,9	+ 0,1	+ 0,2	+ 2,2	+ 2,3	+ 1,1	+ 1,1	+ 0,1	+ 1,0	+ 0,5	- 0,5	+ 1,5
1982-84	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	- 0,6	- 0,4	- 0,4	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 0,1	- 1,2	- 0,8	- 1,3
1961-84	+ 0,6	n.	+ 0,2	n.	n.	n.	n.	+ 0,5	n.	n.	n.	n.	n.	n.	+ 0,7
1970-84	+ 0,6	+ 0,1 ⁴	- 0,1	+ 1,3	+ 0,1	- 0,2	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	+ 1,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2

Source : O.C.D.E.

¹ Les chiffres relatifs aux groupes de pays sont des moyennes géométriques pondérées des données (en monnaie nationale) des différents pays. La pondération affectée chaque année au chiffre de chaque pays représente la part (pendant l'année précédente) de la consommation privée (en monnaie commune) de ce pays dans les dépenses de l'espèce de l'ensemble du groupe de pays.

² Voir la note 2 du tableau 15.

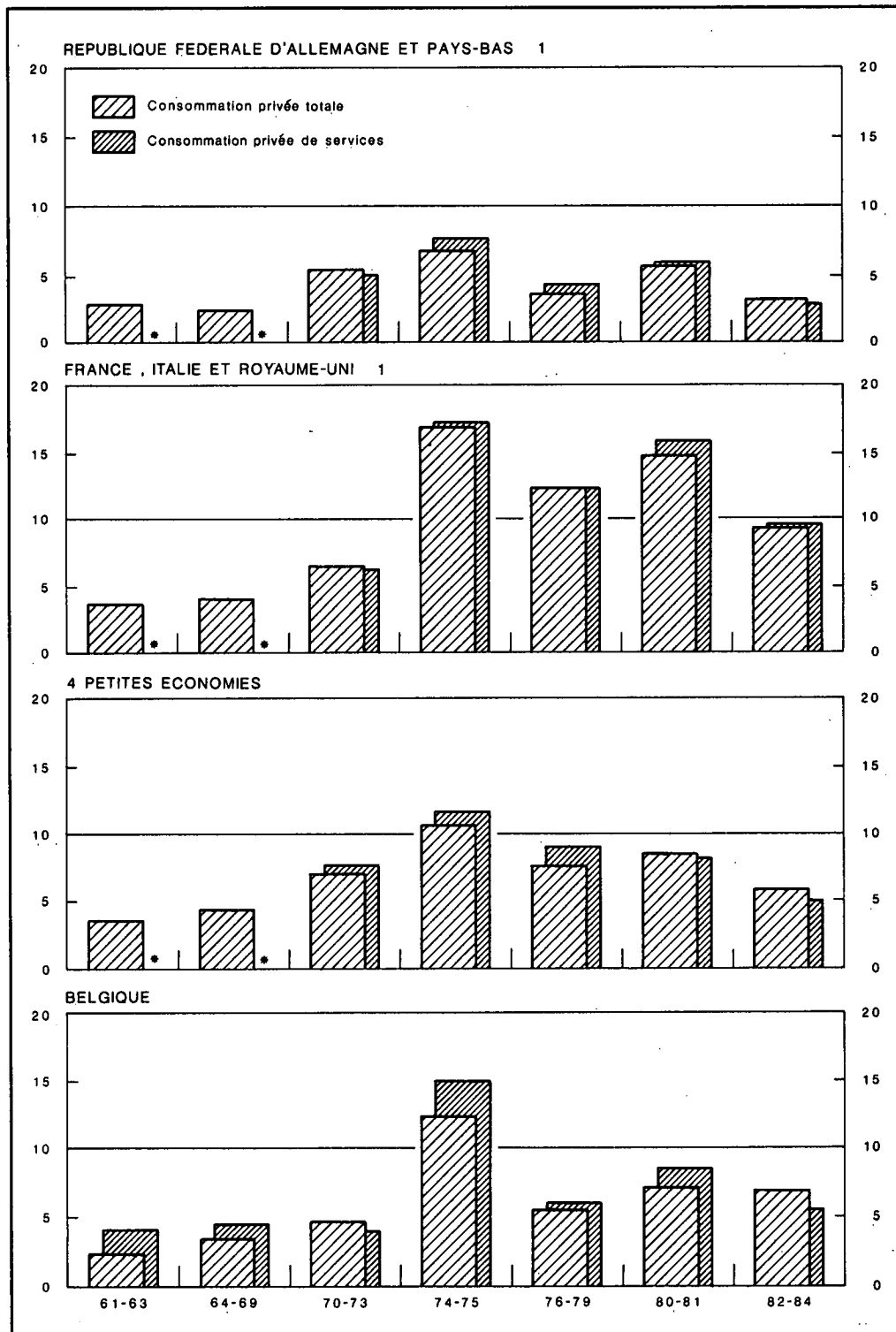
³ Non compris les transports et communications.

⁴ Moyenne annuelle pour la période 1974-84.

Graphique 17 b

**DEFLATEUR DE LA CONSOMMATION PRIVEE TOTALE
ET DE LA CONSOMMATION DE SERVICES ¹**

(Moyenne des pourcentages de variation annuelle)



Source : O.C.D.E.

* Non disponible.

¹ Les chiffres relatifs aux groupes de pays sont des moyennes géométriques pondérées des données (en monnaie nationale) des différents pays. Voir également la note 1 du tableau 17a.

Tableau 18

DETERMINANTS DE L'EVOLUTION DU DEFLATEUR DES DEPENSES FINALES

(Moyennes annuelles)

	Etats-Unis	Japon	République Fédérale d'Allemagne	Pays-Bas	France	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Autriche	Suède	Belgique
A. Variation du déflateur des dépenses finales											
1961-63 ¹	1,5	4,9	3,4	2,5	4,4	4,8	2,7	4,5	3,7	2,8	2,2
1964-69	3,2	4,8	2,7	4,4	3,7	3,3	4,2	5,5	3,2	4,0	3,3
1970-73	5,7	7,2	6,1	6,9	6,1	8,0	8,2	8,6	6,1	6,6	5,2
1974-75	10,6	16,0	7,5	12,1	13,3	20,0	22,1	14,1	8,6	13,5	13,9
1976-79	7,4	4,9	3,8	5,7	9,3	16,5	13,3	8,7	4,7	10,3	5,5
1980-81	9,5	5,2	5,9	8,5	12,8	20,6	14,1	11,7	6,8	11,1	8,0
1982-84	3,7	0,9	3,1	3,0	9,4	13,3	6,1	8,1	4,1	9,1	7,6
1961-84	5,3	5,6	4,2	5,6	7,3	10,4	8,6	8,0	4,9	7,3	5,6
B. Variation de la valeur des importations par unité de dépenses finales²											
1961-63 ¹	0,7 (-1,1)	3,3 (...)	3,1 (-1,4)	2,5 (-1,2)	4,2 (+0,4)	8,3 (+ 0,4)	-0,1 (-0,2)	1,5 (+0,5)	2,6 (+0,7)	0,5 (+0,6)	4,7 (+0,6)
1964-69	6,3 (-0,3)	3,0 (-0,3)	4,6 (-0,8)	3,4 (-0,2)	6,1 (+0,8)	3,2 (- 0,2)	5,0 (+2,2)	5,2 (+0,9)	4,7 (-0,1)	4,8 (-0,8)	4,3 (-0,3)
1970-73	12,2 (+4,5)	10,0 (-4,4)	6,4 (-5,3)	7,6 (-1,0)	9,6 (+2,0)	14,2 (+ 4,0)	12,4 (+3,9)	9,1 (-0,3)	8,2 (+0,1)	8,0 (+0,9)	6,9 (-0,8)
1974-75	17,3 (-1,1)	29,4 (+4,0)	14,0 (-2,7)	14,2 (-3,6)	16,5 (-0,4)	24,1 (+ 8,3)	24,6 (+6,6)	14,9 (-0,7)	10,0 (-2,8)	20,0 (-0,9)	13,8 (-1,0)
1976-79	14,5 (+1,6)	4,3 (-7,7)	6,1 (-5,2)	6,8 (-2,4)	12,7 (+3,0)	20,2 (+10,0)	13,5 (+3,2)	9,4 (+0,7)	7,6 (-1,7)	12,5 (+3,7)	7,8 (-2,5)
1980-81	10,8 (-3,6)	10,6 (-1,6)	11,6 (+1,6)	11,9 (+3,2)	19,7 (+2,9)	24,0 (+ 6,8)	7,4 (-5,3)	16,4 (+7,7)	10,4 (-1,3)	9,2 (+0,5)	12,7 (+3,2)
1982-84	4,2 (-5,8)	-2,6 (-1,5)	3,3 (-3,1)	4,3 (-1,5)	9,6 (+5,7)	11,8 (+ 4,3)	11,4 (+4,6)	8,4 (+1,7)	3,3 (-1,5)	11,0 (+6,5)	9,5 (+5,4)
1961-84	8,9 (-0,4)	6,4 (-2,1)	6,2 (-2,6)	6,2 (-1,0)	9,9 (+2,0)	12,8 (+ 4,1)	9,5 (+2,4)	8,2 (+1,1)	6,3 (-0,8)	8,4 (+1,4)	7,5 (+0,3)
dont ³ :											
a) variation des prix à l'importation	5,5 (-0,4)	4,9 (-2,1)	3,6 (-2,6)	4,5 (-1,0)	6,3 (+2,0)	9,7 (+ 4,1)	8,1 (+2,4)	7,3 (+1,1)	3,8 (-0,8)	7,6 (+1,4)	5,9 (+0,3)
b) effet structurel	3,2	1,4	2,5	1,6	3,4	2,8	1,3	0,8	2,4	0,7	1,5
C. Variation de la valeur du P.I.B. par unité de dépenses finales											
1961-63 ¹	1,5	5,0	3,5	2,6	4,5	4,4	3,2	5,3	4,0	3,4	1,2
1964-69	2,9	4,6	2,1	4,5	3,1	3,0	3,7	5,4	2,6	3,6	2,5
1970-73	5,3	6,9	6,0	6,7	5,5	7,0	7,2	8,4	5,5	6,3	4,4
1974-75	10,2	14,6	6,2	11,3	12,7	19,0	21,4	13,7	8,1	11,9	13,9
1976-79	6,7	5,0	3,2	5,1	8,6	15,6	13,2	8,5	3,8	9,7	4,2
1980-81	9,4	4,6	4,4	6,8	11,3	19,6	15,9	10,2	5,4	11,6	5,0
1982-84	3,7	1,5	3,0	2,4	9,4	13,8	4,7	8,0	4,2	8,5	6,1
1961-84	5,0	5,6	3,8	5,2	6,9	9,9	8,3	7,9	4,4	7,0	4,5
dont ³ :											
a) déflateur	5,3	5,7	4,3	6,0	7,5	10,5	8,7	8,1	5,1	7,2	5,4
b) effet structurel	-0,3	-0,1	-0,5	-0,8	-0,6	-0,5	-0,4	-0,2	-0,7	-0,2	-0,9

Sources : O.C.D.E., C.E.E.

¹ Voir la note 2 du tableau 15.² Les données entre parenthèses donnent l'impact du cours moyen pondéré de change sur les prix à l'importation : le signe -/+ indique respectivement une appréciation/une dépréciation relative de la monnaie nationale par rapport aux monnaies de 19 autres pays industrialisés.³ Pour l'ensemble de la période 1961-84 l'évolution annuelle moyenne de la valeur des importations et du P.I.B. par unité de dépenses finales a été scindée en une composante prix (respectivement variation des prix à l'importation et déflateur du P.I.B.) et une composante structurelle (variation de la part (en volume) respectivement des importations et du P.I.B. dans les dépenses finales).

En effet : $\frac{\text{valeur totale des importations}}{\text{valeur des dépenses finales}} = \frac{\text{valeur totale des importations}}{\text{valeur des importations}} \times \frac{\text{valeur des importations}}{\text{valeur des dépenses finales}}$ (= prix à l'importation) × $\frac{\text{valeur des importations}}{\text{valeur des dépenses finales}}$

et $\frac{\text{valeur du P.I.B.}}{\text{valeur des dépenses finales}} = \frac{\text{valeur du P.I.B.}}{\text{valeur du P.I.B.}} \times \frac{\text{valeur des dépenses finales}}{\text{valeur des dépenses finales}}$ (= déflateur du P.I.B.) × $\frac{\text{valeur des dépenses finales}}{\text{valeur des dépenses finales}}$

tableaux d'input-output de nombreux autres pays remontent également à quelques années. A défaut de tels tableaux actualisés, il n'est possible d'analyser l'origine de la hausse des prix que pour le déflateur des ventes finales totales dans l'économie, autrement dit des dépenses finales, c'est-à-dire la somme des dépenses intérieures (consommation, formation de capital) et des exportations. Cette analyse peut, en effet, être effectuée au moyen des comptes nationaux.

Le tableau 18 donne l'évolution du *déflateur des dépenses finales* dans les divers pays¹. Il ressort des chiffres (rubrique A) que le déflateur des dépenses finales a suivi, en général, une évolution à peu près semblable à celle des prix à la consommation : augmentation lente dans les années soixante, forte accélération dans la première moitié des années septante, ralentissement de la hausse par la suite, nouvelle accélération en 1980-81 et, enfin, nouveau ralentissement. En Belgique, la progression du déflateur a été sur l'ensemble de la période parmi les plus faibles, mais vers la fin de celle-ci, la position relative de la Belgique s'est cependant détériorée.

Les dépenses ou ventes finales sont par définition égales à la somme des inputs importés et de la valeur ajoutée par l'économie, c'est-à-dire le P.I.B. En conséquence, la hausse du déflateur des dépenses finales, c'est-à-dire de la valeur des dépenses finales par unité de dépenses finales, dépend des variations intervenant, d'une part, dans la valeur à l'importation par unité de dépenses finales et, d'autre part, dans la valeur du P.I.B. par unité de dépenses finales. Le tableau 18 (rubriques B et C) fournit l'évolution de ces deux grandes composantes. Grosso modo, on constate qu'elles ont suivi de nouveau la même évolution que le déflateur des dépenses finales.

La valeur à l'importation par unité de dépenses finales est cependant influencée elle-même par deux éléments : l'un est l'évolution des prix à l'importation eux-mêmes (quotient de la valeur totale des importations et du volume d'importations)² et l'autre, celle du coefficient technique d'importation (à savoir le rapport entre le volume d'importations et le volume des dépenses finales). Une hausse donnée des coûts à l'importation par unité de dépenses finales peut en effet résulter soit d'une augmentation des prix à l'importation, soit d'une augmentation de la quantité d'inputs importés pour un volume de ventes donné (« effet structurel »). Le tableau 18 ventile entre ces deux éléments explicatifs l'accroissement de la valeur des importations par unité de dépenses finales pour l'ensemble de la période. On a procédé de la sorte, mutatis mutandis, pour les variations de la valeur du P.I.B. par unité de dépenses finales : ces variations sont également déterminées, d'une part, par l'évolution du déflateur du P.I.B. (à savoir le rapport entre la valeur du P.I.B. et son volume), d'autre part, par le quotient du volume du P.I.B. et du volume des dépenses finales. Une hausse donnée des coûts intérieurs (autrement dit, des coûts rétribuant des facteurs de

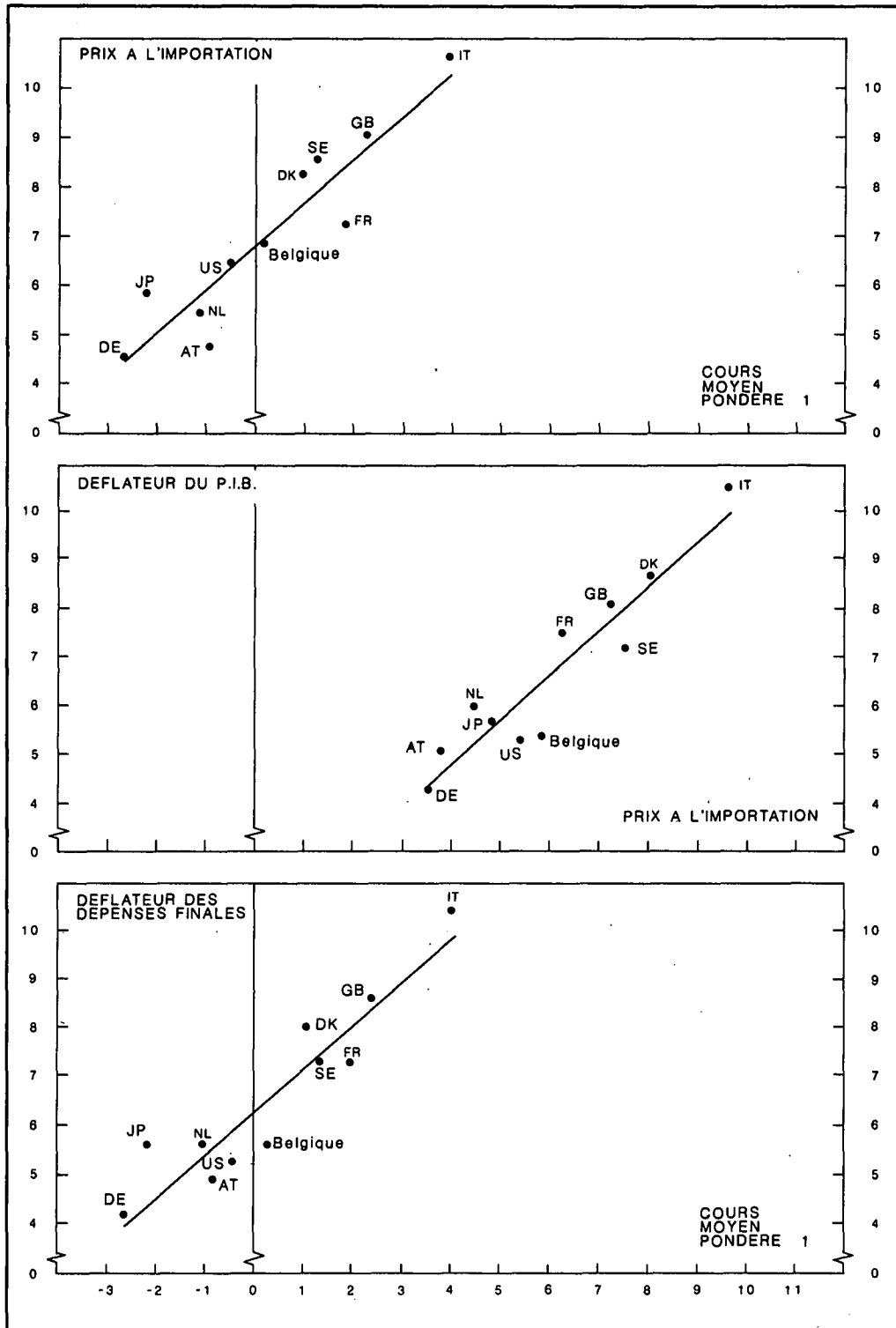
¹ Dans ce tableau 18 et dans les suivants, on n'a pas pu, comme on l'avait fait dans les tableaux précédents, présenter des données par groupes de pays car celles-ci n'étaient pas disponibles comme telles et les calculer aurait exigé des recherches assez étendues.

² L'évolution des prix à l'importation est déterminée par celle des prix des divers produits pris isolément et par la composition — changeante — du panier total d'importations.

Graphique 19

**DETERMINANTS DE L'AUGMENTATION DU DEFLATEUR
DES DEPENSES FINALES**

(Moyenne des pourcentages de variation annuelle pendant la période 1961-84)



Sources : O.C.D.E., C.E.E.

¹ Le signe -/+ indique respectivement une appréciation/une dépréciation relative de la monnaie nationale.

production intérieurs qui interviennent dans la formation de la valeur ajoutée : travail, capital, etc.) par unité de dépenses finales peut en effet résulter d'une augmentation de ces coûts par volume de facteurs de production intérieurs mis en œuvre ou de ce que, pour un volume de ventes donné, il faille mettre en œuvre davantage de facteurs de production intérieurs. Le tableau 18 reprend également cette ventilation pour l'ensemble de la période.

On constate que la hausse de la *valeur des importations par unité de dépenses finales* s'est élevée en moyenne à 7,5 p.c. l'an en Belgique au cours de l'ensemble de la période. Le facteur explicatif principal de cette évolution réside dans l'augmentation des prix à l'importation, qui a atteint 5,9 p.c. en moyenne, la part du volume des importations dans celui des dépenses finales progressant, quant à elle, de 1,5 p.c. en moyenne. La hausse des prix à l'importation s'explique, en faible partie, soit à raison de 0,3 p.c., par une dépréciation du franc belge par rapport aux autres monnaies. Dans des pays où cette dépréciation a été plus importante, tels la France, l'Italie, le Royaume-Uni, le Danemark et la Suède, les prix à l'importation ont augmenté davantage. Dans des pays dont la monnaie s'est appréciée, tels le Japon, la République Fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche, la progression des prix à l'importation a été plus faible. La hausse plus forte du volume des importations par rapport à celui des dépenses finales s'est manifestée dans tous les pays sans exception, mais pas dans la même mesure. Elle a résulté surtout de l'internationalisation croissante, dont il a déjà été question au chapitre I, mais dans certains cas, elle a pu être favorisée également par une plus grande pénétration des importations à la suite d'une perte de compétitivité.

La contrepartie de l'augmentation de la part des importations dans le volume des dépenses finales se retrouve évidemment dans la baisse du volume des *facteurs de production intérieurs* mis en œuvre par unité de dépenses finales, évolution que l'on constate dans tous les pays. En Belgique, cette diminution a atteint 0,9 p.c. en moyenne. Le déflateur du P.I.B. a progressé en Belgique de 5,4 p.c. en moyenne sur l'ensemble de la période, pourcentage du même ordre de grandeur que celui de la hausse des prix à l'importation. Pour le reste une analyse de l'évolution dans les divers pays indique que le déflateur du P.I.B. a augmenté le plus dans les pays où la hausse des prix à l'importation a été la plus forte, à savoir la France, l'Italie, le Royaume-Uni, le Danemark et la Suède. La progression du déflateur est demeurée plus limitée dans les autres pays.

La constatation la plus marquante est en fin de compte qu'il y a une relation certaine entre la hausse des prix à l'importation, elle-même déterminée par la *variation du cours de change*, et l'augmentation des coûts intérieurs (déflateur du P.I.B.) et donc, le déflateur des dépenses finales. Le graphique 19 illustre clairement cette relation. La partie A du graphique met en évidence le lien existant entre les variations du cours de change moyen pondéré des monnaies et l'accroissement des prix à l'importation, dans les pays concernés. Plus la dépréciation d'une monnaie est importante (ou plus son appréciation est faible) sur l'ensemble de la période considérée, plus la hausse moyenne des prix à l'importation exprimés en monnaie nationale est élevée. La partie B du graphique illustre la relation entre les prix à l'importation et les coûts intérieurs : plus la

hausse des prix à l'importation est importante, plus celle du déflateur du P.I.B. est, en général, élevée. Etant donné les liens qui existent entre les variations des cours de change et les prix à l'importation et entre ceux-ci et les coûts intérieurs, il est normal que les mouvements des cours de change influencent aussi l'évolution du déflateur des dépenses finales, qui est déterminée par la progression des coûts intérieurs et extérieurs. Ce lien apparaît dans la partie C du graphique. Par ailleurs, dans chacune des trois parties de ce graphique, il apparaît que, parmi les pays considérés, la Belgique a occupé, sur l'ensemble de la période, une position médiane entre les pays à monnaie forte, comme la République Fédérale d'Allemagne, et les pays dont la monnaie s'est dépréciée sensiblement, comme l'Italie et le Royaume-Uni.

Il ne faut toutefois pas perdre de vue que toutes ces variables sont interdépendantes et que cette analyse consacrée à l'origine des hausses de prix ne peut qu'attribuer celles-ci ex post et de façon mécanique à telle ou telle composante des coûts. Ce n'est pas parce que l'on constate par exemple, au cours d'une période déterminée, que le déflateur des dépenses finales et du P.I.B. augmente, tandis que les prix à l'importation demeurent inchangés, que l'on peut en conclure sans plus qu'en fin de compte, les coûts intérieurs constituent la seule origine de l'inflation. Il est en effet possible que la hausse de ces coûts soit une réaction, en partie ou totalement, à une augmentation antérieure des prix à l'importation.

Dans l'analyse de l'origine de la hausse des prix de la demande finale on a, jusqu'à présent, distingué deux grandes composantes de coûts : les coûts extérieurs, ou coûts des importations, et les coûts intérieurs que reflète le déflateur du P.I.B. Toutefois, il peut-être intéressant de décomposer aussi ces coûts intérieurs. C'est ce qui a été fait au tableau 20 où l'on a distingué *trois composantes de coûts intérieurs* (rubriques B, C et D) :

- les coûts de la main-d'œuvre, c'est-à-dire les coûts correspondant à la rétribution du facteur de production travail, qui comprennent tant les rémunérations brutes que les cotisations patronales à la sécurité sociale ;
- l'excédent brut d'exploitation de l'économie, à savoir une série d'éléments très hétérogènes qui constituent ensemble la différence entre, d'une part, la valeur des ventes (avant subsides et impôts indirects) et, d'autre part, les coûts de la main-d'œuvre et les coûts importés : il s'agit surtout des revenus de l'activité d'entreprise des indépendants, des professions libérales et des sociétés (y compris les amortissements) ;
- les impôts indirects, diminués des subsides.

Il n'est pas possible de ventiler, comme on a pu le faire pour les coûts à l'importation et le P.I.B., la hausse de ces diverses composantes de coûts intérieurs par unité de dépenses finales entre un effet de prix pur et un effet structurel, les comptes nationaux ne fournissant que l'évolution des revenus (par exemple des rémunérations) à prix courants, et non à prix constants (ou « en volume »).

Le tableau 20 montre que les *coûts de la main-d'œuvre* par unité de dépenses finales ont enregistré une hausse annuelle moyenne de 5,5 p.c. en Belgique, sur

Tableau 20

DETERMINANTS DE L'EVOLUTION DE LA VALEUR DU P.I.B., PAR UNITE DE DEPENSES FINALES

(Moyennes annuelles)

	Etats-Unis	Japon	République Fédérale d'Allemagne	Pays-Bas	France	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Autriche	Suède	Belgique
A. Evolution de la valeur du P.I.B., par unité de dépenses finales											
1961-63 ¹	1,5	5,0	3,5	2,6	4,5	4,4	3,2	5,3	4,0	3,4	1,2
1964-69	2,9	4,6	2,1	4,5	3,1	3,0	3,7	5,4	2,6	3,6	2,5
1970-73	5,3	6,9	6,0	6,7	5,5	7,0	7,2	8,4	5,5	6,3	4,4
1974-75	10,2	14,6	6,2	11,3	12,7	19,0	21,4	13,7	8,1	11,9	13,9
1976-79	6,7	5,0	3,2	5,1	8,6	15,6	13,2	8,5	3,8	9,7	4,2
1980-81	9,4	4,6	4,4	6,8	11,3	19,6	15,9	10,2	5,4	11,6	5,0
1982-84	3,7	1,5	3,0	2,4	9,4	13,8	4,7	8,0	4,2	8,5	6,1
1961-84	5,0	5,6	3,8	5,2	6,9	9,9	8,3	7,9	4,4	7,0	4,5
B. Evolution des coûts de la main-d'œuvre, par unité de dépenses finales											
1961-63 ¹	1,2	6,8	5,5	5,7	6,4	7,8	3,5	6,7	4,9	5,8	2,4
1964-69	3,8	4,3	2,3	5,8	3,7	2,9	3,4	6,2	3,2	4,3	3,1
1970-73	5,4	10,8	8,5	7,8	6,6	10,3	7,9	8,6	6,5	5,7	6,7
1974-75	9,7	21,4	7,6	14,1	17,0	23,8	26,5	17,3	12,5	14,4	17,8
1976-79	7,0	4,6	2,6	4,8	8,9	14,8	10,6	8,0	4,3	11,3	4,8
1980-81	9,0	5,1	5,8	5,2	12,8	20,8	15,4	10,9	6,2	11,1	5,9
1982-84	3,5	1,8	1,2	- 0,4	8,8	13,1	3,5	6,8	2,3	5,1	4,3
1961-84	5,2	6,9	4,4	5,8	7,9	11,1	8,1	8,4	5,1	7,4	5,5
C. Evolution de l'excédent brut d'exploitation, par unité de dépenses finales											
1961-63 ¹	1,6	3,7	0,9	- 1,4	2,5	1,4	2,0	3,6	2,6	- 1,6	- 0,9
1964-69	1,5	5,1	1,9	2,5	2,7	3,4	3,1	2,8	1,3	1,4	1,6
1970-73	5,1	5,0	3,6	4,3	4,8	4,2	8,6	8,5	3,0	6,3	2,7
1974-75	10,3	6,1	4,6	7,3	7,7	14,9	10,6	9,6	4,8	10,4	8,6
1976-79	7,3	5,0	4,0	5,6	7,8	16,5	17,2	6,8	3,4	7,5	3,2
1980-81	10,2	2,9	2,1	9,8	9,0	17,4	13,2	9,4	4,1	11,2	2,8
1982-84	4,6	0,8	6,3	7,2	10,1	13,6	9,7	10,9	7,3	14,8	9,7
1961-84	4,8	4,3	3,3	4,4	5,8	8,7	8,5	6,7	3,4	6,0	3,4
D. Evolution des impôts indirects (moins subsides), par unité de dépenses finales											
1961-63 ¹	1,8	1,3	3,3	5,3	4,4	3,6	3,1	5,2	4,7	8,0	4,0
1964-69	2,6	0,8	2,1	4,9	2,2	1,6	8,3	9,5	4,3	5,8	2,9
1970-73	5,4	7,8	2,4	8,7	3,4	2,0	1,2	7,0	8,4	9,4	- 1,0
1974-75	9,9	5,8	4,0	8,5	9,7	6,1	11,0	9,5	0,9	3,6	11,5
1976-79	2,7	9,4	3,7	5,8	11,5	18,3	21,5	14,4	2,7	5,2	4,1
1980-81	14,1	5,6	4,8	6,1	10,3	22,9	22,2	8,9	5,2	16,6	6,2
1982-84	3,0	3,2	2,6	0,8	10,6	19,1	4,0	7,0	5,3	12,3	5,4
1961-84	4,6	4,6	3,0	5,6	6,3	8,8	9,3	9,0	4,7	8,1	3,9

Source : O.C.D.E.

¹ Voir la note 2 du tableau 15.

l'ensemble de la période considérée, contre 4,5 p.c. pour la valeur du P.I.B. (ou les coûts intérieurs totaux) par unité, tandis que *l'excédent brut d'exploitation* par unité de dépenses finales et les impôts indirects, subsides non compris, par unité de dépenses finales, ont progressé en moyenne respectivement de 3,4 et 3,9 p.c. Dans tous les autres pays, excepté le Royaume-Uni, les coûts de la main-d'œuvre par unité de dépenses finales ont aussi augmenté de manière plus sensible que les coûts intérieurs totaux par unité. C'est au Japon, en Italie, en France et en Belgique que la différence a été la plus grande. A l'inverse, l'excédent brut d'exploitation par unité a augmenté partout plus lentement que les coûts intérieurs totaux, à l'exception du Royaume-Uni. On a toutefois noté un renversement durant les années quatre-vingt dans la plupart des pays : alors que le rythme de hausse des coûts de la main-d'œuvre par unité a dépassé, en général, au cours des années soixante et septante celui des coûts intérieurs totaux par unité, il s'est ensuite très souvent ralenti tandis que la hausse de l'excédent brut d'exploitation s'est accentuée. Ce renversement reflète entre autres une certaine modification de la répartition des revenus en faveur des sociétés (cf. ci-après, point 4.2). Ce changement s'est produit plus tard en Belgique que dans la plupart des autres pays : en 1980-81, la croissance de l'excédent brut d'exploitation s'est encore ralentie légèrement malgré une hausse plus rapide de la valeur du P.I.B. par unité, contrairement à l'évolution constatée dans de nombreux autres pays, et elle ne s'est renforcée sensiblement qu'en 1982-84. Enfin, on constate, à l'examen du tableau 20, que la progression des *impôts indirects moins les subsides*, par unité de dépenses finales, est demeurée très limitée en moyenne, sur l'ensemble de la période, en Belgique. Cette composante des coûts n'a crû nettement que pendant la période 1974-75, notamment en raison d'un relèvement des droits d'accises. Le Royaume-Uni — où les impôts sur l'exploitation de pétrole ont joué un rôle important — a enregistré l'augmentation la plus rapide des impôts indirects moins les subsides, par unité, tout comme l'Italie, le Danemark et la Suède, où les tarifs des impôts indirects notamment ont été relevés.

Jusqu'à présent, le rythme de hausse de chaque composante des coûts du déflateur des dépenses finales a été analysé en soi. Mais, la mesure dans laquelle il contribue à l'augmentation de ce déflateur, dépend de sa part dans la valeur des ventes finales. Une même évolution d'une composante de coûts — par exemple des importations — peut, par conséquent, exercer une plus grande influence sur le déflateur des dépenses finales dans le pays A que dans le pays B lorsque la part des importations dans les ventes finales est plus élevée dans le pays A. La *contribution d'une composante de coûts* à la progression du déflateur des dépenses finales, est égale au produit du pourcentage de hausse de cette catégorie de coûts et de sa part dans la valeur des dépenses finales. Le tableau 21 reprend les contributions, ainsi définies, des quatre composantes de coûts (les importations et les trois composantes de coûts intérieurs). On constate que la contribution de la valeur des importations, par unité de dépenses finales, au déflateur des dépenses finales a été de loin la plus importante en Belgique pour la période 1961-84 dans son ensemble : la hausse annuelle moyenne de 5,6 p.c. du déflateur de la demande finale s'explique presque pour moitié, soit 2,6 p.c., par l'augmentation du prix de revient des importations. La progression de la valeur des importations par unité de dépenses finales, en Belgique, a certes été comparable à celle qui a été enregistrée dans d'autres pays, mais la part des importations

Tableau 21.

CONTRIBUTION DES DIFFERENTES COMPOSANTES DES COÛTS A L'EVOLUTION DU DEFLATEUR DES DEPENSES FINALES

(Moyennes annuelles 1961-84)

	Etats-Unis	Japon	République Fédérale d'Allemagne	Pays-Bas	France	Italie	Royaume- Uni	Danemark	Autriche	Suède	Belgique
<i>A. Contribution de la valeur des importations, par unité de dépenses finales</i>	0,5	0,6	1,1	2,0	1,5	2,2	1,8	2,0	1,4	1,8	2,6
1. Evolution de la valeur des importations, par unité de dépenses finales (voir tableau 18, rubrique B)	(8,9)	(6,4)	(6,2)	(6,2)	(9,9)	(12,8)	(9,5)	(8,2)	(6,3)	(8,4)	(7,5)
2. Part (en p.c.) des importations dans les dépenses finales	(6)	(10)	(17)	(32)	(15)	(17)	(19)	(24)	(23)	(21)	(34)
<i>B. Contribution des coûts de la main-d'œuvre, par unité de dépenses finales</i>	2,9	3,0	1,9	2,1	3,4	4,7	3,9	3,4	1,9	3,6	1,9
1. Evolution des coûts de la main-d'œuvre, par unité de dépenses finales (voir tableau 20, rubrique B)	(5,2)	(6,9)	(4,4)	(5,8)	(7,9)	(11,1)	(8,1)	(8,4)	(5,1)	(7,4)	(5,5)
2. Part (en p.c.) des coûts de la main-d'œuvre dans les dépenses finales	(56)	(44)	(44)	(37)	(43)	(42)	(48)	(41)	(38)	(48)	(35)
<i>C. Contribution de l'excédent brut d'exploitation, par unité de dépenses finales</i>	1,4	1,7	1,0	1,1	1,8	3,0	2,0	1,7	1,0	1,4	0,9
1. Evolution de l'excédent brut d'exploitation, par unité de dépenses finales (voir tableau 20, rubrique C)	(4,8)	(4,3)	(3,3)	(4,4)	(5,8)	(8,7)	(8,5)	(6,7)	(3,4)	(6,0)	(3,4)
2. Part (en p.c.) de l'excédent brut d'exploitation dans les dépenses finales	(30)	(40)	(29)	(25)	(31)	(34)	(23)	(25)	(28)	(23)	(25)
<i>D. Contribution des impôts indirects (moins subsides), par unité de dépenses finales</i>	0,4	0,3	0,3	0,3	0,7	0,6	0,9	0,9	0,5	0,6	0,2
1. Evolution des impôts indirects (moins subsides), par unité de dépenses finales (voir tableau 20, rubrique D)	(4,6)	(4,6)	(3,0)	(5,6)	(6,3)	(8,8)	(9,3)	(9,0)	(4,7)	(8,1)	(3,9)
2. Part (en p.c.) des impôts indirects (moins subsides) dans les dépenses finales	(8)	(6)	(10)	(6)	(11)	(7)	(10)	(10)	(11)	(8)	(6)
<i>E. Evolution du déflateur des dépenses finales¹ (voir tableau 18, rubrique A)</i>	5,3	5,6	4,2	5,6	7,3	10,4	8,6	8,0	4,9	7,3	5,6

Source : O.C.D.E.

¹ Compte tenu de l'ajustement statistique, elle est égale à la somme des contributions respectives des quatre composantes de coûts mentionnées.

dans les dépenses finales est nettement plus élevée dans notre pays (34 p.c. en moyenne pour la période considérée) qu'ailleurs. Cette part élevée des importations dans les coûts totaux explique en même temps pourquoi la contribution des autres composantes (intérieures) des coûts a, inversement, été plus faible en Belgique que dans presque tous les autres pays.

4. Revenus, dépenses et comptes des secteurs économiques

Résumé : Dans le monde industrialisé, les dépenses de consommation et les revenus des particuliers ont été favorisés au détriment respectivement des investissements et des revenus des pouvoirs publics. Les besoins de financement de ceux-ci ont progressé considérablement, en particulier parce que les flux de revenus transférés aux particuliers ont augmenté, surtout depuis la crise économique, et que les charges d'intérêts résultant notamment de l'expansion de la dette se sont accrues ; les particuliers et les sociétés ont augmenté leur excédent financier ou ont réduit leur déficit en contractant leurs investissements. Beaucoup de ces évolutions se sont produites avec une plus grande intensité en Belgique.

Cette partie synthétise les évolutions en valeur (influencées par les variations en volume et en prix décrites plus haut) tant des dépenses que des revenus ; ces deux évolutions seront ensuite comparées entre elles lors de l'élaboration du compte des grands secteurs économiques. Le compte des pouvoirs publics fait l'objet d'une approche plus détaillée.

4.1. Les dépenses

Le tableau 22 donne, en niveau et en évolution, l'importance relative des différentes *catégories de dépenses* dans le P.N.B. aux prix et aux taux de change courants. La *consommation privée* est, partout et toujours, la composante la plus importante des dépenses, sauf en Belgique, en 1982-84, où les exportations et les importations l'ont surpassée. On constate, dans chaque pays ou zone considérés, deux phases dans son évolution : entre 1960-63 et 1970-73, elle a eu tendance à diminuer en importance relative, et, entre cette dernière période et 1982-84, elle a, au contraire, regagné en importance. En Belgique, en 1982-84, elle atteignait 66 p.c. du P.N.B., niveau comparable à celui des Etats-Unis mais qui dépassait fortement celui des autres économies, tout en étant toutefois inférieur au niveau initial de 1960-63.

La *consommation publique* est en progression partout, surtout en Europe. La comparaison du niveau de la consommation publique entre les pays européens, les Etats-Unis et le Japon, n'est pas une chose simple. Ainsi, le niveau de la consommation publique est nettement plus bas au Japon qu'ailleurs, notamment parce que le budget de la défense nationale y est très réduit, pour des raisons d'ordre institutionnel. Inversement, ce budget explique, en partie, pourquoi la consommation publique est relativement importante aux Etats-Unis, surtout au début de la période. Par ailleurs, des glissements entre dépenses publiques et dépenses privées de consommation se produisent notamment suivant le mode d'organisation du secteur médico-social. C'est pourquoi, on a regroupé dans une ligne « *Total de la consommation* » ces deux types de dépenses. L'importance relative

Tableau 22

**PARTS DES DIFFERENTES CATEGORIES DE DEPENSES DANS LE PRODUIT NATIONAL BRUT
AUX PRIX ET TAUX DE CHANGE COURANTS**

(Parts en pour cent)

	Etats-Unis				Japon				Cinq économies européennes				Quatre petites économies				Belgique			
	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84
Consommation privée	62,7	61,9	62,4	64,6	57,3	53,5	57,9	59,3	61,2	58,7	59,4	60,8	59,5	55,2	57,2	57,2	67,1	60,0	61,9	66,0
Consommation publique . .	17,5	18,3	17,8	18,8	7,8	8,0	9,8	9,9	14,5	15,9	17,7	19,2	14,6	18,5	21,6	22,5	12,6	14,4	17,4	18,3
Total de la consommation	80,2	80,2	80,2	83,4	65,1	61,5	67,7	69,2	75,7	74,6	77,1	80,0	74,1	73,7	78,8	79,7	79,7	74,4	79,3	84,3
Formation brute de capital (y compris les stocks) . .	18,3	18,9	19,5	17,1	35,5	37,1	31,6	28,9	23,2	24,0	21,7	19,1	25,5	25,3	22,3	19,1	20,3	22,5	21,4	16,1
dont :																				
Logements	n.	4,8	4,7	3,7	n.	7,6	7,4	5,5	n.	6,2	5,6	5,2	n.	6,1	5,4	4,8	n.	4,9	7,0	3,2
Autres	n.	14,1	14,8	13,4	n.	29,5	24,2	23,4	n.	17,8	16,1	13,9	n.	19,2	16,9	14,3	n.	17,6	14,4	12,9
Dépenses intérieures	98,5	99,1	99,7	100,5	100,6	98,6	99,3	98,1	98,9	98,6	98,8	99,1	99,6	99,0	101,1	98,8	100,0	96,9	100,7	100,4
Exportations de biens et services	5,9	7,3	10,3	10,4	9,6	11,3	13,0	16,2	19,8	23,8	29,5	35,1	32,2	35,8	39,6	50,3	35,9	47,7	55,5	81,2
Importations de biens et services	4,4	6,4	10,0	10,9	10,2	9,9	12,3	14,3	18,7	22,4	28,3	34,2	31,8	34,8	40,7	49,1	35,9	44,6	56,2	81,6
Produit national brut	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Sources : O.C.D.E., Belgique : I.N.S.

de la consommation est la plus élevée aux Etats-Unis et la moins élevée au Japon ; dans les pays européens, la consommation est relativement moins importante qu'aux Etats-Unis, mais nettement plus importante qu'au Japon. Ces différences s'expliquent partiellement, comme on l'a vu, par le niveau des budgets de défense ; mais, comme on l'a souligné au chapitre I, il est aussi possible que, malgré les efforts d'harmonisation de la présentation des statistiques, certaines dépenses, qui sont considérées comme de l'investissement dans les comptabilités nationales des pays autres que les Etats-Unis, soient comptabilisées dans la consommation publique aux Etats-Unis. En Belgique, le niveau de la consommation totale est supérieur à celui des autres pays européens.

Dans tous les pays ou zones, la *formation brute de capital* s'est nettement affaiblie depuis 1970-73, période après laquelle la croissance des économies et, par conséquent, la demande mondiale se sont ralenties. La période 1982-84 semble avoir été particulièrement peu favorable à l'investissement, tant en logement que dans les autres composantes de la formation brute de capital. Aux Etats-Unis, la formation de capital était, en 1982-84, en importance relative, légèrement inférieure à celle de l'Europe, mais la différence tenait surtout au logement. Elle est restée par contre très élevée au Japon malgré la diminution marquée qu'elle y a subie au cours des années septante. En Belgique, l'investissement en logements a connu une flambée entre 1970-73 et 1976-79, mais il s'est contracté par la suite, de sorte qu'il ne représentait, en 1982-84, plus que 3,2 p.c. du P.N.B., taux le plus bas parmi les pays considérés. Le niveau relatif des autres investissements y a été, continuellement, quelque peu inférieur à celui des autres pays européens.

L'addition des catégories précitées de dépenses donne le *total des dépenses intérieures* à prix courants, qui diffère du P.N.B. à raison du solde des échanges extérieurs sur biens et services, y compris les revenus de facteurs. On constate un accroissement, sur l'ensemble de la période, de la part des dépenses intérieures dans le P.N.B. aux Etats-Unis, occasionné par une croissance plus forte des importations que des exportations. Les développements constatés au Japon semblent constituer la contrepartie, ou un élément de la contrepartie, de cette évolution : la part des dépenses intérieures y a, en effet, eu plutôt tendance à diminuer. En Belgique, l'évolution n'a pas été homogène. De 1960-63 à 1970-73, les dépenses intérieures se sont considérablement réduites en importance relative ; la production nationale a servi, pour une part grandissante, à satisfaire la demande étrangère. Entre 1970-73 et 1976-79, le mouvement inverse s'est produit ; depuis lors, la part des dépenses intérieures s'est à nouveau rétrécie. Les origines de ces évolutions seront examinées dans le troisième chapitre de cette étude, relatif aux opérations de l'U.E.B.L. avec l'étranger.

4.2. *Les revenus*

Le tableau 23 montre comment les revenus créés dans le processus de production se sont répartis entre les différents secteurs. Cette répartition est

donnée après incorporation des transferts courants reçus ou payés ; il s'agit donc de revenus (y compris les amortissements) disponibles pour la consommation ou l'épargne brute ; dans le cas des particuliers et des sociétés, le tableau donne, en outre, l'origine de leur *revenu disponible*, à savoir les différentes composantes du revenu primaire et les transferts courants nets (impôts directs et contributions sociales payés moins transferts courants reçus).

En début de période (c'est-à-dire en 1970-73, les données pour la période antérieure n'étant pas disponibles), la part relative du revenu disponible des particuliers, des sociétés et des pouvoirs publics, chacune exprimée en pourcentage du P.N.B., était à peu près la même aux Etats-Unis et dans les cinq pays européens. Au Japon et en Belgique, en revanche, la structure des revenus était assez différente. Dans le premier de ces pays, la part relative du revenu des sociétés y était particulièrement importante, au détriment tant de celle des particuliers que de celle des pouvoirs publics. Dans le second, les particuliers bénéficiaient d'un revenu relatif plus élevé au détriment des pouvoirs publics.

En cours de période, la part du revenu disponible des pouvoirs publics a diminué dans tous les pays au profit du revenu des particuliers. La part du revenu des sociétés n'a, quant à elle, pas varié fortement, excepté au Japon où elle a diminué pour revenir à un niveau comparable à celui des autres pays.

La progression du revenu disponible des particuliers a été particulièrement marquée au Japon et en Belgique. Si, dans le premier cas, cette augmentation peut s'expliquer en partie par la part relativement faible du revenu disponible des particuliers en début de période, il n'en va pas de même pour la Belgique. Dans ce pays, la part du revenu des particuliers, qui était déjà la plus élevée pendant les années 1970-73, a continué de progresser, pour atteindre près de 80 p.c. du P.N.B. en 1982-84.

La croissance du revenu disponible des particuliers s'explique par celle de leur revenu primaire. Parmi les composantes de ce dernier, le revenu des entrepreneurs individuels a, dans tous les pays ou groupes de pays, perdu de son importance au cours de la période au profit de la rémunération des salariés et du revenu de la propriété. La réduction relative du revenu des entrepreneurs individuels au profit de la rémunération des salariés doit évidemment être interprétée en tenant compte de l'évolution du nombre d'entrepreneurs et de salariés. On notera cependant que, pendant la période considérée, la part des salariés dans le total de l'emploi n'a enregistré un accroissement important qu'au Japon et en France¹.

¹ Part procentuelle des salariés dans l'emploi total	1970-73	1982-84
Etats-Unis	90,6	90,1
Japon	65,4	74,9
République Fédérale d'Allemagne	84,3	84,2
France	80,7	87,1
Royaume-Uni	91,9	90,4
Italie	69,7	71,6
Pays-Bas	84,9	86,6
Belgique	81,9	82,6

(Source : O.C.D.E.)

Tableau 23

COMPTE DE REVENUS DES DIFFERENTS SECTEURS*(En pour cent du P.N.B.)*

	Etats-Unis			Japon			Cinq économies européennes			Belgique		
	1970-73	1976-79	1982-83 ¹	1970-73	1976-79	1982-84	1970-73	1976-79	1982-84	1970-73	1976-79	1982-84
1. Particuliers :												
1.1 Rémunération des salariés	60,9	60,5	60,8	46,2	53,8	55,5	54,0	56,6	55,7	51,8	57,9	57,5
1.2 Revenu des entrepreneurs individuels	6,7	5,4	3,6	19,7	16,4	12,3	18,0	16,3	15,4	15,3	12,4	10,9
1.3 Revenu de la propriété ²	8,4	9,0	12,8	4,1	4,4	6,5	3,2	3,5	4,7	10,4	11,0	15,9
1.4 Amortissements	3,4	3,9	4,4	3,5	4,4	4,5	2,4	2,6	3,0	2,4	2,6	2,7
1.5 Revenu primaire (= 1.1 à 1.4)	79,4	78,8	81,6	73,5	79,0	78,8	77,6	79,0	78,8	79,9	83,9	87,0
1.6 Transferts courants (-) ²	-7,5	-7,1	-7,0	-4,0	-2,4	-3,3	-6,9	-7,3	-6,9	-5,5	-7,2	-7,2
1.7 Revenu disponible (= 1.5 + 1.6)	71,9	71,7	74,6	69,5	76,6	75,5	70,7	71,7	71,9	74,4	76,7	79,8
2. Sociétés :												
2.1 Excédent brut d'exploitation	14,9	16,9	15,9	24,6	18,1	20,4	13,1	12,9	14,1	15,1	12,1	13,3
2.2 Revenu de la propriété ²	-3,2	-3,7	-4,5	-4,4	-3,8	-4,5	-2,5	-2,0	-2,4	-3,2	-2,3	-2,4
2.3 Revenu primaire (= 2.1 + 2.2)	11,7	13,2	11,4	20,2	14,3	15,9	10,6	10,9	11,7	11,9	9,8	10,9
2.4 Transferts courants (-)	-3,9	-4,1	-2,5	-4,5	-4,5	-5,2	-2,1	-2,1	-2,6	-2,7	-2,7	-2,9
2.5 Revenu disponible (= 2.3 + 2.4)	7,8	9,1	8,9	15,7	9,8	10,7	8,5	8,8	9,1	9,2	7,1	8,0
3. Pouvoirs publics :												
Revenu disponible ³	19,5	18,3	15,6	15,0	12,3	13,4	20,1	18,7	18,4	15,9	15,5	11,2
4. Reste du monde :												
Revenu disponible ⁴	0,6	0,6	0,6	0,1	0,1	0,1	0,8	1,0	0,8	0,5	0,7	1,0
5. Ajustement statistique	0,2	0,3	0,3	-0,3	1,2	0,3	-0,1	-0,2	-0,2	—	—	—
6. Produit national brut (= 1.7 + 2.5 + 3 + 4 + 5)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : O.C.D.E., C.E.E., I.N.S., sources nationales.

¹ Les données relatives à 1984 ne sont pas encore disponibles.² Il s'agit de montants nets, c'est-à-dire de la différence entre les montants reçus d'autres secteurs et les montants versés à d'autres secteurs.³ Le revenu disponible des pouvoirs publics correspond au total général des impôts directs payés par les particuliers et les sociétés, des impôts indirects, des cotisations à la sécurité sociale des salariés et des indépendants, du revenu de la propriété et de l'entreprise échéant aux pouvoirs publics, des transferts courants de l'étranger et des amortissements, sous déduction des intérêts de la dette publique, des subsides aux entreprises, des transferts courants payés au titre de la sécurité sociale des salariés et des indépendants, du solde des autres transferts courants aux particuliers et des transferts courants à l'étranger.⁴ Le revenu disponible du reste du monde correspond aux transferts nets courants des secteurs intérieurs à l'étranger.

Le niveau du revenu de la propriété a toujours été nettement plus élevé en Belgique que dans les autres pays, ce qui est probablement à mettre en liaison avec l'important excédent financier net enregistré par les particuliers en Belgique (voir point 4.3 ci-après); ce revenu s'est d'ailleurs fortement accru entre 1976-79 et 1982-84, lorsque les taux d'intérêt ont, en moyenne, augmenté plus en Belgique que dans les autres pays.

La *rémunération des salariés* mérite, en raison de son importance relative dans le total des revenus ainsi que de son évolution marquée en Belgique entre 1970-73 et 1982-84, un examen particulier, dont les résultats apparaissent au tableau 24.

Limitée à une comparaison entre la Belgique et ses cinq principaux partenaires européens, l'évolution, entre 1970-73 et 1982-84, de la rémunération par salarié à prix constants dans l'ensemble de l'économie (rubrique 1.5) indique que la Belgique a occupé une position intermédiaire : cette rémunération moyenne a augmenté plus rapidement qu'en République Fédérale d'Allemagne, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, mais moins rapidement qu'en France et en Italie. Ce constat d'ensemble doit cependant être nuancé pour tenir compte des fluctuations survenues en cours de période. Durant la première sous-période, c'est-à-dire de 1970-73 à 1976-79, c'est en Belgique que l'augmentation de la rémunération réelle par salarié à prix constants a été la plus vive, mais dans la seconde sous-période, c'est-à-dire de 1976-79 à 1982-84, la situation s'est inversée : abstraction faite des Pays-Bas, où le salaire réel a diminué, c'est en Belgique et en République Fédérale d'Allemagne que la progression des rémunérations a été la plus modérée.

On retrouve un profil analogue dans l'évolution de la rémunération par salarié à prix constants dans les seules entreprises, c'est-à-dire l'ensemble de l'économie à l'exclusion des services non marchands (pouvoirs publics) (rubrique 2.5).

Il est utile de comparer la hausse de cette rémunération à celle de la productivité apparente par salarié, corrigée pour tenir compte de la variation des termes de l'échange ; dans l'hypothèse où l'on voudrait garder stables les parts des salaires et des autres revenus dans le revenu national, c'est, en effet, logiquement la hausse de la valeur ajoutée par salarié, augmentée du gain en revenu réel qu'une amélioration des termes de l'échange signifie pour l'économie, ou diminuée de la perte de revenu qu'une détérioration des termes de l'échange représente, qui détermine la marge d'augmentation des salaires réels. Sur l'ensemble de la période, la progression de la rémunération par salarié à prix constants a été quelque peu inférieure à celle de la productivité apparente par salarié, corrigée pour tenir compte de la variation des termes de l'échange, en République Fédérale d'Allemagne, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, mais supérieure en Belgique, en France et, très nettement, en Italie (rubrique 2.7); une cassure s'est cependant produite en 1976-79 : entre 1970-73 et 1976-79, la rémunération réelle moyenne a, dans tous les pays, augmenté plus que la productivité corrigée pour tenir compte de la variation des termes de l'échange (très légèrement en République Fédérale d'Allemagne, le plus en Italie); depuis 1976-79, c'est l'inverse qui s'est produit.

Tableau 24

REMUNERATION DES SALARIES EN MONNAIE NATIONALE*(Indices 1970-73 = 100)*

	République Fédérale d'Allemagne		France		Royaume-Uni		Italie		Pays-Bas		Belgique	
	1976-79	1982-84	1976-79	1982-84	1976-79	1982-84	1976-79	1982-84	1976-79	1982-84	1976-79	1982-84
<i>1. Ensemble de l'économie :</i>												
1.1 Rémunération des salariés	163,6	215,6	242,1	471,2	262,7	468,9	313,3	815,3	203,1	256,0	221,0	312,8
1.2 Nombre de salariés	98,5	98,3	106,0	107,1	101,6	95,1	106,6	109,3	102,1	98,9	102,5	98,5
1.3 Rémunération par salarié (1.1/1.2)	166,1	219,3	228,4	440,0	258,6	493,1	293,9	745,9	198,9	258,8	215,6	317,6
1.4 Indice des prix à la consommation	135,9	173,9	176,4	316,7	228,7	404,1	227,4	519,3	159,5	210,5	164,4	236,7
1.5 Rémunération par salarié à prix constants (1.3/1.4)	122,7	126,1	129,5	138,9	113,1	122,0	129,2	143,6	124,7	122,9	131,1	134,2
<i>2. Secteur des entreprises :</i>												
2.1 Rémunération des salariés	158,8	207,6	240,4	460,5	257,1	445,4	319,7	790,5	197,8	250,2	217,0	300,9
2.2 Nombre de salariés	94,9	92,4	105,1	104,4	98,9	91,0	103,7	103,9	100,2	95,2	99,2	91,8
2.3 Rémunération par salarié (2.1/2.2)	167,3	224,7	228,7	441,1	260,0	489,5	308,3	760,8	197,4	262,8	218,8	327,8
2.4 Indice des prix à la consommation	135,9	173,9	176,4	316,7	228,7	404,1	227,4	519,3	159,5	210,5	164,4	236,7
2.5 Rémunération par salarié à prix constants (2.3/2.4)	123,1	129,2	129,6	139,3	113,7	121,1	135,6	146,5	123,8	124,8	133,1	138,5
2.6 Productivité apparente par salarié corrigée pour tenir compte de la variation des termes de l'échange	122,0	133,4	117,0	130,5	108,9	122,4	110,5	122,2	118,6	128,7	120,0	134,9
2.7 Rapport entre 2.5 et 2.6	100,9	96,9	110,8	106,7	104,4	98,9	122,7	119,9	104,4	97,0	110,9	103,0

Sources : C.E.E., I.N.S.

4.3. La synthèse des opérations des différents secteurs économiques

4.3.1 Vue globale

Le tableau 25 fait la synthèse des opérations des trois grands secteurs intérieurs, en rapprochant leurs ressources (leur épargne brute — qui, dans le cas des sociétés, est égale au revenu disponible, et, dans le cas des particuliers et des pouvoirs publics, à la différence entre le revenu disponible et la consommation — augmentée ou diminuée des transferts nets en capital reçus ou payés), et leur formation brute de capital, de manière à déterminer leur capacité ou leur besoin nets de financement. La capacité nette de financement ou le besoin net de financement de l'ensemble de ces trois secteurs intérieurs correspond, par définition, à un besoin ou à une capacité de financement du Reste du Monde.

Il appert de ce tableau que la capacité nette de financement de l'ensemble des secteurs intérieurs s'est généralement réduite entre 1970-73 (première période pour laquelle les données sont disponibles) et 1982-84, et qu'elle s'est muée, en Belgique, en besoin net de financement. Le Japon constitue, à cet égard, une exception par la constance et l'accroissement de sa capacité nette de financement.

Cette évolution générale n'a pas trouvé son origine dans un affaiblissement de la *capacité nette de financement des particuliers* : entre 1970-73 et 1982-84, celle-ci s'est, au contraire, partout renforcée, sauf au Japon, où elle est restée quasi stable en pourcentage du P.N.B. et a diminué en pourcentage du revenu disponible. Cet accroissement s'explique, assez généralement, par un recul en importance de la formation brute de capital des particuliers (investissements en logements et investissements des entrepreneurs individuels). L'*épargne brute des particuliers* a eu, quant à elle, tendance à diminuer, par rapport au produit national, au cours de la dernière période.

Cette dernière évolution apparaît plus clairement encore dans les données annuelles, reprises au graphique 26. Elle peut s'expliquer probablement par plusieurs facteurs : le recul de l'inflation, qui a réduit la propension des particuliers à épargner pour garder constante la valeur réelle de leur patrimoine ; la diminution ou la croissance ralentie du revenu disponible des ménages, qui n'ont pas souhaité réduire leur niveau de consommation dans la même mesure que ce revenu ; peut-être aussi la baisse des investissements en logements, qui a pu affaiblir l'épargne-logement. Les glissements dans la composition des revenus des particuliers ont sans doute aussi exercé une influence sur l'épargne : ainsi, l'accroissement des revenus de remplacement (allocations de chômage,...) a peut-être eu tendance à la réduire, mais la forte augmentation des revenus du patrimoine aurait pu exercer l'effet inverse.

Par ailleurs, il ressort du graphique 26 que le taux d'épargne des particuliers belges se trouve à un niveau structurellement plus élevé que celui de la plupart des autres pays, à l'exception du Japon et de l'Italie. Cette particularité, qui ne

Tableau 25

SYNTHESE DES OPERATIONS DES GRANDS SECTEURS DE L'ECONOMIE

(En pour. cent du P.N.B.)

	Etats-Unis			Japon			Cinq économies européennes			Belgique		
	1970-73	1976-79	1982-83 ¹	1970-73	1976-79	1982-84	1970-73	1976-79	1982-84	1970-73	1976-79	1982-84
1. Particuliers :												
1.1 Revenu disponible	71,9	71,7	74,6	69,5	76,6	75,5	70,7	71,7	71,9	74,4	76,7	79,8
1.2 Consommation	61,9	62,4	64,9	53,5	57,9	59,3	58,7	59,4	60,8	60,0	61,9	66,0
1.3 Epargne brute (1.1 - 1.2) (p.c. du revenu disponible)	10,0 (13,9)	9,3 (13,0)	9,7 (13,0)	16,0 (23,0)	18,7 (24,4)	16,2 (21,3)	12,0 (17,0)	12,3 (17,2)	11,1 (15,5)	14,4 (19,4)	14,8 (19,2)	13,8 (17,3)
1.4 Transferts en capital ²	- 0,5	- 0,4	- 0,3	2,4	0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,3	- 0,2	0,6	0,1	...
1.5 Formation brute de capital	6,9	7,1	6,5	10,1	10,5	7,6	7,1	6,4	6,0	6,8	8,7	4,5
1.6 Capacité nette de financement (1.3 + 1.4 - 1.5) (p.c. du revenu disponible)	2,6 (3,6)	1,8 (2,5)	3,0 (4,0)	8,3 (11,9)	8,5 (11,3)	8,2 (10,8)	4,6 (6,5)	5,6 (7,8)	4,9 (6,8)	8,2 (11,0)	6,2 (8,1)	9,3 (11,6)
2. Sociétés :												
2.1 Revenu disponible = épargne brute	7,8	9,1	8,9	15,7	9,8	10,7	8,5	8,8	9,1	9,2	7,1	8,0
2.2 Transferts en capital ² .....	...	...	- 0,1	- 2,6	0,9	0,9	1,2	1,4	1,1	0,6	0,7	1,0
2.3 Formation brute de capital	9,7	10,5	8,0	21,7	15,4	15,7	13,0	12,0	10,1	11,7	9,2	8,7
2.4 Besoin net (-) ou capacité nette de finance- ment (2.1 + 2.2 - 2.3)	- 1,9	- 1,4	0,9	- 8,6	- 4,7	- 4,1	- 3,3	- 1,8	0,1	- 1,9	- 1,4	0,3
3. Pouvoirs publics :												
3.1 Revenu disponible	19,5	18,3	15,6	15,0	12,3	13,4	20,1	18,7	18,4	15,9	15,5	11,2
3.2 Consommation	18,3	17,8	19,0	8,0	9,8	9,9	15,9	17,7	19,2	14,4	17,4	18,3
3.3 Epargne brute (3.1 - 3.2)	1,2	0,5	- 3,4	7,0	2,5	3,5	4,2	1,0	- 0,8	1,5	- 1,9	- 7,1
3.4 Transferts en capital ²	0,5	0,4	0,4	- 0,8	- 1,2	- 1,1	- 1,0	- 1,2	- 1,2	- 1,2	- 1,2	- 1,2
3.5 Formation brute de capital	2,4	1,8	1,5	5,2	5,8	5,5	3,9	3,2	2,8	4,0	3,5	2,9
3.6 Besoin net (-) ou capacité nette de finance- ment (3.3 + 3.4 - 3.5)	- 0,7	- 0,9	- 4,5	1,0	- 4,5	- 3,1	- 0,7	- 3,4	- 4,8	- 3,7	- 6,6	-11,2
4. Ajustement statistique	0,2	0,3	0,3	- 0,3	1,2	0,3	- 0,1	- 0,2	- 0,2	...	...	...
5. Ensemble des secteurs intérieurs :												
5.1 Besoin net (-) ou capacité nette de finance- ment (1.6 + 2.4 + 3.6 + 4)	0,2	- 0,2	- 0,3	0,4	0,5	1,3	0,5	0,2	...	2,6	- 1,8	- 1,6

Sources : O.C.D.E., comptes nationaux, sources nationales.

¹ Les données relatives à 1984 ne sont pas encore disponibles.² Les transferts en capital ne comprennent pas les octrois de crédits et participations des pouvoirs publics. Il s'agit de la différence entre les montants reçus et les montants payés.

s'explique pas facilement¹, n'est pas sans implications, tant sur les évolutions de l'économie réelle que sur les marchés financiers. En effet, toutes autres choses étant égales, un taux d'épargne élevé signifie qu'une création de revenus (par exemple, à la suite d'une expansion des dépenses publiques) donne lieu, dans une mesure proportionnellement moindre, à des dépenses supplémentaires de consommation et exerce, dès lors, un moindre effet expansionniste sur la demande, et inversement. D'autre part, il facilite le financement des investissements et permet à l'économie, à effort d'investissement donné, de supporter les besoins de financement plus élevés des secteurs intérieurs. Concrètement, dans la mesure où le taux d'épargne belge dépasse le taux étranger, l'offre de fonds sur le marché financier sera, toutes autres choses étant égales et notamment à taux d'investissement égal, plus abondante et permettra donc, en principe, de financer des déficits financiers intérieurs plus élevés.

En ce qui concerne le *besoin de financement des sociétés*, celui-ci s'est réduit considérablement durant la période étudiée et a cédé la place à une capacité nette, sauf au Japon. Cette évolution est liée à une perte de vigueur de la part des ressources disponibles allouée à la formation brute de capital : cette part s'est réduite partout entre le début et la fin de la période. L'épargne brute des sociétés, par contre, n'a pas évolué de manière uniforme, augmentant aux Etats-Unis et dans les cinq économies européennes et baissant au Japon et en Belgique. Au Japon, le besoin de financement des sociétés est beaucoup plus élevé qu'ailleurs car le taux d'investissement y est nettement supérieur ; il constitue, dans ce pays, la contrepartie la plus importante de la capacité de financement des particuliers.

Enfin, le *besoin de financement des pouvoirs publics* s'est partout fortement creusé durant la période considérée, mais en particulier en Belgique. D'une part, l'épargne brute des pouvoirs publics — la différence entre leur revenu disponible et leur consommation, ou, en d'autres termes, le solde de leurs opérations courantes — est devenue négative, sauf au Japon. La formation brute de capital, d'autre part, s'est réduite en proportion du P.N.B. partout, à l'exception du Japon, mais l'ampleur de cette réduction n'a pas compensé la désépargne progressive des pouvoirs publics. L'accroissement de la capacité de financement des particuliers et la réduction du besoin de financement des sociétés ont, dès lors, été absorbés, et au-delà, par l'augmentation du besoin de financement des pouvoirs publics, sauf au Japon.

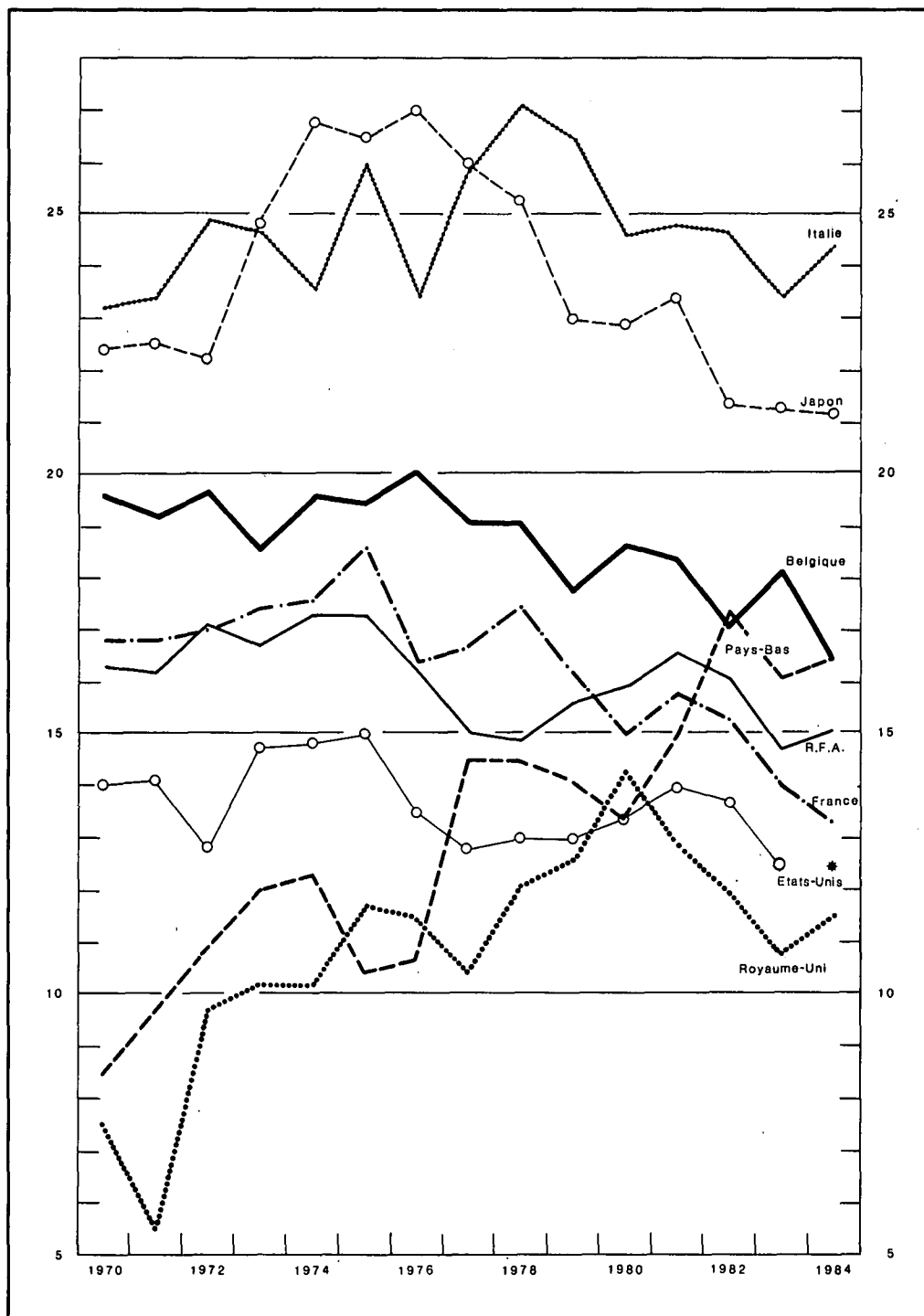
En ce qui concerne les pouvoirs publics, le tableau 25 est fort synthétique et ne se prête guère à une analyse significative, étant donné qu'un nombre élevé de catégories de recettes et de dépenses n'apparaissent pas telles quelles, car elles font l'objet de compensations. Pour cette raison, l'évolution des principales opérations des pouvoirs publics est analysée avec plus de détails sur la base du tableau 27, qui fait l'objet du commentaire du point 4.3.2 ci-après.

¹ Dans le cas du Japon et de l'Italie, on pourrait relever le nombre élevé d'indépendants (cf. le taux de « salarisation » très bas : note 1, page 21) pour lesquels le système de sécurité sociale (pension) est sans doute relativement moins développé.

Graphique 26

TAUX D'EPARGNE MACROECONOMIQUE DES PARTICULIERS ¹

(Epargne en pour cent du revenu disponible)



Source : O.C.D.E.

* Non disponible.

¹ Différence entre le revenu disponible des particuliers et la consommation privée.

4.3.2 Les opérations des pouvoirs publics

L'accroissement du besoin net de financement des pouvoirs publics, entre 1970-73 et 1982-84, résulte en général de ce que leurs recettes ont augmenté moins (aux Etats-Unis, elles n'ont pas du tout augmenté) que leurs dépenses.

La hausse la plus élevée des *recettes* totales a été observée en Belgique (+ 11 points), où elles représentaient, en fin de période, 48,6 p.c. du P.N.B., niveau supérieur d'environ 19 points à celui des Etats-Unis et du Japon et de 5 points à celui des cinq économies européennes; ce n'est que dans les quatre petites économies que les recettes se situaient en 1982-84 à un niveau encore supérieur à celui de la Belgique, à savoir environ 53 p.c. du P.N.B. La différence entre l'importance des recettes totales dans ces quatre pays et celles de la Belgique s'explique cependant, en grande partie, par le fait que les recettes non fiscales et non parafiscales sont fort importantes dans les quatre petits pays, grâce aux revenus que les pouvoirs publics y tirent de l'exploitation des ressources énergétiques (Pays-Bas, Danemark). La pression fiscale et parafiscale représentait en 1982-84 47,5 p.c. du P.N.B. dans ces pays, c'est-à-dire à peine 1 point de plus qu'en Belgique; dans les cinq économies européennes, cette pression était inférieure de 5 points à celle de la Belgique, tandis qu'elle ne s'élevait qu'à 27,5 p.c. environ aux Etats-Unis et au Japon. Aux Etats-Unis, les recettes fiscales et parafiscales ont même diminué en pourcentage du P.N.B. entre 1976-79 et 1982-84, à la suite d'un allègement de la fiscalité directe et indirecte.

La comparaison internationale des différentes catégories de recettes fiscales et parafiscales appelle quelque réserve, surtout pour les impôts directs et les cotisations à la sécurité sociale: ainsi, ces dernières sont en grande partie fiscalisées au Royaume-Uni et au Danemark. Sous cette réserve, on constate qu'excepté aux Etats-Unis, les parts relatives des principales catégories de recettes ont augmenté dans tous les pays. La croissance des impôts directs a été la plus forte en Belgique, où ces impôts représentaient, en 1982-84, le pourcentage le plus élevé (19,5 p.c. du P.N.B.). L'augmentation des impôts indirects s'est avérée peu importante dans les pays ou groupes de pays, n'excédant dans aucun cas 1 point du P.N.B.; en Belgique, ils ont atteint un pourcentage un peu moins élevé du P.N.B. que dans les autres pays européens. Les cotisations à la sécurité sociale, enfin, ont accusé une progression importante dans tous les pays européens, comprise suivant les cas entre 3 et 5 points.

Les *dépenses* totales des pouvoirs publics ont augmenté dans tous les pays ou entités considérés. La progression a été la moins importante aux Etats-Unis et la plus forte dans les quatre petites économies et en Belgique (plus 17 à 19 points entre 1970-73 et 1982-84). Si l'on excepte le cas du Japon, la hausse a d'ailleurs été plus accusée dans les pays ou groupes de pays où le niveau atteint par les dépenses était déjà le plus élevé au début de la période. Cette évolution explique que les écarts du niveau des dépenses publiques entre les différents pays ou zones ont eu tendance à se creuser: en 1982-84, ces dépenses approchaient 60 p.c. du P.N.B. dans les quatre petites économies et en Belgique, contre 48,4 p.c. dans les cinq économies européennes et 33 à 34 p.c. au Japon et aux Etats-Unis.

Tableau 27

RECETTES, DEPENSES ET BESOIN OU CAPACITE NETS DE FINANCEMENT DES POUVOIRS PUBLICS
(En pour cent du P.N.B.)

	Etats-Unis			Japon			Cinq économies européennes			Quatre petites économies			Belgique		
	1970-73	1976-79	1982-84	1970-73	1976-79	1982-84	1970-73	1976-79	1982-84	1970-73	1976-79	1982-84	1970-73	1976-79	1982-84
1. Recettes :															
1.1 Impôts directs	13,6	14,1	12,7	8,8	9,3	11,6	10,1	11,5	12,6	17,0	18,4	18,2	12,2	17,5	19,5
1.2 Impôts indirects	9,4	8,3	8,1	7,1	6,9	7,5	13,4	13,1	14,0	14,1	14,4	14,9	12,3	12,3	12,5
1.3 Cotisations à la sécurité sociale	5,3	6,0	6,6	4,6	6,9	8,1	10,8	13,7	14,8	9,6	12,4	14,3	11,2	13,0	14,1
1.4 Impôts en capital	0,5	0,4	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,4	0,4	0,3
1.5 Total des recettes fiscales et parafiscales (= 1.1 à 1.4)	28,8	28,8	27,7	20,7	23,3	27,5	34,6	38,5	41,6	40,9	45,4	47,5	36,1	43,2	46,4
1.6 Recettes non fiscales et non parafiscales	0,8	1,0	1,9	1,1	1,6	2,5	1,3	1,3	2,0	2,5	3,7	5,4	1,4	1,3	2,2
1.7 Total général (= 1.5 + 1.6)	29,6	29,8	29,6	21,8	24,9	30,0	35,9	39,8	43,6	43,4	49,1	52,9	37,5	44,5	48,6
2. Dépenses :															
2.1 Consommation de biens et services	17,0	16,3	17,0	7,5	9,3	9,2	13,7	14,9	16,4	17,6	20,5	21,6	13,5	16,3	17,0
2.2 Charges d'intérêts	2,2	2,7	4,5	0,8	2,1	4,2	1,8	2,7	4,5	2,0	2,6	6,1	3,3	4,3	9,6
2.3 Transferts courants aux particuliers	7,7	9,3	10,2	5,1	9,5	11,4	13,9	18,4	20,3	13,5	18,9	21,8	15,1	20,8	23,8
2.4 Subsidés aux entreprises	0,5	0,4	0,6	1,1	1,3	1,4	1,4	1,7	1,8	1,6	2,4	3,0	2,7	3,3	3,4
2.5 Transferts courants au reste du monde	0,5	0,2	0,2	...	...	...	0,6	1,0	1,2	0,5	1,0	1,0	1,0	1,3	1,6
2.6 Total des dépenses courantes (= 2.1 à 2.5)	27,9	28,9	32,5	14,5	22,2	26,2	31,4	38,7	44,2	35,2	45,4	53,5	35,6	46,0	55,4
2.7 Formation brute de capital fixe	2,4	1,8	n.	5,2	5,8	5,5	3,9	3,2	2,8	4,9	3,9	3,1	4,0	3,5	2,9
2.8 Transferts en capital ¹ .....	...	...	n.	1,1 ²	1,4 ²	1,4 ²	1,3	1,3	1,4	0,9	1,2	1,9	1,6	1,6	1,5
2.9 Total des dépenses de capital (= 2.7 + 2.8)	2,4	1,8	1,4	6,3	7,2	6,9	5,2	4,5	4,2	5,8	5,1	5,0	5,6	5,1	4,4
2.10 Total général (= 2.6 + 2.9)	30,3	30,7	33,9	20,8	29,4	33,1	36,6	43,2	48,4	41,0	50,5	58,5	41,2	51,1	59,8
3. Besoin ou capacité nets de financement (= 1.7 - 2.10)¹	-0,7	-0,9	-4,3	+1,0	-4,5	-3,1	-0,7	-3,4	-4,8	+2,4	-1,4	-5,6	-3,7	-6,6	-11,2

Sources : I.N.S., B.N.B. (Belgique), Communauté Economique Européenne (autres pays membres de la C.E.E.), O.C.D.E. (pays non membres de la C.E.E.).

¹ A l'exclusion des octrois de crédits et prises de participations par les pouvoirs publics.

² Y compris un ajustement statistique pour les opérations en capital des pouvoirs publics, dont on suppose qu'il correspond à des transferts en capital.

Le commentaire de l'évolution de chaque catégorie de dépenses requiert de la prudence, notamment parce que les mêmes types de dépenses, par exemple les dépenses de soins de santé, sont, selon les pays, comprises dans la consommation de biens et services des pouvoirs publics ou (comme en Belgique) dans les transferts courants aux particuliers. Sous cette réserve, on observe que l'augmentation des dépenses publiques a été la plus nette dans les catégories « transferts courants aux particuliers » et « charges d'intérêts ». Les premiers se sont fortement accrus surtout à la suite de la crise économique, qui a amené l'Etat à créer un flux de revenus de remplacement de plus en plus important (par exemple, allocations de chômage). On notera cependant que l'expansion de ces transferts a été la plus importante en Belgique (+ 9 points entre 1970-73 et 1982-84) et a porté leur niveau à près de 24 p.c. du P.N.B., contre 20 à 22 p.c. dans les autres économies européennes et 10 à 11 p.c. aux Etats-Unis et au Japon. En ce qui concerne les charges d'intérêts, leur évolution est, bien entendu, à rapprocher de celle du déficit financier des pouvoirs publics dans chacune des entités considérées : c'est dès lors en Belgique et dans les quatre petites économies, qui ont accusé la plus forte hausse du besoin de financement, que ces dépenses ont progressé le plus. En Belgique, ces charges représentaient près de 10 p.c. du P.N.B. en 1982-84, soit le triple du niveau de 1970-73 et un niveau relativement beaucoup plus important que dans les autres pays. En ce qui concerne la consommation de biens et services — qui, contrairement à la notion de consommation publique, conforme aux définitions de la comptabilité nationale, et reprise au tableau 22, ne comprend pas, dans ce tableau, les amortissements et les coûts imputés —, elle est demeurée pratiquement inchangée aux Etats-Unis au cours de la période, mais elle s'est accrue dans les autres entités géographiques. Enfin, on peut encore noter, comme on l'avait déjà signalé, que les pouvoirs publics de tous les pays ou groupes de pays, à l'exception des pouvoirs publics japonais, ont réduit leur formation brute de capital fixe.

Au total, les finances publiques en Belgique ont accusé, au cours de la période examinée, une tendance structurelle nettement plus marquée que dans la plupart des autres pays. Elles semblent avoir été frappées plus qu'ailleurs par l'impact de la crise économique : celle-ci a non seulement entraîné par le jeu des stabilisateurs automatiques une moindre croissance des recettes et un accroissement spontané de certaines dépenses — allocations de chômage —, mais a aussi nécessité des dépenses supplémentaires dans le cadre de la politique de relance ou de promotion de l'emploi. Ces développements ont aggravé les déficits financiers et, de ce fait, provoqué un alourdissement des charges d'intérêts, auquel la hausse des taux d'intérêt a bien sûr également contribué.

5. Taux d'intérêt

Résumé : Bien que les mouvements des taux d'intérêt nominaux à long terme aient été indiscutablement influencés par l'évolution du taux d'inflation, l'écart entre ces deux variables — mesure imparfaite des taux d'intérêt « réels » — n'est pas demeuré stable : dans presque tous les pays, il s'est réduit fortement dans les années septante et il a atteint un niveau record dans les années quatre-vingt. Dans un contexte de croissance moins élevée que par le passé, les charges financières des débiteurs en ont été alourdies.

Les évolutions décrites jusqu'à présent ont été un des déterminants des mouvements de taux d'intérêt mais, inversement, elles ont été elles-mêmes influencées par ceux-ci. Le tableau 28 et les graphiques 29 (a à k) retracent l'évolution des taux de rendement nominaux des emprunts à long terme du secteur public ou semi-public sur le marché secondaire. Ils indiquent aussi, à titre de comparaison, les pourcentages moyens de variation des prix à la consommation, ainsi que la différence entre les taux de rendement nominaux et le taux d'inflation ainsi défini. Cette différence constitue une indication des taux d'intérêt « réels », du moins du rendement réel obtenu à long terme par un placeur dans les divers pays. Il est cependant clair qu'il s'agit là d'une estimation très imparfaite des taux d'intérêt réels effectifs. Pour se faire une idée de ceux-ci, il faudrait en effet corriger les taux de rendement nominaux par l'inflation qui est anticipée pour la durée du placement; cette inflation peut parfois diverger fortement de celle qui est effective au moment du placement (par exemple, après un ajustement du cours de change, en période de contrôle des prix, pendant la période où l'inflation est tombée à un niveau exceptionnellement bas à la suite de facteurs exogènes tels que la baisse des prix du pétrole,...). En vue de calculer les rendements réels effectifs, il faudrait en outre pouvoir tenir compte de l'impôt perçu sur les revenus du placeur. Le traitement fiscal des revenus de placements peut différer sensiblement d'un pays à l'autre : dans de nombreux cas, ces revenus sont globalisés avec les autres revenus taxables; en Belgique, en revanche, la retenue à la source est, depuis 1984, devenue libératoire jusqu'à un certain montant. A défaut de données précises à ce sujet (qui ne devraient pas seulement concerner le régime d'imposition, mais aussi éventuellement les exemptions prévues et la mesure dans laquelle ce régime d'imposition est effectivement appliqué), les comparaisons internationales du niveau des taux d'intérêt réels mesurés n'ont évidemment qu'une signification limitée. C'est pourquoi on mettra, dans l'analyse présente, l'accent sur l'évolution à l'intérieur de chaque pays, considéré séparément. Cette analyse n'a elle-même de sens que pour autant que des modifications profondes n'aient pas été apportées au régime fiscal des revenus de placements.

Les *taux d'intérêt nominaux* ont en général évolué dans le même sens dans les différents pays : une hausse générale des taux s'est produite entre 1960-63 et 1974-75; entre 1974-75 et 1976-79, l'évolution a présenté un caractère plus hétérogène (hausse dans six pays, baisse dans cinq autres); les taux de rendement ont de nouveau connu une hausse générale entre 1976-79 et 1980-81 pour baisser par la suite dans tous les pays. A long terme, il existe un rapport indiscutable entre l'évolution des taux d'intérêt nominaux et celle de *l'inflation* : la hausse des prix s'est également accélérée durant les années soixante et la première moitié des années septante; un ralentissement est ensuite intervenu de 1974-75 à 1976-79, mouvement qui a été interrompu entre 1976-79 et 1980-81 par une reprise de la hausse; depuis 1980-81, l'inflation a de nouveau reculé. Il paraît donc évident que le placeur demande un rendement nominal plus important au cours des périodes où l'inflation est élevée.

Les mouvements des taux d'intérêt nominaux et ceux de l'inflation n'ont toutefois pas eu la même ampleur, de sorte que l'écart entre eux n'est pas demeuré stable. Au cours des années soixante, *l'écart entre les taux de rendement à*

Tableau 28

TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME ET TAUX D'INFLATION

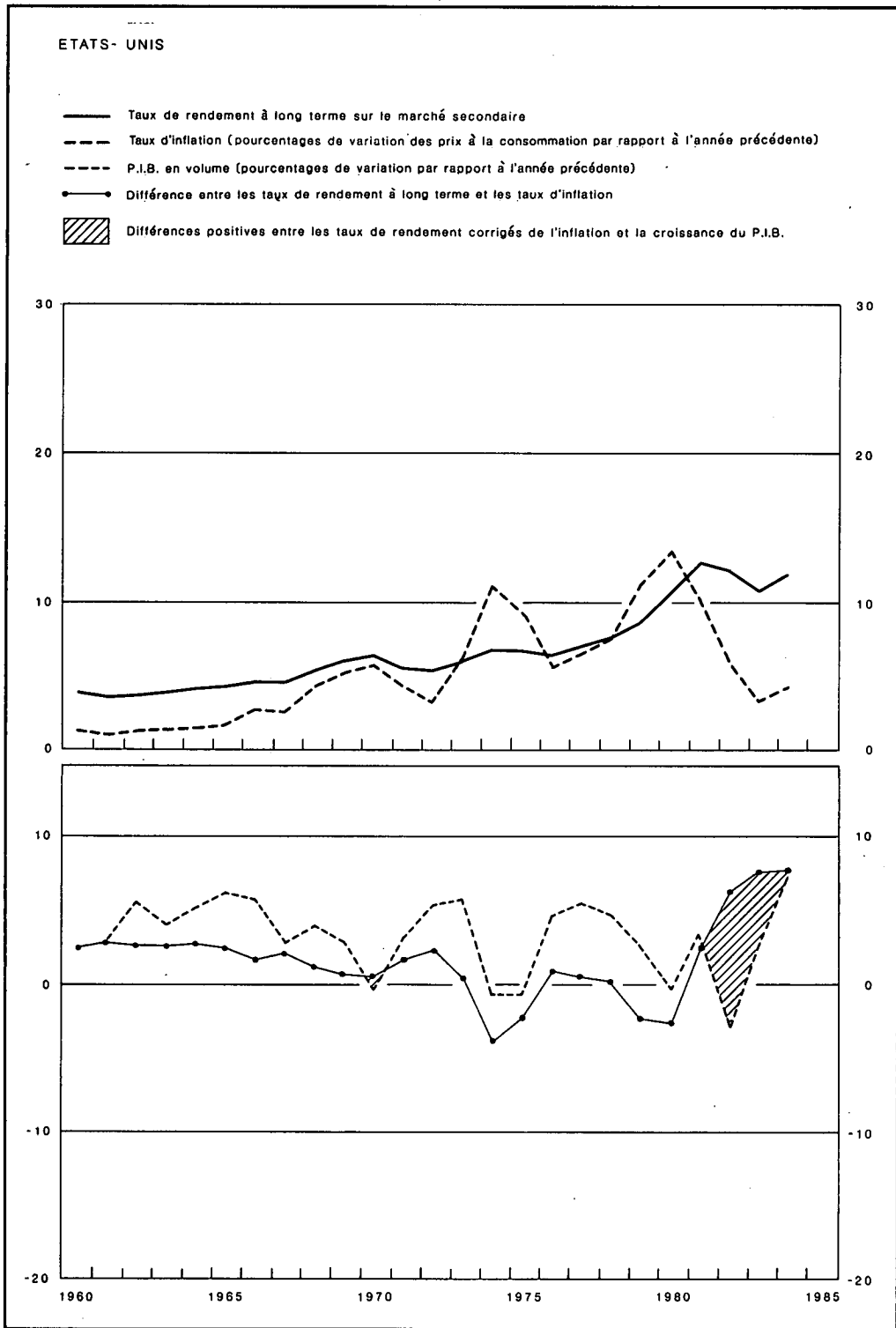
	Taux de rendement à long terme ¹							Taux d'inflation ²							Différence entre les taux de rendement à long terme et le taux d'inflation							
	(a)							(b)							(c) = (a) - (b)							
	1960-63	1964-69	1970-73	1974-75	1976-79	1980-81	1982-84	1960-63	1964-69	1970-73	1974-75	1976-79	1980-81	1982-84	1960-63	1964-69	1970-73	1974-75	1976-79	1980-81	1982-84	
Etats-Unis	3,97	4,87	6,06	6,98	7,62	11,84	11,69	1,26	3,04	4,92	10,07	7,79	11,93	4,54	2,71	1,83	1,14	-3,09	-0,17	-0,09	7,15	
Japon	n.	n.	7,11	9,23	7,46	8,94	7,43	5,23	5,16	7,53	18,13	6,17	6,54	2,24	n.	n.	-0,42	-8,90	1,29	2,40	5,19	
France	5,49	6,68	8,50	10,67	10,77	15,02	14,59	4,36	3,74	6,07	12,94	9,70	13,49	9,62	1,13	2,94	2,43	-2,27	1,07	1,53	4,97	
République Fédérale d'Allemagne	6,08	6,95	8,38	9,45	6,78	9,45	8,23	2,52	2,55	5,38	6,44	3,67	5,92	3,66	3,56	4,40	3,00	3,01	3,11	3,53	4,57	
Royaume-Uni	5,76	7,03	8,86	13,70	12,67	14,40	11,88	2,65	4,09	8,01	20,22	13,51	14,94	6,05	3,11	2,94	0,85	-6,52	-0,84	-0,54	5,83	
Italie	5,52	6,84	8,06	10,71	13,86	18,34	17,96	4,10	3,41	6,47	18,32	15,70	19,92	13,97	1,42	3,43	1,59	-7,61	-1,84	-1,58	3,99	
Pays-Bas	4,33	6,22	7,73	9,31	8,39	10,89	8,96	2,55	5,02	7,05	9,93	5,88	6,63	4,00	1,78	1,20	0,68	-0,62	2,51	4,26	4,96	
Danemark	6,68	8,70	11,00	13,80	15,85	19,10	16,33	4,51	5,87	7,11	12,32	9,95	12,03	7,78	2,17	2,83	3,89	1,48	5,90	7,07	8,55	
Suède	5,11	6,29	7,33	8,29	9,90	12,62	12,54	3,45	3,94	6,77	9,85	9,70	12,93	8,50	1,66	2,35	0,56	-1,56	0,20	-0,31	4,04	
Autriche	n.	n.	7,79	9,68	8,42	9,93	8,70	3,18	3,45	5,73	8,97	5,01	6,59	4,80	n.	n.	2,06	0,71	3,41	3,34	3,90	
Belgique	5,40	6,68	7,42	8,65	9,00	12,99	12,40	1,21	3,63	5,16	12,73	6,30	7,14	7,58	4,19	3,05	2,26	-4,08	2,70	5,85	4,82	
Moyenne :																						
9 pays ³	5,37	6,70	8,15					2,95	3,93	6,32					2,42	2,77	1,83					
11 pays	n.	n.	8,02	10,04	10,07	13,05	11,88	3,18	4,00	6,38	12,72	8,48	10,73	6,61	n.	n.	1,64	-2,68	1,59	2,32	5,27	
Ecart-type ⁴ :																						
9 pays ³	0,83	1,00	1,35					1,24	1,00	1,03					1,04	0,92	1,15					
11 pays	n.	n.	1,25	2,11	2,92	3,41	3,41	1,30	0,99	1,01	4,40	3,68	4,53	3,34	n.	n.	1,24	3,83	2,21	2,79	1,43	
Coefficient de variation ⁵ :																						
9 pays ³	15	15	17					42	26	16					43	34	62					
11 pays	n.	n.	16	21	29	26	29	41	25	16	34	43	42	51	n.	n.	76	143	139	120	27	

Sources : O.C.D.E., sources nationales.

¹ Taux de rendement moyens sur le marché secondaire des emprunts à long terme du secteur public ou semi-public.² Moyenne des pourcentages de variation sur base annuelle de l'indice des prix à la consommation.³ A l'exclusion du Japon et de l'Autriche.⁴ $\sqrt{\frac{\sum (X - Z)^2}{N - 1}}$ où X = chaque relevé, Z = moyenne, N = nombre de relevés.⁵ Ecart-type en pour cent de la moyenne.

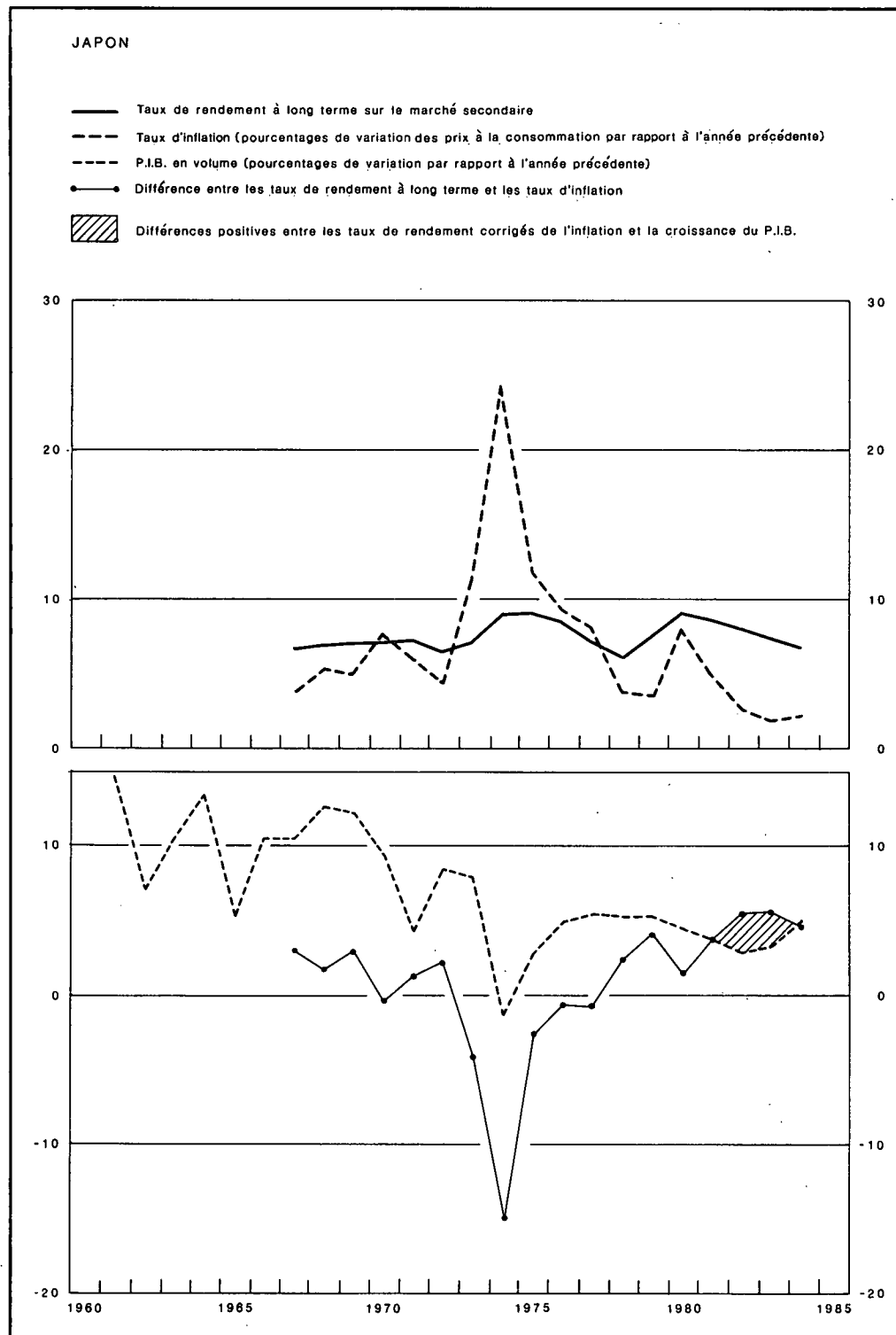
Graphique 29 a

TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME ET TAUX D'INFLATION



Sources : O.C.D.E., Statistiques financières, Comptes nationaux; U.S. Bureau of Labor.

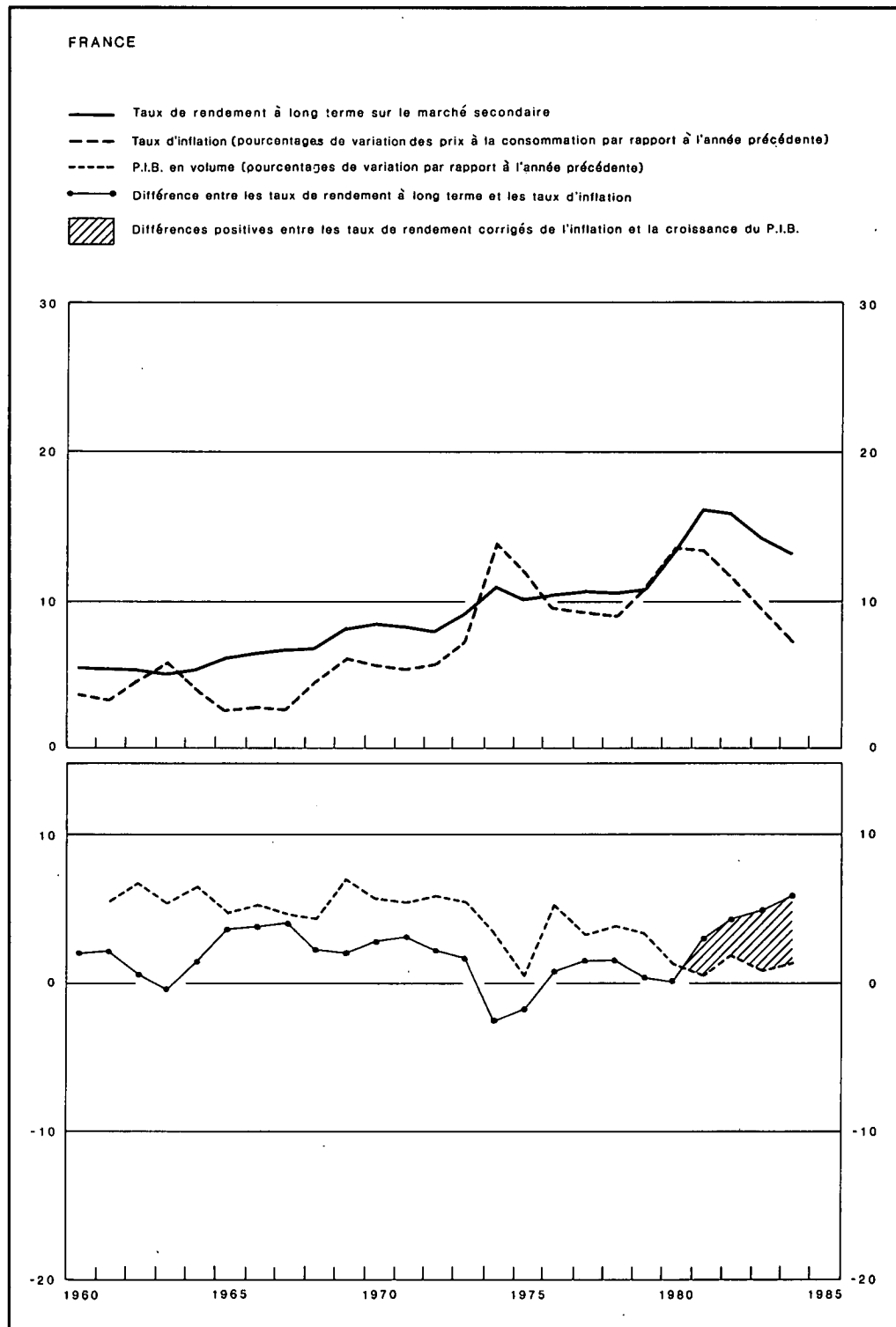
TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME ET TAUX D'INFLATION



Sources : O.C.D.E., Statistiques financières, Comptes nationaux ; Management and Co-ordination Agency.

Graphique 29 c

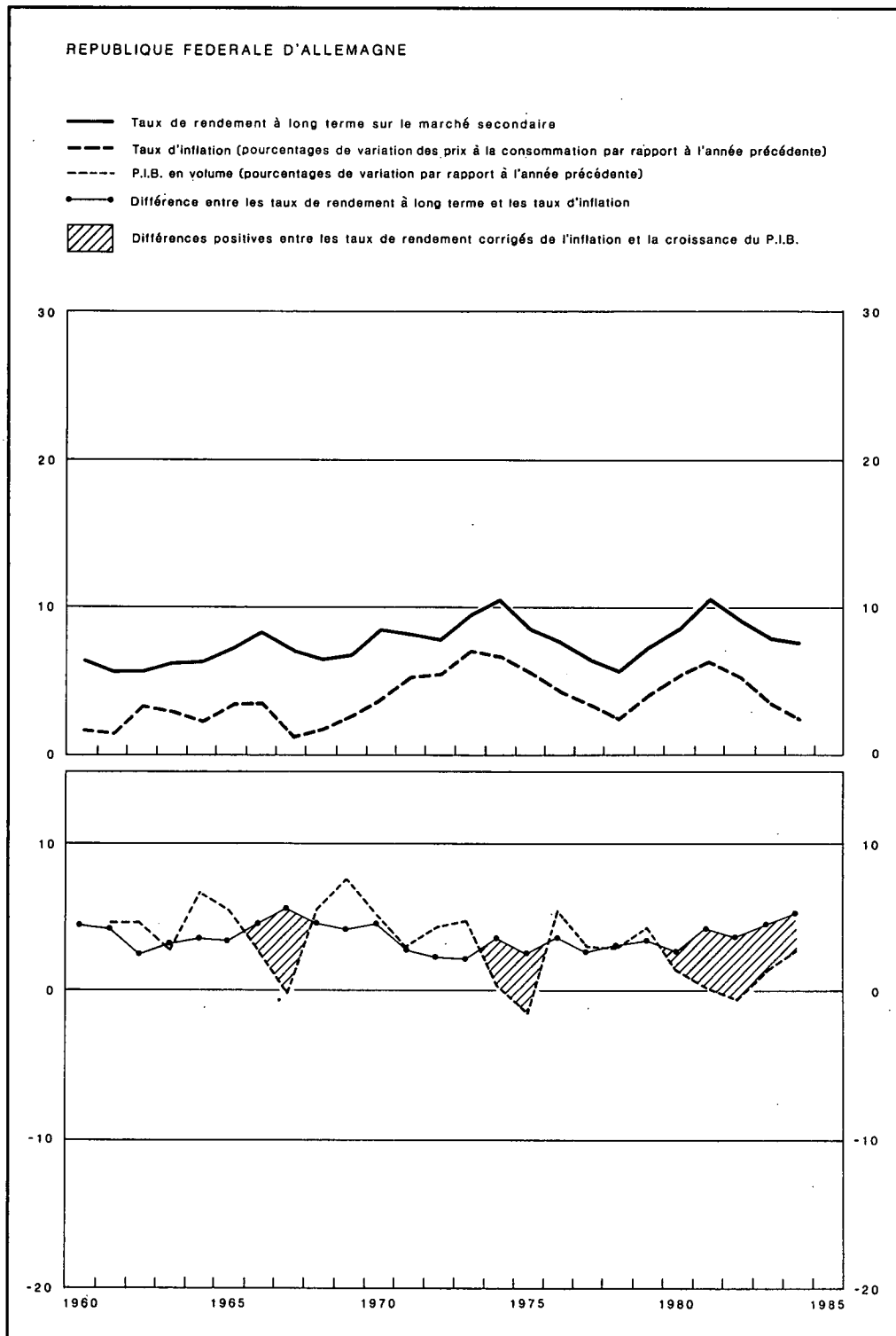
TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME ET TAUX D'INFLATION



Sources : O.C.D.E., Statistiques financières, Comptes nationaux ; Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

Graphique 29 d

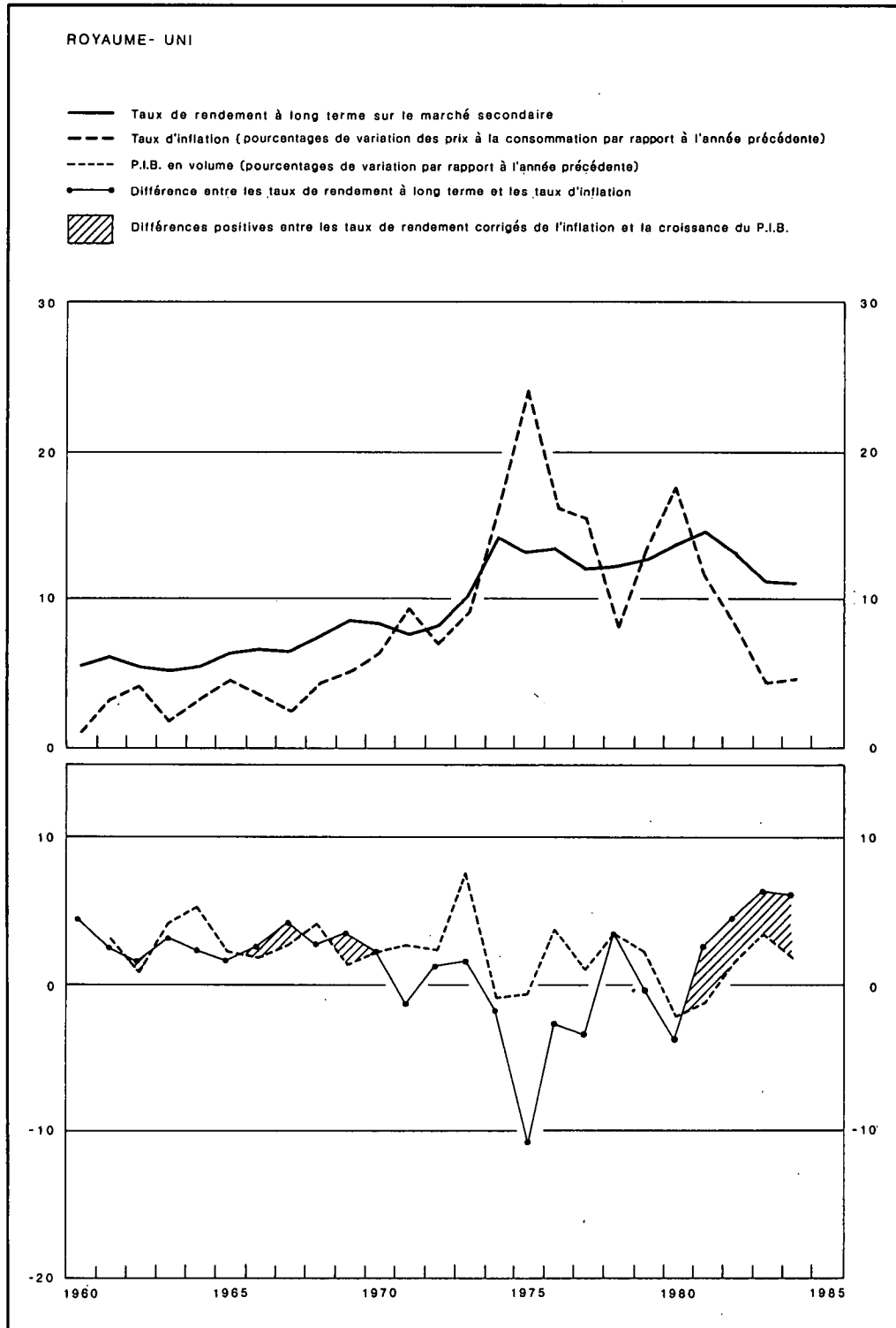
TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME ET TAUX D'INFLATION



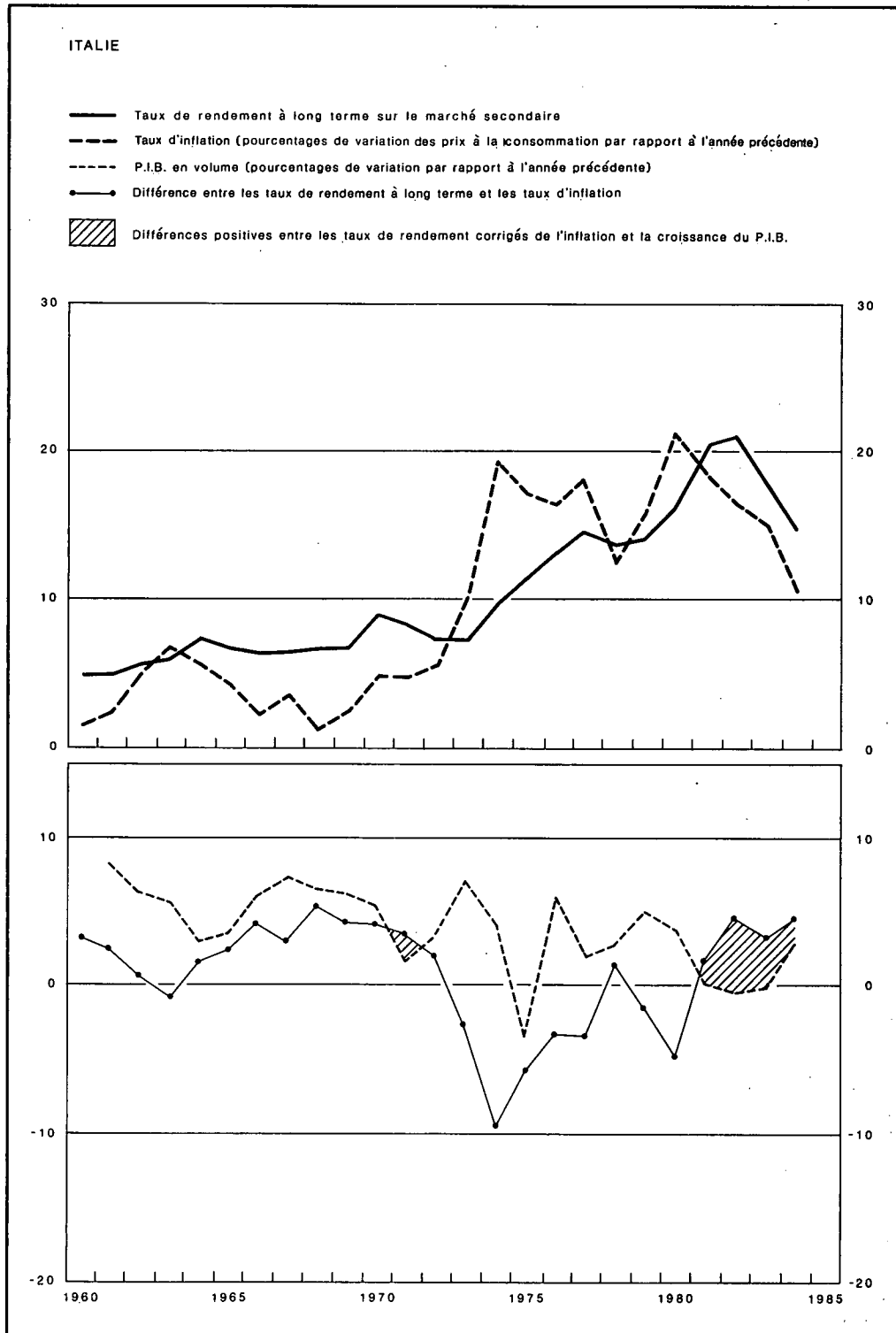
Sources : O.C.D.E., Statistiques financières, Comptes nationaux; Statistisches Bundesamt.

Graphique 29 e

TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME ET TAUX D'INFLATION



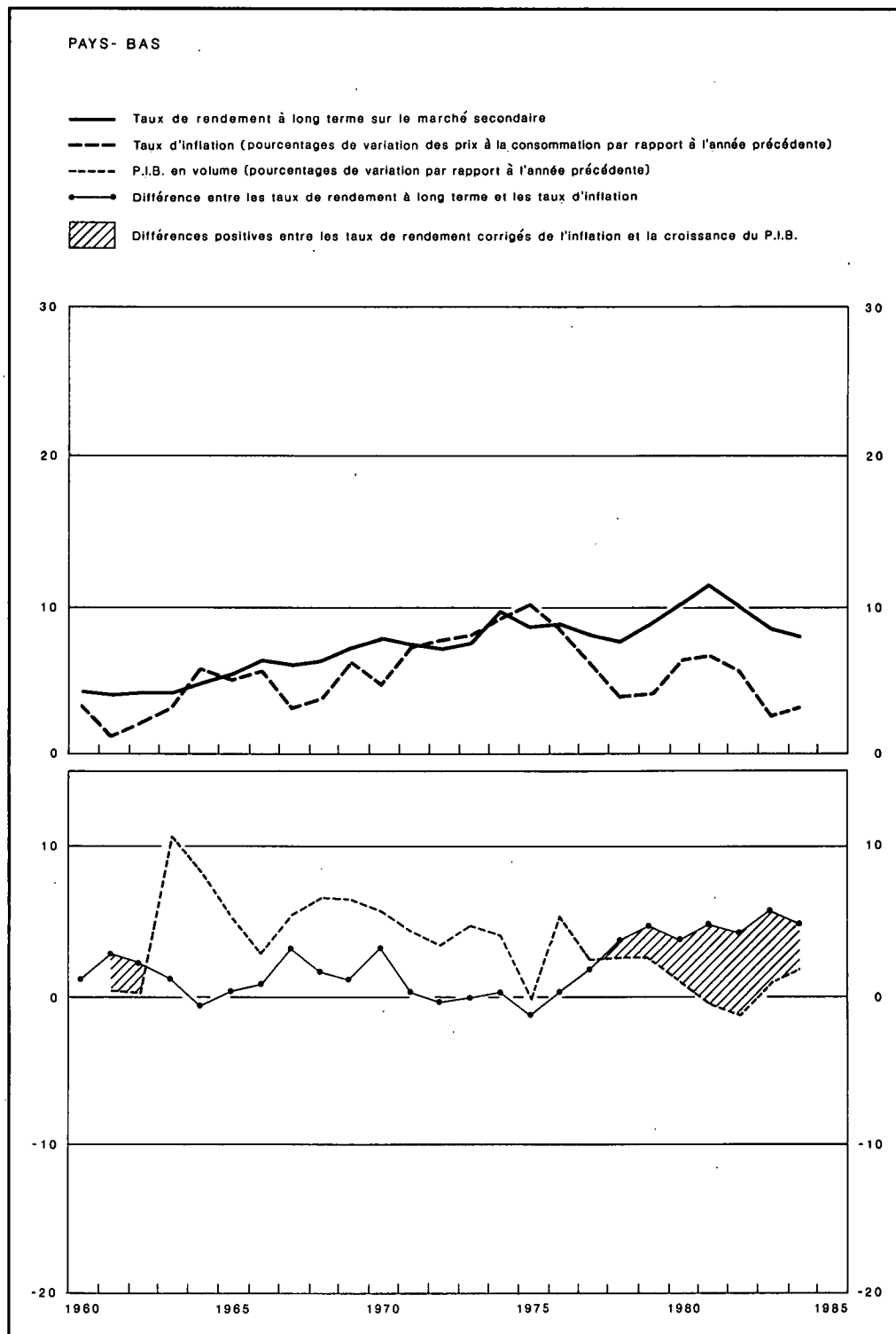
TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME ET TAUX D'INFLATION



Sources : O.C.D.E., Statistiques financières, Comptes nationaux; Istituto Centrale di Statistica.

Graphique 29 g

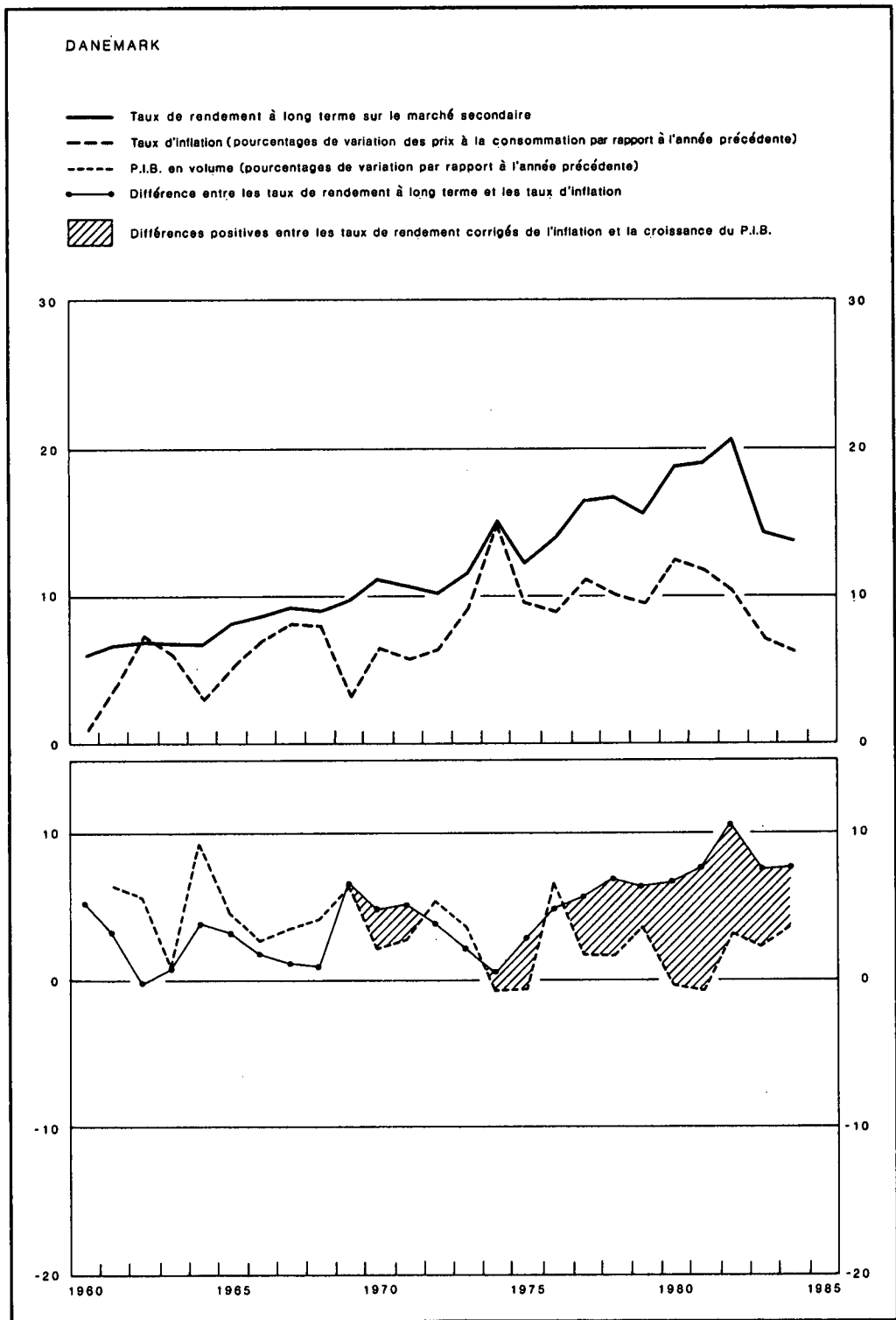
TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME ET TAUX D'INFLATION



Sources : O.C.D.E., Statistiques financières, Comptes nationaux ; Centraal Bureau voor de Statistiek.

Graphique 29 h

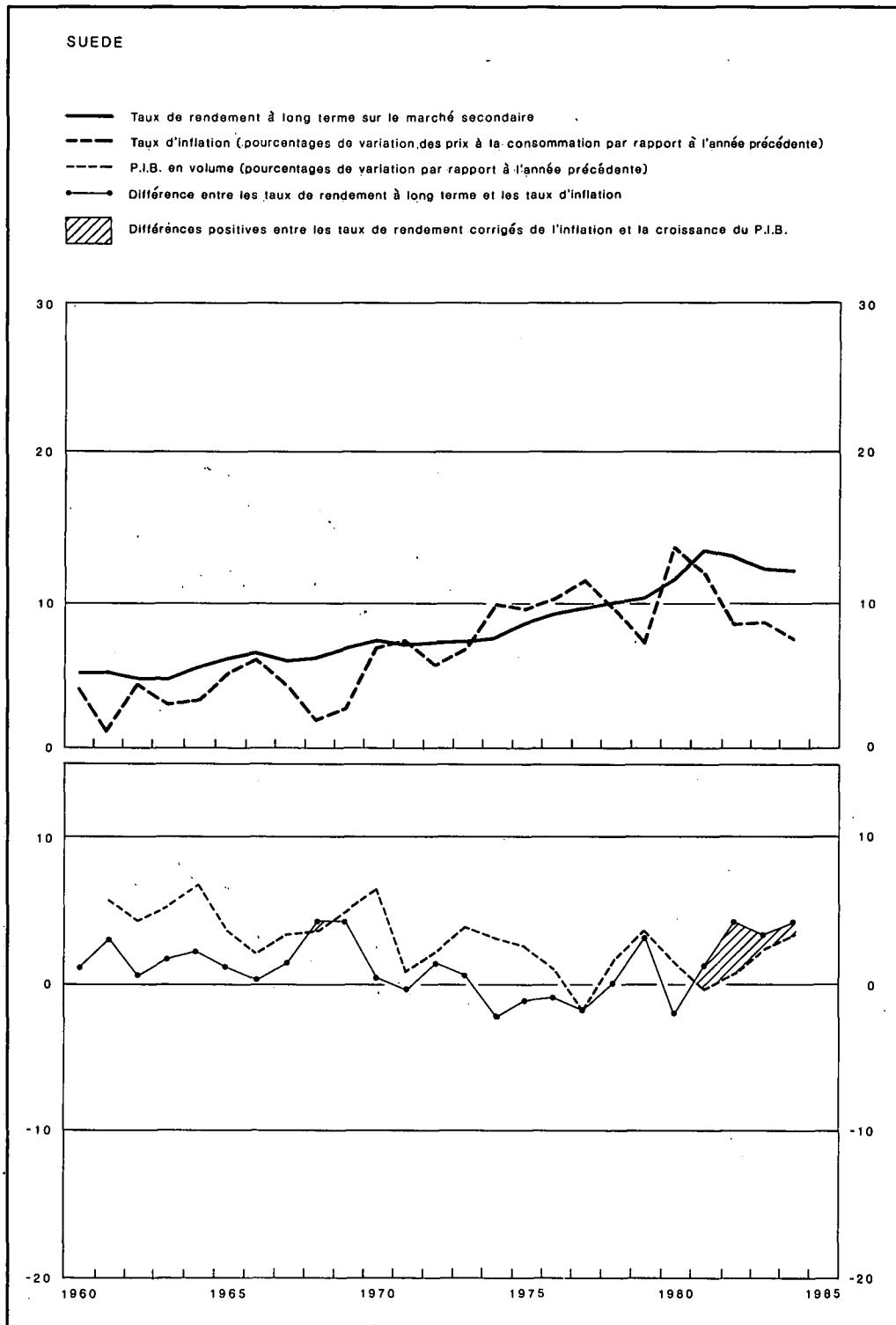
TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME ET TAUX D'INFLATION



Sources : O.C.D.E., Statistiques financières, Comptes nationaux ; F.M.I., Statistiques financières internationales.

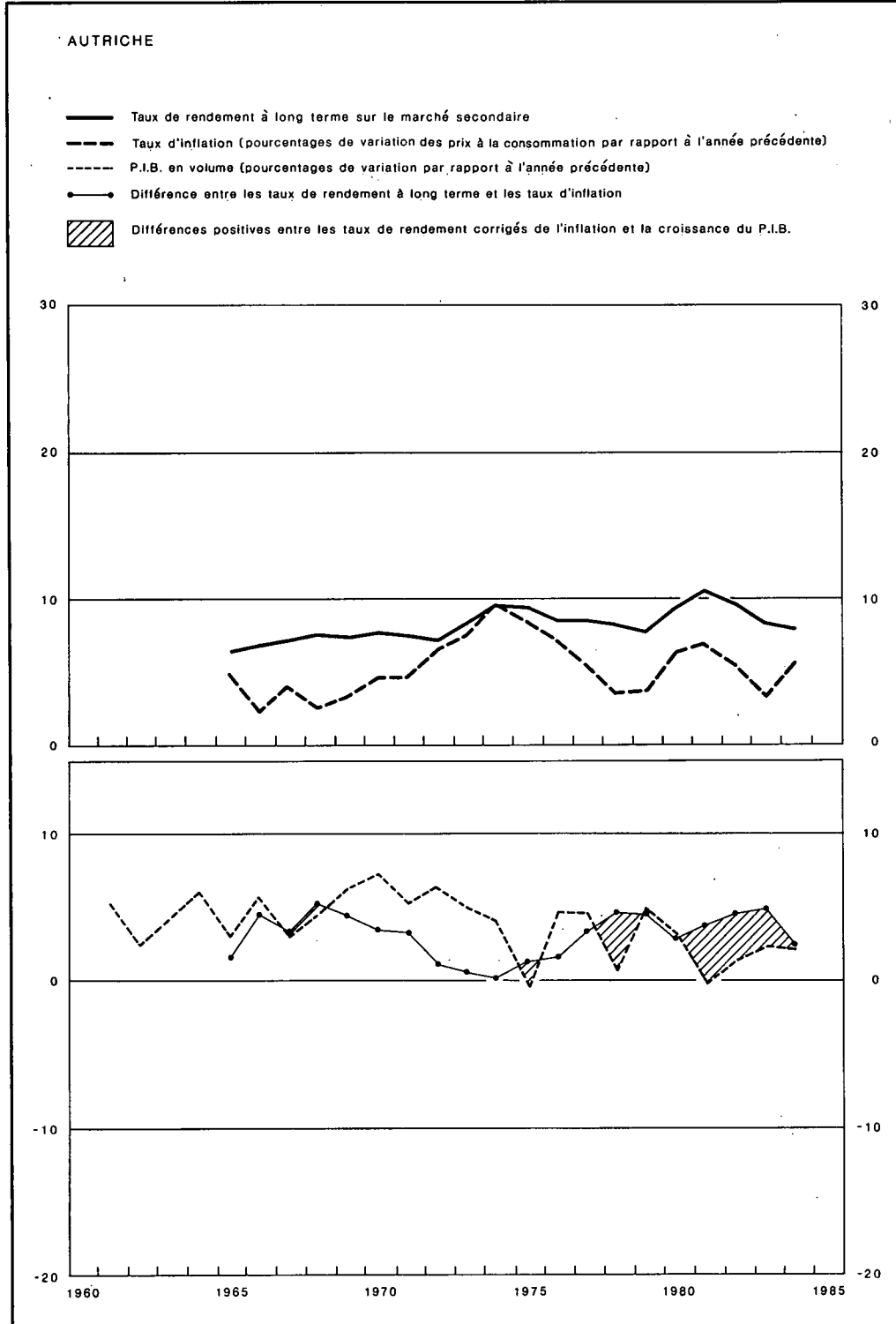
Graphique 29 i

TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME ET TAUX D'INFLATION



Sources : O.C.D.E., Comptes nationaux; F.M.I., Statistiques financières internationales.

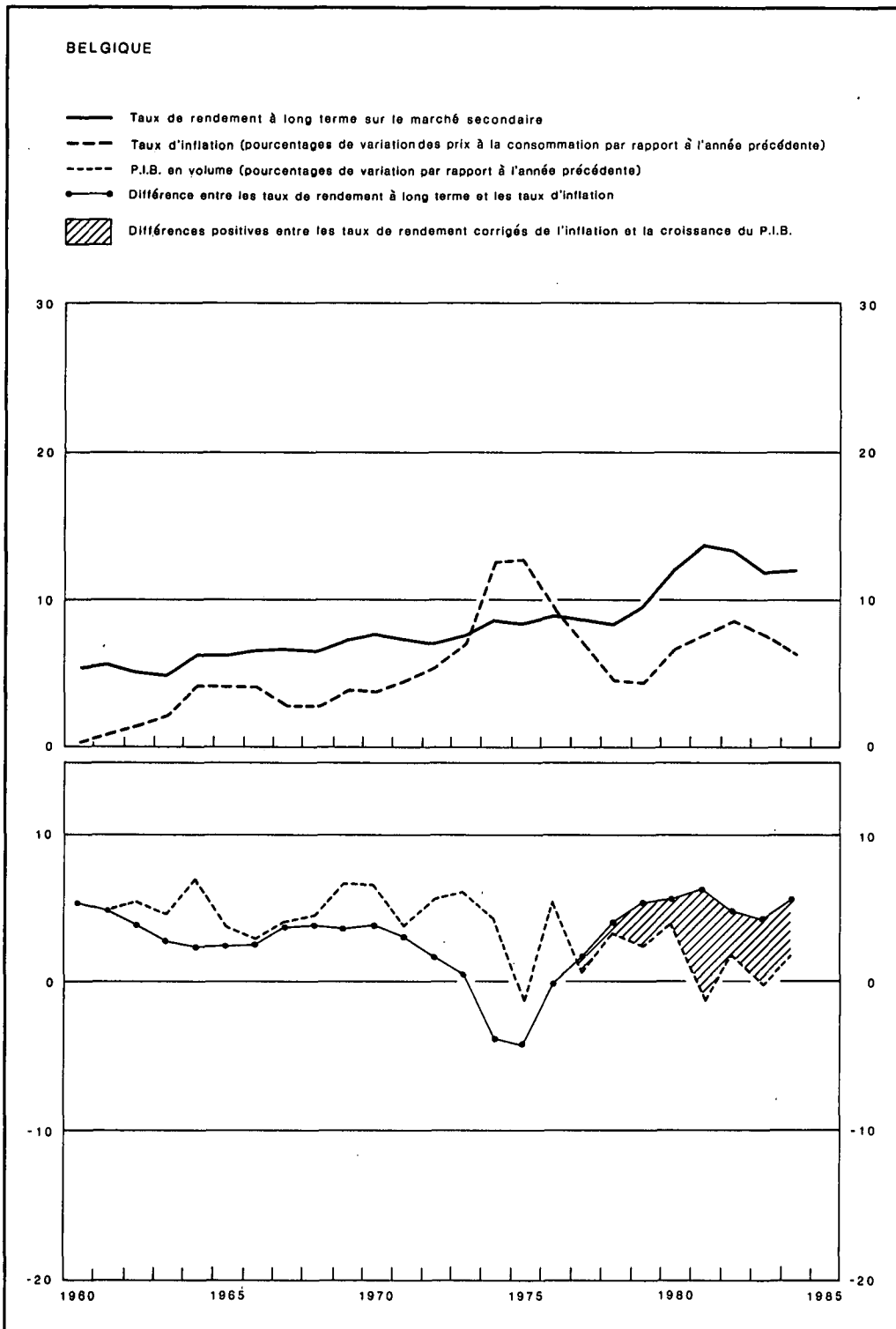
TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME ET TAUX D'INFLATION



Sources : O.C.D.E., Comptes nationaux; F.M.I., Statistiques financières internationales.

Graphique 29 k

TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME ET TAUX D'INFLATION



Sources : O.C.D.E., Statistiques financières, Comptes nationaux ; Ministère des Affaires économiques.

long terme et l'inflation a oscillé en moyenne entre 2,50 et 2,75 p.c. environ. Cet écart était en général positif dans tous les pays. Cependant, l'accélération de l'inflation durant la première moitié des années septante et surtout après le premier choc pétrolier, a généralement été beaucoup plus forte que l'augmentation des rendements nominaux. Ce faisant, l'écart entre les taux d'intérêt et l'inflation s'est réduit considérablement pour devenir négatif dans la plupart des pays pendant la période 1974-75. Les rendements réels ne sont restés positifs qu'en République Fédérale d'Allemagne, au Danemark et en Autriche. Le ralentissement de l'inflation qui a suivi ne s'est pas accompagné, ou du moins pas complètement, d'un mouvement identique des taux d'intérêt nominaux, de sorte que l'écart entre les taux d'intérêt et l'inflation s'est de nouveau creusé et a atteint en moyenne 1,59 p.c. en 1976-79 dans les pays considérés. Les taux d'intérêt ne sont restés inférieurs au rythme de la hausse des prix qu'aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Italie. La réaction à la deuxième crise pétrolière a été très différente de celle qui a suivi la première crise : malgré l'accélération de la hausse des prix, les taux d'intérêt réels ont nettement augmenté en 1980-81. Enfin, le ralentissement de l'inflation durant la période 1982-84 n'a pas été accompagné d'une baisse aussi sensible des taux d'intérêt nominaux, provoquant presque partout une augmentation des taux d'intérêt réels jusqu'à un niveau record. L'écart moyen entre les taux d'intérêt et l'inflation a atteint plus de 5 p.c. au cours de cette période dans les onze pays considérés. Un élément important dans l'explication de cette évolution réside certainement dans le fait que la politique monétaire américaine est demeurée restrictive pendant cette période, alors que la demande de fonds augmentait fortement, à la suite de la progression du déficit public et de la reprise des investissements. La hausse des taux d'intérêt qui en a résulté s'est propagée aux autres pays industrialisés. Il ne fait aucun doute que la politique monétaire rigoureuse menée dans certains autres pays, ainsi que la persistance d'anticipations inflationnistes plus élevées — qui, conjuguées dans quelques pays aux anticipations de change, ont accru la prime de risque demandée — ont joué un plus grand rôle que par le passé.

Si l'on examine dans quelle mesure les taux de rendement, l'inflation et l'écart entre eux ont suivi des évolutions divergentes dans les différents pays¹ — examen qu'on réalise le plus aisément au moyen du calcul de l'écart-type et du coefficient de variation —, on constate que la *dispersion* des taux de rendement nominaux a eu tendance à augmenter au cours de la période malgré l'internationalisation croissante des marchés financiers. C'est depuis 1974-75 surtout — période depuis laquelle le flottement des monnaies s'est accentué ainsi que dès lors les anticipations de fluctuations des cours de change — que les évolutions des taux d'intérêt ont commencé à diverger davantage. Les taux d'inflation se sont également écartés beaucoup plus fortement les uns des autres que précédem-

¹ Cet examen comporte notamment une comparaison des niveaux des taux d'intérêt réels atteints dans les différents pays et ses résultats doivent dès lors être interprétés avec la prudence nécessaire, étant donné ce qui a été dit sur le calcul de ces taux. Il a néanmoins semblé intéressant d'y procéder dans la mesure où il s'agit surtout de voir *l'évolution dans le temps* des coefficients de dispersion.

ment, notamment en raison du flottement des monnaies depuis la période 1974-75 ; la crise pétrolière n'a pas touché tous les pays dans la même mesure et les réactions de ceux-ci n'ont pas été identiques.

Les écarts entre les taux de rendement et l'inflation ont également été plus divergents durant cette période qu'auparavant. La dernière période, à savoir 1982-84, a cependant constitué une cassure nette en matière de taux d'intérêt réels : leur dispersion s'est nettement resserrée, ainsi que le montre surtout le coefficient de variation. D'un point de vue historique, cette période est par conséquent exceptionnelle : on y relève une convergence vers des taux d'intérêt réels particulièrement élevés.

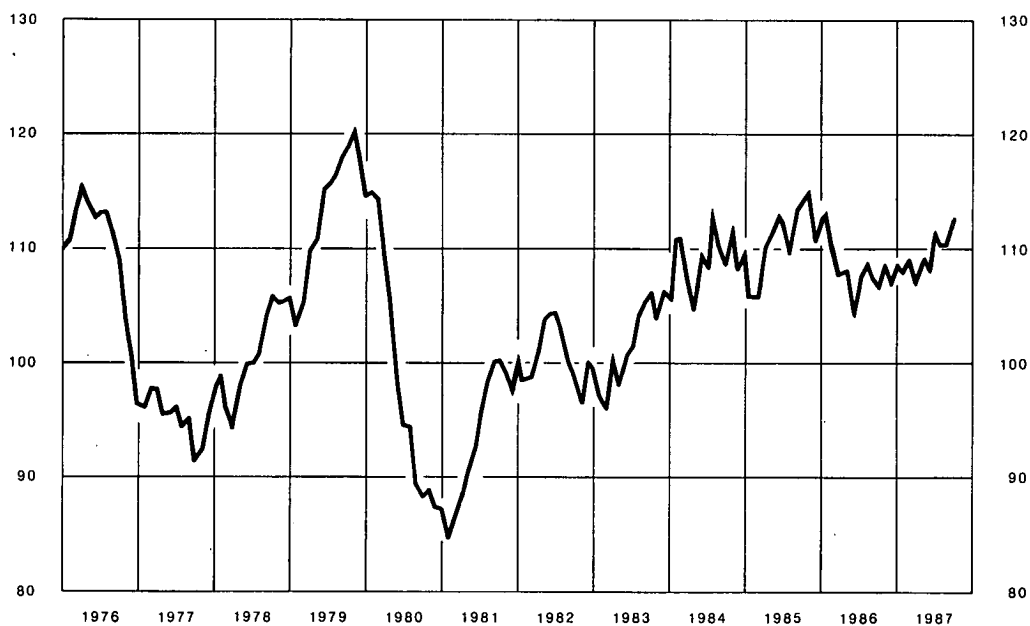
Cette convergence est d'autant plus marquante que les taux de croissance de l'économie ont été en moyenne plus faibles dans tous les pays au cours de cette période que durant les années soixante par exemple, lorsque les taux d'intérêt réels étaient aussi nettement positifs, mais moins élevés. Bien que l'on ne puisse établir de rapport systématique entre la croissance réelle et les taux de rendement, les graphiques montrent que la croissance réelle du P.I.B. a été en général plus élevée ou a oscillé presque autour du même niveau que les taux de rendement réels — tels qu'ils sont mesurés ici — et ceci jusqu'à la fin des années septante ou le début des années quatre-vingt. A la fin de la période considérée, ces taux de rendement réels étaient nettement supérieurs à la croissance économique dans presque tous les pays. Il va de soi que les charges financières des débiteurs (les pouvoirs publics qui, comme on l'a dit au point 4.3, devaient faire face presque partout à une augmentation des charges d'intérêts de la dette publique ; les entreprises et les ménages qui ont contracté des dettes pour financer des dépenses d'investissement) sont relativement plus lourdes dans ces circonstances : en effet, plus la croissance économique est faible, moins elle produit de revenus qui peuvent être affectés au paiement de charges d'intérêts.

Enfin, l'examen des données du tableau 28 et des graphiques 29 (a à k) permet de faire quelques constatations intéressantes sur les *évolutions constatées dans les pays considérés individuellement*. Il est frappant d'observer que les taux de rendement nominaux ont suivi une évolution beaucoup plus stable en République Fédérale d'Allemagne que dans les autres pays. La différence entre ces rendements et l'inflation est elle aussi demeurée assez stable et toujours positive. Cette évolution contraste nettement avec celle, très changeante, qu'ont connue les taux d'intérêt nominaux et surtout réels au Royaume-Uni, en Italie et aussi au Japon. En Belgique les taux d'intérêt nominaux ont traduit une tendance structurelle à la hausse durant les années soixante et septante, qui s'est accentuée au début des années quatre-vingt avant de se renverser. Par contre, l'écart entre les taux d'intérêt et l'inflation a eu tendance à diminuer surtout pendant la première moitié des années septante (écart négatif), mais il s'est considérablement élargi par la suite. Il est clair que l'évolution des taux d'intérêt nominaux en Belgique a été influencée dans une large mesure par les circonstances internationales. Toutefois, elle a aussi été affectée fortement par l'évolution spécifique des comptes extérieurs, dont il sera question au chapitre III.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS DE SEPTEMBRE 1987

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

La valeur chiffrée de la courbe synthétique de la Banque s'est relevée en septembre de 1,98 point et s'établit dès lors à 112,62 points, soit le niveau le plus élevé depuis janvier 1986.

La hausse est due à une nette amélioration de la conjoncture dans l'industrie manufacturière et dans la construction. La situation s'est par contre sensiblement dégradée dans le commerce.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux	Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.		
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	
3. Affectation du produit national :		
a) Estimations à prix courants	I - 3a	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 3b	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	
b) Industrie manufacturière :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	
— résultats bruts par région	I - 4b.4	
c) Industrie de la construction :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	
— résultats bruts par secteur	I - 4c.2	
d) Commerce :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	
II. — Population, emploi, chômage		
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	
III. — Agriculture et pêche.		
1. Agriculture	III - 1	
2. Pêche maritime	III - 2	
IV. — Industrie.		
1. Production industrielle	IV - 1	
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	
3. Energie	IV - 3	
4. Métallurgie	IV - 4	
5. Construction	IV - 5	
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	
V. — Services.		
1. Transports :		
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	
b) Navigation maritime	V - 1b	
c) Navigation intérieure	V - 1c	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	
3. Commerce intérieur :		
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	
4. Chambres de compensation :		
a) Nombre d'opérations	V - 4a	
b) Montant des opérations	V - 4b	
VI. — Revenus.		
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	
VII. — Indices de prix.		
1. Matières premières	VII - 1	
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	
3. Prix à la consommation en Belgique :		
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		
1. Tableau général	VIII - 1	
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	
4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a	
b) Volume	VIII - 4b	
5. Orientation géographique	VIII - 5	
IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.		
1-2-3. Balance sur base des transactions :		
— Chiffres annuels	IX - 1	
— Soldes trimestriels	IX - 2	
— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3	
4. Balance sur base de caisse	IX - 4	
5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5	
6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6	
X. — Marché des changes.		
1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :		
a) Chiffres annuels	X - 1a	
b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b	
2. Droit de tirage spécial	X - 2	
3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3	
4. Système Monétaire Européen :		
a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a	
b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b	
c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c	
5. Cours de change effectifs	X - 5	
XI. — Finances publiques.		
1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1	
2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2	
3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3	
4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4	
5. Détail des recettes fiscales	XI - 5	
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.		
1. Encours :		
a) au 31 décembre 1984	XII - 1a	
b) au 31 décembre 1985	XII - 1b	
2. Mouvements en 1985	XII - 2	
3. Encours (totaux sectoriels) :		
a) au 31 décembre 1984	XII - 3a	
b) au 31 décembre 1985	XII - 3b	
4. Mouvements en 1985 (totaux sectoriels)	XII - 4	
XIII. — Organismes principalement monétaires.		
1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1	
2. Bilans :		
a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a	
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b	
c) Banques de dépôts	XIII - 2c	
d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d	
3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3	
4. Stock monétaire :		
a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a	
b) Total	XIII - 4b	
5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a	
b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b	

6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
— Destination économique apparente	XIII - 6
— Forme et localisation	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des banques d'épargne	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

8. Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement	XVII - 8
9. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 9a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 9b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV-5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « V.A.P. - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	986,7	1.060,6	1.145,0	1.191,0	1.242,0	1.265,4	1.333,8	1.388,4
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	46,4	49,9	53,9	55,8	59,0	61,0	62,9	64,5
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	246,5	264,5	286,2	289,1	292,2	319,2	353,5	379,4
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	426,3	464,9	513,4	566,7	605,7	617,8	658,9	691,8
5. Corrections et compléments	64,4	69,7	74,4	79,2	94,1	109,0	118,3	127,8
Ajustement statistique	7,5	- 9,5	0,1	- 25,9	4,7	30,2	8,2	12,9
<i>Total ...</i>	1.777,8	1.900,1	2.073,0	2.155,9	2.297,7	2.402,6	2.535,6	2.664,8
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	50,7	46,4	48,8	57,2	64,1	74,5	74,1	72,2
2. Professions libérales ¹	95,1	101,7	104,2	112,9	118,5	127,7	138,3	148,0
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	222,8	228,7	228,1	228,9	233,7	236,6	256,6	277,6
4. Revenu des sociétés de personnes ²	14,6	15,5	14,9	14,2	17,3	20,8	25,5	31,6
Ajustement statistique	1,6	- 1,9	...	- 4,9	0,8	5,8	1,6	2,5
<i>Total ...</i>	384,8	390,4	396,0	408,3	434,4	465,4	496,1	531,9
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	201,9	240,5	285,9	327,3	374,8	404,1	462,6	508,2
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	73,8	78,5	85,0	98,9	108,7	125,4	143,0	156,9
3. Dividendes, tantièmes, dons	60,5	58,7	64,3	77,2	102,6	124,9	151,8	171,7
<i>Total ...</i>	336,2	377,7	435,2	503,4	586,1	654,4	757,4	836,8
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	27,1	28,9	24,4	13,2	34,7	52,5	88,5	129,9
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	114,2	135,2	148,6
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 23,9	- 21,2	- 7,3	0,9	15,5	- 4,6	3,3	11,2
<i>Total ...</i>	- 1,8	3,4	20,4	30,8	45,8	26,9	36,5	47,2
G. Intérêts de la dette publique	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 289,1	- 367,2	- 395,4	- 448,7	- 509,3
Revenu national net au coût des facteurs	2.469,1	2.627,8	2.827,2	2.910,0	3.144,4	3.320,6	3.600,6	3.849,9
H. Amortissements	281,4	302,5	312,1	332,1	367,3	401,7	420,7	440,5
Revenu national brut au coût des facteurs	2.750,5	2.930,3	3.139,3	3.242,1	3.511,7	3.722,3	4.021,3	4.290,4
I. Impôts indirects	363,9	387,7	412,1	435,8	476,0	509,7	529,5	557,4
J. Subventions	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 55,4	- 53,6	- 59,3	- 67,7	- 71,0
Produit national brut aux prix du marché	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

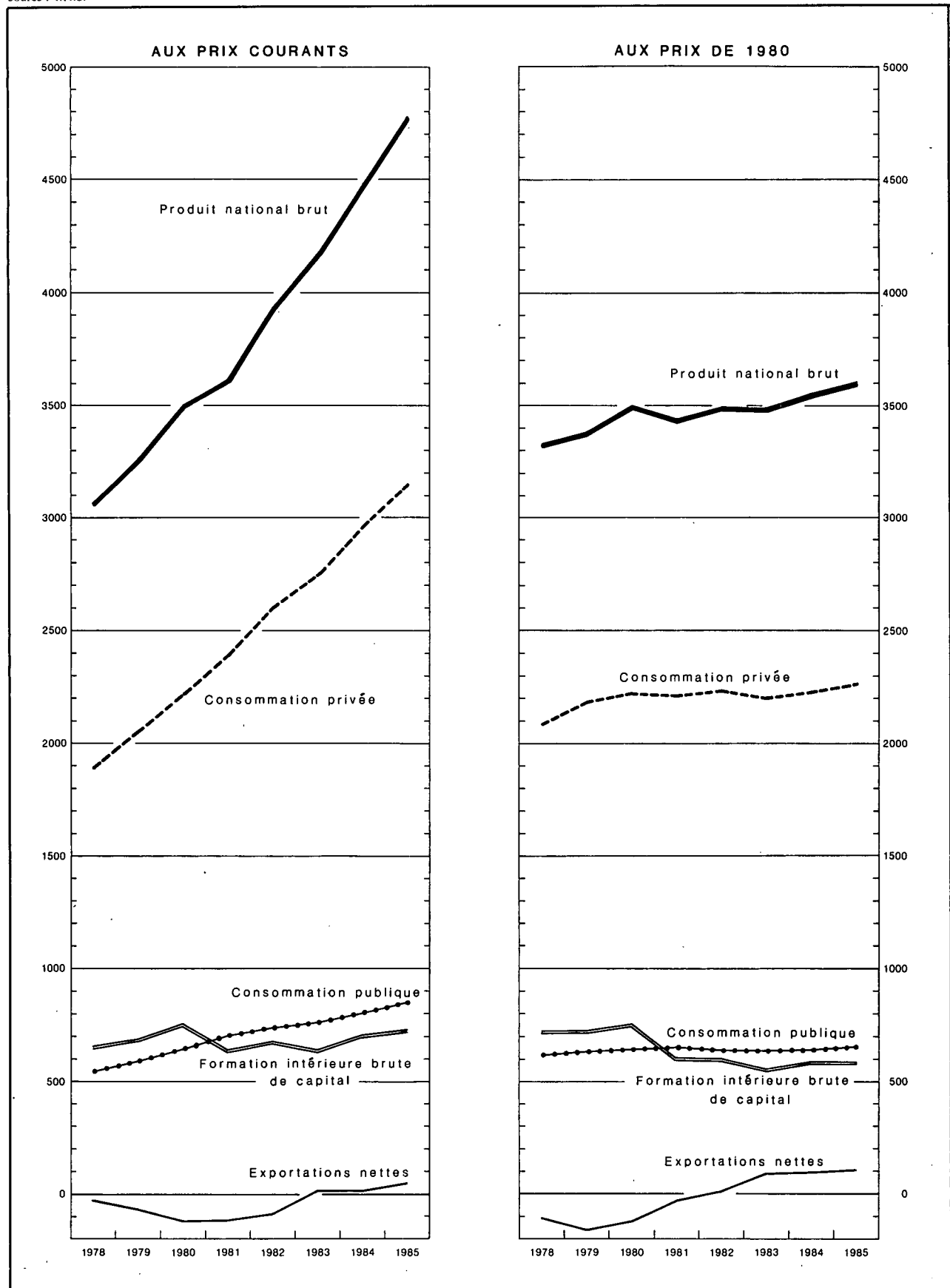
Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
1. Agriculture, sylviculture et pêche	78,6	75,6	79,4	88,6	97,7	110,6	113,1	115,4
2. Industries extractives	17,1	15,9	18,6	20,1	25,1	24,8	26,6	25,9
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	147,0	151,1	157,4	164,6	188,7	201,4	215,6	229,5
b) Textiles	37,1	37,7	40,5	39,2	42,0	45,8	51,1	50,8
c) Vêtements et chaussures	23,1	23,4	22,7	22,9	25,7	23,8	24,2	25,4
d) Bois et meubles	36,7	37,8	41,1	39,9	41,2	39,2	40,1	41,7
e) Papier, impression, édition	39,9	44,8	45,0	44,3	50,4	52,2	56,4	55,0
f) Industrie chimique et activités connexes	82,6	101,5	100,0	90,0	112,1	120,8	133,0	139,0
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	36,5	36,7	39,1	33,4	36,3	37,6	41,4	38,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux	51,4	59,4	54,7	54,4	58,4	62,8	74,1	68,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	243,5	241,3	247,6	229,2	255,7	269,2	274,2	288,1
j) Industries non dénommées ailleurs ...	108,0	116,0	122,6	121,6	132,8	146,2	158,6	166,9
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	<i>805,8</i>	<i>849,7</i>	<i>870,7</i>	<i>839,5</i>	<i>943,3</i>	<i>999,0</i>	<i>1.068,7</i>	<i>1.103,1</i>
4. Construction	228,5	233,7	263,0	229,8	238,0	234,6	236,1	248,1
5. Electricité, gaz et eau	93,5	105,8	109,6	120,7	121,2	147,9	163,0	188,7
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	571,5	612,8	669,7	701,2	782,0	855,9	888,1	969,4
b) Services financiers et assurances	135,2	150,7	160,7	194,5	221,2	213,4	249,5	278,9
c) Immeubles d'habitation	136,1	150,2	168,4	193,3	212,5	234,2	257,9	277,9
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	<i>842,8</i>	<i>913,7</i>	<i>998,8</i>	<i>1.089,0</i>	<i>1.215,7</i>	<i>1.303,5</i>	<i>1.395,5</i>	<i>1.526,2</i>
7. Transports et communications	234,8	255,5	279,6	285,1	304,1	318,7	359,5	384,3
8. Services	838,4	903,7	983,7	1.062,2	1.139,0	1.200,1	1.274,3	1.349,7
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,0	4,3	5,1	4,8	5,5	5,5	6,1	6,6
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	-45,1	-48,6	-45,1	-53,3	-61,7	-62,7	-72,1	-78,1
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	-32,0	-34,8	-47,2	-53,6	-66,7	-69,4	-77,6	-85,9
Ajustement statistique	- 8,9	- 8,8	3,2	12,7	11,2	- 3,2	17,7	28,1
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	3.057,5	3.265,7	3.519,4	3.645,6	3.972,4	4.209,4	4.510,9	4.812,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	10,1	- 3,5	-18,3	-23,1	-38,3	-36,7	-27,8	-35,3
Produit national brut aux prix du marché ..	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	365,4	379,8	399,7	411,4	469,5	514,1	557,9	585,1
2. Boissons	84,3	89,3	97,6	103,4	114,0	121,5	123,4	129,3
3. Tabac	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2	53,4	54,4
4. Vêtements et effets personnels	147,5	160,7	183,2	186,2	209,9	215,8	220,5	232,9
5. Loyers, taxes, eau	187,2	205,4	228,1	258,8	285,3	313,5	341,1	366,1
6. Chauffage et éclairage	99,5	116,8	136,2	161,4	179,3	184,5	202,8	231,5
7. Articles ménagers durables	187,8	194,1	218,2	222,0	231,7	234,8	245,8	259,9
8. Entretien de la maison	82,1	88,2	94,8	100,2	107,8	115,3	122,1	127,8
9. Soins personnels et hygiène	202,7	215,6	229,7	252,0	278,4	304,9	325,2	345,4
10. Transports	212,1	233,4	254,7	274,5	300,7	327,0	350,9	372,5
11. Communications : P.T.T.	16,1	17,4	18,6	19,9	22,0	23,9	26,6	28,8
12. Loisirs	164,6	178,2	195,7	208,9	231,7	250,8	270,7	286,6
13. Enseignement et recherches	4,0	4,2	4,5	4,9	5,4	6,0	6,6	7,1
14. Services financiers	71,8	81,7	87,1	103,3	118,3	115,9	136,7	153,0
15. Services divers	17,3	19,2	19,3	20,4	21,5	22,7	24,9	28,1
16. Dépenses personnelles à l'étranger	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6	88,5	93,3	100,7
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 43,4	- 50,6	- 55,8	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0	- 124,8
Ajustement statistique	- 0,1	15,2	- 2,5	14,3	- 13,2	- 26,6	- 22,2	- 35,3
<i>Total ...</i>	1.892,6	2.054,6	2.223,0	2.397,7	2.602,5	2.749,5	2.958,7	3.149,1
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	391,8	426,5	471,3	517,8	549,3	559,1	589,0	622,3
2. Achats courants de biens et services	117,7	123,4	129,2	139,2	144,1	153,1	159,4	171,5
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0
4. Loyer payé	3,8	4,1	4,9	4,6	5,3	5,5	6,1	6,7
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2	8,6	9,3
6. Amortissement mobilier et matériel	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	4,2	4,5
<i>Total ...</i>	543,9	588,1	643,6	702,8	740,6	761,3	800,5	850,3
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	17,2	16,0	15,3	14,1	15,3	16,1	17,4	18,1
2. Industries extractives	2,5	3,0	3,0	2,9	3,3	4,7	5,0	5,0
3. Industries manufacturières	79,4	83,6	109,2	101,0	122,4	126,7	139,4	151,0
4. Construction	12,5	13,5	12,2	13,8	11,3	8,8	11,3	13,0
5. Electricité, gaz et eau	39,8	41,9	39,6	39,0	42,2	40,9	45,5	50,4
6. Commerce, banques, assurances	65,3	75,0	77,5	72,3	82,1	89,1	101,7	114,3
7. Immeubles d'habitation	228,0	209,6	224,7	139,0	131,4	132,7	138,2	153,1
8. Transports et communications	73,6	75,2	86,3	101,2	103,1	96,6	101,8	96,8
9. Pouvoirs publics et enseignement	99,6	107,6	122,9	123,2	122,9	114,7	105,7	96,5
10. Autres services	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7	43,5	46,3
11. Variations de stocks	8,4	19,9	29,2	- 6,1	7,7	- 21,3	1,1	- 7,7
Ajustement statistique .....	...	5,1	- 0,8	3,8	- 3,4	- 6,2	- 5,3	- 8,2
<i>Total ...</i>	655,3	686,5	756,7	641,9	675,6	642,5	705,3	728,6
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	114,1	134,4	211,9	350,7	405,2	326,5	387,1	465,6
2. Exportations de biens et services	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.352,5	2.715,0	3.003,5	3.384,8	3.556,9
Exportations totales ...	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.703,2	3.120,2	3.330,0	3.771,9	4.022,5
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	104,0	137,9	230,2	373,8	443,5	363,2	414,9	500,9
4. Importations de biens et services	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.449,3	2.761,3	2.947,4	3.338,4	3.472,8
Importations totales ...	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.823,1	3.204,8	3.310,6	3.753,3	3.973,7
Exportations nettes ...	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 119,9	- 84,6	19,4	18,6	48,8
Produit national brut aux prix du marché	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

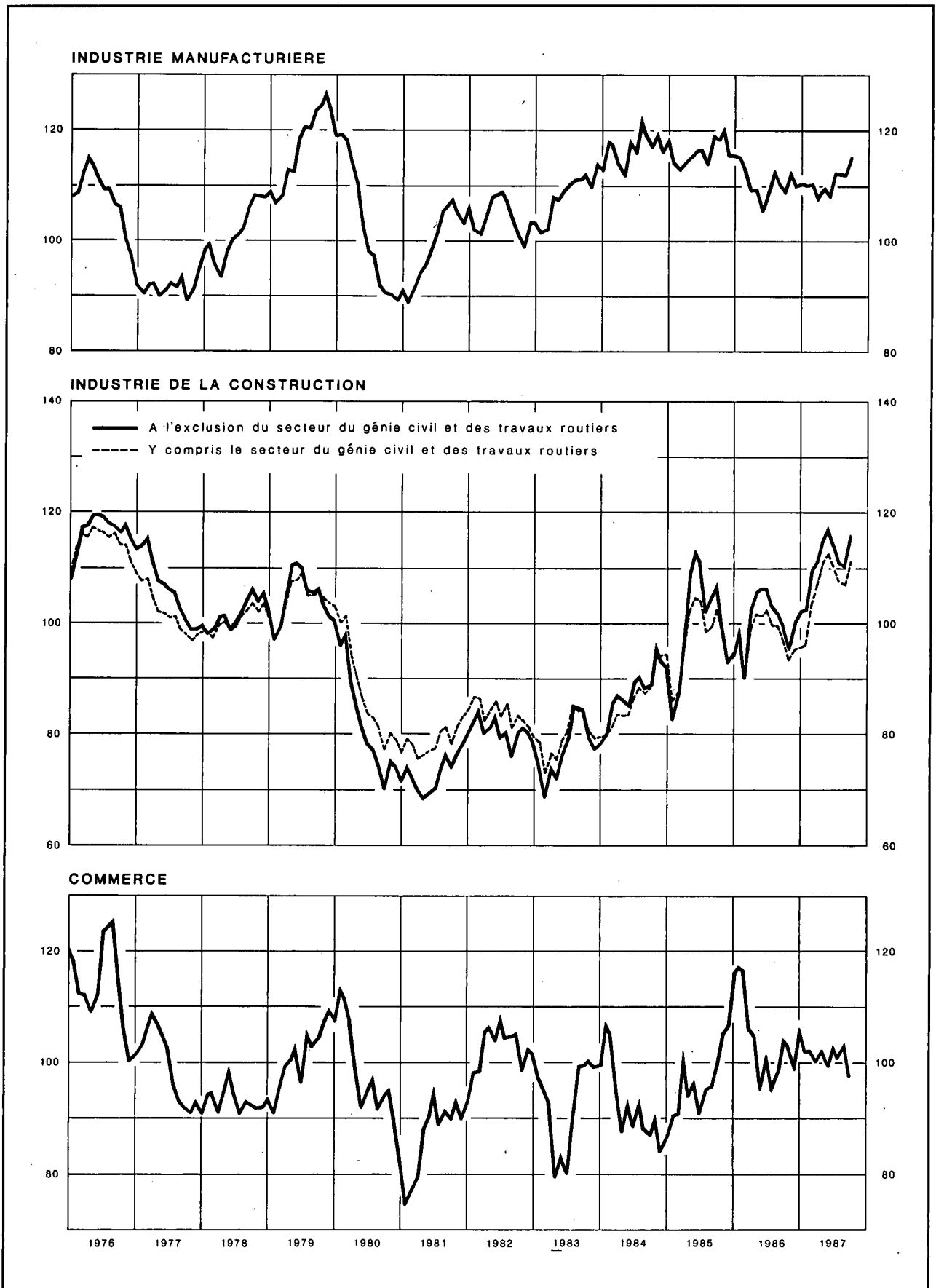
Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	96	99	100	98	102	101	103	105
2. Boissons	91	94	100	96	98	97	95	95
3. Tabac	96	100	100	98	105	102	103	97
4. Vêtements et effets personnels	88	91	100	98	104	100	97	96
5. Loyers, taxes, eau	93	97	100	104	106	108	110	113
6. Chauffage et éclairage	102	105	100	97	95	92	95	103
7. Articles ménagers durables	88	90	100	99	99	94	94	96
8. Entretien de la maison	97	99	100	100	102	101	101	100
9. Soins personnels et hygiène	96	98	100	104	106	108	108	109
10. Transports	98	102	100	98	98	98	100	101
11. Communications : P.T.T.	89	96	100	107	107	108	110	116
12. Loisirs	92	96	100	101	107	107	108	107
13. Enseignement et recherches	96	98	100	102	104	106	108	111
14. Services financiers	85	94	100	110	115	108	115	122
15. Services divers	99	105	100	98	97	97	102	106
16. Dépenses personnelles à l'étranger	84	95	100	105	93	92	93	94
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	83	94	100	116	139	164	169	164
<i>Total ...</i>	94	98	100	100	101	99	100	102
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	95	98	100	102	101	101	103	103
2. Achats courants de biens et services	103	102	100	101	96	96	95	98
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	91	95	100	97	92	89	88	91
<i>Total ...</i>	96	98	100	101	100	100	100	102
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	119	107	100	88	90	89	92	92
2. Industries extractives	86	103	100	93	101	136	140	137
3. Industries manufacturières	77	78	100	90	103	102	109	115
4. Construction	108	113	100	110	84	62	77	86
5. Electricité, gaz et eau	110	110	100	93	94	89	95	101
6. Commerce, banques, assurances	91	100	100	89	94	97	106	114
7. Immeubles d'habitation	117	101	100	59	55	54	53	56
8. Transports et communications	90	90	100	111	104	93	95	88
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	89	92	100	88	80	69	63	53
10. Enseignement	94	95	100	98	90	88	74	69
11. Autres services	85	101	100	94	87	88	94	95
<i>Total ...</i>	96	96	100	80	80	73	77	77
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	59	66	100	158	170	129	145	166
2. Exportations de biens et services	89	96	100	103	105	109	114	116
Exportations totales ...	86	93	100	108	111	111	116	121
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	49	62	100	155	171	132	143	165
4. Importations de biens et services	90	98	100	99	98	98	103	105
Importations totales ...	86	95	100	104	105	101	107	110
Produit national brut aux prix du marché	95	97	100	99	100	100	102	103

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1984 Septembre	117,87	88,99	87,52	108,99	88,32
Octobre	119,92	96,54	90,62	112,02	93,92
Novembre	116,67	93,47	84,64	108,39	94,23
Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28
Février	113,16	87,51	90,85	105,97	87,52
Mars	114,30	98,74	102,03	110,13	95,34
Avril	115,34	109,87	94,56	111,40	102,29
Mai	116,42	113,12	96,88	112,99	104,76
Juin	116,82	111,50	91,59	112,24	104,13
Juillet	114,82	102,97	95,10	110,08	98,78
Août	119,01	105,15	95,80	113,45	99,52
Septembre	118,70	107,26	99,84	114,15	102,84
Octobre	120,49	99,94	105,03	115,09	98,31
Novembre	115,75	93,32	106,72	111,03	93,04
Décembre	115,71	94,93	116,12	112,65	94,01
1986 Janvier	115,17	99,27	117,53	113,14	97,66
Février	112,99	90,95	116,79	110,25	90,87
Mars	109,43	102,71	106,28	107,95	98,95
Avril	109,46	105,84	104,97	108,24	101,80
Mai	106,19	106,46	96,19	104,73	101,66
Juin	109,32	106,42	101,56	107,72	102,55
Juillet	113,00	103,14	95,83	108,95	99,88
Août	110,82	102,03	98,70	107,68	99,53
Septembre	109,46	100,23	104,21	107,29	96,99
Octobre	112,84	95,70	103,14	108,81	93,60
Novembre	110,37	100,38	100,02	107,32	95,42
Décembre	110,57	102,44	106,28	108,71	95,85
1987 Janvier	110,36	102,68	102,26	107,99	96,24
Février	110,47	109,95	102,39	109,18	103,68
Mars	107,91	111,40	100,17	107,27	107,26
Avril	109,81	115,44	102,19	109,51	111,04
Mai	108,55	117,19	99,97	108,56	112,58
Juin	112,71	114,26	103,34	111,54	110,25
Juillet	112,55	111,03	100,86	110,57	107,67
Août	112,24	110,58	103,26	110,64	107,17
Septembre	115,27	115,75	97,15	112,62	111,12

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1984 Septembre	112,41	115,54	113,49	123,90	137,50	111,18	127,66	117,87
Octobre	109,61	121,26	123,46	127,49	140,35	111,25	125,39	119,92
Novembre	108,38	113,27	114,04	129,20	139,28	110,29	122,92	116,67
Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16
Février	104,92	111,18	112,47	119,35	134,05	108,89	118,29	113,16
Mars	101,88	120,02	117,08	131,37	134,36	105,19	112,32	114,30
Avril	109,08	120,64	120,21	123,62	139,04	103,48	109,25	115,34
Mai	106,99	116,76	121,50	122,79	131,66	109,18	121,98	116,42
Juin	110,13	119,97	115,42	127,01	133,00	108,88	119,29	116,82
Juillet	110,11	115,57	111,03	126,77	133,54	105,62	118,46	114,82
Août	112,35	117,94	113,25	134,72	135,43	111,65	126,47	119,01
Septembre	111,17	122,46	114,37	131,15	128,76	112,54	125,10	118,70
Octobre	110,74	120,35	117,99	145,73	137,13	113,64	119,74	120,49
Novembre	107,99	105,88	112,60	136,32	131,86	112,30	123,18	115,75
Décembre	107,07	106,36	109,49	137,30	137,08	110,83	125,57	115,71
1986 Janvier	104,41	118,64	109,09	139,52	135,19	107,50	115,77	115,17
Février	100,73	118,05	102,78	126,77	131,13	109,82	122,11	112,99
Mars	100,21	111,52	101,63	120,34	119,41	107,36	120,11	109,43
Avril	100,92	119,85	99,71	116,14	116,62	106,52	117,66	109,46
Mai	98,09	105,48	94,81	118,36	120,17	105,04	117,53	106,19
Juin	101,15	109,94	107,55	125,97	123,64	103,74	110,52	109,32
Juillet	104,76	114,21	98,22	134,46	140,57	104,87	120,25	113,00
Août	105,61	104,64	103,51	130,10	136,75	97,03	124,25	110,82
Septembre	106,17	109,84	102,15	123,95	125,90	99,43	116,00	109,46
Octobre	106,47	111,37	109,49	133,64	130,10	102,76	116,83	112,84
Novembre	104,21	105,28	112,24	125,90	131,88	99,45	114,79	110,37
Décembre	105,34	105,64	111,85	125,04	133,99	99,53	113,57	110,57
1987 Janvier	98,49	106,68	108,74	119,76	137,58	106,71	117,29	110,36
Février	101,78	111,98	106,66	128,34	136,31	103,62	107,10	110,47
Mars	100,53	110,11	103,82	117,01	115,79	102,61	118,50	107,91
Avril	102,06	111,99	103,20	123,59	122,83	102,01	120,68	109,81
Mai	103,86	110,12	98,54	117,37	119,14	105,67	117,09	108,55
Juin	104,67	115,76	114,60	123,61	124,74	103,49	117,87	112,71
Juillet	106,94	113,45	117,72	115,09	126,74	104,76	115,19	112,55
Août	107,22	105,87	119,54	123,47	127,84	104,04	113,02	112,24
Septembre	108,51	110,76	114,75	130,63	130,67	107,22	122,81	115,27

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1986	1987			1986	1987			1986	1987					
	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre		
Ensemble des industries	- 27	- 28	- 29	- 27	- 24	- 33	- 28	- 34	- 31	- 31	+ 8	+ 9	+ 9	+ 7	+ 7
I. Biens de consommation	- 12	- 20	- 31	- 32	- 32	- 5	- 11	- 24	- 23	- 25	+ 10	+ 9	+ 11	+ 10	+ 11
II. Biens d'investissement	- 31	- 43	- 35	- 29	- 25	- 49	- 54	- 51	- 43	- 43	+ 7	+ 12	+ 8	+ 4	0
III. Biens intermédiaires	- 37	- 24	- 30	- 24	- 21	- 45	- 24	- 37	- 27	- 24	+ 9	+ 7	+ 8	+ 8	+ 10
Industrie textile	- 41	- 32	- 38	- 32	- 29	- 45	- 33	- 43	- 35	- 36	+ 29	+ 22	+ 20	+ 18	+ 14
dont : Laine	- 60	- 52	- 58	- 59	- 59	- 55	- 48	- 50	- 44	- 43	+ 23	+ 6	+ 5	+ 8	+ 11
Coton	- 47	- 32	- 45	- 34	- 32	- 55	- 40	- 64	- 57	- 65	+ 38	+ 36	+ 32	+ 33	+ 31
Bonneterie	- 40	- 23	- 16	- 28	- 37	- 56	- 9	- 21	- 17	- 32	+ 46	+ 12	+ 34	+ 20	+ 11
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 10	- 32	- 37	- 36	- 43	0	- 18	- 21	- 25	- 32	+ 3	+ 2	+ 3	+ 5	+ 5
dont : Chaussures	- 57	- 75	- 55	- 62	- 19	- 89	- 94	- 98	- 96	- 95	0	- 42	- 4	+ 11	+ 16
Habillement	0	- 24	- 33	- 31	- 48	+ 6	- 13	- 15	- 20	- 28	+ 2	+ 12	+ 5	+ 4	+ 3
Industrie du bois et du meuble en bois	- 31	- 17	- 16	- 10	- 7	- 44	- 23	- 27	- 11	- 9	+ 16	+ 16	+ 7	+ 3	+ 7
dont : Bois	- 24	- 8	+ 5	+ 3	+ 10	- 36	- 9	- 1	+ 11	+ 29	- 7	0	- 2	- 6	0
Meubles en bois	- 36	- 24	- 31	- 20	- 20	- 49	- 31	- 41	- 24	- 31	+ 32	+ 25	+ 14	+ 9	+ 10
Papiers et cartons	- 28	- 22	- 30	- 10	- 23	- 27	- 12	- 46	+ 5	- 12	+ 16	+ 3	+ 14	+ 7	+ 10
dont : Production de papier et carton	- 37	- 6	- 33	+ 8	- 8	- 33	- 5	- 54	+ 17	- 3	+ 22	- 1	+ 33	+ 28	+ 38
Transformation de papier et carton	- 21	- 34	- 28	- 24	- 35	- 11	- 32	- 24	- 26	- 36	+ 12	+ 5	+ 1	- 8	- 11
Industrie du cuir	- 65	- 74	- 67	- 70	- 77	- 74	- 80	- 77	- 75	- 90	+ 5	+ 2	+ 16	+ 44	+ 45
Transformation de matières plastiques	- 28	- 6	- 11	+ 8	+ 13	- 31	- 7	- 3	+ 24	+ 25	- 3	- 15	+ 6	+ 10	+ 18
Raffinage de pétrole	0	+ 13	+ 13	- 13	0	0	+ 13	+ 2	- 15	0	0	0	0	+ 2	0
Production et première transformation des métaux	- 48	- 28	- 41	- 32	- 29	- 60	- 30	- 48	- 34	- 31	- 1	- 4	- 1	- 2	0
dont : Métaux ferreux	- 53	- 26	- 44	- 36	- 36	- 68	- 34	- 53	- 41	- 38	- 8	- 14	- 7	- 4	- 1
Métaux non ferreux	- 30	- 40	- 27	- 16	+ 7	- 16	- 13	- 22	- 25	+ 2	+ 19	+ 20	+ 15	+ 4	+ 4
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 3	- 12	- 9	0	- 5	- 17	- 20	- 34	- 17	- 20	+ 7	+ 9	+ 7	+ 2	- 1
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 1	- 12	- 8	+ 3	- 2	- 17	- 23	- 33	- 11	- 9	+ 1	+ 7	+ 3	- 2	- 9
Industrie chimique	- 3	+ 5	+ 9	- 3	- 1	- 3	+ 7	+ 9	- 8	- 1	+ 1	+ 1	- 2	- 2	0
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 65	- 65	- 90	- 69	- 26	0	- 57	- 89	- 44	- 19	+ 65	+ 83	+ 90	+ 87	+ 82
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 36	- 56	- 46	- 48	- 42	- 33	- 51	- 37	- 32	- 43	- 1	+ 15	+ 19	+ 30	+ 41
Construction de machines et de matériel mécanique	- 46	- 50	- 38	- 31	- 22	- 53	- 49	- 40	- 34	- 33	+ 4	+ 5	- 3	- 8	- 17
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 99	- 99	- 82	- 82	- 97	- 100	- 99	- 83	- 82	- 97	0	+ 1	0	0	0
Machines-outils	0	0	0	+ 27	+ 81	+ 78	0	0	0	0	0	- 100	- 33	- 67	- 100
Machines textiles	- 25	- 13	- 24	- 24	- 21	- 24	- 21	- 23	- 24	- 24	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 32	- 41	- 39	- 35	- 26	- 37	- 23	- 33	- 33	- 35	+ 13	+ 16	+ 7	+ 19	+ 11
Construction électrique et électronique	- 39	- 55	- 67	- 66	- 65	- 54	- 66	- 88	- 86	- 87	+ 20	+ 25	+ 21	+ 21	+ 21
dont : Construction électrique d'équipement	- 48	- 61	- 52	- 51	- 52	- 82	- 85	- 81	- 78	- 79	+ 27	+ 32	+ 29	+ 29	+ 28
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 11	- 40	- 99	- 96	- 91	- 5	- 37	- 100	- 100	- 100	+ 11	+ 11	+ 11	+ 11	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 38	+ 13	0	0	0	- 39	+ 14	0	- 2	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 71	- 69	- 82	- 70	- 41	- 86	- 79	- 88	- 90	- 88	- 33	+ 25	+ 8	+ 11	0
dont : Construction navale	- 93	- 91	- 92	- 64	- 15	- 100	- 98	- 97	- 98	- 98	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	+ 37	+ 36	- 33	- 50	- 36	- 12	+ 44	- 52	- 63	- 44	- 33	+ 25	+ 8	+ 11	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1986		1987			1986		1987			1986		1987			1986		1987		
	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
Ensemble des industries	16	13	20	23	24	69	71	69	70	67	6	4	3	2	3	5	3	5	2	4
I. Biens de consommation	16	12	24	27	25	58	62	67	65	66	12	12	4	5	5	8	1	6	1	1
II. Biens d'investissement	18	11	12	21	25	75	80	75	70	65	3	2	4	2	4	4	5	7	5	8
III. Biens intermédiaires	15	14	16	15	18	71	71	70	74	66	1	2	1	1	1	3	3	2	1	3
Industrie textile	21	16	12	17	21	68	71	79	70	67	4	6	4	4	4	2	4	3	4	6
dont : Laine	34	19	11	17	23	62	61	77	72	58	1	11	1	1	0	3	3	5	5	13
Coton	12	10	10	10	17	82	84	88	87	82	1	2	1	1	0	2	4	1	1	0
Bonneterie	24	5	5	16	14	46	78	70	49	70	14	6	11	10	10	3	7	9	14	9
Industrie des chaussures et de l'habillement	21	14	16	19	27	57	76	74	70	55	12	9	8	12	11	0	0	0	0	0
dont : Chaussures	16	9	9	20	62	61	91	91	80	38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Habillement	22	15	18	18	20	56	73	70	68	58	14	11	10	15	14	0	0	0	0	0
Industrie du bois et du meuble en bois	28	32	23	34	35	63	57	67	59	54	5	5	4	3	5	4	4	4	0	2
dont : Bois	24	37	25	35	40	63	47	56	57	50	0	1	2	1	1	9	6	10	0	5
Meubles en bois	31	28	21	33	32	64	64	75	60	57	8	8	6	5	8	1	2	0	1	1
Papiers et cartons	31	22	26	23	26	57	59	68	67	59	4	4	4	4	2	6	5	3	2	5
dont : Production de papier et carton	51	25	39	30	46	49	43	58	68	48	0	0	3	0	0	0	0	0	0	6
Transformation de papier et carton	15	20	16	17	10	64	71	76	67	68	7	7	6	7	3	11	8	6	4	4
Industrie du cuir	28	28	78	28	24	64	64	14	64	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	13	29	73	54	37	84	68	27	46	55	0	0	0	0	1	3	3	0	0	7
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	4	4	4	3	12	68	71	70	77	64	0	0	0	0	0	1	2	0	1	0
dont : Métaux ferreux	5	6	4	4	14	71	69	73	74	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Métaux non ferreux	1	0	0	0	0	56	77	56	94	61	0	0	0	0	0	5	8	0	3	2
Industrie des produits minéraux non métalliques	35	18	19	33	25	50	63	61	48	53	0	3	4	4	4	13	16	17	16	21
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	26	15	15	33	27	58	64	64	47	48	0	3	5	4	4	15	18	19	18	25
Industrie chimique	0	0	0	0	0	95	97	96	96	96	0	0	0	0	0	2	2	2	1	1
Production de fibres artificielles et synthétiques	96	96	96	90	75	0	0	0	6	5	0	0	0	0	0	4	4	4	4	20
Fabrication d'ouvrages en métaux	15	12	11	15	16	82	86	85	79	75	2	1	4	2	4	2	3	18	1	5
Construction de machines et de matériel mécanique	19	20	18	30	30	76	78	67	67	62	5	2	5	1	4	0	0	6	2	2
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	0	0	0	100	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Machines-outils	82	82	0	100	79	0	0	0	0	0	18	18	0	0	21	0	0	0	0	0
Machines textiles	76	76	76	76	73	24	24	24	24	27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	4	4	22	30	32	96	96	78	70	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	6	0	15	10	26	77	67	72	90	70	4	0	2	0	3	1	1	0	0	3
dont : Construction électrique d'équipement	11	0	18	10	32	86	91	82	90	62	6	0	4	0	5	1	1	0	0	4
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	0	0	10	11	11	56	20	53	89	89	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	70	70	47	29	29	30	30	53	41	41	0	0	0	41	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	12	12	7	6	7	88	88	92	94	93	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	98	100	100	2	2	2	2	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	70	70	36	36	41	30	30	64	64	59	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1986		1987			1986		1987			1986	1987			
	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre
Ensemble des industries	+ 29	+ 23	+ 29	+ 26	+ 27	79,2	78,1	78,1	79,0	78,6	3,37	3,22	3,11	3,19	3,16
I. Biens de consommation	+ 16	+ 13	+ 26	+ 22	+ 22	84,6	83,7	82,8	83,7	83,8	2,65	2,64	2,65	2,69	2,63
II. Biens d'investissement	+ 44	+ 35	+ 43	+ 29	+ 32	74,4	71,6	73,0	74,1	74,0	5,00	4,43	4,15	4,22	4,18
III. Biens intermédiaires	+ 38	+ 36	+ 43	+ 41	+ 36	75,0	71,8	73,9	75,1	75,7	3,18	3,35	3,34	5,44	9,49
Industrie textile	+ 41	+ 37	+ 38	+ 41	+ 31	74,8	71,9	72,1	74,5	75,3	2,13	1,93	1,95	1,98	1,97
dont : Laine	+ 44	+ 54	+ 41	+ 49	+ 20	74,6	67,2	73,5	72,8	76,3	1,70	1,70	1,55	1,82	1,58
Coton	+ 45	+ 39	+ 44	+ 48	+ 45	74,0	71,3	70,0	71,6	71,5	2,02	2,08	2,07	2,08	2,16
Bonneterie	+ 28	+ 22	+ 33	+ 22	+ 40	74,6	68,9	70,5	72,8	72,1	1,94	2,07	2,38	1,99	1,87
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 35	+ 29	+ 39	+ 26	+ 40	82,5	79,1	79,8	78,3	83,0	1,99	1,80	2,00	1,66	1,47
dont : Chaussures	+ 50	+ 36	+ 40	+ 42	+ 52	74,0	70,7	68,4	68,0	83,7	1,54	1,42	1,72	1,32	1,34
Habillement	+ 32	+ 28	+ 39	+ 22	+ 37	84,3	80,8	82,3	80,5	82,8	2,08	1,88	2,06	1,72	1,49
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 33	+ 29	+ 22	+ 27	+ 28	83,7	84,7	80,9	84,4	85,2	1,52	1,62	1,59	1,68	1,68
dont : Bois	+ 30	+ 4	+ 7	+ 9	+ 23	83,3	85,5	79,8	84,8	84,6	1,85	1,91	1,91	1,99	1,97
Meubles en bois	+ 35	+ 46	+ 32	+ 40	+ 32	83,9	84,2	81,6	84,0	85,7	1,29	1,42	1,37	1,46	1,47
Papiers et cartons	+ 28	+ 22	+ 32	+ 33	+ 37	83,0	81,8	85,5	84,4	83,3	1,30	1,48	1,59	1,47	1,37
dont : Production de papier et carton	+ 35	+ 25	+ 42	+ 23	+ 24	89,8	83,9	91,5	87,5	89,6	1,46	1,85	1,77	1,67	1,58
Transformation de papier et carton	+ 23	+ 20	+ 23	+ 40	+ 46	77,8	80,3	81,0	82,0	78,6	1,18	1,19	-1,45	1,33	1,21
Industrie du cuir	+ 14	+ 14	+ 72	+ 92	+ 76	78,1	81,2	73,3	78,0	77,6	2,20	2,14	2,15	2,09	1,97
Transformation de matières plastiques	+ 37	+ 18	+ 11	+ 3	+ 28	80,0	83,6	80,9	82,8	82,0	3,08	3,31	3,21	3,22	3,35
Production et première transformation des métaux	+ 54	+ 56	+ 67	+ 64	+ 46	70,8	60,9	67,0	68,7	70,8	1,67	1,95	1,92	2,13	2,14
dont : Métaux ferreux	+ 65	+ 68	+ 79	+ 74	+ 54	68,4	56,7	63,9	66,1	68,4	1,51	1,85	1,82	2,04	2,04
Métaux non ferreux	+ 2	+ 3	+ 7	+ 16	+ 7	82,6	81,9	82,9	81,4	83,0	2,49	2,46	2,42	3,03	2,65
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 10	+ 16	+ 7	- 11	+ 9	84,4	80,0	82,4	85,8	83,5	1,72	1,81	1,96	2,02	2,01
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 9	+ 14	+ 8	- 14	- 2	83,8	78,7	81,4	85,4	83,4	1,65	1,75	1,92	2,01	2,01
Industrie chimique	+ 13	+ 4	+ 6	+ 5	+ 16	78,3	81,0	81,1	81,5	79,3	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	+ 64	0	0	0	99,6	100,0	100,0	99,3	99,5	2,46	2,20	2,14	2,21	2,08
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 30	+ 39	+ 70	+ 60	+ 38	73,1	72,6	74,0	74,1	75,6	4,33	3,64	3,90	4,10	4,00
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 45	+ 26	+ 38	+ 26	+ 23	74,8	69,3	71,5	72,3	72,2	4,99	4,82	4,60	4,49	4,46
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 99	+ 51	+ 99	+ 99	+ 51	70,6	43,4	61,5	64,1	58,5	7,07	7,08	7,09	6,99	6,98
Machines-outils	0	0	0	- 82	- 79	98,1	98,1	94,0	98,1	97,9	6,84	6,37	6,80	6,26	6,94
Machines textiles	+ 24	+ 24	+ 20	+ 24	+ 23	87,4	87,7	86,6	85,2	86,4	5,49	5,12	5,29	5,26	5,23
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 62	+ 13	+ 42	+ 38	+ 39	65,2	66,1	65,5	65,0	61,1	4,71	3,98	3,42	3,28	3,27
Construction électrique et électronique	+ 50	+ 25	+ 38	+ 29	+ 34	81,9	82,5	78,1	77,4	77,5	6,22	6,26	5,76	5,68	5,73
dont : Construction électrique d'équipement	+ 80	+ 42	+ 63	+ 46	+ 46	76,2	76,6	71,5	71,8	75,2	5,49	5,12	4,59	4,58	4,66
Appareils électroménagers, radio, télévision	0	0	0	0	0	91,3	92,4	88,7	86,2	80,8	8,34	9,46	8,94	8,71	8,72
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 41	- 41	0	0	0	96,4	96,7	98,5	98,5	94,6	2,58	2,54	2,34	2,50	2,50
Construction d'autre matériel de transport	+ 82	+ 82	+ 80	+ 82	+ 85	57,1	54,8	50,8	48,4	47,4	7,60	6,84	5,13	6,39	6,33
dont : Construction navale	+ 95	+ 95	+ 95	+ 95	+ 91	43,5	41,9	39,2	36,1	39,2	0,90	0,48	0,18	2,31	2,44
Construction de cycles et motocycles	+ 13	+ 13	0	+ 13	+ 41	86,6	86,1	78,6	87,1	75,0	2,32	2,54	2,57	1,88	1,90

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1986	1987				1986	1987				1986	1987			
	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre
Ensemble des industries	- 9	- 7	- 9	- 7	- 3	- 19	- 12	- 13	- 12	- 13	- 6	+ 3	+ 6	+ 7	+ 7
I. Biens de consommation	- 3	0	- 9	- 12	- 15	- 6	- 12	- 18	- 13	- 19	+ 2	+ 12	+ 7	+ 13	+ 18
II. Biens d'investissement	- 10	- 15	- 16	- 11	- 6	- 19	- 18	- 15	- 20	- 21	+ 2	+ 1	+ 5	+ 2	- 2
III. Biens intermédiaires	- 16	- 8	- 6	+ 3	+ 8	- 36	- 7	- 8	- 2	- 1	- 23	- 1	+ 10	+ 10	+ 10
Industrie textile	- 13	- 14	- 20	- 8	- 8	- 15	- 10	- 15	- 6	- 8	- 12	- 9	+ 3	+ 17	+ 7
dont : Laine	- 27	- 30	- 43	- 19	- 22	- 18	- 23	- 29	- 20	- 17	- 23	- 35	- 16	+ 6	- 7
Coton	- 17	- 25	- 25	- 11	- 14	- 21	- 6	- 20	- 7	- 15	- 8	- 9	0	+ 14	+ 1
Bonneterie	- 22	- 6	- 14	- 26	- 31	- 10	- 15	- 7	- 13	- 19	- 6	+ 1	+ 9	+ 13	+ 1
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 3	- 15	- 12	- 6	- 26	0	- 11	- 6	- 3	- 13	+ 4	+ 14	+ 12	+ 20	+ 16
dont : Chaussures	+ 1	- 19	- 28	+ 10	- 16	+ 8	+ 3	- 7	0	- 20	+ 4	+ 2	0	+ 8	0
Habillement	- 3	- 14	- 9	- 10	- 29	- 2	- 13	- 5	- 3	- 12	+ 4	+ 16	+ 16	+ 23	+ 20
Industrie du bois et du meuble en bois	- 12	+ 2	- 6	- 1	- 2	- 16	- 3	- 5	- 2	- 4	+ 15	+ 24	+ 12	+ 20	+ 28
dont : Bois	- 22	+ 14	+ 8	0	+ 2	- 10	+ 4	+ 6	- 4	- 8	+ 11	+ 32	+ 18	+ 27	+ 36
Meubles en bois	- 5	- 6	- 16	- 1	- 4	- 22	- 8	- 13	0	- 1	+ 19	+ 18	+ 7	+ 14	+ 21
Papiers et cartons	- 7	0	- 5	- 1	- 6	- 17	+ 7	0	- 10	- 16	- 11	0	+ 4	+ 12	+ 10
dont : Production de papier et carton	+ 8	+ 16	- 6	+ 7	- 2	- 21	+ 33	- 6	- 15	- 24	+ 5	+ 34	+ 21	+ 26	+ 28
Transformation de papier et carton	- 20	- 11	- 3	- 7	- 8	- 13	- 12	+ 4	- 6	- 10	- 24	- 26	- 9	+ 1	- 4
Industrie du cuir	+ 8	- 9	- 3	- 2	+ 2	- 3	- 50	- 44	- 38	0	0	+ 8	+ 5	+ 3	0
Transformation de matières plastiques	- 8	+ 2	- 8	- 20	- 28	- 31	+ 15	- 13	+ 26	+ 11	- 2	- 5	+ 7	- 13	- 13
Raffinage de pétrole	- 40	+ 4	+ 13	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 22	- 12	- 2	+ 14	+ 26	- 65	- 13	- 7	- 2	+ 5	- 47	+ 1	+ 22	+ 15	+ 16
dont : Métaux ferreux	- 23	- 13	0	+ 17	+ 32	- 78	- 15	- 8	- 4	+ 3	- 53	+ 1	+ 24	+ 10	+ 13
Métaux non ferreux	- 14	- 10	- 9	+ 6	- 5	- 2	- 4	- 5	- 2	+ 17	- 16	+ 3	+ 9	+ 33	+ 25
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 4	+ 19	+ 12	+ 6	+ 3	- 12	- 1	- 6	- 8	- 14	+ 11	+ 3	+ 3	+ 6	+ 8
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 3	+ 20	+ 10	+ 1	0	- 14	- 1	- 4	- 6	- 12	+ 12	+ 3	+ 1	+ 4	+ 5
Industrie chimique	+ 7	+ 8	+ 4	+ 4	+ 8	0	0	+ 1	0	0	- 4	+ 1	+ 2	+ 4	+ 3
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 27	- 18	+ 1	+ 18	+ 26	0	0	0	0	0	0	- 21	- 21	+ 2	+ 5
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 38	- 20	- 18	- 28	- 36	- 16	- 27	- 20	- 7	- 31	- 5	- 12	- 13	- 14	- 4
Construction de machines et de matériel mécanique	- 14	- 28	- 26	- 16	- 11	- 9	- 15	- 12	- 13	- 13	+ 20	+ 4	- 3	+ 5	+ 4
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 99	- 48	- 83	- 82	- 98	- 47	+ 3	- 49	- 49	- 49	+ 48	- 17	- 17	+ 32	+ 48
Machines-outils	+ 79	0	0	0	0	+ 21	0	0	+ 33	+ 81	+ 21	0	+ 6	0	0
Machines textiles	- 7	- 17	- 8	- 16	- 21	0	- 22	- 5	- 11	- 25	0	+ 2	0	+ 1	+ 4
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 3	- 32	- 25	- 24	- 22	- 2	- 16	- 16	- 25	- 24	+ 7	- 1	- 3	+ 1	+ 1
Construction électrique et électronique	0	- 10	- 22	- 11	+ 9	- 25	- 20	- 28	- 45	- 34	- 13	+ 4	+ 18	+ 3	- 10
dont : Construction électrique d'équipement	- 12	- 13	- 26	- 7	+ 10	- 19	- 22	- 23	- 38	- 31	- 19	+ 1	+ 26	+ 4	- 15
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 29	- 7	- 23	- 29	- 3	- 40	- 18	- 41	- 64	- 44	0	+ 7	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	+ 22	0	- 13	0	+ 12	- 15	- 33	- 40	- 25	0	+ 28	+ 10	+ 21	+ 37
Construction d'autre matériel de transport	- 17	- 62	- 56	- 69	- 47	- 67	- 70	- 53	- 62	- 64	- 19	0	+ 7	+ 4	+ 1
dont : Construction navale	+ 8	- 93	- 64	- 55	- 10	- 74	- 85	- 52	- 53	- 58	- 74	- 32	- 7	- 5	- 16
Construction de cycles et motocycles	+ 37	+ 81	+ 27	- 74	- 83	0	+ 16	+ 10	- 34	- 34	+ 15	0	+ 11	+ 40	+ 49

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1984 Septembre	106,85	118,72	107,49	123,58	123,45	111,63	127,42	115,04
Octobre	108,44	115,03	116,70	121,58	120,83	110,51	124,76	115,22
Novembre	104,34	111,42	114,80	128,51	126,12	110,42	128,42	115,19
Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23
Février	102,22	107,92	105,91	119,66	117,68	111,44	123,07	110,83
Mars	101,87	113,65	101,87	125,10	116,37	110,10	119,10	110,73
Avril	104,50	115,48	102,52	121,56	114,44	110,71	121,92	111,53
Mai	105,06	102,60	101,66	114,33	112,66	113,96	121,38	109,47
Juin	105,66	103,63	105,19	121,09	112,13	108,24	120,19	109,79
Juillet	111,19	111,16	107,00	120,99	114,57	106,42	119,75	112,19
Août	107,34	113,32	109,23	126,37	115,88	111,08	122,24	113,63
Septembre	104,73	107,65	108,03	124,92	111,39	109,37	126,75	111,73
Octobre	105,65	107,59	111,20	133,10	112,27	116,06	119,47	113,74
Novembre	106,21	105,31	109,33	131,79	124,34	115,67	124,96	114,91
Décembre	106,23	99,73	107,73	129,51	122,44	114,76	128,58	113,81
1986 Janvier	106,94	111,01	105,59	128,99	125,77	103,93	130,81	113,72
Février	104,03	119,73	97,57	128,15	123,46	107,80	125,60	112,81
Mars	101,35	113,53	96,36	115,18	109,15	107,09	127,42	108,45
Avril	102,13	120,08	96,93	118,88	113,07	103,61	125,38	109,49
Mai	96,37	100,63	97,75	119,04	112,12	110,79	117,19	106,02
Juin	102,02	101,03	101,79	122,70	110,26	105,77	119,76	107,64
Juillet	100,95	105,93	94,80	126,57	118,26	108,48	122,31	109,04
Août	101,58	107,94	99,68	128,08	112,54	98,18	122,64	107,93
Septembre	103,52	113,54	99,36	122,99	103,41	95,46	119,24	106,75
Octobre	104,54	114,70	111,85	132,90	116,14	103,32	123,99	113,05
Novembre	103,05	112,61	110,34	134,82	115,76	100,46	120,34	111,50
Décembre	100,22	102,43	110,89	128,54	115,63	105,26	121,49	109,85
1987 Janvier	96,47	110,74	104,90	117,48	118,05	101,22	116,61	106,90
Février	97,09	108,92	101,19	125,58	119,83	96,26	112,50	106,10
Mars	96,35	107,95	101,09	116,90	110,25	97,66	123,39	105,33
Avril	101,03	112,73	102,05	121,42	109,99	99,58	121,49	107,82
Mai	97,28	108,75	103,53	124,94	116,08	101,01	121,17	107,80
Juin	101,77	117,70	116,03	127,08	111,09	96,62	110,24	109,44
Juillet	101,41	116,59	111,79	120,23	110,85	98,08	116,14	108,77
Août	102,97	101,20	110,36	125,42	120,87	103,12	119,40	109,85
Septembre	108,47	106,47	109,51	141,85	119,59	104,69	127,72	114,69

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1984 Septembre	113,33	109,05	101,93	124,69	128,54	99,28	148,08	114,83
Octobre	103,31	121,03	122,34	135,13	138,53	108,64	125,40	119,07
Novembre	102,23	96,31	97,97	136,36	132,75	106,28	121,53	110,78
Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21
Février	105,56	109,99	102,89	110,07	100,69	102,83	110,75	105,77
Mars	99,02	114,89	112,97	123,84	101,15	98,81	115,55	107,70
Avril	117,26	121,78	122,26	108,23	101,53	98,59	97,36	110,31
Mai	111,25	126,62	113,37	102,47	109,25	104,42	140,02	115,03
Juin	115,40	134,53	111,06	106,77	113,88	103,72	109,06	113,60
Juillet	109,34	115,99	103,37	116,43	110,12	104,00	117,90	110,19
Août	105,89	110,86	105,60	121,39	114,94	101,68	118,57	109,75
Septembre	110,52	128,51	104,02	115,55	120,70	108,73	140,92	116,48
Octobre	106,74	120,80	103,72	136,54	113,31	104,68	115,81	112,97
Novembre	95,53	95,00	95,70	102,35	93,13	105,93	115,13	99,80
Décembre	91,92	101,45	91,28	108,87	98,30	96,74	112,20	98,68
1986 Janvier	87,85	117,50	89,61	107,70	108,43	105,56	99,50	101,41
Février	84,99	116,54	92,90	101,64	100,27	103,00	101,26	99,15
Mars	94,95	106,57	87,16	90,60	88,21	104,28	98,01	96,40
Avril	94,65	116,73	93,22	97,97	102,33	105,51	103,09	101,75
Mai	93,20	106,74	82,55	109,82	110,15	88,86	115,59	98,85
Juin	99,48	112,73	115,42	111,53	107,17	87,13	95,63	103,00
Juillet	105,46	106,01	102,92	104,58	106,57	93,53	126,18	104,89
Août	109,80	95,63	91,76	99,09	103,23	95,40	123,17	101,94
Septembre	104,14	103,14	83,80	108,05	98,47	108,18	123,16	103,69
Octobre	104,52	113,43	88,58	118,53	88,52	92,54	108,78	101,61
Novembre	97,39	101,53	97,23	96,09	88,53	86,10	109,09	95,74
Décembre	104,16	103,03	90,97	96,29	85,62	82,55	77,58	92,66
1987 Janvier	90,97	107,91	86,87	100,88	103,37	113,30	103,09	100,80
Février	100,58	122,78	88,60	133,47	119,81	117,92	114,08	112,72
Mars	99,57	118,56	91,02	114,18	98,76	118,27	115,86	107,84
Avril	101,01	99,66	90,72	115,42	95,60	117,91	140,87	107,45
Mai	106,71	93,99	86,87	106,97	90,33	120,40	118,53	104,18
Juin	101,65	99,69	113,73	100,31	88,30	116,16	130,10	106,70
Juillet	103,26	112,66	114,68	109,53	104,26	116,42	122,05	111,19
Août	103,85	105,21	113,53	111,22	100,04	110,89	132,42	109,73
Septembre	103,02	120,71	106,67	114,77	107,88	112,35	139,07	113,08

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1984 Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32
Novembre	112,60	142,45	95,72	163,32	101,18	143,06	136,57	123,61
Décembre	123,33	130,46	107,50	130,91	54,78	134,36	122,19	117,43
1986 Janvier	121,51	128,59	97,08	166,63	89,14	119,89	163,55	123,55
Février	118,04	129,22	103,38	172,05	114,44	152,36	155,76	130,19
Mars	95,93	114,74	69,17	113,88	71,32	102,83	154,02	101,01
Avril	93,22	120,72	69,89	115,59	59,26	130,30	150,14	103,75
Mai	89,47	111,49	67,05	82,91	34,75	118,94	107,43	89,58
Juin	103,27	96,65	71,06	110,21	57,36	122,24	136,59	100,07
Juillet	113,28	112,12	82,07	65,46	60,11	114,17	87,45	96,40
Août	110,60	125,84	92,25	148,59	56,60	103,65	103,54	105,50
Septembre	90,95	114,31	98,70	125,86	73,07	108,80	92,49	99,11
Octobre	84,25	114,18	74,69	79,14	53,73	71,70	71,14	79,98
Novembre	68,50	121,23	59,51	97,48	33,31	70,81	67,17	73,00
Décembre	81,13	125,76	47,96	64,36	11,60	81,89	112,30	77,74
1987 Janvier ¹	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ La publication de la valeur chiffrée de la courbe synthétique des principaux résultats des enquêtes mensuelles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des

firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1986	1987			1986	1987				
	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 25	- 23	- 23	- 19	- 14	+ 8	+ 11	+ 9	+ 4	+ 2
I. Biens de consommation	- 12	- 13	- 29	- 24	- 23	+ 7	+ 8	+ 6	+ 5	+ 2
II. Biens d'investissement	- 43	- 53	- 38	- 29	- 21	+ 4	+ 21	+ 20	+ 3	0
III. Biens intermédiaires	- 23	- 9	- 5	- 7	- 4	+ 10	+ 8	+ 4	+ 4	+ 8
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 29	- 30	- 38	- 33	- 34	+ 25	+ 26	+ 22	+ 19	+ 16
Industrie de la transformation du bois	- 30	- 19	- 19	- 16	- 14	+ 24	+ 24	+ 13	+ 7	+ 9
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 20	- 13	- 16	- 21	- 34	+ 23	- 1	- 7	- 2	0
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 10	+ 5	+ 8	0	+ 4	- 2	- 4	- 4	- 2	+ 3
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 14	- 25	- 6	- 6	- 7	+ 10	+ 4	- 1	- 13	- 16
Industrie des fabrications métalliques	- 28	- 39	- 40	- 31	- 24	0	+ 12	+ 12	+ 2	- 1
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 42	- 36	- 41	- 38	- 36	0	+ 5	+ 5	+ 5	+ 4
I. Biens de consommation	- 48	- 23	- 15	- 27	- 20	- 3	+ 13	+ 16	+ 19	+ 26
II. Biens d'investissement	- 26	- 36	- 28	- 26	- 25	+ 4	+ 9	- 3	- 1	- 8
III. Biens intermédiaires	- 36	- 34	- 51	- 45	- 46	- 1	- 4	+ 5	+ 6	+ 7
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 67	- 63	- 67	- 69	- 67	- 1	- 15	- 5	- 3	- 5
Industrie de la transformation du bois	- 77	- 55	- 47	- 43	- 24	0	- 4	+ 12	+ 18	+ 15
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 24	- 23	- 61	- 35	- 42	+ 8	+ 8	+ 40	+ 26	+ 26
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 5	+ 3	+ 15	+ 2	+ 5	- 10	+ 1	- 1	- 1	- 9
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 23	+ 2	- 6	0	- 12	+ 13	+ 12	+ 13	+ 17	+ 14
Industrie des fabrications métalliques	- 56	- 48	- 38	- 41	- 36	+ 1	+ 19	+ 10	+ 7	+ 8
BRUXELLES² (19 communes)										
Ensemble des industries	- 31	*	*	*	*	+ 49	*	*	*	*
I. Biens de consommation		*	*	*	*		*	*	*	*
II. Biens d'investissement	- 19	*	*	*	*	+ 59	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	- 60	*	*	*	*		*	*	*	*
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation) .	- 75	*	*	*	*	- 11	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	- 30	*	*	*	*	+ 62	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

² La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1986		1987			1986		1987			1986	1987			
	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 33	+ 32	+ 30	+ 27	+ 29	80,6	79,5	78,7	80,3	80,0	3,37	3,27	3,21	3,17	3,13
I. Biens de consommation	+ 16	+ 19	+ 16	+ 15	+ 16	88,2	87,4	86,2	86,9	85,9	3,16	3,21	3,09	3,04	3,02
II. Biens d'investissement	+ 50	+ 47	+ 51	+ 36	+ 41	73,8	70,6	69,1	72,2	71,7	4,82	4,39	4,30	4,26	4,19
III. Biens intermédiaires	+ 42	+ 34	+ 18	+ 23	+ 28	79,5	81,3	81,3	81,9	80,5	4,04	4,17	4,22	6,88	12,41
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 32	+ 38	+ 37	+ 34	+ 27	79,8	76,1	76,7	76,9	79,4	2,34	2,04	2,09	2,00	1,92
Industrie de la transformation du bois	+ 33	+ 34	+ 27	+ 32	+ 33	84,1	85,2	81,5	84,8	85,6	1,63	1,74	1,73	1,76	1,72
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 18	+ 8	+ 13	+ 29	+ 44	82,5	85,6	86,7	85,3	81,2	1,47	1,66	1,87	1,68	1,60
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 31	+ 38	+ 15	+ 12	+ 33	82,1	76,6	77,4	83,0	80,4	2,23	2,50	2,75	2,71	2,60
Industrie des fabrications métalliques	+ 33	+ 31	+ 35	+ 26	+ 30	80,1	79,2	77,9	79,7	78,1	4,61	4,40	4,25	4,18	4,16
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 41	+ 44	+ 43	+ 48	+ 41	75,0	71,7	72,2	72,5	71,6	2,81	2,84	2,47	2,69	2,66
I. Biens de consommation	+ 73	+ 50	+ 16	+ 34	+ 44	73,4	72,6	78,4	78,9	78,0	1,32	1,51	1,63	1,74	1,84
II. Biens d'investissement	+ 22	+ 30	+ 33	+ 37	+ 30	77,3	77,3	74,0	74,0	73,7	4,48	4,38	3,72	3,96	3,86
III. Biens intermédiaires .....	.	.	+ 71	+ 71	+ 50	67,2	59,8	65,1	66,0	67,6	1,54	1,58	1,49	1,76	1,80
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 55	+ 62	+ 60	+ 59	+ 42	61,5	54,7	59,8	56,2	64,7	1,24	1,13	1,33	1,16	0,98
Industrie de la transformation du bois	+ 88	+ 90	+ 23	+ 89	+ 29	68,6	66,5	66,2	68,5	71,2	1,23	1,18	0,93	0,97	1,11
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 38	+ 35	+ 36	+ 53	+ 47	83,6	73,6	81,8	79,1	76,3	1,29	1,37	1,17	1,25	1,24
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 25	- 25	- 9	- 14	+ 13	88,7	90,3	81,8	82,2	82,2	1,96	1,61	1,74	1,72	1,80
Industrie des fabrications métalliques	+ 42	+ 50	+ 53	+ 55	+ 40	74,3	70,8	70,2	70,8	69,4	4,62	4,59	3,95	4,20	4,06
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 65	+ 34	*	*	*	80,9	77,3	*	*	*	4,27	*	*	*	*
I. Biens de consommation			*	*	*			*	*	*		*	*	*	*
II. Biens d'investissement	+ 78	+ 21	*	*	*	82,1	79,9	*	*	*	5,87	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	+ 54	+ 58	*	*	*	76,3	68,6	*	*	*	1,21	*	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	+ 12	+ 45	*	*	*	80,1	81,7	*	*	*	1,19	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	+ 81	+ 33	*	*	*	81,0	76,8	*	*	*	5,14	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1986	1987			Septembre	1986	1987			Septembre	1986	1987			Septembre
	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.		Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.		Septembre	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.		3^{e} trim.
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 10	- 8	- 11	- 8	- 4	- 23	- 14	- 17	- 16	- 17	- 2	+ 7	+ 10	+ 13	+ 12
I. Biens de consommation	+ 6	+ 6	- 5	- 8	- 8	- 25	- 20	- 22	- 26	- 24	+ 4	+ 20	+ 9	+ 25	+ 28
II. Biens d'investissement	- 26	- 30	- 27	- 25	- 13	- 31	- 25	- 28	- 30	- 33	- 2	+ 3	+ 10	+ 2	- 4
III. Biens intermédiaires	- 12	- 4	- 2	+ 4	+ 8	- 16	- 2	- 4	- 1	- 3	- 6	+ 3	+ 11	+ 11	+ 10
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 5	- 14	- 11	- 4	- 11	- 12	- 12	- 14	- 5	- 10	- 5	- 1	+ 5	+ 18	+ 14
Industrie de la transformation du bois	- 9	0	- 12	- 3	- 4	- 20	- 6	- 11	- 4	- 4	+ 18	+ 24	+ 11	+ 16	+ 22
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 27	+ 3	- 1	- 8	- 18	- 18	+ 4	+ 7	- 8	- 19	- 6	- 2	- 2	- 7	- 21
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 5	+ 7	+ 5	+ 2	+ 7	- 6	+ 4	- 2	+ 7	+ 4	- 3	0	+ 4	+ 3	+ 3
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 47	+ 6	- 7	- 19	- 22	- 32	+ 9	+ 9	- 15	- 29	+ 2	+ 6	+ 2	+ 7	+ 12
Industrie des fabrications métalliques	- 10	- 16	- 22	- 21	- 9	- 33	- 30	- 34	- 40	- 36	- 3	+ 11	+ 12	+ 13	+ 10
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 13	- 12	- 7	+ 1	+ 6	- 18	- 10	- 7	- 12	- 15	- 4	- 1	+ 7	+ 3	+ 4
I. Biens de consommation	- 4	+ 5	+ 4	+ 5	- 3	- 2	- 4	- 11	+ 3	- 12	+ 2	+ 8	+ 9	+ 4	+ 13
II. Biens d'investissement	+ 1	- 14	- 7	- 2	- 1	- 14	- 16	- 8	- 23	- 24	+ 10	- 5	- 1	- 3	- 11
III. Biens intermédiaires	- 21	- 7	- 3	+ 6	+ 19	- 38	- 6	- 6	- 7	- 7	- 24	+ 2	+ 16	+ 9	+ 17
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 59	- 41	- 46	- 45	- 42	- 31	- 18	- 24	- 17	- 15	- 24	- 29	- 23	- 10	- 12
Industrie de la transformation du bois	+ 3	+ 9	- 5	+ 3	- 11	- 19	+ 9	+ 2	+ 19	- 17	+ 13	+ 17	+ 7	+ 12	+ 10
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 6	+ 17	- 2	- 5	- 7	- 21	+ 19	- 10	- 27	- 36	+ 2	+ 15	+ 3	+ 13	+ 25
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 1	+ 9	+ 5	+ 4	+ 9	- 4	0	0	0	0	- 6	+ 1	+ 2	+ 3	+ 5
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 49	+ 33	+ 26	+ 18	+ 10	- 4	- 4	- 10	- 12	- 12	+ 33	+ 3	+ 7	+ 6	+ 10
Industrie des fabrications métalliques	- 21	- 27	- 16	- 6	- 6	- 24	- 21	- 9	- 23	- 26	- 8	- 5	- 1	- 6	- 11
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries	- 32	*	*	*	*	- 23	*	*	*	*	+ 1	*	*	*	*
I. Biens de consommation		*	*	*	*		*	*	*	*		*	*	*	*
II. Biens d'investissement	- 27	*	*	*	*	- 21	*	*	*	*	+ 2	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	- 45	*	*	*	*	- 51	*	*	*	*	- 1	*	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	+ 35	*	*	*	*	0	*	*	*	*	- 27	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	- 37	*	*	*	*	- 31	*	*	*	*	+ 2	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	carnet de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1984 Septembre	97,96	97,49	85,43	61,13	85,33	89,16	88,99	89,05	84,70	91,91	74,92	86,75	88,32
Octobre	107,52	105,28	93,27	67,46	91,36	95,67	96,54	94,13	85,38	90,65	74,83	87,80	93,92
Novembre	103,63	109,46	89,97	65,02	74,24	94,36	93,47	102,07	101,22	96,66	76,86	96,01	94,23
Décembre	105,05	103,87	85,13	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46
1985 Janvier	89,79	99,07	78,32	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28
Février	90,80	96,20	99,15	58,45	82,55	84,26	87,51	84,20	98,38	93,13	64,86	87,53	87,52
Mars	109,85	103,40	104,82	74,63	92,17	93,93	98,74	86,27	99,18	90,98	64,14	87,41	95,34
Avril	124,29	119,29	110,44	86,93	102,18	99,63	109,87	89,61	88,54	86,23	67,10	84,62	102,29
Mai	133,03	111,05	118,05	95,94	103,58	105,50	113,12	99,44	81,73	84,92	67,91	85,27	104,76
Juin	120,19	117,51	114,89	97,04	106,31	103,42	111,50	99,24	86,37	87,30	66,71	86,94	104,13
Juillet	112,37	109,23	105,02	76,35	95,47	103,23	102,97	98,58	92,91	89,07	67,40	89,02	98,78
Août	113,33	112,84	109,20	82,68	93,54	104,12	105,15	95,77	86,65	86,08	71,16	86,38	99,52
Septembre	122,01	107,09	114,68	86,80	98,21	102,93	107,26	103,22	95,79	92,11	70,85	92,51	102,84
Octobre	122,94	94,79	99,76	74,57	100,53	93,85	99,94	106,15	94,41	93,84	76,97	94,52	98,31
Novembre	102,10	97,18	96,00	75,63	87,92	90,26	93,32	105,66	93,20	86,87	81,12	92,38	93,04
Décembre	103,90	101,04	99,77	72,75	87,66	91,15	94,93	105,85	92,02	85,67	81,85	91,85	94,01
1986 Janvier	102,16	101,57	101,42	85,35	95,84	101,77	99,27	112,06	97,27	83,55	81,15	93,89	97,66
Février	81,62	99,00	100,40	66,84	92,20	97,49	90,95	101,49	92,35	83,11	86,72	90,69	90,87
Mars	102,88	106,79	118,01	77,48	110,54	94,87	102,71	97,52	95,02	82,78	86,82	90,18	98,95
Avril	109,03	112,28	126,61	99,82	100,03	86,29	105,84	94,94	96,66	89,82	87,29	92,38	101,80
Mai	114,31	118,77	117,38	109,24	92,66	82,31	106,46	96,97	90,07	87,30	87,15	90,47	101,66
Juin	110,61	113,03	113,31	111,94	96,32	92,36	106,42	96,27	100,15	91,21	84,19	93,53	102,55
Juillet	102,66	110,35	115,82	108,78	91,37	90,52	103,14	97,00	100,43	90,77	75,60	92,27	99,88
Août	109,28	106,57	117,13	107,46	93,83	79,59	102,03	96,76	106,98	93,54	69,34	93,71	99,53
Septembre	114,03	106,34	95,67	94,57	100,47	83,26	100,23	97,51	99,45	87,42	65,58	89,43	96,99
Octobre	96,43	108,35	94,29	100,75	86,53	83,98	95,70	94,92	96,23	89,07	66,43	88,69	93,60
Novembre	100,72	110,37	96,95	103,67	101,58	87,54	100,38	90,58	87,46	83,32	68,53	83,85	95,42
Décembre	98,46	111,87	108,56	96,72	101,90	94,46	102,44	92,01	78,79	77,46	70,39	80,47	95,85
1987 Janvier	93,62	112,00	116,86	99,01	93,96	99,29	102,68	84,26	80,80	83,73	71,49	81,23	96,24
Février	104,82	113,80	124,72	102,18	110,67	104,01	109,95	98,89	90,25	88,59	72,04	89,05	103,68
Mars	106,10	112,89	124,37	96,05	120,54	108,24	111,40	105,62	104,77	98,71	71,33	97,60	107,26
Avril	124,28	120,08	127,49	104,16	109,03	101,47	115,44	104,80	111,88	102,66	73,53	100,76	111,04
Mai	121,38	120,43	135,73	111,47	108,84	103,69	117,19	105,73	113,47	104,22	72,83	101,81	112,58
Juin	121,92	116,54	126,93	99,95	111,95	102,95	114,26	102,88	118,71	100,63	71,81	100,90	110,25
Juillet	112,70	116,28	113,51	115,14	108,49	100,28	111,03	96,59	122,43	100,34	70,49	99,82	107,67
Août	117,25	104,33	122,35	124,10	106,14	97,33	110,58	96,62	118,27	100,77	71,86	99,21	107,17
Septembre	126,98	106,67	128,28	118,47	111,03	106,46	115,75	98,60	119,03	101,15	73,61	100,32	111,12

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 %) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 %).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1986	1987			
	Septembre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Septembre
A. Evolution du rythme d'activité ¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 6	- 19	+ 25	+ 14	+ 30
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 10	- 20	+ 28	+ 9	+ 28
Bâtiments non-résidentiels	- 4	- 18	+ 19	+ 22	+ 33
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés ¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	+ 15	- 9	+ 19	+ 4	+ 25
C. Appréciation de la durée d'activité assurée ²					
Gros œuvre de bâtiments	- 36	- 44	- 28	- 19	- 22
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 28	- 43	- 31	- 17	- 21
Bâtiments non-résidentiels	- 50	- 47	- 25	- 23	- 25
Génie civil et travaux routiers	- 58	- 67	- 58	- 52	- 40
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois ³					
Gros œuvre de bâtiments	- 14	- 2	0	- 4	- 4
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 17	0	- 1	- 11	- 8
Bâtiments non-résidentiels	- 4	- 7	+ 2	+ 9	+ 4
Génie civil et travaux routiers	- 42	- 33	- 24	- 30	- 30
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois ¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 5	+ 17	+ 13	+ 12	+ 12
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 3	+ 20	+ 13	+ 9	+ 8
Bâtiments non-résidentiels	+ 7	+ 13	+ 13	+ 20	+ 20
Génie civil et travaux routiers	- 9	- 17	- 16	- 4	- 3

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1984 Septembre	87,06	82,45	89,85	89,28	87,52
Octobre	96,03	92,93	90,80	83,58	90,62
Novembre	81,81	84,71	88,88	82,05	84,64
Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985 Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56
Février	93,45	91,51	86,94	92,67	90,85
Mars	98,06	106,24	96,20	109,20	102,03
Avril	89,22	101,14	87,66	102,34	94,56
Mai	91,98	105,68	86,16	107,03	96,88
Juin	90,78	98,31	82,82	97,38	91,59
Juillet	99,42	96,04	88,47	98,41	95,10
Août	95,28	100,01	91,32	98,24	95,80
Septembre	100,82	106,24	95,08	99,43	99,84
Octobre	106,62	114,74	101,23	100,21	105,03
Novembre	108,63	117,86	100,67	103,12	106,72
Décembre	117,28	120,98	108,72	119,99	116,12
1986 Janvier	112,31	126,08	107,97	126,77	117,53
Février	110,67	124,09	105,39	130,11	116,79
Mars	90,45	115,31	104,84	115,01	106,28
Avril	97,03	113,04	103,06	107,86	104,97
Mai	83,50	100,29	98,43	101,67	96,19
Juin	108,37	103,98	99,29	96,11	101,56
Juillet	94,14	103,41	94,18	93,13	95,83
Août	100,25	103,92	99,57	91,94	98,70
Septembre	105,69	112,33	103,33	97,27	104,21
Octobre	99,01	116,02	99,08	101,22	103,14
Novembre	88,60	108,70	96,72	107,26	100,02
Décembre	97,84	113,03	94,64	122,46	106,28
1987 Janvier	89,31	102,54	96,70	120,53	102,26
Février	93,79	102,91	91,02	123,49	102,39
Mars	86,23	101,87	94,79	117,92	100,17
Avril	91,53	102,98	92,00	123,52	102,19
Mai	89,79	105,09	93,90	112,33	99,97
Juin	102,94	104,56	95,93	111,63	103,34
Juillet	101,56	109,24	91,75	104,34	100,86
Août	104,88	108,01	94,93	107,92	103,26
Septembre	100,44	102,78	89,10	99,25	97,15

Références bibliographiques :
Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363 ; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1983, p. 3-31.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la B.N.B.			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la B.N.B. ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1978	+ 3,0	+ 2,6	- 2,7	- 2,6	+ 3,5	- 1,2
1979	- 12,8	+ 10,6	+ 8,0	+ 11,8	+ 12,1	+ 10,7
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	
1986	+ 11,9	+ 21,7	+ 12,2	+ 13,0	+ 11,5	
1987	+ 13,9	+ 11,2				

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : I.N.S.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n° 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.831 ³	9.843 ³	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	.
population active ²	4.140	4.156	4.173	4.197	4.213	4.214	4.202	4.212
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)⁴ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 59	+ 16	+ 17	+ 25	+ 16	+ 1	- 12	+ 10
Hommes	+ 15	- 11	- 11	- 6	- 9	- 18	- 30	- 17
Femmes	+ 44	+ 27	+ 28	+ 30	+ 25	+ 19	+ 18	+ 27
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁵ :								
Total	+ 32	+ 17	+ 12	+ 23	+ 19	+ 13	+ 5	- 3
Hommes	+ 16	+ 12	+ 14	+ 22	+ 19	+ 13	+ 6	- 1
Femmes	+ 16	+ 5	- 1	+ 1	0	- 1	- 1	- 2
1.2 du taux d'activité :								
Total	+ 26	- 1	+ 5	+ 1	- 3	- 12	- 17	+ 12
Hommes	- 1	- 23	- 25	- 28	- 28	- 31	- 36	- 16
Femmes	+ 27	+ 22	+ 30	+ 29	+ 25	+ 20	+ 18	+ 28
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :	+ 45	- 2	- 76	- 50	- 39	0	+ 28	+ 37
2.1 les entreprises								
— agriculture, sylviculture et pêche ..	+ 12	- 11	- 78	- 55	- 33	- 6	+ 21	+ 17
— industrie ⁶	0	- 6	- 3	- 3	- 1	0	- 1	- 1
— construction	- 27	- 20	- 48	- 32	- 20	- 9	- 13	- 13
— services	+ 2	- 9	- 30	- 23	- 19	- 14	0	+ 2
— services	+ 37	+ 24	+ 2	+ 2	+ 6	+ 16	+ 36	+ 29
2.2 les services non-marchands ⁷								
	+ 33	+ 10	+ 3	+ 6	- 6	+ 8	+ 7	+ 19
2.3 l'étranger ⁸								
	- 1	- 1	- 1	- 1	0	- 1	0	+ 2
3. Chômage (1 - 2) ⁹ :								
Total	+ 14	+ 18	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28
Hommes	- 1	+ 5	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21
Femmes	+ 15	+ 13	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Données adaptées par la Banque, compte tenu des résultats du recensement de 1981.

⁴ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁵ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁶ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁷ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

⁸ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁹ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹							Taux de chômage ³	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³		
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total					Notifications reçues durant le mois ⁶	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite									
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		milliers d'unités		milliers d'unités						
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)			(h)	(i)	(j)
1979	93,4	153,9	47,1	27,3	18,9	340,6	8,3	—	15,0	5,7		
1980	102,7	172,6	46,6	27,3	19,6	368,8	8,9	—	14,6	5,9		
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4		
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0		
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2		
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,1	—	10,8	8,0		
1985 Janvier - Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,3	—	13,0	18,4		
Avril - Décembre		292,0	36,5			544,8	12,9	42,1				
1986	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,3	58,6	13,8	17,7		
1985 3 ^e trimestre	129,8	291,5	36,2	84,0	20,7	562,2	12,9	44,3	12,7	20,7		
4 ^e trimestre	123,8	287,0	34,6	79,3	20,8	545,5	12,6	49,2	14,4	20,5		
1986 1 ^{er} trimestre	137,3	289,2	33,8	42,8	19,0	522,1	12,5	53,7	16,0	19,2		
2 ^e trimestre	123,5	281,7	32,8	28,8	16,6	483,4	12,2	58,1	15,0	19,3		
3 ^e trimestre	117,6	282,3	32,5	79,5	16,9	528,8	12,1	61,0	13,2	19,2		
4 ^e trimestre	118,4	288,3	31,9	77,3	16,8	532,7	12,3	61,5	11,0	13,2		
1987 1 ^{er} trimestre	131,0	292,8	31,5	41,6	14,5	511,4	12,3	64,1	13,5	12,6		
2 ^e trimestre	116,4	285,2	31,3	27,5	12,5	472,9	11,9	65,4	17,3	14,2		
3 ^e trimestre	109,6	288,5	31,9	73,2	12,9	516,1	11,8	66,8	14,7	16,2		
1986 Septembre	115,5	281,1	31,9	86,7	17,2	532,4	12,1	61,8	15,0	16,9		
Octobre	119,4	287,9	31,9	83,4	17,4	540,0	12,3	62,3	13,7	14,8		
Novembre	114,7	284,8	31,7	76,9	16,9	525,0	12,3	60,6	10,1	12,9		
Décembre	121,1	292,2	32,1	71,6	16,3	533,3	12,3	61,6	9,2	11,9		
1987 Janvier	133,1	296,9	32,0	53,3	15,2	530,5	12,2	64,1	11,2	11,9		
Février	130,8	291,4	31,2	40,5	14,5	508,4	12,3	63,3	14,1	12,8		
Mars	129,1	290,0	31,2	31,1	13,8	495,2	12,2	64,9	15,2	13,2		
Avril	123,4	287,5	31,3	27,1	12,9	482,2	12,0	65,6	17,7	14,0		
Mai	116,0	284,9	31,3	25,8	12,5	470,5	11,9	64,9	16,6	14,0		
Juin	109,8	283,3	31,3	29,5	12,2	466,1	11,8	65,8	17,7	14,6		
Juillet	113,8	292,1	32,0	64,5	12,6	515,0	11,9	66,4	15,4	15,7		
Août	108,9	288,2	31,9	76,1	12,7	517,8	11,8	66,9	12,9	15,7		
Septembre	106,2	285,3	31,7	79,0	13,3	515,5	11,7	67,2	15,8	17,3		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonné) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{\text{colonne (f) + colonne (h)} \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage.}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïsonnés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	182	179	166	170	187	177	180	181
Autres céréales panifiables	21	19	15	14	16	16	16	17
Céréales non panifiables	195	193	191	177	170	168	149	152
Betteraves sucrières	116	117	130	124	109	117	118	113
Autres plantes industrielles	10	10	9	12	14	17	16	13
Pommes de terre	36	38	34	37	34	36	41	40
Autres plantes et racines tuberculifères	19	18	16	17	15	15	15	14
Prés et prairies	710	702	697	691	686	678	669	661
Cultures maraîchères	19	18	23	28	25	25	27	23
Cultures fruitières	12	12	11	11	11	11	11	11
Divers	112	112	117	123	133	136	148	158
Total ...	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396	1.390	1.383
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	953	853	875	1.010	1.003	1.249	1.150	1.257
Avoine	119	109	109	153	80	92	94	59
Orge	767	807	752	745	670	873	685	793
Autres céréales	140	124	120	138	123	155	137	148
Betteraves sucrières	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763	5.952	5.886
Pommes de terre	1.426	1.416	1.459	1.582	978	1.332	1.522	1.401
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	981	976	969	968	984	994	973	947
Autres bovidés	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129	2.119	2.113
Porcs	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230	5.365	5.585
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961	3.037	3.197
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	919	952	974	941	979	1.036	1.033	1.053

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

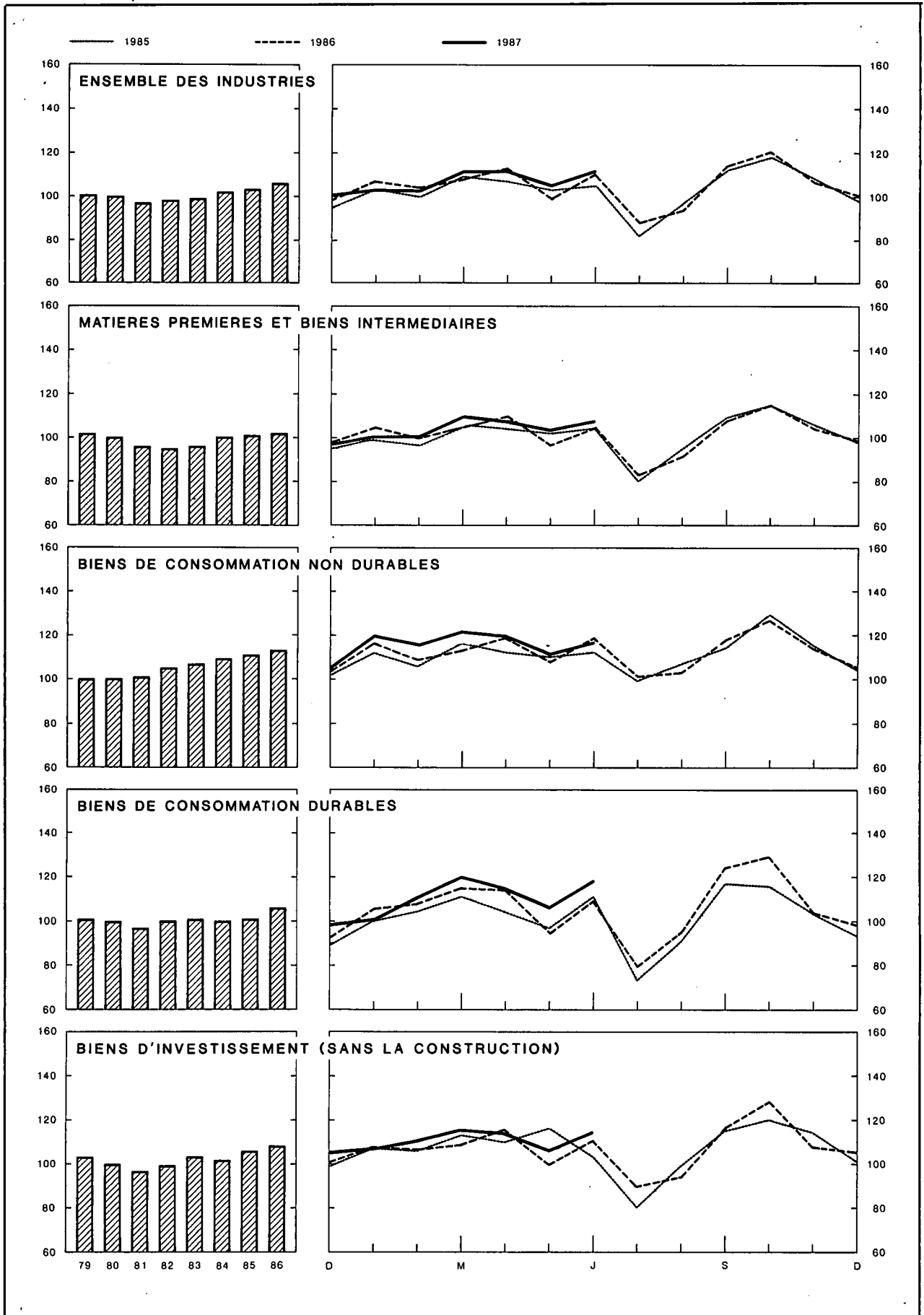
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Poissons de fond	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0
Poissons pélagiques	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1
Crustacés et mollusques	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6
Total ...	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'invés- tissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1986 et 1987	100,0	97,3	2,7	56,3	18,4	13,1	12,2	—	—
1979	101	102	97	102	100	101	103	100	98
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	104	104	84	101	111	101	106	90	93
1986	105	106	76	101	113	105	106	92	100
1985 2 ^e trimestre	105	105	92	103	112	101	107	95	98
3 ^e trimestre	97	97	80	94	107	93	98	86	86
4 ^e trimestre	108	109	85	106	116	104	111	95	100
1986 1 ^{er} trimestre	106	107	76	104	113	108	108	87	95
2 ^e trimestre	106	107	72	103	115	105	107	96	104
3 ^e trimestre	98	99	72	94	109	99	101	87	93
4 ^e trimestre	108	109	82	104	116	106	110	96	107
1987 1 ^{er} trimestre	106	107	61	104	119	111	111	86	98
2 ^e trimestre	110	111	76	107	116	113	112	98	107
1986 Juin	108	109	87	105	118	108	107	99	108
Juillet	85	86	58	81	103	78	83	71	80
Août	97	97	68	92	107	95	100	88	91
Septembre	113	114	90	108	118	123	118	103	108
Octobre	117	118	96	112	127	122	120	107	115
Novembre	105	106	81	102	113	99	106	93	103
Décembre	101	102	70	99	108	98	105	87	102
1987 Janvier	103	104	65	101	120	103	106	81	93
Février	103	104	71	101	116	110	111	84	97
Mars	112	114	46	110	122	119	115	94	106
Avril	112	113	75	108	120	113	113	100	109
Mai	106	107	70	105	112	107	107	94	102
Juin	112	113	84	108	117	118	115	102	110

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1986 et 1987 ¹	31,1	15,4	5,5	2,4	2,6	9,9	8,3	4,9	5,1	4,7	3,0	2,6	2,2	1,0
1979	103	106	107	102	102	98	97	100	97	93	103	101	98	103
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	99	100	116	106	74	104	96	92	113	110	51
1986	106	120	82	93	98	119	109	72	105	100	97	115	108	73
1985 2 ^e trimestre	105	120	95	100	104	115	99	83	108	102	85	120	109	37
3 ^e trimestre	98	108	84	90	89	113	97	77	88	84	93	108	115	55
4 ^e trimestre	111	119	89	104	102	130	119	76	109	104	88	109	106	58
1986 1 ^{er} trimestre	109	123	88	104	105	108	123	57	114	97	108	113	107	67
2 ^e trimestre	106	124	81	97	103	119	106	80	111	104	92	122	110	74
3 ^e trimestre	100	110	80	83	85	118	96	75	90	90	101	108	113	78
4 ^e trimestre	110	122	78	89	99	130	111	77	106	107	87	116	101	72
1987 1 ^{er} trimestre	111	120	73	94	103	112	125	59	107	102	103	119	107	76
2 ^e trimestre	111	125	90	.	109	120	108	90	111	116	96	128	105	69
1986 Juin	106	125	84	92	110	123	102	80	114	117	95	132	108	71
Juillet	82	98	73	70	66	113	92	65	67	76	74	92	113	82
Août	99	108	77	82	81	115	94	79	84	81	101	105	112	79
Septembre	118	123	88	98	108	124	102	81	119	115	129	126	113	72
Octobre	120	133	81	100	103	147	109	86	122	122	108	132	98	62
Novembre	105	119	78	85	98	129	108	78	103	97	77	109	106	76
Décembre	104	115	73	83	96	112	115	68	94	101	76	108	100	79
1987 Janvier	107	115	66	93	98	115	133	49	101	91	88	114	99	87
Février	111	116	61	90	102	108	116	56	106	104	105	117	109	70
Mars	115	128	90	99	110	113	127	73	115	111	114	126	113	71
Avril	113	129	85	89	109	124	111	88	114	117	92	129	108	75
Mai	106	123	100	.	100	113	111	90	103	105	98	124	112	62
Juin	115	122	86	.	118	124	103	93	116	125	99	132	95	70

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,1 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)		
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure	Production nette
		Total ¹	Dont :										
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137		
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251		
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015		
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995		
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159		
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321		
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515		
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.046	4.626		
1985 2 ^e trimestre	982	1.169	217	570	210	618	498	491	525	1.201	4.208		
3 ^e trimestre	1.467	1.141	217	583	161	390	498	459	444	1.050	4.105		
4 ^e trimestre	1.540	1.252	216	677	216	869	505	491	503	1.237	5.052		
1986 1 ^{er} trimestre	1.785	1.593	210	946	283	1.026	484	451	548	1.246	5.230		
2 ^e trimestre	1.963	1.496	236	772	306	519	414	417	385	1.033	4.491		
3 ^e trimestre	2.071	1.271	231	665	199	463	417	409	416	842	4.084		
4 ^e trimestre	1.923	1.346	248	682	263	773	395	406	515	1.065	4.698		
1987 1 ^{er} trimestre	2.024	1.394	217	823	205	1.114	418	366	408	913	5.329		
2 ^e trimestre	1.898	1.236	238	650	170	636	429	* 415	398	* 1.123	4.605		
1986 Août	2.095	1.456	234	836	205	438	425	416	367	608	3.981		
Septembre	1.927	1.202	227	563	225	587	417	415	518	1.111	4.348		
Octobre	1.656	1.273	256	571	269	625	412	420	584	1.051	4.613		
Novembre	2.020	1.185	223	573	241	759	384	383	521	818	4.588		
Décembre	2.094	1.580	265	901	278	951	390	416	440	1.327	4.893		
1987 Janvier	2.323	1.473	225	841	248	1.140	410	342	504	1.189	5.651		
Février	1.852	1.261	198	782	154	996	396	362	514	753	4.948		
Mars	1.898	1.449	229	846	214	1.095	449	394	206	797	5.388		
Avril	1.996	1.194	244	584	185	642	431	* 426	398	* 1.133	4.723		
Mai	1.889	1.052	228	543	111	594	430	* 404	366	* 811	4.709		
Juin	1.809	1.463	241	822	213	660	425	* 414	430	* 1.425	4.383		
Juillet						446	425	* 397	299	* 748	4.224		
Août						426					4.548		

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites		Total	
			pour le marché intérieur	pour les exportations		
1979	1.120	855	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	784	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	735	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	833	608	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986	809	614	22,2	61,7	83,9	84,6
1985 1 ^{er} trimestre	891	659	21,4	59,8	81,1	78,5
2 ^e trimestre	940	731	21,8	61,5	83,3	82,8
3 ^e trimestre	840	616	19,3	49,2	68,5	68,8
4 ^e trimestre	891	658	24,5	62,9	87,3	90,1
1986 1 ^{er} trimestre	864	676	23,6	63,4	87,0	84,5
2 ^e trimestre	786	613	21,7	63,1	84,8	88,9
3 ^e trimestre	807	574	20,3	53,5	73,8	72,9
4 ^e trimestre	780	586	23,4	66,6	90,0	91,9
1987 1 ^{er} trimestre	736	580	* 21,0	* 64,7	* 85,7	* 84,9
1986 Mai	692	508	20,5	57,2	77,7	78,0
Juin	789	653	23,0	66,0	89,0	96,9
Juillet	741	496	18,2	44,9	63,1	59,1
Août	849	524	19,3	48,0	67,3	65,8
Septembre	831	716	23,3	67,6	90,9	93,8
Octobre	802	669	23,1	72,3	95,4	100,3
Novembre	776	568	22,5	62,9	85,4	85,8
Décembre	762	520	24,6	64,7	89,3	89,6
1987 Janvier	764	561	* 19,2	* 58,8	* 78,0	* 74,8
Février	593	475	* 22,2	* 65,1	* 87,3	* 86,4
Mars	852	704	* 21,6	* 70,2	* 91,8	* 93,6
Avril	839	697	* 21,1	* 68,9	* 90,0	* 92,4
Mai	876	652	* 19,6	* 64,0	* 83,6	* 85,5

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région); autres données : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹		
	Avis favorables		Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables		Autorisations de bâtir			Bâtiments commencés	
	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume
	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)		(milliers)	(milliers de m ³)
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	96		
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100		
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83		
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79		
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64		
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57		
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	55		
1986 .....	.	2,5	1.536	2,0	1.275	.	0,6	2.115	0,5	1.673	* 55	
1985 1 ^{er} trimestre	2,2	2,5	1.565	1,8	1.109	0,3	0,4	1.655	0,4	1.982	—		
2 ^e trimestre	2,5	2,9	1.894	3,0	1.873	0,4	0,6	2.346	0,5	1.682	—		
3 ^e trimestre	2,2	2,4	1.506	2,4	1.556	0,5	0,6	2.331	0,5	1.888	—		
4 ^e trimestre	1,9	2,2	1.319	2,4	1.386	0,4	0,6	2.399	0,6	1.882	—		
1986 1 ^{er} trimestre	1,8	2,3	1.417	1,6	980	0,3	0,5	1.917	0,3	1.431	—		
2 ^e trimestre	2,1	2,9	1.746	2,7	1.760	0,4	0,6	2.313	0,6	2.384	—		
3 ^e trimestre	2,0	2,4	1.567	2,1	1.311	0,5	0,7	2.157	0,5	1.414	—		
4 ^e trimestre .....	.	2,3	1.413	1,8	1.050	.	0,6	2.072	0,4	1.464	—	
1987 1 ^{er} trimestre .....	.	2,9	1.807	2,0	1.201	.	0,6	2.386	0,5	1.922	—	
1986 Mai	1,7	2,1	1.410	2,6	1.710	0,4	0,5	1.554	0,5	1.952	54		
Juin	2,3	3,8	2.191	2,7	1.745	0,4	0,8	2.540	0,6	2.849	54		
Juillet	2,1	2,7	1.760	2,0	1.285	0,5	0,7	2.145	0,4	1.540	55		
Août	2,1	2,0	1.460	2,1	1.316	0,5	0,6	1.919	0,5	1.304	55		
Septembre	1,8	2,5	1.482	2,1	1.333	0,5	0,7	2.407	0,5	1.398	* 55		
Octobre .....	.	2,2	1.434	1,8	1.130	.	0,6	2.046	0,4	1.449	* 55	
Novembre .....	.	2,1	1.267	1,5	880	.	0,6	1.992	0,3	1.044	* 56	
Décembre .....	.	2,6	1.537	2,0	1.140	.	0,6	2.177	0,5	1.898	* 56	
1987 Janvier .....	.	2,5	1.460	2,2	1.321	.	0,6	2.169	0,7	2.683	* 55	
Février .....	.	2,7	1.729	1,6	930	.	0,6	2.150	0,5	1.423	* 56	
Mars .....	.	3,6	2.233	2,1	1.351	.	0,6	2.839	0,3	1.661	* 55	
Avril .....	.	3,4	2.085	2,5	1.596	.	0,6	2.444	0,4	1.187	* 55	
Mai .....	.	3,3	2.018	2,7	1.680	.	0,7	2.816	0,5	1.747	* 56	

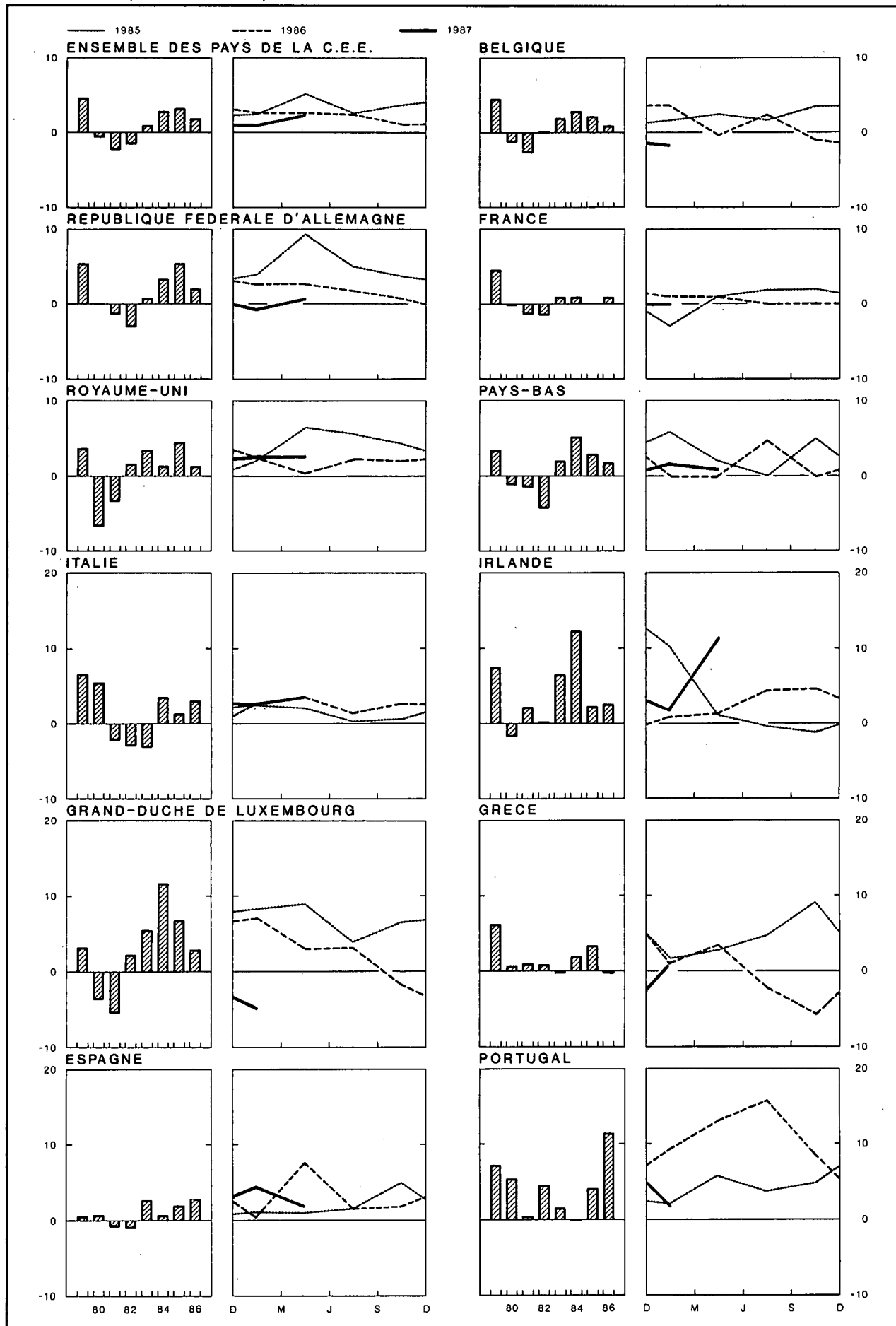
¹ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonné corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non

désaisonné, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (11 pays ¹)	Belgique	Répu- blique Fédérale d'Alle- magne ²	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1979	101	102	100	100	107	101	95	102	103	99	99	95
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	98	97	99	99	97	98	98	102	94	101	99	100
1982	96	97	96	97	98	94	95	105	96	102	98	105
1983	97	99	96	98	102	96	92	111	102	101	101	107
1984	100	102	100	99	103	101	96	125	114	104	101	107
1985	103	104	105	99	108	104	97	128	121	107	104	111
1986	106	105	107	100	110	106	100	132	125	107	107	124
1985 2 ^e trimestre	103	104	104	99	109	104	97	128	122	106	102	111
3 ^e trimestre	104	105	106	101	108	102	97	124	121	110	104	111
4 ^e trimestre	104	106	106	100	108	105	96	129	125	112	106	115
1986 1 ^{er} trimestre	104	106	106	99	109	107	99	131	127	105	103	118
2 ^e trimestre	106	104	107	100	110	104	100	130	125	109	109	125
3 ^e trimestre	106	108	108	101	111	107	98	131	125	108	106	129
4 ^e trimestre	106	105	107	100	111	105	99	135	123	106	108	124
1987 1 ^{er} trimestre	106	104	105	99	112	109	102	134	121	106	108	121
2 ^e trimestre	108	.	108	.	113	105	104	145	.	.	111	.
1986 Juillet	107	110	109	103	111	106	99	124	125	119	109	129
Août	105	108	108	103	111	106	98	134	127	100	99	127
Septembre	106	104	107	103	111	109	98	134	123	105	108	130
Octobre	106	105	108	103	111	105	99	137	123	105	109	125
Novembre	106	104	107	101	111	107	100	135	129	106	107	123
Décembre	105	105	105	101	111	104	99	132	116	106	107	125
1987 Janvier	104	105	104	99	111	109	99	131	125	102	105	120
Février	106	105	106	102	113	107	102	136	119	110	110	123
Mars	107	102	105	103	113	110	104	134	118	105	110	119
Avril	107	109	108	102	113	104	103	143	121	106	111	127
Mai	109	112	108	103	114	106	106	148	128	103	110	.
Juin	108	.	107	105	112	104	103	145	.	.	114	.
Juillet .....	.	.	105	.	115	106	.	.	.	.	.	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
	(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)	
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	402	70
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404	70
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433	77
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1985 2 ^e trimestre	558	705	6.264	1.629	1.182	497	97
3 ^e trimestre	530	638	5.642	1.473	1.110	584	99
4 ^e trimestre	564	739	6.322	1.562	1.125	424	86
1986 1 ^{er} trimestre	541	654	5.688	1.596	1.058	393	82
2 ^e trimestre	456	583	4.945	1.292	830	456	91
3 ^e trimestre	499	621	5.152	1.293	1.054	581	102
4 ^e trimestre	527	616	5.254	1.415	976	424	90
1987 1 ^{er} trimestre	519	578	5.018	1.281	921	401	79
2 ^e trimestre	* 519	637	5.488	1.425	1.099	514	90
1986 Juillet	504	628	5.019	1.103	1.058	588	104
Août	467	567	4.669	1.303	942	619	105
Septembre	526	667	5.768	1.474	1.161	535	97
Octobre	562	686	5.828	1.493	1.032	455	93
Novembre	523	603	5.092	1.396	966	393	88
Décembre	496	559	4.843	1.357	931	423	89
1987 Janvier	508	495	4.370	1.244	751	450	82
Février	512	569	5.027	1.291	967	367	78
Mars	538	669	5.657	1.309	1.045	385	77
Avril	521	575	4.817	1.267	699	509	90
Mai	514	669	5.827	1.434	1.436	506	92
Juin	* 522	666	5.819	1.573	1.162	526	88
Juillet	* 499	541	4.636	1.070	925	623	102

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service); c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : *Stad Antwerpen - Havenbedrijf* [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.458	345	212	8.224	437
1985	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	3.583	380	252	7.803	422
1986	10.582	4.274	3.039	1.728	1.512	408	3.478	416	272	7.943	434
1985 2 ^e trimestre ..	10.083	3.708	3.121	1.884	1.716	573	3.577	429	255	8.600	448
3 ^e trimestre ..	10.125	3.765	3.015	1.903	1.552	499	3.642	385	256	8.027	411
4 ^e trimestre ..	10.095	3.925	3.052	1.997	1.976	621	3.434	437	312	8.131	470
1986 1 ^{er} trimestre ..	10.189	3.789	3.095	1.791	1.612	346	3.471	325	272	7.019	383
2 ^e trimestre ..	10.819	4.468	2.952	1.767	1.570	444	3.373	504	252	8.789	481
3 ^e trimestre ..	10.783	4.536	2.624	1.611	1.265	338	3.512	434	282	7.578	422
4 ^e trimestre ..	10.537	4.302	3.485	1.741	1.599	504	3.553	402	280	8.387	449
1987 1 ^{er} trimestre ..	10.671	4.464	2.890	1.658	1.686	572	3.353	444	304	* 7.000	* 369
2 ^e trimestre ..	11.132	4.205	2.854		1.485	382		472	348		
1986 Août	10.897	3.982	2.150	1.540	886	184	3.272	316	244	7.515	426
Septembre	10.655	5.281	2.784	1.735	1.750	400	3.750	535	302	8.493	479
Octobre	10.901	4.192	4.221	1.978	2.288	780	3.885	459	305	8.900	485
Novembre	10.341	4.413	3.087	1.424	1.452	272	3.671	442	256	8.169	427
Décembre	10.368	4.302	3.147	1.821	1.058	460	3.104	306	280	8.093	435
1987 Janvier	10.663	4.186	2.741	1.620	1.295	753	3.278	344	324	* 5.926	* 316
Février	10.101	4.278	2.918	1.544	1.953	307	3.357	506	271	* 6.978	* 372
Mars	11.249	4.929	3.011	1.809	1.810	657	3.424	483	317	* 8.095	* 419
Avril	11.618	4.438	3.223	1.793	1.349	391	3.450	468	389	* 8.240	* 448
Mai	10.703	3.268	2.335	1.687	1.602	410	3.591	470	266		
Juin	11.074	4.909	3.003		1.503	345		478	389		
Juillet		3.681	2.593		1.565	419		580	292		
Août		3.196	1.999		1.263	290					

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois ²	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985	2.595	1.775	79	264	103	126	74
1986	2.637	1.819	81	277	96	126	67
1985 2 ^e trimestre	2.172	1.381	76	207	131	123	82
3 ^e trimestre	5.182	3.863	93	536	161	179	101
4 ^e trimestre	926	430	43	135	64	48	68
1986 1 ^{er} trimestre	724	312	38	113	46	46	57
2 ^e trimestre	2.186	1.422	79	214	106	124	71
3 ^e trimestre	4.995	3.721	88	567	148	172	75
4 ^e trimestre	951	451	51	142	62	55	59
1987 1 ^{er} trimestre	708	320	41	110	43	42	48
2 ^e trimestre	2.294	1.498	94	220	106	132	68
1986 Juillet	7.196	5.521	94	929	146	193	75
Août	5.894	4.533	110	553	168	215	68
Septembre	1.895	1.108	60	219	130	107	82
Octobre	1.140	499	67	179	92	80	73
Novembre	840	384	51	105	57	49	57
Décembre	873	471	34	143	38	36	47
1987 Janvier	628	277	33	109	29	36	46
Février	632	265	41	106	39	38	45
Mars	865	419	48	115	60	51	53
Avril	1.793	1.217	75	126	77	102	52
Mai	2.572	1.667	135	258	129	133	74
Juin	2.518	1.611	73	275	113	161	79
Juillet	6.628	5.073	90	814	127	195	79

¹ Y compris les nuitées de camping.

² L'I.N.S. publie uniquement des chiffres définitifs pour les données annuelles.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Supermarchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1979	92	93	93	102	98	87	87	92	92	99
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	102	108	105	86	98	103	105	109	103	95
1982	115	117	112	79	112	118	110	120	115	97
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986	* 134	140	125	32	* 140	* 141	* 135	* 135	* 138	* 97
1985 2 ^e trimestre	141	137	123	51	141	148	135	143	142	99
3 ^e trimestre	131	129	125	50	134	127	135	131	132	93
4 ^e trimestre	148	149	134	49	148	169	155	142	150	105
1986 1 ^{er} trimestre	* 129	134	120	36	* 136	* 122	* 119	* 141	* 133	* 93
2 ^e trimestre	* 138	140	125	34	* 142	* 146	* 134	* 142	* 141	* 100
3 ^e trimestre	* 126	134	125	29	* 135	* 135	* 131	* 123	* 130	* 92
4 ^e trimestre	* 143	152	129	27	* 148	* 163	* 156	* 133	* 147	* 104
1987 1 ^{er} trimestre	* 124	135	118	22	* 126	* 134	* 128	* 131	* 129	* 91
2 ^e trimestre	* 135	144	122	23	* 134	* 157	* 143	* 139	* 140	* 99
1986 Juillet	* 123	138	127	32	* 132	* 135	* 136	* 119	* 129	* 92
Août	* 120	130	126	31	* 135	* 116	* 118	* 121	* 125	* 88
Septembre	* 135	135	121	25	* 139	* 153	* 137	* 128	* 137	* 97
Octobre	* 140	149	127	29	* 145	* 163	* 141	* 135	* 144	* 102
Novembre	* 123	135	116	26	* 133	* 137	* 129	* 118	* 128	* 91
Décembre	* 167	173	145	27	* 167	* 188	* 198	* 146	* 169	* 119
1987 Janvier	* 121	144	125	23	* 129	* 147	* 123	* 122	* 129	* 91
Février	* 113	125	111	21	* 121	* 106	* 121	* 120	* 119	* 84
Mars	* 138	136	118	22	* 128	* 150	* 139	* 150	* 140	* 99
Avril	* 138	150	124	24	* 133	* 190	* 138	* 139	* 144	* 101
Mai	* 128	143	123	20	* 133	* 146	* 134	* 131	* 134	* 95
Juin	* 139	140	120	25	* 135	* 136	* 156	* 146	* 142	* 100
Juillet	* 122	147	128	26	* 129	* 147	* 139	* 121	* 131	* 92

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1984 1 ^{er} semestre	1.322	715	337	270	80,3	6,0	43,7	30,6	27,9	3,1	14,3	10,5
2 ^e semestre	1.406	812	322	272	79,8	6,2	42,8	30,8	22,8	3,2	11,8	7,8
1985 1 ^{er} semestre	1.388	722	385	281	90,0	5,6	50,5	33,9	31,3	3,3	16,1	11,9
2 ^e semestre	1.369	679	410	280	95,3	5,6	53,1	36,6	29,1	2,9	15,4	10,8
1986 1 ^{er} semestre	1.468	712	433	323	108,2	5,9	59,4	42,9	41,1	3,7	19,8	17,6
2 ^e semestre	1.576	762	459	355	111,7	6,3	62,7	42,7	36,2	3,8	18,4	14,0

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1984 1 ^{er} semestre	69	59	5	5	1,0	0,3	0,4	0,3
2 ^e semestre	75	66	5	4	1,1	0,3	0,4	0,4
1985 1 ^{er} semestre	70	60	6	4	1,2	0,2	0,5	0,5
2 ^e semestre	65	55	6	4	1,0	0,2	0,4	0,4
1986 1 ^{er} semestre	71	58	7	6	1,3	0,2	0,7	0,4
2 ^e semestre	67	54	7	6	1,1	0,2	0,5	0,4

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélo-moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Contrats (milliers)												
1984 1 ^{er} semestre	732	3	1	1	77	16	6	152	134	6	322	14
2 ^e semestre	728	3	1	0	54	14	6	132	135	5	364	14
1985 1 ^{er} semestre	759	3	1	1	80	18	6	161	131	7	335	16
2 ^e semestre	684	4	1	0	65	18	5	147	97	6	324	17
1986 1 ^{er} semestre	762	4	1	0	105	22	6	176	101	8	318	21
2 ^e semestre	781	3	1	0	76	22	5	200	108	8	337	21
Crédits accordés (milliards de francs)												
1984 1 ^{er} semestre	27,9	1,7	0,4	0,3	16,4	1,9	0,2	0,3	0,8	1,7	3,1	1,1
2 ^e semestre	22,8	1,6	0,4	0,1	11,7	1,7	0,2	0,3	0,9	1,7	3,3	0,9
1985 1 ^{er} semestre	31,3	2,2	0,4	0,1	18,1	2,2	0,2	0,3	0,8	2,2	3,7	1,1
2 ^e semestre	29,1	2,3	0,5	0,2	15,3	2,3	0,2	0,3	0,8	2,2	3,9	1,1
1986 1 ^{er} semestre	41,1	2,4	0,5	0,2	25,8	3,1	0,2	0,3	0,8	2,7	3,8	1,3
2 ^e semestre	36,2	2,4	0,5	0,2	19,7	3,2	0,2	0,4	0,9	2,6	4,6	1,5

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1983	2	389	9	12.360	13.764	8	26.532	1.408	27.940
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1985	2	329	7	15.432	16.986	2	32.758	1.212	33.970
1986	2	319	8	17.164	18.512	4	36.009	981	36.990
1985 3 ^e trimestre	2	317	7	15.527	16.355	2	32.210	1.161	33.371
4 ^e trimestre	2	310	7	16.705	18.213	1	35.238	1.193	36.431
1986 1 ^{er} trimestre	2	329	8	15.609	17.968	1	33.917	1.056	34.973
2 ^e trimestre	1	323	8	17.458	18.006	2	35.798	1.012	36.810
3 ^e trimestre	2	328	7	17.367	18.006	3	35.713	924	36.637
4 ^e trimestre	2	296	8	18.222	20.068	12	38.608	931	39.539
1987 1 ^{er} trimestre	2	324	8	17.354	20.575	5	38.268	916	39.184
2 ^e trimestre	2	300	8	19.113	20.514	2	39.939	915	40.854
3 ^e trimestre	2	305	6	19.412	20.062	2	39.789	844	40.633
1986 Septembre	2	310	7	18.354	18.652	2	37.327	900	38.227
Octobre	2	338	7	18.381	20.024	29	38.781	987	39.768
Novembre	2	244	11	16.213	17.837	2	34.309	777	35.086
Décembre	2	306	7	20.073	22.342	3	42.733	1.030	43.763
1987 Janvier	1	341	9	17.316	20.531	3	38.201	921	39.122
Février	2	291	7	16.042	19.763	9	36.114	850	36.964
Mars	2	341	7	18.704	21.431	2	40.487	978	41.465
Avril	1	316	7	19.239	20.350	1	39.914	936	40.850
Mai	2	271	8	17.225	18.324	4	35.834	781	36.615
Juin	2	313	8	20.876	22.866	2	44.067	1.029	45.096
Juillet	2	385	6	20.115	21.061	2	41.571	964	42.535
Août	2	250	6	18.229	18.137	1	36.625	763	37.388
Septembre	2	280	7	19.891	20.989	3	41.172	805	41.977

b) Montant des opérations

(milliards de francs)

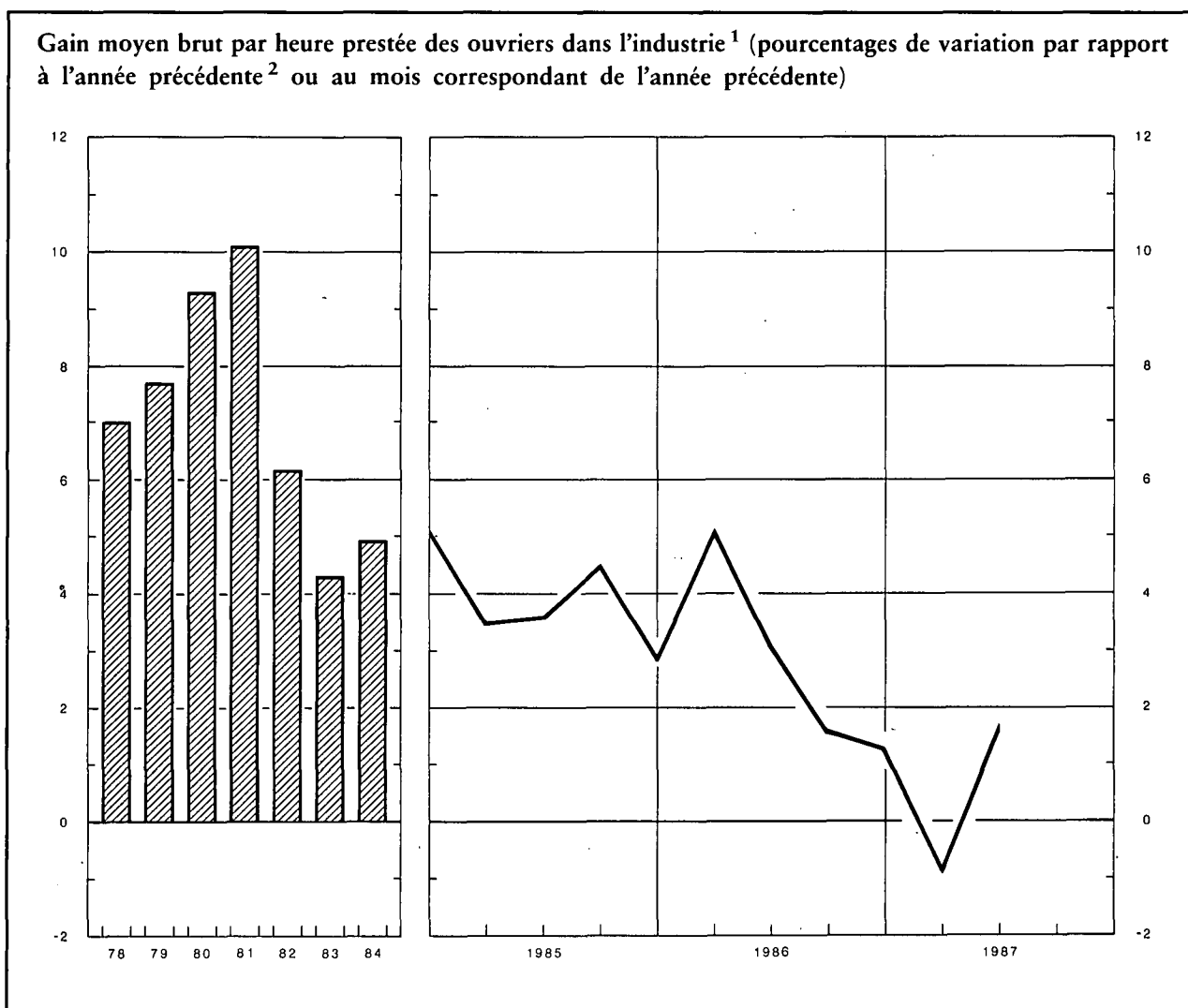
Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1983	338	6	730	633	4.220	2.089	8.016	610	8.626
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1985	320	6	957	744	5.547	997	8.571	681	9.252
1986	286	6	1.108	769	6.435	1.068	9.672	680	10.352
1985 3 ^e trimestre	332	5	967	707	5.688	906	8.605	658	9.263
4 ^e trimestre	294	5	860	735	5.768	981	8.643	681	9.324
1986 1 ^{er} trimestre	286	6	1.196	823	6.560	1.041	9.912	708	10.620
2 ^e trimestre	302	6	1.153	876	6.611	1.097	10.045	709	10.754
3 ^e trimestre	284	6	1.022	737	6.035	1.004	9.088	639	9.727
4 ^e trimestre	273	5	1.060	639	6.535	1.131	9.643	662	10.305
1987 1 ^{er} trimestre	296	5	1.318	831	6.988	1.056	10.494	667	11.161
2 ^e trimestre	280	6	1.128	855	7.194	1.139	10.602	688	11.290
3 ^e trimestre	280	5	1.146	783	7.280	968	10.462	624	11.086
1986 Septembre	310	6	1.091	729	6.504	967	9.607	642	10.249
Octobre	269	5	1.070	613	6.883	1.282	10.122	672	10.794
Novembre	206	4	785	565	5.770	1.027	8.357	552	8.909
Décembre	345	5	1.326	739	6.951	1.085	10.451	762	11.213
1987 Janvier	270	5	1.780	860	7.517	1.175	11.607	693	12.300
Février	282	5	1.056	760	6.351	1.030	9.484	648	10.132
Mars	337	6	1.118	872	7.095	963	10.391	661	11.052
Avril	278	5	1.184	710	7.236	1.371	10.784	710	11.494
Mai	259	6	864	910	6.342	845	9.226	591	9.817
Juin	302	6	1.335	946	8.005	1.200	11.794	764	12.558
Juillet	272	7	1.114	801	7.754	1.131	11.079	668	11.747
Août	261	4	1.107	779	6.779	779	9.709	566	10.275
Septembre	308	4	1.217	770	7.305	993	10.597	639	11.236

¹ Nombre de chambres en activité : depuis mai 1982 jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 jusqu'avril 1985 : 22 ; depuis mai 1985 : 21.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome I, n° 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices 1975 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195	191	198	200	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203	197	202	213	205,7	202,0	191,5	187,6
1986	208	199	205	218	208,5	204,5	193,5	189,5
1985 Septembre	202	198	203	212	207,3	203,7	193,1	189,3
1985 Décembre	209	199	205	219	208,4	204,4	193,5	189,5
1986 Mars	209	199	205	219	208,4	204,5	193,5	189,5
1986 Juin	206	199	205	217	208,4	204,5	193,5	189,5
1986 Septembre	205	198	204	215	208,6	204,6	193,5	189,5
1986 Décembre	212	199	204	223	208,7	204,6	193,5	189,5
1987 Mars	* 207	* 200	* 206	* 220	209,6	205,8	193,8	189,8
1987 Juin	* 210	* 200	* 207	* 224	210,0	206,1	194,4	191,5
1987 Septembre					210,3	206,2	195,6	192,1

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1984	1985	1985	1986	1986	1984	1985	1985	1986	1986
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
Ensemble de l'industrie	283	290	295	297	296	69,5	71,3	72,6	73,1	73,1
Industrie extractive	320	328	333	333	333	72,1	74,2	72,6	69,1	70,1
Bâtiment et génie civil	281	286	291	291	290	65,7	67,1	68,2	68,5	68,5
Industrie manufacturière	282	289	294	296	295	69,6	71,4	72,9	73,7	73,7
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	288	297	301	299	300	66,6	68,3	70,0	70,7	70,9
Construction de machines et de matériel mécanique	293	300	305	309	310	70,0	71,6	73,2	74,1	75,1
Construction électrique et électronique	286	294	298	296	294	72,0	73,2	75,2	75,9	75,9
Construction d'automobiles et pièces détachées	299	305	307	308	310	68,4	71,0	72,9	72,8	73,1
Construction d'autre matériel de transport .	297	307	313	313	313	70,8	73,1	75,4	76,1	77,1
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	269	276	277	281	275	64,0	65,5	67,6	70,6	70,2
Métallurgie de base	343	359	363	362	361	83,3	86,0	87,1	87,8	87,8
Industrie chimique	331	338	345	347	347	79,6	80,5	82,0	83,6	83,2
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	268	273	278	280	281	65,3	66,2	67,9	68,4	68,7
Industrie textile	239	246	251	252	251	61,6	63,3	64,8	65,8	65,6
Industrie des produits minéraux non métalliques	294	301	306	308	309	71,8	73,7	75,2	75,0	74,7
Industrie du bois	258	261	262	269	268	56,7	58,1	59,1	59,4	59,8
Industrie des chaussures et de l'habillement .	215	219	222	223	221	50,4	51,3	52,5	52,7	52,9
Industrie du papier, imprimerie et édition .	302	311	317	321	322	67,1	68,9	70,4	71,3	70,4
Raffineries de pétrole	446	460	486	485	481	102,6	107,9	107,0	111,6	110,2
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	84,9	85,7	88,1	89,0	88,6

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	*143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	*159,1	136,1	*161,3
1985 3 ^e trimestre	196,1	110,4	100,8	83,8	95,9	111,9	117,8	113,6	131,5	108,8	246,2	120,7	258,1
4 ^e trimestre	196,9	112,6	106,9	85,9	90,4	124,5	117,0	115,6	127,0	106,9	246,2	124,9	257,7
1986 1 ^{er} trimestre	*182,7	120,1	119,0	86,1	89,0	147,9	120,9	123,6	126,9	107,4	*219,3	132,7	*227,5
2 ^e trimestre	*136,1	117,6	110,4	82,4	86,2	134,6	123,1	130,4	126,4	102,9	*146,8	133,2	*148,1
3 ^e trimestre	*124,5	113,0	101,2	66,7	81,2	127,6	122,0	131,7	121,9	101,3	*131,2	138,0	*130,6
4 ^e trimestre	*129,7	113,8	97,9	65,7	84,3	120,8	125,8	138,4	122,0	103,6	*139,0	140,4	*138,8
1987 1 ^{er} trimestre	*146,1	115,8	90,7	64,6	85,3	107,1	134,9	151,9	127,6	107,9	*163,8	147,7	*165,4
2 ^e trimestre	*148,4	121,1	91,1	68,8	92,7	103,1	144,4	166,3	138,3	103,3	*164,3	150,5	*165,6
3 ^e trimestre	*149,1	123,2	87,6	64,6	90,9	99,3	150,2	172,2	152,0	100,7	*164,3	150,3	*165,6
1986 Septembre	*133,4	115,5	104,3	63,6	78,5	136,2	124,0	133,9	124,1	102,4	*143,8	139,2	*144,3
Octobre	*129,7	114,9	101,2	65,4	81,9	128,0	125,4	137,4	122,1	103,8	*138,3	140,9	*138,0
Novembre	*129,1	113,7	98,9	66,4	86,2	121,5	125,0	137,6	120,9	103,3	*138,2	139,9	*138,0
Décembre	*130,2	112,7	93,8	65,3	84,7	113,0	127,0	140,3	123,0	103,6	*140,4	140,4	*140,4
1987 Janvier	*145,1	114,0	91,9	64,6	86,7	108,9	130,8	146,9	124,1	105,1	*163,3	146,6	*164,9
Février	*146,4	116,1	91,2	63,5	85,4	108,7	135,1	152,3	126,9	108,6	*164,1	148,4	*165,6
Mars	*146,8	117,2	88,9	65,7	83,7	103,6	138,8	156,4	131,9	110,1	*164,1	148,0	*165,6
Avril	*147,8	119,5	89,6	66,4	88,3	103,1	142,3	163,3	133,4	108,8	*164,3	150,2	*165,6
Mai	*148,9	122,4	93,6	71,0	94,4	105,9	144,3	167,2	139,5	101,2	*164,4	151,7	*165,6
Juin	*148,5	121,5	90,2	68,9	95,5	100,2	145,3	168,4	142,1	99,9	*164,2	149,7	*165,6
Juillet	*148,5	121,8	87,6	64,0	92,6	99,0	147,9	170,6	148,5	98,5	*164,1	148,6	*165,6
Août	*148,9	122,7	86,1	63,0	89,6	97,8	150,6	172,6	153,0	100,2	*164,2	149,8	*165,6
Septembre	*149,9	125,0	89,2	66,7	90,6	101,2	152,2	173,5	154,5	103,5	*164,5	152,4	*165,6

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Végé- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1985	159,3	157,1	151,8	162,2	159,9	174,3	164,7	148,5	156,0	177,0	185,0	139,0	165,0	175,7	160,6
1986	149,0	142,1	144,3	140,2	150,7	158,6	153,5	144,3	151,5	149,9	162,5	134,9	149,3	171,6	162,9
1985 3 ^e trimestre ..	158,5	153,1	151,7	154,4	159,8	173,6	165,0	148,6	156,3	175,6	185,7	138,8	163,6	176,1	161,7
4 ^e trimestre ..	156,2	154,0	150,4	157,3	156,7	166,4	161,2	148,1	154,8	166,6	181,2	136,6	157,7	173,9	162,0
1986 1 ^{er} trimestre ..	152,8	148,4	148,0	148,6	153,8	161,3	157,9	146,8	153,2	158,2	172,5	135,5	152,9	174,7	162,5
2 ^e trimestre ..	149,2	141,8	142,9	140,8	151,1	158,6	154,3	144,5	151,5	151,0	162,7	135,1	149,3	172,4	163,1
3 ^e trimestre ..	147,2	141,3	144,2	138,6	148,7	155,9	151,0	143,0	150,8	143,5	156,9	134,6	145,7	169,6	163,0
4 ^e trimestre ..	146,8	137,1	142,1	132,6	149,3	158,5	150,8	143,0	150,4	146,7	157,8	134,2	149,5	169,7	163,0
1987 1 ^{er} trimestre ..	145,8	144,1	135,5	127,8	148,5	156,5	149,0	143,3	149,5	145,4	156,6	132,5	150,4	166,7	163,0
2 ^e trimestre ..	144,7	132,7	139,4	126,7	147,8	154,5	149,2	143,0	149,6	144,1	158,5	130,7	153,6	164,1	163,0
3 ^e trimestre ..	145,5	133,6	138,2	129,4	148,6	157,3	149,7	142,9	150,0	147,3	156,9	132,5	158,3	163,7	163,3
1986 Septembre	146,3	138,2	144,7	132,4	148,4	154,7	150,8	143,0	150,7	142,3	157,5	134,7	144,9	169,7	163,0
Octobre	146,6	137,3	141,1	133,8	149,0	157,6	150,5	142,8	150,5	145,5	157,3	134,2	148,1	169,6	163,0
Novembre	147,1	137,8	143,0	133,1	149,4	158,5	150,8	143,2	150,6	146,6	158,0	134,3	149,3	170,1	163,0
Décembre	146,9	136,3	142,2	130,9	149,6	159,5	150,9	143,0	150,1	148,0	158,1	134,2	151,1	169,4	163,0
1987 Janvier	146,3	135,9	144,0	128,7	149,0	157,5	149,6	143,6	149,9	146,7	157,8	132,4	149,8	169,4	163,0
Février	145,4	135,3	143,4	128,1	148,0	155,7	148,6	143,0	149,3	143,9	155,7	132,4	150,1	165,4	163,0
Mars	145,7	135,2	145,0	126,6	148,4	156,4	148,9	143,2	149,3	145,5	156,4	132,7	151,2	165,4	163,0
Avril	144,3	133,1	140,8	126,2	147,2	152,7	148,4	143,2	149,3	142,4	157,3	129,6	152,4	165,9	163,0
Mai	144,6	132,2	138,3	126,7	147,9	154,8	149,4	142,8	149,6	144,2	159,2	130,8	153,6	162,8	163,0
Juin	145,2	132,8	139,1	127,1	148,4	156,1	149,8	143,0	149,8	145,9	159,1	131,7	154,9	163,5	163,0
Juillet	144,6	130,9	136,4	125,8	148,2	155,8	149,7	142,8	149,9	145,9	157,9	132,2	156,5	163,4	163,3
Août	146,5	135,5	139,1	132,1	149,4	158,3	150,8	143,1	150,4	148,5	158,8	132,7	159,8	163,8	163,3
Septembre	145,5	134,5	139,0	130,4	148,3	157,7	148,5	142,7	149,5	147,5	153,9	132,5	158,7	163,8	163,3

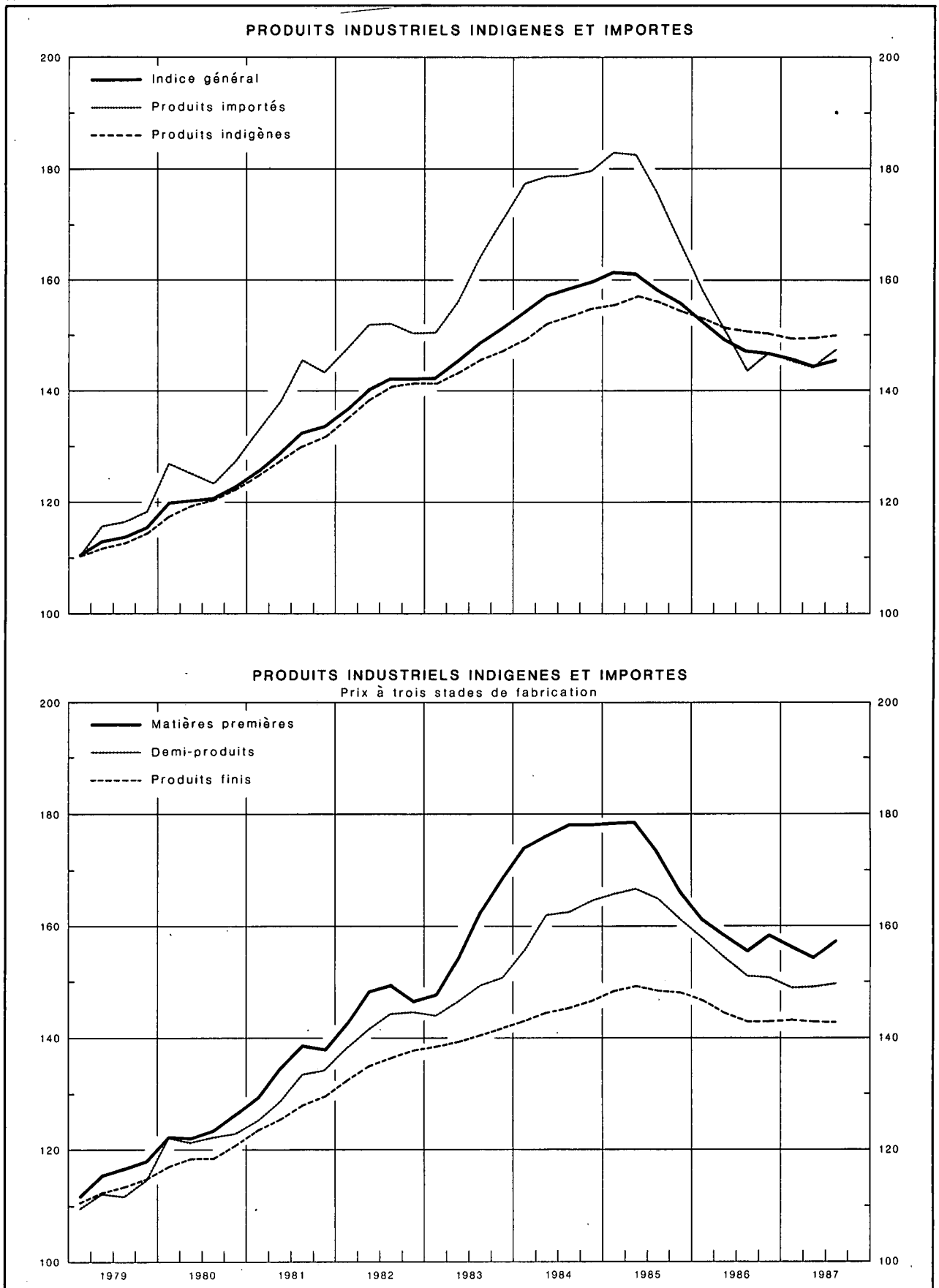
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

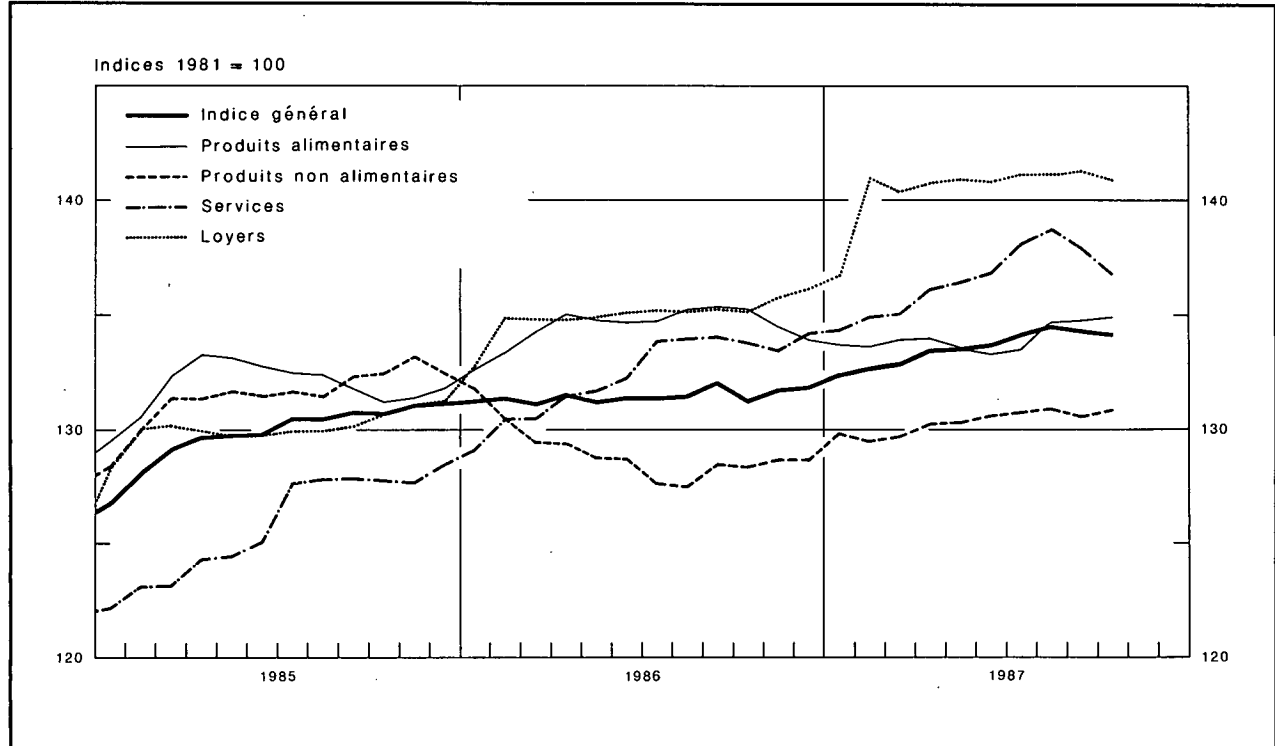
Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1979	133,48	127,90	127,04	148,52	135,14
1980	142,35	132,53	138,51	157,01	145,36
1981	153,21	140,54	151,66	166,24	160,21
1982	166,58	153,94	166,01	178,01	173,24
1983	179,35	166,93	177,47	192,09	188,85
Indices 1981 = 100 ¹					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1986 2 ^e trimestre	131,44	134,79	128,96	131,78	134,85
3 ^e trimestre	131,67	135,07	127,88	133,93	135,19
4 ^e trimestre	131,84	134,48	128,59	133,79	135,71
1987 1 ^{er} trimestre	132,65	133,69	129,69	134,75	139,35
2 ^e trimestre	133,53	133,56	130,41	136,52	140,87
3 ^e trimestre	134,32	134,29	130,77	138,11	141,23
1986 Octobre	131,87	135,20	128,37	133,77	135,23
Novembre	131,77	134,41	128,69	133,44	135,73
Décembre	131,88	133,84	128,70	134,17	136,16
1987 Janvier	132,43	133,63	129,90	134,31	136,73
Février	132,69	133,57	129,51	134,91	140,92
Mars	132,83	133,88	129,67	135,03	140,40
Avril	133,44	133,92	130,25	136,19	140,77
Mai	133,50	133,51	130,37	136,49	140,95
Juin	133,65	133,25	130,62	136,88	140,88
Juillet	134,12	133,47	130,74	138,10	141,18
Août	134,54	134,69	130,96	138,29	141,20
Septembre	134,30	134,72	130,59	137,95	141,32
Octobre	134,16	134,90	130,93	136,88	140,98

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général

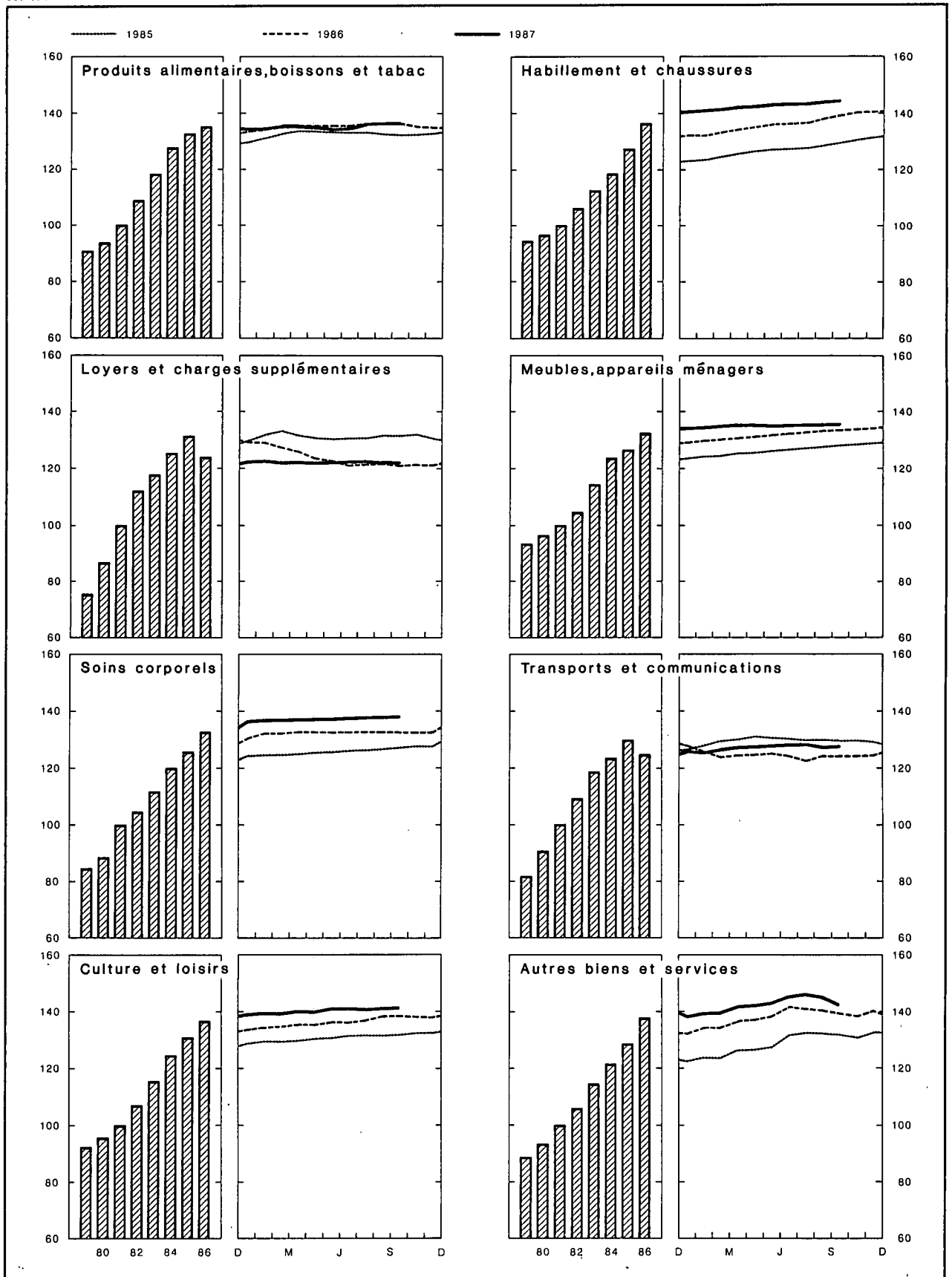
à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
Indices 1981 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1986 1 ^{er} trimestre	131,27	134,38	132,60	128,80	130,05	131,73	125,92	134,46	133,90
2 ^e trimestre	131,44	135,79	135,33	124,28	131,52	132,55	124,63	135,84	137,39
3 ^e trimestre	131,67	136,17	137,04	121,62	132,90	132,64	123,75	137,31	140,89
4 ^e trimestre	131,84	135,64	140,24	121,26	134,05	132,91	124,25	138,29	139,36
1987 1 ^{er} trimestre	132,65	135,01	141,23	122,59	134,81	136,87	126,16	139,46	139,28
2 ^e trimestre	133,53	135,07	142,78	122,32	135,29	137,20	127,80	140,44	142,68
3 ^e trimestre	134,32	135,78	143,55	122,52	135,47	137,77	128,14	141,19	145,78
1986 Octobre	131,87	136,32	139,41	121,06	133,72	132,86	124,14	138,53	139,45
Novembre	131,77	135,57	140,45	121,46	134,09	132,89	124,19	138,26	138,50
Décembre	131,88	135,03	140,85	121,27	134,34	132,98	124,43	138,08	140,13
1987 Janvier	132,43	134,85	140,89	122,64	134,55	136,67	126,07	139,28	138,42
Février	132,69	134,89	141,10	122,94	134,84	136,94	125,85	139,58	139,64
Mars	132,83	135,30	141,71	122,19	135,04	136,99	126,55	139,51	139,77
Avril	133,44	135,39	142,31	122,43	135,18	137,04	127,58	140,15	142,04
Mai	133,50	135,04	142,88	122,29	135,35	137,23	127,81	140,08	142,62
Juin	133,65	134,79	143,15	122,24	135,33	137,32	128,00	141,08	143,38
Juillet	134,12	134,99	143,21	122,50	135,38	137,69	128,27	141,20	145,85
Août	134,54	136,16	143,37	122,79	135,45	137,76	128,42	141,15	146,29
Septembre	134,30	136,19	144,07	122,28	135,59	137,86	127,74	141,22	145,21
Octobre	134,16	136,37	144,87	122,19	135,74	137,93	127,85	141,51	142,77

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,54012; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,42854; habillement et chaussures à

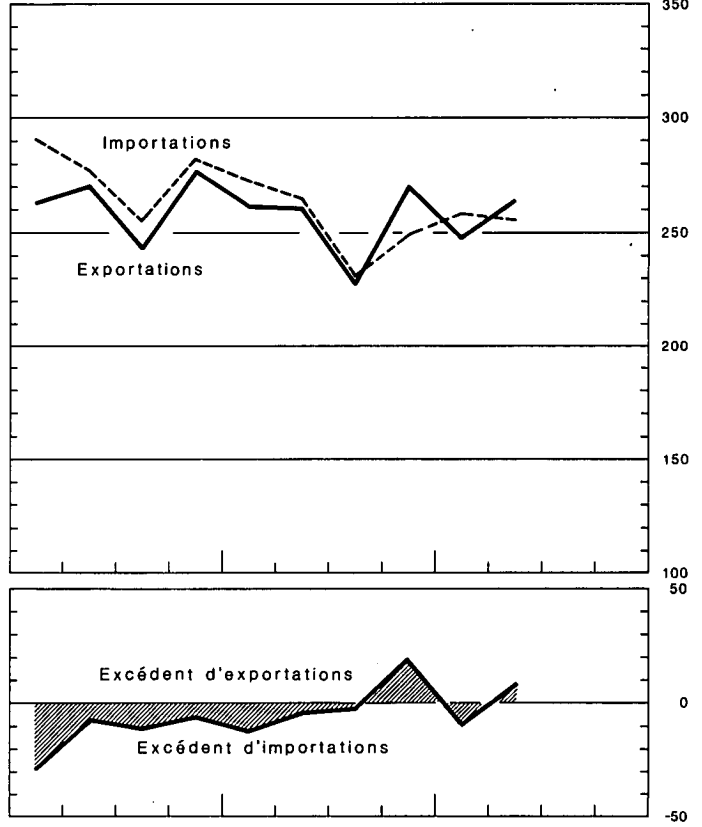
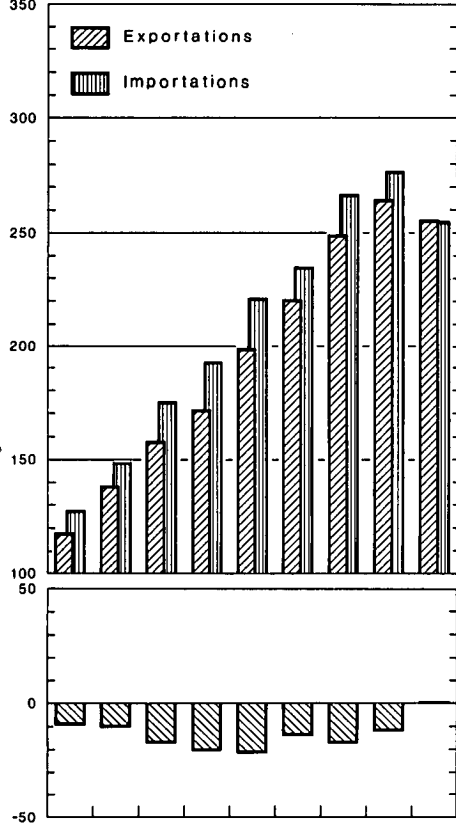
1,38578; loyers et charges supplémentaires à 1,90506; meubles, appareils ménagers à 1,30977; soins corporels à 1,55434; transports et communications à 1,66447; culture et loisirs à 1,36607; autres biens et services à 1,60540.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

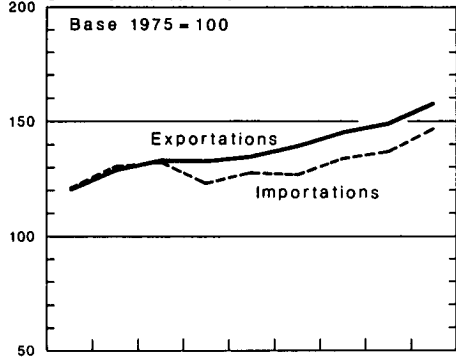
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

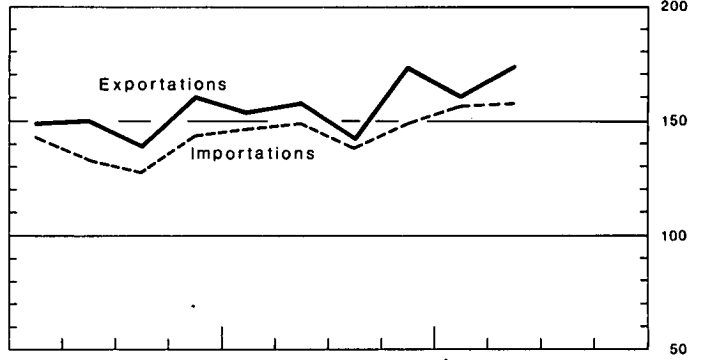
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

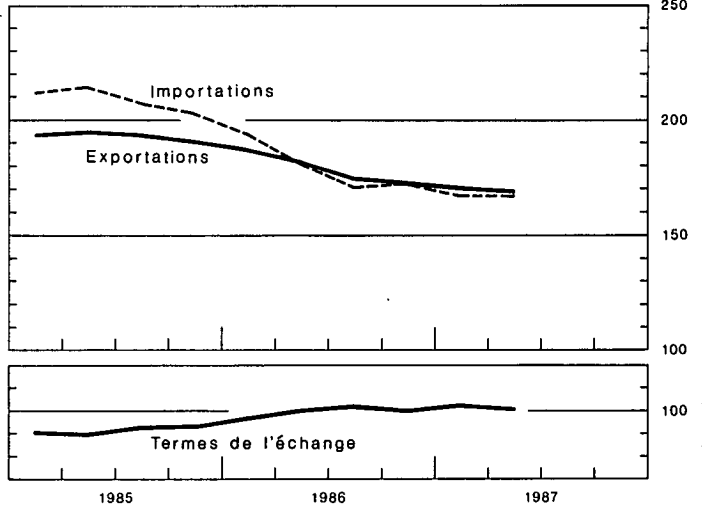
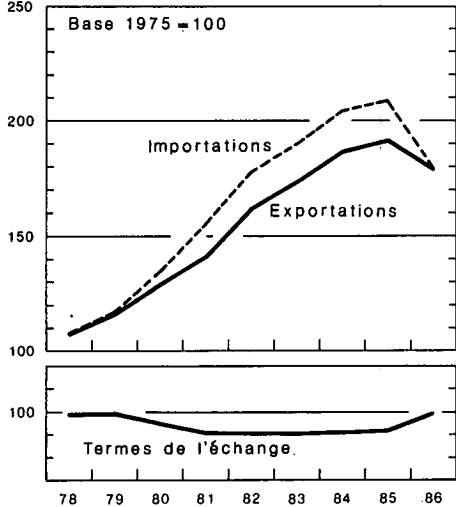


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985	276,5	264,0	- 12,5	95	137,2	149,9	209,2	193,2	92,4
1986	255,2	255,7	+ 0,5	100	146,8	158,1	178,9	178,7	99,9
1985 2 ^e trimestre	276,9	270,5	- 6,4	98	133,5	150,4	214,9	195,5	91,0
3 ^e trimestre	255,4	244,9	- 10,5	96	128,4	139,5	207,8	193,8	93,3
4 ^e trimestre	282,7	277,3	- 5,4	98	143,9	160,8	203,7	190,6	93,6
1986 1 ^{er} trimestre	273,1	262,0	- 11,1	96	146,8	154,7	193,7	187,8	97,0
2 ^e trimestre	265,9	261,7	- 4,2	98	149,7	158,7	181,2	181,6	100,2
3 ^e trimestre	231,6	228,4	- 3,2	99	138,4	143,0	170,9	175,0	102,4
4 ^e trimestre	250,1	270,5	+ 20,4	108	149,7	173,7	172,4	172,7	100,2
1987 1 ^{er} trimestre	257,5	248,5	- 9,0	96	156,0	161,3	167,5	171,4	102,3
2 ^e trimestre	256,1	264,7	+ 8,6	103	157,8	173,9	167,5	169,2	101,1
1986 8 premiers mois	256,4	251,3	- 5,1	98					
9 premiers mois	256,8	250,6	- 6,2	98	145,0	152,1	181,9	181,5	99,8
10 premiers mois	258,5	257,2	- 1,3	100					
11 premiers mois	256,2	255,5	- 0,7	100					
12 mois	255,2	255,7	+ 0,5	100	146,8	158,1	178,9	178,7	99,9
1987 1 ^{er} mois	229,7	220,6	- 9,1	96					
2 premiers mois	247,1	234,0	- 13,1	95					
3 premiers mois	257,5	248,5	- 9,0	96	156,0	161,3	167,5	171,4	102,3
4 premiers mois	258,3	253,2	- 5,1	98					
5 premiers mois	255,9	253,2	- 2,7	99					
6 premiers mois	256,8	256,6	- 0,2	100	156,9	167,6	167,5	170,3	101,7
7 premiers mois	252,5	256,3	+ 3,8	101					
8 premiers mois	248,9	247,5	- 1,4	99					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1985 2 ^e trimestre	76,36	20,10	20,33	45,46	12,40	14,11	17,73	11,16	12,34	5,79	4,48	2,92	1,32	3,55	1,03	0,80	1,03	1,35	0,79	0,46	15,60	269,11
3 ^e trimestre	63,24	16,71	17,73	42,21	10,96	14,56	15,13	16,94	11,36	5,55	3,85	2,75	1,13	3,27	1,00	0,77	0,83	1,38	0,75	0,42	13,71	244,25
4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
4 ^e trimestre	84,29	16,11	22,21	43,47	10,08	15,33	15,58	10,27	12,29	6,62	5,13	3,50	1,13	3,44	1,08	0,90	1,00	0,99	0,81	0,43	15,86	270,52
1987 1 ^{er} trimestre	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
2 ^e trimestre	85,87	16,99	19,66	43,39	8,78	15,68	14,81	7,71	10,79	6,41	4,78	3,37	1,11	3,15	1,04	0,89	0,95	0,82	0,84	0,43	16,87	264,34
1986 8 premiers mois	74,21	17,34	18,62	42,32	9,47	14,03	14,21	11,95	10,82	5,74	4,19	2,85	1,08	3,23	0,92	0,72	0,95	1,00	0,74	0,35	16,04	250,78
9 premiers mois	74,60	17,38	18,63	41,92	9,33	14,07	14,89	11,44	10,70	5,78	4,26	2,85	1,09	3,15	0,93	0,75	0,95	0,99	0,74	0,36	15,59	250,40
10 premiers mois	76,78	17,54	19,47	43,00	9,63	14,38	15,15	11,50	11,10	5,97	4,42	2,99	1,11	3,31	0,97	0,79	0,97	1,02	0,76	0,38	15,82	257,06
11 premiers mois	76,47	17,33	19,46	42,58	9,48	14,32	15,21	11,33	10,98	5,97	4,44	2,99	1,11	3,24	0,97	0,79	0,95	1,00	0,76	0,38	15,69	255,45
12 mois	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 1 ^{er} mois	64,88	15,34	16,94	38,17	6,24	13,40	13,29	7,91	9,45	5,76	3,61	2,84	1,00	2,66	0,70	0,44	0,88	0,78	0,56	0,15	14,41	219,41
2 premiers mois	71,02	14,52	18,18	39,85	7,40	13,72	14,26	8,34	9,43	5,97	3,99	2,98	1,01	2,58	0,74	0,50	0,89	0,72	0,59	0,18	16,13	233,00
3 premiers mois	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
4 premiers mois	79,49	15,95	19,65	42,46	8,24	15,13	14,15	8,14	10,30	6,31	4,52	3,20	1,03	2,95	0,84	0,57	0,92	0,74	0,72	0,29	17,33	252,93
5 premiers mois	79,95	16,05	19,48	42,20	8,36	15,16	14,37	7,70	10,17	6,24	4,54	3,20	1,02	2,94	0,87	0,64	0,93	0,74	0,73	0,31	17,29	252,89
6 premiers mois	81,62	16,32	19,56	42,50	8,31	15,18	14,76	8,04	10,36	6,34	4,56	3,24	1,07	3,00	0,91	0,69	0,94	0,77	0,75	0,33	17,04	256,29
7 premiers mois	80,51	16,32	19,54	42,59	8,40	15,14	15,75	8,13	10,35	6,30	4,53	3,24	1,06	3,03	0,92	0,71	0,91	0,77	0,77	0,36	16,79	256,12
8 premiers mois	77,21	15,60	18,71	41,87	8,24	14,85	14,65	8,03	10,25	6,20	4,37	3,16	1,02	2,96	0,91	0,70	0,89	0,77	0,75	0,35	16,05	247,54

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés															Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production				Total	non durables						dura- bles	
													combustibles		pro- duits chimi- ques	pro- duits métal- liques		autres pro- duits	alimentaires						autres
													liquides	autres					pro- duits ani- maux	pro- duits végé- taux					
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1986	155,87	46,34	5,30	11,10	14,63	2,05	0,71	2,63	0,65	4,37	1,39	9,39	8,27	8,85	21,55	4,59	14,05	59,80	7,51	11,08	6,02	35,19	34,05	5,44	255,15
1985 2 ^e trimestre ...	183,40	51,81	6,54	14,14	15,18	2,08	0,96	2,77	0,75	4,36	1,88	11,92	15,18	12,54	23,90	4,87	14,52	55,03	7,63	12,05	5,98	29,37	30,78	6,54	275,75
3 ^e trimestre ...	165,27	42,46	4,88	12,21	12,01	1,69	0,65	2,50	0,54	3,99	1,60	15,02	16,77	9,27	22,62	4,42	14,64	53,32	7,63	10,19	5,62	29,88	28,34	7,16	254,09
4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54
4 ^e trimestre ...	149,42	46,49	5,23	10,47	15,36	2,11	0,70	2,72	0,64	4,58	1,25	6,70	7,06	7,53	20,90	4,43	13,25	60,16	8,41	11,36	6,08	34,31	35,78	4,71	250,07
1987 1 ^{er} trimestre ...	155,00	47,34	5,40	10,71	16,28	2,15	0,71	2,82	0,56	3,93	1,30	9,74	6,22	7,78	20,98	4,41	14,67	61,86	7,25	9,94	6,13	38,54	35,47	5,11	257,44
2 ^e trimestre ...	153,03	48,64	5,48	10,06	13,68	2,23	0,77	2,91	0,52	5,02	1,28	8,58	6,31	5,97	22,31	4,81	14,46	62,49	8,08	10,87	6,50	37,04	35,14	5,04	255,70

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1985			1986				1987	
									2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	179,2	235,5	224,1	217,6	202,1	181,7	165,9	168,4	163,6	165,6
Biens de consommation	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	176,5	181,0	181,7	178,0	180,4	175,4	177,4	175,4	174,2	168,0
Biens d'équipement	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,3	174,5	174,7	173,8	173,8	169,8	172,0	174,6	164,6	164,8
Ensemble ...	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	178,9	214,9	207,8	203,7	193,7	181,2	170,9	172,4	167,5	167,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	161,6	171,4	170,9	168,8	168,3	166,7	160,3	153,2	143,7	142,4
Fabrications métalliques	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	196,4	194,3	193,2	194,5	195,8	197,9	197,5	198,1	196,2	194,2
Métaux non ferreux	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	175,1	228,9	215,6	201,6	186,4	177,0	172,3	162,5	155,5	159,0
Textiles	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	160,3	165,7	167,3	164,2	164,9	160,9	160,4	156,1	156,0	152,0
Produits chimiques	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	165,4	185,2	185,4	179,8	175,5	168,0	161,0	157,6	157,3	155,1
Industrie houillère	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	187,2	237,9	238,5	231,1	212,0	203,7	182,0	168,6	161,9	157,8
Industrie pétrolière	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	216,8	396,3	398,9	372,9	317,4	240,0	172,0	164,6	166,3	167,6
Verres et glaces	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	147,8	146,8	149,4	148,6	147,8	146,4	147,5	149,3	146,6	150,2
Produits agricoles	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	156,4	165,6	157,5	161,9	159,8	160,6	156,9	153,1	154,5	151,6
Ciments	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	181,1	189,0	186,1	184,8	178,7	184,3	177,9	181,1	175,7	168,6
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	215,1	204,3	211,6	216,3	217,2	212,8	212,0	217,9	224,6	213,4
Carrières	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	199,9	201,3	199,5	199,9	203,1	203,9	200,5	196,9	195,5	191,1
Céramiques	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	243,1	239,2	244,3	252,1	240,7	244,6	241,6	243,1	238,7	239,2
Bois et meubles	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	158,3	157,2	155,3	155,3	155,8	158,6	157,8	160,3	160,5	159,4
Peaux, cuirs et chaussures ..	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	214,5	255,6	249,7	227,3	225,8	213,3	216,3	210,2	204,0	206,6
Papier et livres	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	161,4	165,0	166,0	163,9	162,5	159,7	162,9	160,4	158,7	155,6
Tabacs manufacturés	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	215,6	224,6	224,6	227,7	220,8	212,0	212,7	216,9	210,4	206,1
Caoutchouc	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	182,6	196,8	199,6	193,6	190,4	186,5	178,9	174,4	169,6	168,2
Industries alimentaires	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	131,7	151,0	146,5	139,8	133,9	135,1	130,7	134,0	120,5	123,1
Divers	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	234,7	251,0	251,7	237,1	256,2	227,9	228,9	227,9	233,1	215,9
Ensemble ...	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	178,7	195,5	193,8	190,6	187,8	181,6	175,0	172,7	171,4	169,2
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE²																	
Ensemble ...	99,8	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	99,9	91,0	93,3	93,6	97,0	100,2	102,4	100,2	102,3	101,1

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1985			1986				1987	
									2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	138,4	125,6	121,1	136,7	139,2	141,7	128,9	140,1	148,8	145,9
Biens de consommation	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	160,2	144,1	139,9	152,8	162,6	161,0	155,5	164,4	169,0	176,9
Biens d'équipement	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	162,9	149,3	137,5	159,4	151,7	172,9	152,1	171,0	164,7	178,5
Ensemble ...	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	146,8	133,5	128,4	143,9	146,8	149,7	138,4	149,7	156,0	157,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	102,8	115,0	95,9	112,2	109,6	104,8	92,3	102,3	106,3	116,2
Fabrications métalliques	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	157,3	151,6	129,1	161,3	153,3	161,3	138,0	170,9	160,0	179,2
Métaux non ferreux	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	137,7	138,8	129,9	139,6	136,4	139,5	116,9	156,8	129,6	141,8
Textiles	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	143,2	144,8	125,4	155,2	142,1	140,6	124,1	167,1	146,5	152,4
Produits chimiques	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	225,7	218,3	201,7	219,7	222,3	226,5	208,5	242,9	233,6	247,6
Industrie houillère	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	176,2	186,0	194,7	194,2	190,4	150,3	155,0	200,7	148,5	175,8
Industrie pétrolière	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	129,9	71,1	107,3	116,3	110,1	123,5	127,8	157,7	127,2	115,3
Verres et glaces	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	202,7	197,1	182,3	200,8	190,9	200,6	185,9	233,5	210,8	222,2
Produits agricoles	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	175,4	164,2	181,5	181,0	174,1	173,9	169,5	193,0	189,6	198,0
Ciments	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	226,9	260,6	245,6	240,4	156,0	264,9	233,9	255,8	143,4	276,6
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	109,4	117,1	111,5	100,9	75,2	123,3	115,0	124,0	69,8	135,7
Carrières	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	128,2	132,1	130,0	135,3	107,0	130,8	128,1	144,5	106,9	147,9
Céramiques	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	140,0	147,3	137,6	144,0	128,8	144,7	137,5	149,1	124,9	157,8
Bois et meubles	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	167,2	169,6	146,2	186,4	162,1	170,0	147,7	189,0	160,0	177,7
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	94,2	95,9	84,4	94,0	94,8	98,5	82,5	98,0	94,2	99,8
Papier et livres	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	185,4	176,4	167,2	189,6	184,7	184,0	169,6	206,3	197,8	205,8
Tabacs manufacturés	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	123,3	126,9	103,0	133,5	128,5	126,3	110,8	127,2	122,4	126,5
Caoutchouc	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	147,4	150,9	136,8	158,4	151,5	142,8	130,9	163,5	140,5	156,2
Industries alimentaires	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	256,0	248,3	235,7	269,7	245,5	246,7	239,1	288,9	249,9	267,8
Divers	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	124,4	125,7	108,7	127,6	129,1	127,6	109,7	129,6	137,5	144,7
Ensemble ...	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	158,1	150,4	139,5	160,8	154,7	158,7	143,0	173,7	161,3	173,9

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	-11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	-11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	-15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	-13,6
1986	59,1	50,3	- 8,8	40,4	51,2	+10,8	45,6	38,4	- 7,2
1985 2 ^e trimestre	58,7	50,3	- 8,4	43,3	51,2	+ 7,9	50,5	36,8	-13,7
3 ^e trimestre	52,8	48,1	- 4,7	36,2	44,6	+ 8,4	47,8	36,6	-11,2
4 ^e trimestre	61,1	50,2	-10,9	44,7	55,6	+10,9	51,5	40,6	-10,9
1986 1 ^{er} trimestre	61,4	50,1	-11,3	42,5	54,0	+11,5	50,6	39,0	-11,6
2 ^e trimestre	60,4	54,3	- 6,1	41,5	52,8	+11,3	46,4	39,9	- 6,5
3 ^e trimestre	53,7	46,0	- 7,7	36,2	44,2	+ 8,0	41,4	35,0	- 6,4
4 ^e trimestre	60,7	51,2	- 9,5	41,5	53,9	+12,4	44,0	39,8	- 4,2
1987 1 ^{er} trimestre	62,6	50,2	-12,4	40,9	51,9	+11,0	44,0	37,2	- 6,8
2 ^e trimestre	62,7	53,5	- 9,2	40,4	55,2	+14,8	44,9	40,1	- 4,8
1986 8 premiers mois	58,3	50,0	- 8,3	40,1	50,4	+10,3	46,1	37,6	- 8,5
1987 8 premiers mois	60,5	49,9	-10,6	39,3	50,9	+11,6	42,5	37,2	- 5,3
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1986	10,8	14,9	+ 4,1	21,3	22,2	+ 0,9	184,2	186,8	+ 2,6
1985 2 ^e trimestre	9,7	14,6	+ 4,9	22,4	25,6	+ 3,2	187,8	184,0	- 3,8
3 ^e trimestre	9,7	12,2	+ 2,5	23,3	23,4	+ 0,1	173,1	169,7	- 3,4
4 ^e trimestre	10,0	15,9	+ 5,9	26,8	26,7	- 0,1	197,8	194,7	- 3,1
1986 1 ^{er} trimestre	10,6	15,8	+ 5,2	23,1	23,1	0,0	196,1	191,4	- 4,7
2 ^e trimestre	11,0	15,2	+ 4,2	22,1	22,2	+ 0,1	188,5	193,9	+ 5,4
3 ^e trimestre	10,9	11,9	+ 1,0	19,5	20,7	+ 1,2	168,1	166,2	- 1,9
4 ^e trimestre	10,8	16,8	+ 6,0	20,6	23,0	+ 2,4	185,6	195,7	+10,1
1987 1 ^{er} trimestre	11,1	16,8	+ 5,7	22,4	19,2	- 3,2	188,9	185,4	- 3,5
2 ^e trimestre	10,8	18,0	+ 7,2	18,8	22,0	+ 3,2	185,4	199,8	+14,4
1986 8 premiers mois	10,8	14,2	+ 3,4	21,0	22,0	+ 1,0	183,5	183,5	0,0
1987 8 premiers mois	11,0	15,8	+ 4,8	19,9	20,4	+ 0,5	180,8	184,5	+ 3,7

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce (depuis 1981), Espagne et Portugal (depuis 1986).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1986	12,8	13,5	+ 0,7	7,1	2,4	- 4,7	6,8	5,9	- 0,9
1985 2 ^e trimestre	15,8	18,3	+ 2,5	5,9	2,4	- 3,5	8,7	8,2	- 0,5
3 ^e trimestre	13,7	15,0	+ 1,3	5,2	2,0	- 3,2	6,7	7,4	+ 0,7
4 ^e trimestre	15,0	16,8	+ 1,8	5,8	2,0	- 3,8	9,3	7,2	- 2,1
1986 1 ^{er} trimestre	14,7	13,5	- 1,2	6,9	1,9	- 5,0	10,1	7,2	- 2,9
2 ^e trimestre	14,7	13,4	- 1,3	8,5	2,4	- 6,1	7,2	6,1	- 1,1
3 ^e trimestre	10,5	12,1	+ 1,6	7,0	2,3	- 4,7	4,7	5,0	+ 0,3
4 ^e trimestre	11,5	15,1	+ 3,6	5,9	2,8	- 3,1	5,3	5,5	+ 0,2
1987 1 ^{er} trimestre	13,5	12,2	- 1,3	6,1	2,1	- 4,0	6,9	4,4	- 2,5
2 ^e trimestre	11,8	12,9	+ 1,1	8,2	2,6	- 5,6	5,3	4,5	- 0,8
1986 8 premiers mois	13,6	13,2	- 0,4	7,4	2,2	- 5,2	7,6	6,5	- 1,1
1987 8 premiers mois	11,8	12,4	+ 0,6	6,7	2,4	- 4,3	6,5	4,6	- 1,9
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1986	225,9	227,2	+ 1,3	22,1	21,1	- 1,0	6,6	5,3	- 1,3
1985 2 ^e trimestre	238,3	233,1	- 5,2	29,5	27,9	- 1,6	7,9	6,9	- 1,0
3 ^e trimestre	218,1	212,4	- 5,7	25,4	24,7	- 0,7	11,1	5,9	- 5,2
4 ^e trimestre	248,8	243,8	- 5,0	25,1	24,2	- 0,9	8,0	7,0	- 1,0
1986 1 ^{er} trimestre	240,6	230,8	- 9,8	25,3	22,6	- 2,7	6,5	6,3	- 0,2
2 ^e trimestre	235,1	234,3	- 0,8	23,6	19,6	- 4,0	6,5	5,6	- 0,9
3 ^e trimestre	204,5	203,7	- 0,8	20,0	18,9	- 1,1	6,8	4,4	- 2,4
4 ^e trimestre	223,8	240,1	+ 16,3	19,4	23,2	+ 3,8	6,6	4,8	- 1,8
1987 1 ^{er} trimestre	229,4	222,8	- 6,6	21,4	19,7	- 1,7	5,2	4,2	- 1,0
2 ^e trimestre	227,4	239,6	+ 12,2	21,5	18,9	- 2,6	7,0	4,3	- 2,7
1986 8 premiers mois	226,2	222,5	- 3,7	23,3	21,1	- 2,2	6,4	5,6	- 0,8
1987 8 premiers mois	220,1	222,7	+ 2,6	22,1	19,2	- 2,9	6,2	4,1	- 2,1

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1970-1980.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 156,3	- 94,2	- 73,9	2.882,5	2.906,6	- 24,1
1.12 Travail à façon	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	+ 58,9	108,1	52,0	+ 56,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	+ 25,5	12,8	—	+ 12,8
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	+ 14,5	164,6	138,4	+ 26,2
1.3 Autres frais de transport	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	+ 8,1	+ 3,0	76,1	81,2	- 5,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0	- 19,5	- 16,8	98,7	121,7	- 23,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6	- 8,8	- 3,5	1.209,6	1.217,5	- 7,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	+ 50,0	+ 54,6	78,8	16,8	+ 62,0
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	+ 5,4	25,4	20,5	+ 4,9
1.72 Autres	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 6,7	- 9,4	- 19,4	251,2	270,0	- 18,8
Total 1	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 53,9	+ 37,3	+ 48,3	4.907,8	4.824,7	+ 83,1
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0	- 9,2	- 10,0	36,5	43,9	- 7,4
2.2 Transferts publics	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 45,3	- 50,2	- 40,9	49,8	84,2	- 34,4
Total 2	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 56,3	- 59,4	- 50,9	86,3	128,1	- 41,8
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 110,2	- 22,1	- 2,6	4.994,1	4.952,8	+ 41,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 8,7	+ 26,7	+ 106,1	+ 124,6	+ 36,6	+ 88,1	195,7	174,2	+ 21,5
3.12 Avoirs	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7	- 7,2	- 6,7	0,3	5,6	- 5,3
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	- 0,5	+ 1,7	7,8	10,5	- 2,7
Total 3	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,3	+ 129,2	+ 28,9	+ 83,1	203,8	190,3	+ 13,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 7,0	- 18,2	- 47,0	- 5,5	- 18,0	- 1,9	—	28,1	- 28,1
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	+ 2,4	+ 7,0	13,0	17,6	- 4,6
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	- 9,3	+ 1,9	2,5	15,3	- 12,8
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6	- 90,4	- 110,5	—	122,1	- 122,1
4.2312 Investissements directs ..	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	- 18,3	- 16,3	38,2	51,9	- 13,7
4.2313 Immeubles	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9	- 0,4	- 0,8	3,9	4,8	- 0,9
4.2314 Autres (chiffres nets) ..	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 35,0	+ 12,5	- 5,8	4,0	—	+ 4,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	+ 4,7	- 1,2	20,5	—	+ 20,5
4.2322 Investissements directs ..	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	+ 20,8	85,2	28,3	+ 56,9
4.2323 Immeubles	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	+ 3,0	6,9	3,0	+ 3,9
4.2324 Autres (chiffres nets) ..	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	+ 6,6	+ 8,0	+ 18,8	—	7,2	- 7,2
Total 4	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	- 40,8	- 85,0	174,2	278,3	- 104,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 11,1	+ 10,3	- 27,7	- 11,9	- 20,9	- 9,5	—	7,4	- 7,4
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6	- 115,5	- 73,4	- 89,6	- 1,3	- 54,9	- 14,0	5.372,1	5.428,8	- 56,7
7. Financement du total :									
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	+ 5,0	+ 0,9	—	—	- 10,1
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.211 Crédits commerciaux ²	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	+ 3,6	+ 20,8	—	—	- 7,0
7.212 Autres :									
7.2121 Francs belges et luxem.	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	+ 40,8	- 33,4	—	—	- 29,2
7.2122 Monnaies étrangères	- 60,5	- 38,5	- 59,8	+ 54,4	- 84,6	- 48,1	—	—	- 6,6
7.22 Organismes divers :									
7.221 Crédits commerciaux ²	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	+ 4,3	- 2,7	—	—	+ 0,1
7.222 Autres	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	—	—	- 0,4
7.23 B.N.B. :									
7.231 Crédits commerciaux ²	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	- 2,0	- 18,9	—	—	+ 4,9
7.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	—	—	- 8,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 7.211, 7.221, 7.231 ou 7.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1984		1985				* 1986		
	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 12,0	- 36,7	+ 9,5	+ 0,5	- 6,1	- 28,0	- 4,1	+ 19,4	+ 7,7
1.12 Travail à façon	+ 6,3	+ 16,9	+ 12,1	+ 13,5	+ 12,0	+ 18,5	+ 16,0	+ 23,3	+ 19,6
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,8	+ 14,6	+ 3,5	+ 0,7	+ 8,8	- 0,2	+ 10,7	+ 3,4	+ 5,5
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 3,3	+ 4,3	+ 5,5	+ 5,6	+ 7,6	+ 7,5	+ 6,7	+ 7,1	+ 7,4
1.3 Autres frais de transport	+ 0,4	- 0,4	- 1,0	- 0,5	- 1,8	- 1,8	- 3,6	- 3,5	- 4,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 12,1	+ 2,6	- 4,3	- 2,5	- 15,6	- 0,6	- 4,3	- 5,5	- 19,3
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 1,3	+ 11,0	- 9,9	- 5,7	+ 4,3	+ 3,4	+ 1,7	- 4,7	+ 4,6
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 13,9	+ 14,4	+ 14,7	+ 15,9	+ 14,5	+ 16,9	+ 15,8	+ 18,1	+ 19,1
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 0,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,5
1.72 Autres	- 2,3	- 7,0	- 5,5	- 7,4	- 3,0	- 2,9	- 3,4	- 1,1	- 5,2
Total 1	+ 1,7	+ 21,2	+ 25,8	+ 21,4	+ 22,2	+ 13,7	+ 37,2	+ 57,5	+ 36,8
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 3,4	- 0,8	- 0,6	- 2,1	- 2,2	- 2,5	- 2,1	- 1,2	- 0,5
2.2 Transferts publics	- 8,3	- 10,2	- 9,9	- 7,5	- 5,0	- 12,0	- 9,3	- 7,9	- 11,7
Total 2	- 11,7	- 11,0	- 10,5	- 9,6	- 7,2	- 14,5	- 11,4	- 9,1	- 12,2
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 10,0	+ 10,2	+ 15,3	+ 11,8	+ 15,0	- 0,8	+ 25,8	+ 48,4	+ 24,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 12,1	- 14,5	+ 22,6	- 22,0	- 3,5	+ 24,4	+ 41,6	- 15,8	+ 10,6
3.12 Avoirs	- 2,8	- 1,2	0,0	- 0,8	- 0,5	- 4,0	- 0,5	- 0,4	- 0,8
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 1,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,3	- 1,5	- 1,4	- 0,8	- 1,7	- 1,5
Total 3	+ 10,5	- 15,4	+ 22,5	- 22,5	- 5,5	+ 19,0	+ 40,3	- 17,9	+ 8,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	+ 23,7	+ 11,8	- 18,1	- 22,6	+ 2,9	+ 9,7	- 7,8	- 16,3	+ 21,8
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 3,0	+ 4,2	- 0,2	- 3,5	- 1,4	+ 0,5	- 2,9	- 1,7	+ 3,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 4,7	- 2,3	- 15,2	+ 5,5	- 1,1	- 2,0	- 0,6	- 7,2	- 8,5
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 19,8	- 27,7	- 21,6	- 34,1	- 38,6	- 27,8	- 38,7	- 57,4	- 48,7
4.2312 Investissements directs ..	- 7,7	- 3,7	+ 9,0	+ 1,7	- 11,7	- 12,7	- 1,5	- 31,7	- 2,3
4.2313 Immeubles	- 0,2	- 0,3	+ 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,2	- 0,7	- 0,6
4.2314 Autres	- 9,0	+ 3,4	- 8,2	- 3,6	+ 4,9	+ 10,9	- 9,9	- 6,4	- 3,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 0,2	+ 1,0	+ 3,2	+ 7,1	+ 1,7	+ 8,5	+ 11,3	+ 13,5	+ 9,2
4.2322 Investissements directs ..	+ 7,6	+ 16,5	+ 16,3	+ 9,3	+ 5,8	+ 25,5	- 0,3	+ 1,6	+ 3,5
4.2323 Immeubles	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,3
4.2324 Autres	- 2,1	- 3,2	+ 7,0	+ 20,2	- 26,9	- 7,5	+ 4,0	+ 8,5	- 1,6
Total 4	+ 0,6	+ 0,6	- 26,8	- 19,3	- 63,2	+ 5,2	- 45,8	- 97,4	- 26,8
5. Erreurs et omissions	+ 2,2	+ 7,5	- 2,6	- 5,8	+ 14,6	- 13,6	+ 1,5	+ 7,0	+ 15,8
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6	+ 3,3	+ 2,9	+ 8,4	- 35,8	- 39,1	+ 9,8	+ 21,8	- 59,9	+ 21,9
7. Financement du total :									
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 0,7	+ 4,7	+ 5,1	- 9,1	- 0,3	- 5,8	+ 3,8	- 5,8	- 2,2
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.211 Crédits commerciaux ²	+ 12,4	+ 10,5	- 6,5	+ 0,1	- 3,5	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,8	- 0,8
7.212 Autres :									
7.2121 Francs belges et luxem.	- 15,2	- 4,0	- 15,7	- 41,1	+ 24,2	+ 3,4	+ 39,8	- 58,9	+ 2,8
7.2122 Monnaies étrangères	- 27,3	- 6,0	+ 19,2	- 0,2	- 28,7	+ 3,1	- 15,3	- 24,0	+ 50,4
7.22 Organismes divers :									
7.221 Crédits commerciaux ²	+ 10,7	- 8,7	- 2,0	0,0	+ 1,4	+ 0,7	- 2,2	+ 0,1	+ 2,2
7.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,1
7.23 B.N.B. :									
7.231 Crédits commerciaux ²	- 24,6	- 0,9	+ 0,5	+ 4,0	- 5,8	+ 6,2	- 7,3	+ 0,3	- 5,9
7.232 Autres (réserv. de change nettes) p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,8	+ 10,5	- 26,4	- 0,3	+ 2,4	+ 27,9	- 24,7

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	* 1986			* 1986		
	2 ^e trimestre			3 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	695,5	676,1	+ 19,4	650,9	643,2	+ 7,7
1.12 Travail à façon	36,8	13,5	+ 23,3	30,8	11,2	+ 19,6
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	3,4	—	+ 3,4	5,5	—	+ 5,5
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	36,6	29,5	+ 7,1	37,0	29,6	+ 7,4
1.3 Autres frais de transport	15,7	19,2	- 3,5	15,1	19,2	- 4,1
1.4 Déplacements à l'étranger	26,2	31,7	- 5,5	32,4	51,7	- 19,3
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	271,1	275,8	- 4,7	234,1	229,5	+ 4,6
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	22,1	4,0	+ 18,1	21,8	2,7	+ 19,1
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	6,4	5,4	+ 1,0	6,6	5,1	+ 1,5
1.72 Autres	65,8	66,9	- 1,1	64,1	69,3	- 5,2
Total 1	1.179,6	1.122,1	+ 57,5	1.098,3	1.061,5	+ 36,8
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	8,1	9,3	- 1,2	8,1	8,6	- 0,5
2.2 Transferts publics	15,0	22,9	- 7,9	11,2	22,9	- 11,7
Total 2	23,1	32,2	- 9,1	19,3	31,5	- 12,2
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.202,7	1.154,3	+ 48,4	1.117,6	1.093,0	+ 24,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	61,9	77,7	- 15,8	69,7	59,1	+ 10,6
3.12 Avoirs	0,0	0,4	- 0,4	0,0	0,8	- 0,8
3.2 Autres pouvoirs publics	0,5	2,2	- 1,7	0,0	1,5	- 1,5
Total 3	62,4	80,3	- 17,9	69,7	61,4	+ 8,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	—	16,3	- 16,3	21,8	—	+ 21,8
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	2,2	3,9	- 1,7	13,1	10,0	+ 3,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	3,6	10,8	- 7,2	3,5	12,0	- 8,5
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	57,4	- 57,4	—	48,7	- 48,7
4.2312 Investissements directs ..	3,5	35,2	- 31,7	17,6	19,9	- 2,3
4.2313 Immeubles	0,8	1,5	- 0,7	1,1	1,7	- 0,6
4.2314 Autres (chiffres nets) ..	—	6,4	- 6,4	—	3,0	- 3,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	13,5	—	+ 13,5	9,2	—	+ 9,2
4.2322 Investissements directs ..	13,2	11,6	+ 1,6	14,6	11,1	+ 3,5
4.2323 Immeubles	1,0	0,6	+ 0,4	1,1	0,8	+ 0,3
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	8,5	—	+ 8,5	—	1,6	+ 1,6
Total 4	46,3	143,7	- 97,4	82,0	108,8	- 26,8
5. Erreurs et omissions (nettes)	7,0	—	+ 7,0	15,8	—	+ 15,8
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6	1.318,4	1.378,3	- 59,9	1.285,1	1.263,2	+ 21,9
7. Financement du total :						
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	- 5,8	—	—	- 2,2
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
7.211 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 0,8	—	—	- 0,8
7.212 Autres :						
7.2121 Francs belges et luxem.	—	—	- 58,9	—	—	+ 2,8
7.2122 Monnaies étrangères	—	—	- 24,0	—	—	+ 50,4
7.22 Organismes divers :						
7.221 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 0,1	—	—	+ 2,2
7.222 Autres	—	—	- 0,3	—	—	+ 0,1
7.23 B.N.B. :						
7.231 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 0,3	—	—	- 5,9
7.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	+ 27,9	—	—	- 24,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE¹

(Soldes en milliards de francs)

	1985	* 1986	1985		* 1986				* 1987	
	Année		3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 47,4	+ 25,4	- 3,7	- 12,6	- 9,4	+ 5,2	+ 29,6	0,0	- 18,9	+ 17,1
1.12 Travail à façon	+ 56,1	+ 77,8	+ 12,0	+ 18,5	+ 16,0	+ 23,3	+ 19,6	+ 18,9	+ 15,2	+ 14,0
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 12,8	+ 26,4	+ 8,8	- 0,2	+ 10,7	+ 3,4	+ 5,5	+ 6,8	+ 1,6	+ 9,5
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 26,2	+ 29,1	+ 7,6	+ 7,5	+ 6,7	+ 7,1	+ 7,4	+ 7,9	+ 7,6	+ 7,4
1.3 Autres frais de transport	- 5,1	- 16,5	- 1,8	- 1,8	- 3,6	- 3,5	- 4,1	- 5,3	+ 0,7	+ 0,8
1.4 Déplacements à l'étranger	- 23,0	- 30,9	- 15,6	- 0,6	- 4,3	- 5,5	- 19,3	- 1,8	- 5,7	- 4,4
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 7,9	+ 4,9	+ 4,3	+ 3,4	+ 1,7	- 4,7	+ 4,6	+ 3,3	- 3,5	- 6,0
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 62,0	+ 71,4	+ 14,5	+ 16,9	+ 15,8	+ 18,1	+ 19,1	+ 18,4	+ 17,6	+ 19,3
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 4,9	+ 6,0	+ 1,5	+ 0,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,5	+ 1,8	+ 1,4	+ 0,4
1.72 Autres	- 18,8	- 16,6	- 3,0	- 2,9	- 3,4	- 1,1	- 5,2	- 6,9	- 4,5	- 5,8
Total 1	+ 59,8	+ 177,0	+ 24,6	+ 29,1	+ 31,9	+ 43,3	+ 58,7	+ 43,1	+ 11,5	+ 52,3
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 7,4	- 5,6	- 2,2	- 2,5	- 2,1	- 1,2	- 0,5	- 1,8	- 1,7	- 2,5
2.2 Transferts publics	- 34,4	- 37,7	- 5,0	- 12,0	- 9,3	- 7,9	- 11,7	- 8,8	- 15,0	- 14,3
Total 2	- 41,8	- 43,3	- 7,2	- 14,5	- 11,4	- 9,1	- 12,2	- 10,6	- 16,7	- 16,8
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 18,0	+ 133,7	+ 17,4	+ 14,6	+ 20,5	+ 34,2	+ 46,5	+ 32,5	- 5,2	+ 35,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 21,5	+ 67,3	- 3,5	+ 24,4	+ 41,6	- 15,8	+ 10,6	+ 30,9	- 15,4	+ 1,2
3.12 Avoirs	- 5,3	- 6,1	- 0,5	- 4,0	- 0,5	- 0,4	- 0,8	- 4,4	- 0,7	- 0,5
3.2 Autres pouvoirs publics	- 2,7	- 13,6	- 1,5	- 1,4	- 0,8	- 1,7	- 1,5	- 9,6	- 2,2	+ 0,3
Total 3	+ 13,5	+ 47,6	- 5,5	+ 19,0	+ 40,3	- 17,9	+ 8,3	+ 16,9	- 18,3	+ 1,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	- 4,8	- 7,4	+ 0,5	- 5,7	- 2,5	- 2,1	- 0,1	- 2,7	+ 0,6	+ 0,3
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 4,6	- 4,7	- 1,4	+ 0,5	- 2,9	- 1,7	+ 3,1	- 3,2	- 3,3	- 3,2
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 12,8	- 23,4	- 1,1	- 2,0	- 0,6	- 7,2	- 8,5	- 7,1	- 6,1	+ 16,4
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 122,1	- 166,7	- 38,6	- 27,8	- 38,7	- 57,4	- 48,7	- 21,9	- 31,7	- 7,4
4.2312 Investissements directs ..	- 13,7	- 72,7	- 11,7	- 12,7	- 1,5	- 31,7	- 2,3	- 37,2	- 10,6	- 11,4
4.2313 Immeubles	- 0,9	- 2,4	- 0,4	- 0,3	- 0,2	- 0,7	- 0,6	- 0,9	- 0,4	- 0,7
4.2314 Autres	+ 4,0	- 23,8	+ 4,9	+ 10,9	- 9,9	- 6,4	- 3,0	- 4,5	- 15,4	+ 2,3
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 20,5	+ 47,0	+ 1,7	+ 8,5	+ 11,3	+ 13,5	+ 9,2	+ 13,0	+ 12,5	+ 4,3
4.2322 Investissements directs ..	+ 56,9	+ 28,2	+ 5,8	+ 25,5	- 0,3	+ 1,6	+ 3,5	+ 23,4	+ 11,9	+ 22,3
4.2323 Immeubles	+ 3,9	+ 2,6	+ 1,6	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,3	+ 1,1	+ 1,0	- 1,0
4.2324 Autres	- 7,2	+ 29,4	- 26,9	- 7,5	+ 4,0	+ 8,5	- 1,6	+ 18,5	+ 6,5	+ 10,9
Total 4	- 80,8	- 193,9	- 65,6	- 10,2	- 40,5	- 83,2	- 48,7	- 21,5	- 35,0	+ 32,8
5. Erreurs et omissions	- 7,4	+ 11,2	+ 14,6	- 13,6	+ 1,5	+ 7,0	+ 15,8	- 13,1	+ 5,9	- 14,0
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 4,3
Total 1 à 6	- 56,7	- 1,4	- 39,1	+ 9,8	+ 21,8	- 59,9	+ 21,9	+ 14,8	- 53,7	+ 51,0
7. Financement du total :										
7.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 10,1	- 3,8	- 0,3	- 5,8	+ 3,8	- 5,8	- 2,2	+ 0,4	- 0,4	- 1,4
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
7.211 Crédits commerciaux ³	- 7,0	+ 7,4	- 3,5	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,8	- 0,8	+ 7,2	- 3,7	- 2,1
7.212 Autres :										
7.2121 Francs belges et luxem. ..	- 29,2	+ 0,4	+ 24,2	+ 3,4	+ 39,8	- 58,9	+ 2,8	+ 16,7	- 10,3	- 41,4
7.2122 Monnaies étrangères	- 6,6	+ 2,0	- 28,7	+ 3,1	- 15,3	- 24,0	+ 50,4	- 9,1	- 40,7	+ 20,0
7.22 Organismes divers :										
7.221 Crédits commerciaux ³	+ 0,1	- 1,3	+ 1,4	+ 0,7	- 2,2	+ 0,1	+ 2,2	- 1,4	- 0,8	+ 0,8
7.222 Autres	- 0,4	+ 0,2	0,0	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,1	0,0	+ 0,2	- 0,6
7.23 B.N.B. :										
7.231 Crédits commerciaux ³	+ 4,9	- 13,5	- 5,8	+ 6,2	- 7,3	+ 0,3	- 5,9	- 0,6	- 1,5	+ 7,0
7.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 8,4	+ 7,2	- 26,4	- 0,3	+ 2,4	+ 27,9	- 24,7	+ 1,6	+ 3,5	+ 68,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

après des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, jusqu'au quatrième trimestre 1986 des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note ¹.

³ Voir tableau IX-1, note ².

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME¹**

(milliards de francs)

	1983	1984	1985	* 1986	* 1986		* 1987	
					3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	- 22,1	- 2,6	+ 41,3	.	+ 24,6	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	- 42,6	- 1,5	+ 18,0	+ 133,7	+ 46,5	+ 32,5	- 5,2	+ 35,5
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+ 28,9	+ 83,1	+ 13,5	+ 47,6	+ 8,3	+ 16,9	- 18,3	+ 1,0
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 92,4	+ 68,1	+ 26,1	+ 10,4	- 11,6	+ 19,1	- 10,0	- 21,2
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 27,1	0,0	- 2,8	+ 2,1
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 10,9	- 0,1	+ 12,1	+ 11,2	+ 6,7	- 5,6	+ 6,4	- 4,3
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 20,5	+ 1,1	- 23,3	.	+ 21,9	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	+ 2,5	- 3,0	- 4,8	- 7,4	- 0,1	- 2,7	+ 0,6	+ 0,3
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	- 22,8	- 83,1	- 76,0	- 186,5	- 48,6	- 18,8	- 35,6	+ 32,5
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	+ 15,3	- 44,1	- 62,2	- 99,6	- 25,4	- 20,2	- 54,4	- 63,0
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 79,3	- 7,8	- 210,6	- 160,8	- 29,1	- 99,7	- 38,6	- 27,7
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 4,1	+ 43,3	+ 73,5	+ 135,1	+ 15,7	+ 28,0	+ 49,2	+ 38,0
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 98,9	+ 27,1	+ 238,4	+ 193,2	+ 25,5	+ 97,5	+ 70,4	+ 42,6
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	- 40,9	+ 33,2	+ 29,6	- 0,6	- 2,9	- 16,7	+ 10,1	+ 42,0
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg, à livrer à terme ..	- 2,0	+ 12,2	- 25,5	- 14,2	- 4,9	- 0,9	+ 34,0	+ 9,5
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminit. (+) de la position au comptant ..	- 19,8	- 32,9	- 39,8	- 40,4	- 23,1	- 15,6	+ 53,6	+ 23,9
6.2 Augment. (-) ou diminit. (+) de la position à terme	- 17,6	- 31,5	- 2,3	- 18,2	+ 8,5	+ 3,1	- 65,8	- 24,4
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 20,9	- 9,5	- 7,4	+ 11,2	+ 15,8	- 13,1	+ 5,9	- 14,0
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 7,4	+ 13,7	+ 9,0	- 7,5	- 6,0	- 2,2	+ 2,3	+ 2,3
8. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 4,3
Total 1 à 8⁴ ...	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	+ 2,4	+ 1,6	+ 0,7	+ 70,8
9. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
9.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 4,3
9.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 4,6	+ 3,1	- 8,3	+ 0,6	- 4,6	+ 3,3	- 1,4	- 2,2
9.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
9.31 Ecus	+ 34,2	+ 26,1	+ 32,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9.32 Autres	- 32,6	+ 48,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
9.41 Avoirs nets au comptant	- 19,2	- 11,3	- 31,6	+ 4,7	- 20,4	- 0,4	+ 6,1	+ 75,8
9.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 27,1	0,0	- 3,1	+ 2,4
9.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
9.51 Avoirs au comptant	+ 0,1	+ 0,6	- 0,7	+ 1,9	+ 0,3	- 1,3	- 0,1	- 0,6
9.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,3	- 0,3

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 8.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxem- bourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	77,5	16,6	5,9
1985 3 premiers mois	26,6	16,4	9,3	8,4	3,5	1,8	0,3	66,3	28,5	5,2
6 premiers mois	27,8	17,4	9,9	8,6	3,3	1,9	0,3	69,2	25,9	4,9
9 premiers mois	28,0	18,0	10,2	8,7	3,3	2,0	0,3	70,5	24,6	4,9
1986 3 premiers mois	30,0	20,2	10,7	9,4	3,6	2,0	0,3	76,2	18,2	5,6
6 premiers mois	29,6	20,5	11,0	9,6	3,5	2,2	0,4	76,8	17,6	5,6
9 premiers mois	29,6	21,0	11,2	9,4	3,4	2,4	0,4	77,4	16,7	5,9
1987 3 premiers mois	28,7	22,5	11,0	9,4	2,8	2,7	0,9	78,0	16,8	5,2
Recettes d'exportations										
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	85,9	10,0	4,1
1985 3 premiers mois	33,7	16,6	14,0	7,2	4,0	2,8	0,5	78,8	17,9	3,3
6 premiers mois	34,3	17,4	14,0	7,4	4,3	2,7	0,5	80,6	16,0	3,4
9 premiers mois	34,6	17,7	14,3	7,5	4,4	2,7	0,5	81,7	14,8	3,5
1986 3 premiers mois	36,4	18,4	16,5	7,4	4,1	3,0	0,6	86,4	9,9	3,7
6 premiers mois	36,3	18,9	15,7	7,6	4,2	2,9	0,6	86,2	9,8	4,0
9 premiers mois	36,3	19,0	15,5	7,7	4,1	2,8	0,6	86,0	9,9	4,1
1987 3 premiers mois	35,7	18,2	15,4	8,3	4,0	3,2	0,9	85,7	10,8	3,5

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6 juin 1978 : « La méthodologie de la

balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, n° 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXII^e année, tome II, n° 3, septembre 1987 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1985 sur la base des transactions ». *Rapports de la B.N.B. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières ¹	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais ²	1 Ecu ³
1978	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—	—
1979	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	60,36	—
1980	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
1985	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	44,91
1986 Année	44,66	20,58	26,57	6,44	65,48	3,00	32,13	18,25	6,26	24,89	31,88	5,52	292,79	6,04	8,80	29,88	0,76	59,80	43,79
du 1-1 au 3-4	48,12	20,46	25,64	6,66	69,29	3,00	34,26	18,13	6,49	24,31	32,58	5,56	291,27	6,56	9,13	31,47	0,87	62,01	44,35
du 7-4 au 1-8	45,33	20,46	27,26	6,40	68,41	2,98	32,79	18,16	6,33	24,82	32,12	5,51	291,16	6,11	8,86	30,37	0,81	61,90	43,89
du 4-8 au 31-12 ..	41,99	20,75	26,61	6,34	60,83	3,00	30,30	18,38	6,07	25,30	31,26	5,50	295,00	5,66	8,55	28,51	0,66	56,80	43,37

¹ Pour les périodes composant les années 1978 à 1985, veuillez consulter les publications antérieures.

² Le punt irlandais est coté en Bourse à partir du 13 mars 1979.

³ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu
1985 3 ^e trimestre	57,58	20,20	24,15	6,62	79,15	3,04	42,34	17,96	6,85	24,51	34,49	5,59	287,56	6,90	9,57	34,06	1,12	63,00	45,13
4 ^e trimestre	52,47	20,30	25,31	6,65	75,32	3,00	38,06	18,02	6,71	24,58	32,98	5,60	288,85	6,74	9,40	32,28	0,98	62,69	44,75
1986 1 ^{er} trimestre	48,12	20,46	25,58	6,66	69,22	3,00	34,24	18,13	6,48	24,30	32,58	5,56	291,26	6,56	9,13	31,46	0,87	62,02	44,35
2 ^e trimestre	45,88	20,41	26,99	6,42	69,13	2,98	33,15	18,12	6,37	24,58	32,10	5,52	290,53	6,20	8,93	30,62	0,82	62,00	43,92
3 ^e trimestre	43,12	20,67	27,66	6,36	64,24	3,00	31,14	18,33	6,19	25,56	31,88	5,49	293,87	5,84	8,67	29,35	0,72	58,73	43,65
4 ^e trimestre	41,67	20,78	26,02	6,34	59,53	3,00	30,10	18,39	6,03	25,07	30,98	5,51	295,35	5,58	8,49	28,14	0,63	56,60	43,28
1987 1 ^{er} trimestre	38,13	20,73	24,91	6,22	58,81	2,92	28,49	18,36	5,86	24,67	29,57	5,49	294,73	5,42	8,36	26,92	0,45	55,33	42,85
2 ^e trimestre	37,43	20,73	26,25	6,21	61,49	2,88	28,11	18,39	5,94	25,12	29,68	5,51	294,90	5,58	8,52	26,68	0,34	55,46	43,04
3 ^e trimestre	38,16	20,76	25,98	6,22	61,72	2,87	28,87	18,44	5,93	25,03	30,63	5,43	295,15	5,67	8,57	26,47	0,32	55,55	43,06
1986 Octobre	41,60	20,76	26,64	6,34	59,34	3,00	29,96	18,37	6,04	25,36	31,22	5,51	295,13	5,66	8,51	28,33	0,64	56,57	43,25
Novembre	42,04	20,78	25,82	6,35	59,82	3,00	30,35	18,39	6,04	24,96	30,92	5,51	295,27	5,58	8,49	28,16	0,64	56,62	43,32
Décembre	41,42	20,81	25,52	6,34	59,50	3,00	30,03	18,41	6,00	24,86	30,78	5,50	295,68	5,51	8,46	27,91	0,61	56,61	43,27
1987 Janvier	38,59	20,77	24,95	6,23	58,13	2,93	28,33	18,41	5,84	24,76	29,80	5,48	295,12	5,38	8,32	27,11	0,50	55,52	42,86
du 1 ^{er} au 9 ...	40,07	20,83	25,30	6,27	59,20	2,97	29,16	18,45	5,93	24,80	30,50	5,50	295,83	5,44	8,42	27,59	0,57	56,36	43,14
du 12 au 31 ..	37,99	20,74	24,82	6,21	57,70	2,92	28,00	18,40	5,80	24,74	29,52	5,47	294,84	5,36	8,28	26,92	0,47	55,19	42,74
Février	37,82	20,71	24,64	6,22	57,71	2,91	28,34	18,34	5,81	24,53	29,38	5,48	294,38	5,40	8,30	26,71	0,44	55,12	42,71
Mars	37,99	20,71	25,10	6,22	60,47	2,91	28,79	18,34	5,92	24,72	29,52	5,50	294,68	5,49	8,44	26,94	0,42	55,34	42,98
Avril	37,53	20,72	26,28	6,22	61,16	2,90	28,48	18,37	5,94	25,10	29,55	5,50	294,76	5,54	8,50	26,79	0,37	55,37	43,04
Mai	37,00	20,74	26,41	6,20	61,89	2,87	27,62	18,40	5,93	25,26	29,61	5,51	294,99	5,57	8,52	26,72	0,34	55,48	43,06
Juin	37,72	20,73	26,09	6,21	61,48	2,86	28,18	18,41	5,95	25,01	29,86	5,51	294,97	5,62	8,53	26,55	0,32	55,53	43,01
Juillet	38,30	20,74	25,50	6,23	61,64	2,86	28,89	18,42	5,95	24,94	30,18	5,47	294,95	5,67	8,55	26,53	0,31	55,57	43,05
Août	38,57	20,77	26,16	6,22	61,60	2,87	29,12	18,44	5,95	25,08	30,70	5,42	295,40	5,68	8,57	26,52	0,32	55,56	43,06
Septembre	37,65	20,77	26,29	6,22	61,90	2,87	28,61	18,45	5,90	25,07	31,02	5,39	295,13	5,67	8,58	26,36	0,32	55,53	43,08
Octobre	37,52	20,82	26,19	6,23	62,31	2,88	28,67	18,50	5,91	25,09	31,63	5,42	295,82	5,66	8,62	26,30	0,31	55,77	43,19

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHE DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)		
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
1985	60,12	59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
1986	52,33	44,66	45,05	45,11	+ 1,52	+ 1,18
1985 3 ^e trimestre	59,11	57,58	58,09	58,14	+ 1,27	+ 1,01
4 ^e trimestre	56,55	52,47	52,81	52,79	+ 0,69	+ 0,64
1986 1 ^{er} trimestre	54,05	48,12	48,70	48,72	+ 2,75	+ 1,77
2 ^e trimestre	53,23	45,88	46,19	46,25	+ 0,90	+ 0,81
3 ^e trimestre	51,85	43,12	43,55	43,58	+ 1,00	+ 0,93
4 ^e trimestre	50,27	41,67	42,00	42,01	+ 1,46	+ 1,24
1987 1 ^{er} trimestre	48,08	38,13	38,55	38,62	+ 1,55	+ 1,23
2 ^e trimestre	48,44	37,43	37,59	37,63	- 0,13	- 0,13
3 ^e trimestre	48,73	38,16	38,36	38,35	- 0,65	- 0,66
1986 Octobre	50,41	41,60	41,90	41,95	+ 1,50	+ 1,34
Novembre	50,47	42,04	42,37	42,33	+ 1,37	+ 1,28
Décembre	49,99	41,42	41,77	41,81	+ 1,48	+ 1,10
1987 Janvier	48,26	38,59	39,19	39,28	+ 2,23	+ 1,50
Février	47,73	37,82	38,27	38,36	+ 1,49	+ 1,27
Mars	48,22	37,99	38,20	38,23	+ 0,96	+ 0,95
Avril	48,47	37,53	37,70	37,73	+ 0,31	+ 0,31
Mai	48,33	37,00	37,22	37,27	- 0,25	- 0,25
Juin	48,51	37,72	37,80	37,84	- 0,45	- 0,45
Juillet	48,62	38,30	38,45	38,44	- 0,45	- 0,45
Août	48,97	38,57	38,81	38,79	- 0,43	- 0,47
Septembre	48,61	37,65	37,83	37,86	- 1,05	- 1,05
Octobre	48,59	37,52	37,70	37,74	- 1,57	- 1,57

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 4 AOUT 1986 au 9 JANVIER 1987**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	43,1139	2,37833	7,81701	2,11083	1476,95	6,87316	0,764976
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire .							
100 francs belges	—	5,64200	18,5430	5,00700	3637,40	16,3045	1,81470
		5,51640	18,1312	4,89590	3425,70	15,9419	1,77431
		5,39350	17,7270	4,78700	3226,30	15,5870	1,73480
100 florins Pays-Bas	1854,05		336,160	90,7700	65941,0	295,570	32,8940
	1812,78	—	328,676	88,7526	62100,2	288,991	32,1644
	1772,45		321,360	86,7800	58480,0	282,560	31,4465
100 couronnes danoises	564,100	31,1175		27,6150	20062,0	89,9250	10,0087
	551,536	30,4251	—	27,0028	18894,0	87,9257	9,78604
	539,300	29,7475		26,4000	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2089,00	115,235	378,760		74295,0	333,030	37,0644
	2042,52	112,673	370,332	—	69970,6	325,617	36,2405
	1997,20	110,168	362,090		65898,0	318,370	35,4358
100 liras italiennes	3,10000	0,171000	0,562000	0,151750		0,494100	0,0549952
	2,91912	0,161030	0,529268	0,142917	—	0,465362	0,0517943
	2,74900	0,151650	0,498500	0,134600		0,438300	0,0487799
100 francs français	641,550	35,3900	116,320	31,4100	22817,0		11,3830
	627,278	34,6032	113,732	30,7109	21488,6	—	11,1299
	613,350	33,8325	111,200	30,0300	20238,0		10,8825
100 punds irlandais	5764,20	318,000	1045,11	282,200	205003,0	918,900	
	5635,98	310,903	1021,86	275,934	193071,0	898,480	—
	5510,60	304,000	999,130	269,800	181834,0	878,500	

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 12 JANVIER 1987**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	42,4582	2,31943	7,85212	2,05853	1483,58	6,90403	0,768411
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100
		5,46286	18,4938	4,84837	3494,21	16,2608	1,80981
		5,34150	18,0831	4,74000	3290,90	15,8990	1,76950
100 florins Pays-Bas	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868
	1830,54	—	338,537	88,7526	63963,1	297,661	33,1293
	1789,85		331,020	86,7800	60241,0	291,040	32,3939
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087
	540,723	29,5389	—	26,2162	18894,0	87,9257	9,78604
	528,700	28,8825		25,6300	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825
	2062,55	112,673	381,443	—	72069,9	335,386	37,3281
	2016,55	110,1675	373,000		67865,0	327,920	36,4964
100 liras italiennes	3,03870	0,166000	0,562000	0,147350		0,494100	0,0549952
	2,86187	0,156340	0,529268	0,138754	—	0,465362	0,0517943
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	21488,6	—	11,1299
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	20238,0		10,8825
100 punts irlandais	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900	
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	193071,0	898,480	—
	5402,50	295,100	999,130	261,900	181834,0	878,500	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1985	44,91	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36
1986	43,80	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12
1985 3 ^e trimestre	45,13	+ 1,00	+ 1,37	+ 0,87	+ 1,35	+ 1,47	+ 1,86	+ 43	- 6	- 22	+ 2	- 12	- 31	- 42
4 ^e trimestre	44,75	+ 1,32	+ 1,50	+ 1,32	+ 1,61	+ 1,80	+ 1,31	+ 48	- 15	- 21	- 20	- 23	- 42	- 13
1986 1 ^{er} trimestre	44,35	+ 1,99	+ 0,77	+ 2,15	+ 1,92	+ 2,00	+ 0,25	+ 68	- 26	+ 30	- 44	- 21	- 30	+ 52
2 ^e trimestre	43,93	+ 0,05	+ 0,07	+ 0,02	+ 1,92	+ 2,08	+ 1,16	+ 30	+ 28	+ 25	+ 40	- 25	- 79	- 24
3 ^e trimestre	43,65	+ 1,09	- 0,38	+ 1,18	+ 2,83	+ 1,36	+ 1,05	+ 44	- 9	+ 59	- 19	- 36	- 25	- 7
4 ^e trimestre	43,29	+ 1,45	- 0,15	+ 1,73	+ 2,79	+ 1,13	+ 0,43	+ 53	- 17	+ 56	- 44	- 36	- 2	+ 29
1987 1 ^{er} trimestre	42,87	+ 0,41	+ 1,30	+ 0,59	+ 1,76	+ 1,01	- 0,05	+ 37	+ 18	- 27	+ 12	- 17	- 13	+ 37
2 ^e trimestre	43,04	+ 0,46	+ 1,81	+ 0,51	+ 0,64	+ 1,01	+ 0,37	+ 39	+ 16	- 45	+ 20	+ 12	- 12	+ 19
3 ^e trimestre	43,07	+ 0,70	+ 0,33	+ 0,64	+ 0,23	+ 1,19	+ 0,54	+ 39	+ 5	+ 21	+ 11	+ 19	- 21	+ 12
1986 Octobre	43,25	+ 1,34	- 0,10	+ 1,64	+ 2,78	+ 1,11	+ 0,37	+ 50	- 15	+ 51	- 41	- 37	- 4	+ 29
Novembre	43,33	+ 1,46	- 0,13	+ 1,73	+ 2,85	+ 1,29	+ 0,47	+ 54	- 17	+ 56	- 41	- 36	- 10	+ 29
Décembre	43,29	+ 1,55	- 0,21	+ 1,82	+ 2,75	+ 1,00	+ 0,46	+ 54	- 21	+ 60	- 49	- 35	+ 7	+ 30
1987 Janvier	42,87	+ 0,85	+ 0,69	+ 0,96	+ 1,82	+ 0,73	- 0,08	+ 38	- 3	- 4	- 12	- 22	+ 2	+ 38
Février	42,73	+ 0,20	+ 1,42	+ 0,39	+ 1,70	+ 1,08	- 0,24	+ 31	+ 21	- 36	+ 16	- 19	- 25	+ 39
Mars	42,99	+ 0,19	+ 1,77	+ 0,42	+ 1,75	+ 1,20	+ 0,14	+ 43	+ 34	- 40	+ 31	- 9	- 18	+ 33
Avril	43,05	+ 0,33	+ 1,66	+ 0,46	+ 1,49	+ 1,17	+ 0,21	+ 43	+ 27	- 35	+ 28	- 2	- 16	+ 30
Mai	43,06	+ 0,52	+ 1,95	+ 0,54	+ 0,33	+ 0,90	+ 0,40	+ 38	+ 12	- 53	+ 15	+ 17	- 8	+ 16
Juin	43,01	+ 0,54	+ 1,82	+ 0,52	+ 0,11	+ 0,95	+ 0,50	+ 37	+ 10	- 48	+ 16	+ 20	- 11	+ 11
Juillet	43,05	+ 0,60	+ 1,07	+ 0,54	+ 0,11	+ 1,27	+ 0,56	+ 39	+ 10	- 13	+ 18	+ 21	- 26	+ 11
Août	43,06	+ 0,71	+ 0,17	+ 0,69	+ 0,18	+ 1,16	+ 0,54	+ 40	+ 5	+ 29	+ 8	+ 20	- 19	+ 12
Septembre	43,09	+ 0,80	- 0,29	+ 0,69	+ 0,39	+ 1,14	+ 0,51	+ 39	0	+ 50	+ 7	+ 17	- 19	+ 13
Octobre	43,21	+ 1,09	+ 0,24	+ 0,95	+ 0,63	+ 1,33	+ 0,93	+ 51	- 3	+ 36	+ 5	+ 17	- 16	+ 5

¹ Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30) - Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe 1).

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 4 août 1986 au 9 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,4252	14,6857	34,06	1,48
Franc français	1,31	6,27278	8,2173	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	63,4722 ³	5,5728	12,93	—
Lire italienne	140	0,0291912	4,0868	9,48	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,1278	4,6407	10,76	2,01
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,93	2,05
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,80	2,19
Punt irlandais	0,00871	56,3598	0,4909	1,14	2,22
Drachme grecque	1,15	0,314587 ³	0,3618	0,84	—
Total ...			43,1139	100,00	
depuis le 12 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,6255	14,8297	34,93	1,46
Franc français	1,31	6,14977	8,0562	18,97	1,82
Livre sterling	0,0878	57,4058 ³	5,0402	11,87	—
Lire italienne	140	0,0286187	4,0066	9,44	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,3054	4,6862	11,04	2,00
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	9,07	2,05
Couronne danoise	0,219	5,40723	1,1842	2,79	2,19
Punt irlandais	0,00871	55,2545	0,4813	1,13	2,22
Drachme grecque	1,15	0,281568 ³	0,3238	0,76	—
Total ...			42,4582	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I. : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6
1985 3 ^e trimestre	97,0	94,3	90,4	138,4	125,0	157,8	67,3	82,1	44,4	115,5	67,0	147,0	79,4	83,6
4 ^e trimestre	99,3	96,9	91,9	128,9	128,3	175,2	69,4	79,9	44,7	118,7	67,6	150,9	82,2	84,2
1986 1 ^{er} trimestre	102,0	99,5	93,7	121,3	132,8	186,6	71,4	74,8	45,4	122,4	67,4	153,2	84,6	85,0
2 ^e trimestre	103,8	101,2	94,7	116,2	134,3	202,7	69,4	76,0	46,1	124,2	67,4	157,1	85,5	81,4
3 ^e trimestre	105,9	102,9	95,8	111,5	138,4	216,6	69,9	71,9	47,2	128,2	67,3	166,6	87,6	78,7
4 ^e trimestre	107,8	104,7	97,1	110,6	142,2	208,3	71,1	68,2	48,1	130,6	67,2	166,7	89,9	77,3
1987 1 ^{er} trimestre	110,9	107,8	99,9	104,3	147,3	210,3	72,3	69,9	48,3	134,9	67,9	170,9	93,3	78,1
2 ^e trimestre	110,7	107,9	99,7	101,1	146,6	223,0	72,0	72,8	47,4	134,8	68,4	173,4	93,1	79,8
3 ^e trimestre	*110,3	*107,8	99,3	102,6	146,0	218,3	71,8	72,7	47,0	134,4	67,8	171,8	91,1	80,7
1986 Octobre	108,1	104,2	96,9	109,9	141,6	213,8	71,1	67,7	48,0	130,4	67,2	168,0	89,8	78,2
Novembre	107,8	104,0	97,0	111,5	141,9	206,0	71,1	68,4	48,0	130,3	67,2	165,6	89,7	77,1
Décembre	108,3	104,4	97,4	110,4	143,1	205,1	71,3	68,4	48,3	131,2	67,1	166,4	90,3	76,5
1987 Janvier	110,9	106,8	99,6	105,6	147,1	209,8	72,1	68,8	48,5	134,8	67,5	171,0	92,8	77,3
Février	111,8	107,9	100,3	104,1	147,9	209,4	72,6	69,0	48,5	135,4	67,7	170,8	93,9	78,3
Mars	110,9	107,2	99,8	103,3	146,8	211,7	72,2	71,8	48,0	134,4	68,4	171,0	93,2	78,7
Avril	110,8	107,2	99,6	101,1	146,3	222,8	72,0	72,3	47,8	134,3	68,4	172,8	92,8	79,2
Mai	111,0	107,6	100,0	100,4	146,9	225,4	72,1	73,3	47,3	135,3	68,5	174,9	93,6	80,0
Juin	110,9	107,6	99,6	101,9	146,5	220,9	71,9	72,7	47,2	134,8	68,3	172,4	92,9	80,3
Juillet	110,5	107,4	99,4	103,4	146,2	213,8	71,9	72,8	47,0	134,4	68,1	171,6	91,9	80,8
Août	*110,3	*107,2	99,0	103,3	145,6	218,4	71,4	72,2	46,9	134,0	67,7	171,4	90,6	80,5
Septembre	*110,6	*107,5	99,4	101,0	146,3	222,6	71,8	73,0	47,1	134,8	67,6	172,4	90,7	80,8
Octobre	*110,4	*107,4												

Références bibliographiques : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome 1, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³				Solde (5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	Opérations en capital			Solde budgétaire total (9) = (5) + (8)
	Recettes		Dépenses			Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	(1)	(2)	(3)	(4)		(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984	1.333,6	1.377,7	1.643,9	1.688,0	- 310,3	13,6	194,7	- 181,1	- 491,4
1985 ⁵ 6 premiers mois	684,2	707,0	1.062,0	1.084,8	- 377,8	6,4	82,4	- 76,0	- 453,8
9 premiers mois	1.038,8	1.072,3	1.440,0	1.473,5	- 401,2	10,8	125,1	- 114,3	- 515,5
12 mois	1.414,9	1.459,9	1.760,2	1.805,2	- 345,3	15,4	180,0	- 164,6	- 509,9
1986 3 premiers mois	319,4	332,0	567,3	579,9	- 247,9	3,0	39,2	- 36,2	- 284,1
6 premiers mois	686,5	711,9	1.067,8	1.093,2	- 381,3	7,0	79,7	- 72,7	- 454,0
7 premiers mois	870,1	899,7	1.241,9	1.271,5	- 371,8	8,5	93,8	- 85,3	- 457,1
8 premiers mois	970,2	1.003,9	1.352,0	1.385,7	- 381,8	9,8	105,0	- 95,2	- 477,0
9 premiers mois	1.056,7	1.094,5	1.470,4	1.508,2	- 413,7	11,0	117,9	- 106,9	- 520,6
10 premiers mois	1.205,7	1.248,9	1.587,3	1.630,5	- 381,6	12,3	139,4	- 127,1	- 508,7
11 premiers mois	1.287,7	1.336,1	1.689,0	1.737,4	- 401,3	13,5	149,2	- 135,7	- 537,0
12 mois	1.440,6	1.494,3	1.809,9	1.863,6	- 369,3	14,9	195,7	- 180,8	- 550,1
1987 1 ^{er} mois	122,2	126,6	217,7	222,1	- 95,5	1,4	16,1	- 14,7	- 110,2
2 premiers mois	219,0	227,9	373,1	382,0	- 154,1	2,7	32,0	- 29,3	- 183,4
3 premiers mois	319,0	332,7	566,9	580,6	- 247,9	4,1	47,1	- 43,0	- 290,9
4 premiers mois	498,9	517,5	723,3	741,9	- 224,4	5,3	59,3	- 54,0	- 278,4
5 premiers mois	594,2	617,7	866,7	890,2	- 272,5	6,4	69,7	- 63,3	- 335,8
6 premiers mois	712,2	740,5	1.045,5	1.073,8	- 333,3	7,5	83,0	- 75,5	- 408,8
7 premiers mois	897,1	930,1	1.191,0	1.224,0	- 293,9	9,2	98,7	- 89,5	- 383,4
8 premiers mois	999,9	1.037,5	1.310,7	1.348,3	- 310,8	10,5	112,3	- 101,8	- 412,6

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, *cédés* comme moyens propres aux Communautés

Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

⁵ Depuis janvier 1985, les données sont élaborées selon la nouvelle méthodologie de la Trésorerie. Certains concepts ayant été modifiés, les données ne sont plus entièrement comparables à celles de 1984 et des années antérieures.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement des charges du passé ²	Amortissement de la dette ³	Résultat de caisse = Total à financer (5) = (1) à (4) ou - [(6) + (13)]	Financement							
						Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵			Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers ⁷	Total (13) = (7) à (12)
							Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	Fonds des Rentes (8)	Autres ⁶ (9)	(10)	(11)	(12)	(13)
1978	- 178,7	+ 1,8	—	- 56,9	- 233,8	+ 194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	- 204,8	- 0,7	—	- 79,3	- 284,8	+ 209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	- 292,0	+ 1,0	—	- 80,4	- 371,4	+ 212,0	0,0	+ 24,7	+ 106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+ 159,4
1981	- 435,0	- 2,1	—	- 89,6	- 526,7	+ 177,2	0,0	+ 74,8	+ 134,8	+ 3,0	+ 135,6	+ 1,3	+ 349,5
1982	- 486,8	- 8,8	—	- 110,1	- 605,7	+ 277,4	0,0	+ 40,5	+ 183,6	- 1,0	+ 104,3	+ 0,9	+ 328,3
1983	- 510,0	+ 4,8	—	- 96,0	- 601,2	+ 409,3	0,0	- 4,0	+ 122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+ 191,9
1984 6 premiers mois	- 419,3	+ 9,9	—	- 48,5	- 457,9	+ 243,2	0,0	+ 44,3	+ 133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+ 214,7
9 premiers mois	- 506,1	+ 2,4	—	- 71,8	- 575,5	+ 282,0	0,0	+ 47,1	+ 242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+ 293,5
12 mois	- 491,4	+ 14,5	—	- 94,2	- 571,1	+ 389,8	0,0	+ 30,9	+ 169,0	- 13,9	- 5,8	+ 1,1	+ 181,3
1985 3 premiers mois	- 264,5 ⁸	+ 3,0 ⁸	- 12,8	- 21,3	- 295,6	+ 203,4	0,0	- 53,2	+ 138,2	+ 19,8	- 12,1	- 0,5	+ 92,2
6 premiers mois	- 453,8	- 1,7	- 17,2	- 42,2	- 514,9	+ 328,8	0,0	- 37,7	.	+ 25,8	- 10,0	.	+ 186,1
8 premiers mois	- 473,3	+ 6,7	- 17,4	- 63,0	- 547,0	+ 316,2	0,0	- 33,5	.	+ 20,3	+ 4,8	.	+ 230,8
9 premiers mois	- 515,5	+ 5,9	- 17,5	- 74,0	- 601,1	+ 427,0	0,0	- 28,4	.	+ 11,9	+ 12,0	.	+ 174,1
10 premiers mois	- 525,1	+ 13,9	- 17,8	- 84,6	- 613,6	+ 430,4	0,0	- 16,8	.	+ 23,9	+ 13,5	.	+ 183,2
11 premiers mois	- 550,1	- 4,2	- 17,8	- 89,8	- 661,9	+ 445,8	0,0	- 5,6	.	+ 14,3	+ 14,7	.	+ 216,1
12 mois	- 509,9	- 13,5	- 17,7	- 95,8	- 636,9	+ 492,9	0,0	- 20,3	.	+ 13,6	+ 37,3	.	+ 144,0
1986 1 ^{er} mois	- 109,1	+ 17,8	0,0	- 9,6	- 100,9	- 1,7	0,0	- 22,9	.	+ 32,7	+ 44,4	.	+ 102,6
2 premiers mois	- 184,4	+ 4,1	- 1,4	- 14,6	- 196,3	+ 92,1	0,0	- 12,3	.	- 0,4	+ 93,6	.	+ 104,2
3 premiers mois	- 284,1	+ 8,7	- 1,4	- 16,3	- 293,1	+ 123,0	0,0	+ 9,6	.	+ 11,5	+ 113,7	.	+ 170,1
4 premiers mois	- 297,2	+ 19,7	- 2,0	- 17,9	- 297,4	+ 164,9	0,0	- 2,9	.	+ 26,3	+ 100,9	.	+ 132,5
5 premiers mois	- 383,3	+ 9,1	- 2,0	- 20,0	- 396,2	+ 164,6	0,0	- 50,6	.	+ 32,9	+ 65,2	.	+ 231,6
6 premiers mois	- 454,0	+ 12,6	- 11,6	- 21,5	- 474,5	+ 163,2	0,0	- 23,4	.	+ 13,5	+ 39,2	.	+ 311,3
7 premiers mois	- 457,1	+ 3,6	- 14,3	- 29,1	- 496,9	+ 171,2	0,0	- 24,1	.	+ 16,6	+ 29,2	.	+ 325,7
8 premiers mois	- 477,0	+ 3,1	- 14,8	- 30,8	- 519,5	+ 150,2	0,0	- 1,7	.	+ 13,8	+ 48,1	.	+ 369,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Paiements du Trésor à la Société Nationale du Logement et à la Société Nationale Terrienne résultant des modalités d'intervention du Trésor dans le service financier des emprunts émis par ces deux sociétés.

³ Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Y compris, à partir de mai 1983, les emprunts spéciaux de Trésorerie et les emprunts de stabilisation.

⁷ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public.

⁸ Cf. tableau XI-1, note ⁵.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3, 4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1978	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	0,0	+13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	0,0	+36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	-292,0	- 4,7	-296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	0,0	+24,7	+ 92,3	+117,0
1981	-435,0	-19,6	-454,6	+ 26,6	+141,5	+168,1	0,0	+72,4	+214,1	+286,5
1982	-486,8	-22,0	-508,8	+ 65,0	+192,5	+257,5	0,0	+31,5	+219,8	+251,3
1983	-510,0	-14,4	-524,4	+274,4	+108,9	+383,3	0,0	+ 7,3	+133,8	+141,1
1984 6 premiers mois	-419,3	+ 0,8	-418,5	+ 92,8	+188,7	+281,5	0,0	- 2,6	+139,6	+137,0
9 premiers mois	-506,1	-20,6	-526,7	+ 79,2	+287,9	+367,1	0,0	+ 3,1	+156,5	+159,6
12 mois	-491,4	-12,7	-504,1	+161,0	+175,0	+336,0	0,0	+12,2	+155,9	+168,1
1985 3 premiers mois	-264,5 ⁸	-17,8 ⁸	-282,3	+167,1	+139,9	+307,0	0,0	-35,5	+ 10,8	- 24,7
6 premiers mois	-453,8	-33,7	-487,5	+278,4	+227,0	+505,4	0,0	-30,8	+ 12,9	- 17,9
8 premiers mois	-473,3	-28,3	-501,6	+262,5	+240,8	+503,3	0,0	-14,7	+ 13,0	- 1,7
9 premiers mois	-515,5	-35,4	-550,9	+375,1	+174,7	+549,8	0,0	-12,6	+ 13,7	+ 1,1
10 premiers mois	-525,1	-29,8	-554,9	+371,5	+183,1	+554,6	0,0	-13,4	+ 13,7	+ 0,3
11 premiers mois	-550,1	-49,0	-599,1	+386,2	+216,6	+602,8	0,0	-15,3	+ 11,6	- 3,7
12 mois	-509,9	-61,2	-571,1	+429,6	+125,2	+554,8	0,0	-18,4	+ 34,7	+ 16,3
1986 1 ^{er} mois	-109,1	+16,3	- 92,8	- 6,8	+ 79,7	+ 72,9	0,0	-21,5	+ 41,4	+ 19,9
2 premiers mois	-184,4	+ 0,5	-183,9	+112,7	+ 24,0	+136,7	0,0	-13,4	+ 60,6	+ 47,2
3 premiers mois	-284,1	+14,9	-269,2	+112,0	+ 70,0	+182,0	0,0	-13,6	+100,8	+ 87,2
4 premiers mois	-297,2	+ 4,0	-293,2	+169,0	+ 47,7	+216,7	0,0	-16,1	+ 92,6	+ 76,5
5 premiers mois	-383,3	- 6,6	-389,9	+166,9	+210,4	+377,3	0,0	-44,0	+ 56,6	+ 12,6
6 premiers mois	-454,0	-13,2	-467,2	+167,0	+278,7	+445,7	0,0	- 6,6	+ 28,1	+ 21,5
7 premiers mois	-457,1	-25,3	-482,4	+163,3	+303,8	+467,1	0,0	- 7,3	+ 22,6	+ 15,3
8 premiers mois	-477,0	-27,2	-504,2	+162,5	+312,4	+474,9	0,0	+ 8,8	+ 20,5	+ 29,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers, les opérations de trésorerie et, à partir de février 1985, l'amortissement des charges du passé (colonnes (2) et (3) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts qui sont repris à la rubrique « Dette indirecte » de la situation officielle de la dette publique (tableau XVI-3a). Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération

pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

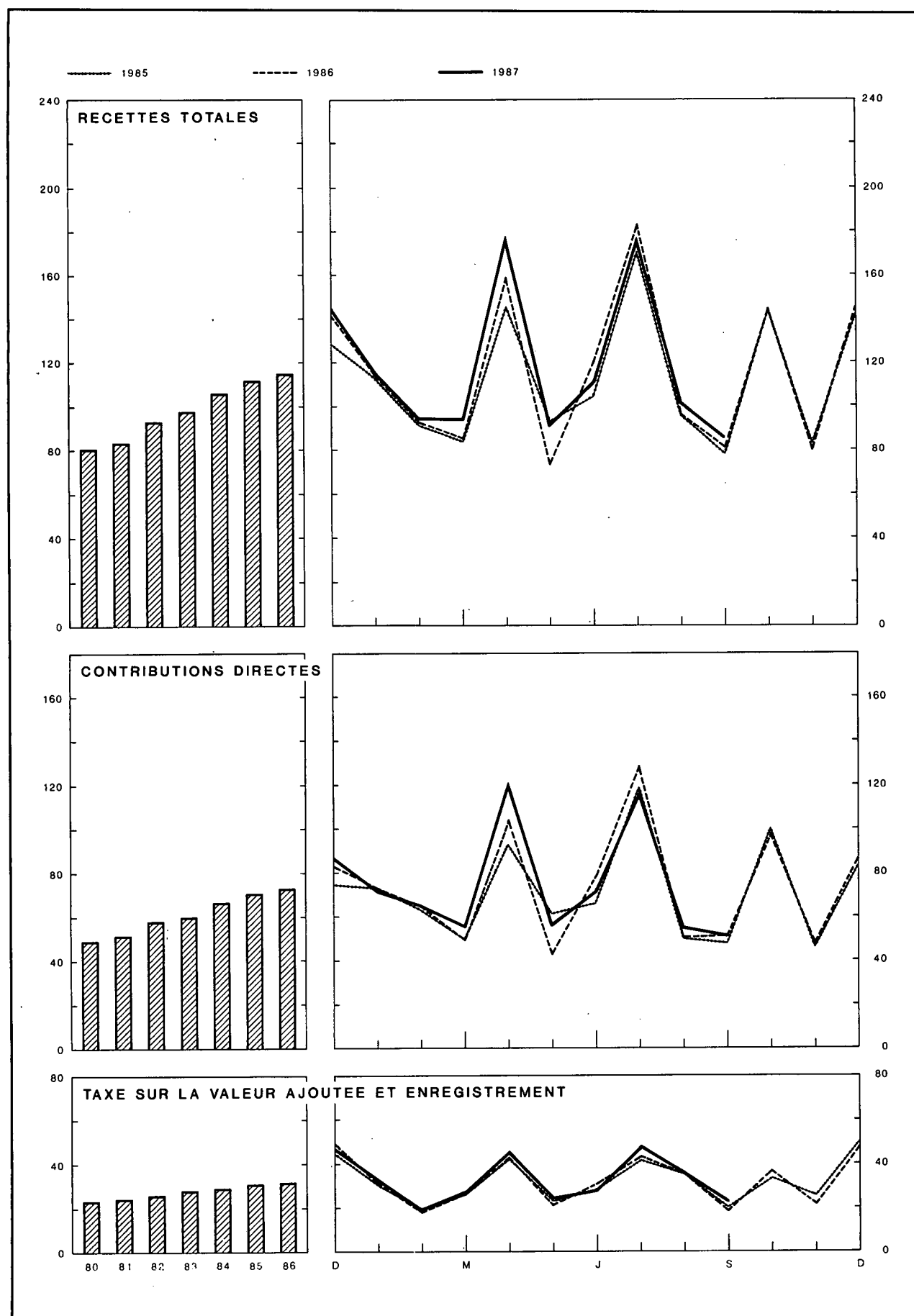
⁷ Etant donné que son produit est vendu par le Trésor contre francs belges cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

⁸ Cf. tableau XI-1, note ⁵.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1985	851,0	156,4	107,1	375,0	1.333,1	12,3	1.345,4	129,1	398,0	1.378,1	1.390,4
1986	874,6	179,6	109,9	378,1	1.362,6	13,3	1.375,9	131,4	410,3	1.416,3	1.429,6
1985 3 ^e trimestre	216,3	42,7	27,5	97,3	341,1	3,3	344,4	32,6	103,0	351,9	355,2
4 ^e trimestre	228,9	72,9	26,4	109,5	364,8	3,2	368,0	31,9	115,4	376,2	379,4
1986 1 ^{er} trimestre	187,0	3,0	26,5	76,0	289,5	2,9	292,4	31,8	83,2	302,0	304,9
2 ^e trimestre	225,4	51,9	28,3	96,1	349,8	2,9	352,7	34,0	103,3	362,7	365,6
3 ^e trimestre	231,1	46,9	27,8	98,7	357,6	3,7	361,3	33,0	105,9	370,0	373,7
4 ^e trimestre	231,1	77,8	27,3	107,3	365,7	3,8	369,5	32,6	117,9	381,6	385,4
1987 1 ^{er} trimestre	193,1	4,6	28,4	80,0	301,5	3,5	305,0	33,7	88,4	315,2	318,7
2 ^e trimestre	249,5	66,8	28,0	99,4	376,9	3,3	380,2	34,2	107,8	391,5	394,8
3 ^e trimestre	223,6	44,4	29,1	107,9	360,6	3,9	364,5	34,7	116,3	374,6	378,5
1986 Septembre	51,8	2,3	9,5	19,3	80,6	1,2	81,8	11,2	21,7	84,7	85,9
Octobre	97,2	41,9	9,0	37,0	143,2	1,3	144,5	10,9	40,5	148,6	149,9
Novembre	47,0	0,8	8,8	23,2	79,0	1,1	80,1	10,5	26,7	84,2	85,3
Décembre	86,9	35,1	9,5	47,1	143,5	1,4	144,9	11,2	50,7	148,8	150,2
1987 Janvier	71,9	2,9	9,7	32,9	114,5	1,1	115,6	11,3	35,7	118,9	120,0
Février	65,2	0,1	8,8	19,7	93,7	1,2	94,9	10,4	22,5	98,1	99,3
Mars	56,0	1,6	9,9	27,4	93,3	1,2	94,5	12,0	30,2	98,2	99,4
Avril	120,9	65,2	9,2	45,6	175,7	1,2	176,9	11,3	48,4	180,6	181,8
Mai	57,1	0,1	8,9	25,0	91,0	1,0	92,0	11,0	27,8	95,9	96,9
Juin	71,5	1,5	9,9	28,8	110,2	1,1	111,3	11,9	31,6	115,0	116,1
Juillet	117,0	41,4	10,0	47,9	174,9	1,6	176,5	12,0	50,7	179,7	181,3
Août	55,0	0,6	9,0	36,7	100,7	1,3	102,0	10,7	39,5	105,2	106,5
Septembre	51,6	2,4	10,1	23,3	85,0	1,0	86,0	12,0	26,1	89,7	90,7

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes et l'agglomération bruxelloise.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de douane et, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres

aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1986			Recettes effectuées					
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	1986			1987		
				Juillet	Août	Septembre	Juillet	Août	Septembre
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	874,6	.	.	128,5	50,8	51,8	117,0	55,0	51,6
précompte immobilier	1,9	.	.	0,2	0,2	0,4	0,2	0,3	0,4
précompte mobilier	134,2	136,1	- 1,9	19,9	10,7	6,0	17,7	11,9	6,7
versements anticipés	179,6	191,9	- 12,3	44,2	0,4	2,3	41,4	0,6	2,4
impôts de sociétés (rôles)	- 13,7	- 9,3	- 4,4	2,2	- 3,8	- 0,1	- 1,4	- 1,3	0,1
impôts de personnes physiques (rôles)	14,9	16,2	- 1,3	0,7	- 0,6	3,5	0,3	- 1,8	3,7
précompte professionnel	534,6	535,5	- 0,9	58,6	42,3	38,0	56,5	43,8	36,5
divers	23,1	.	.	2,7	1,6	1,7	2,3	1,5	1,8
II. Douanes et accises	109,9	.	.	9,6	8,7	9,5	10,0	9,0	10,1
III. T.V.A. et enregistrement	378,1	.	.	43,3	36,1	19,3	47,9	36,7	23,3
B. Recettes en capital³	13,3	.	.	1,4	1,1	1,2	1,6	1,3	1,0
Total ² ...	1.375,9	.	.	182,8	96,7	81,8	176,5	102,0	86,0
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.429,6	.	.	187,0	100,8	85,9	181,4	106,5	90,7

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes et l'agglomération bruxelloise.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome I, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome I, n^o 5, mai 1974, L^e année, tome I, n^o 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n^o 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1984 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,5	—	0,0	0,0	0,2	213,5	—	44,5	12,9	1,6	0,2	273,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	19,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	858,2	—	15,9	22,7	0,0	0,0	916,3
Obligations	31,7	0,0	0,0	0,0	0,0	8,3	14,1	—	31,2	0,2	58,5	0,0	144,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	—	583,4	772,5	185,8	0,0	1.545,1
Divers	0,0	9,4	125,3	0,0	260,3	0,0	0,0	—	2,8	0,6	4,9	0,0	403,3
(Actions et parts)	(1.203,2)	(11,2)	(56,1)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(4,6)	(—)	(7,2)	(0,3)	(33,6)	(0,0)	(1.316,4)
Total ...	51,2	10,2	125,3	0,0	263,4	8,5	1.085,8	—	677,8	808,9	250,8	0,2	3.282,1
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,4	0,0	0,0	0,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	2,3	—	0,0	6,8	0,0	0,0	13,9
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	34,5	1,1	0,0	0,2	0,4	0,0	23,6	1,9	19,3	6,4	11,4	0,0	98,8
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,0	0,0	67,1	41,9	0,0	21,0	26,4	7,9	14,9	179,3
Autres emprunts à plus d'un an	5,6	0,0	0,0	0,0	0,0	14,6	7,0	—	2,2	93,9	0,7	0,0	124,0
Divers	32,8	0,6	16,2	1,7	2,1	6,6	0,0	—	0,0	0,0	0,0	21,9	81,9
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(44,4)	(27,3)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,4)	(0,9)	(2,5)	(0,7)	(79,4)
Total ...	73,2	1,8	16,2	1,9	2,5	92,8	74,8	1,9	42,5	133,9	20,0	36,8	498,3
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	19,0	0,0	—	0,4	0,0	1,9	70,6	0,0	0,0	0,0	0,0	68,2	160,1
Certificats à un an au plus	—	6,7	—	6,0	0,9	362,2	518,5	219,3	177,5	180,2	0,0	0,0	1.471,3
Obligations accessibles à tout placeur	618,2	13,3	—	12,3	16,7	3,4	524,9	20,0	331,3	139,7	172,3	0,0	1.852,1
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	471,4	283,1	0,0	78,1	33,2	5,1	0,0	870,9
Divers	0,0	14,9	—	0,0	23,0	0,4	4,1	0,0	17,5	9,1	2,1	0,0	71,1
Total ...	637,2	34,9	—	18,7	40,6	839,3	1.401,2	239,3	604,4	362,2	179,5	68,2	4.425,5
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	73,5	—	0,0	12,9	0,0	0,0	86,4
Obligations accessibles à tout placeur	29,9	0,0	0,0	0,4	0,8	0,0	19,8	1,5	17,3	18,6	9,9	0,0	98,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	26,7	81,5	0,0	33,2	14,6	4,3	4,1	164,4
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	11,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	66,0	458,7	0,0	0,0	536,6
Divers	12,9	2,4	28,9	0,0	0,0	0,0	4,0	—	0,0	20,3	0,0	0,0	68,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,8)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,8)
Total ...	42,8	14,3	28,9	0,4	0,8	26,7	178,8	1,5	116,5	525,1	14,2	4,1	954,1
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,0	—	0,0	0,0	—	0,0	4,0
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	3,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	14,9	0,0	22,6	6,0	6,9	0,0	53,8
Réserves de sécurité sociale	28,0	—	—	—	—	19,4	—	—	—	—	—	—	47,4
Divers	162,5	0,6	14,7	0,0	0,0	0,0	0,4	—	1,0	2,5	5,2	54,3	241,2
Total ...	193,5	0,6	14,7	0,0	0,2	19,6	19,3	0,0	23,6	8,5	12,1	54,3	346,4
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,2	—	0,0	0,0	2,7	127,8	—	16,8	30,0	0,0	2,6	180,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	920,9	—	6,8	0,0	0,0	0,0	927,7
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	3.505,4	—	—	—	—	—	3.505,4
Obligations	28,0	0,0	0,0	0,1	0,0	—	245,1	0,0	33,2	6,7	10,5	0,0	323,6
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	125,5	—	—	—	25,0	—	—	—	—	—	150,5
Divers	0,0	15,5	32,8	0,0	2,4	—	16,6	—	55,3	0,7	0,0	0,0	123,3
(Actions et parts)	(0,0)	(0,3)	(3,9)	(0,0)	(0,0)	(—)	(35,2)	(—)	(0,6)	(—)	(9,1)	(0,0)	(49,1)
Total ...	28,0	15,7	158,3	0,1	2,4	2,7	4.842,8	0,0	112,1	37,4	10,5	2,6	5.212,6

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	821,6	11,7	2,0	30,1	6,4	—	—	0,0	30,8	4,9	5,8	0,0	913,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	21,7	10,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	31,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	5.433,4	—	—	—	0,0	—	—	5.433,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	137,9	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	137,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	462,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	462,7
Autres dépôts à un an au plus	439,3	0,1	—	0,0	6,4	—	—	—	2,5	6,2	0,0	0,0	454,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	455,6	0,0	0,0	0,0	—	0,0	455,6
Dépôts à plus d'un an	30,8	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	1,7	0,0	0,0	0,0	32,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	389,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	—	1,6	1,0	1,8	0,0	394,3
Divers	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,4	10,2	0,0	546,2	577,7
(Actions et parts)	(56,5)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(7,9)	(0,0)	(2,7)	(0,0)	(1,5)	(0,0)	(68,8)
Total	2.281,8	11,8	2,5	30,1	12,8	5.455,1	466,6	0,0	57,0	22,3	7,6	546,2	8.893,8
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	3,6	1,5	—	0,3	0,0	—	0,0	5,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	200,6	—	0,0	0,0	—	—	200,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	5,0	19,6	—	16,9	0,0	—	—	41,5
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,0	3,8
Total	—	—	2,8	0,0	—	8,6	221,7	—	17,2	0,0	—	1,0	251,3
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	77,0	0,0	0,0	0,2	7,2	0,2	0,1	—	0,1	0,8	12,4	0,0	98,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	6,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,3	0,0	—	0,0	0,0	19,8	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	21,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	696,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	696,3
Autres dépôts à un an au plus	80,2	1,7	0,4	0,3	12,6	11,0	0,0	—	0,0	0,2	24,1	0,0	130,5
Dépôts à plus d'un an	97,9	0,0	—	0,0	0,0	1,4	0,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	99,5
Bons de caisse à un an au plus	34,7	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	34,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	545,3	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,9	—	1,1	0,5	0,3	0,0	548,1
Réserves mathématiques	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5
Divers	61,2	0,0	1,1	24,4	0,0	33,1	57,9	0,0	2,6	2,3	0,0	62,2	244,8
(Actions et parts)	(10,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(3,2)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(16,2)
Total	1.594,4	1,7	1,5	24,9	19,8	65,5	65,3	0,0	4,0	3,8	36,8	62,2	1.879,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	15,9	0,0	—	1,0	0,1	—	0,1	—	0,1	0,0	0,5	0,0	17,7
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,3	0,7	0,0	2,9	1,0	—	0,0	5,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,6	—	0,0	16,8	0,0	0,0	17,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	186,5	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	186,5
Autres dépôts à un an au plus	48,0	11,3	0,0	34,7	7,2	3,3	0,2	—	0,8	0,0	2,2	0,0	107,7
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	52,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	53,1
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	17,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	19,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	783,3	0,6	0,0	0,7	3,9	1,3	66,7	3,2	73,2	40,9	40,1	0,0	1.013,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	140,8	49,4	—	76,2	3,9	17,9	13,8	302,4
Divers	2,4	0,2	96,8	0,9	2,4	26,1	46,0	—	3,5	19,1	0,0	150,8	348,2
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(1,9)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,3)
Total	1.089,1	12,1	96,8	37,3	14,0	174,0	180,7	3,2	156,9	82,0	60,7	164,6	2.071,4
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	77,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	77,2
Réserves mathématiques	609,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	609,7
Divers	7,8	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	—	1,6	0,0	0,0	3,8	13,5
(Actions et parts)	(4,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(4,6)
Total	694,7	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	3,8	700,4
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	21,3	0,0	0,0	11,3	0,0	435,9	5,5	84,8	94,9	32,9	—	686,6
Total des créances	6.685,9	124,4	447,1	113,4	368,0	6.692,8	8.972,9	251,4	1.898,4	2.079,0	625,1	944,0	29.202,4

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1985 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,2	213,1	—	48,1	15,6	0,1	4,7	281,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	923,3	—	24,2	21,4	0,0	0,0	987,8
Obligations	20,3	0,0	0,0	0,0	0,8	10,4	12,8	—	31,8	0,6	64,0	0,0	140,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,5	0,0	0,0	—	592,4	700,7	192,5	0,0	1.489,4
Divers	0,0	13,1	14,9	0,0	279,7	0,0	0,0	—	3,4	0,9	5,3	0,0	317,3
(Actions et parts)	(1.313,5)	(11,5)	(58,2)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(5,1)	(—)	(8,5)	(0,3)	(45,4)	(0,0)	(1.442,7)
Total ...	39,2	13,4	14,9	0,0	284,0	10,6	1.149,2	—	699,9	739,2	261,9	4,7	3.217,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	—	0,0	0,8	6,0	—	0,0	8,3	0,0	0,0	15,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,3	—	0,0	0,0	0,0	—	0,3
Obligations accessibles à tout placeur	34,5	0,4	0,0	0,1	0,6	0,0	18,8	1,5	18,0	9,3	9,0	0,0	92,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,0	64,3	37,3	0,0	20,5	23,8	7,5	14,5	168,1
Autres emprunts à plus d'un an	5,7	0,0	0,0	0,0	0,0	16,8	7,0	—	0,9	90,8	1,2	0,2	122,6
Divers	33,7	0,4	20,9	2,5	2,0	6,9	0,0	—	0,0	0,0	0,0	21,6	88,0
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(45,6)	(28,0)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(1,8)	(1,1)	(2,5)	(0,7)	(80,9)
Total ...	74,2	0,9	20,9	2,7	2,6	88,8	69,4	1,5	39,4	132,5	17,7	36,3	486,9
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	21,4	0,0	—	1,3	0,0	1,5	83,6	0,0	0,0	0,0	0,0	54,1	161,9
Certificats à un an au plus	—	0,1	—	0,7	0,8	431,1	594,1	199,0	192,7	148,2	0,0	0,0	1.566,7
Obligations accessibles à tout placeur	664,1	13,6	—	13,9	19,8	27,5	642,5	21,2	410,2	243,1	200,1	0,0	2.256,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	431,5	302,6	0,0	117,9	148,8	6,9	0,0	1.007,7
Divers	0,0	17,2	—	0,0	40,3	0,3	3,5	0,0	18,0	8,8	2,8	0,0	90,9
Total ...	685,5	30,9	—	15,9	60,9	891,9	1.626,3	220,2	738,8	548,9	209,8	54,1	5.083,2
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	79,5	—	0,0	0,0	0,0	0,0	79,5
Obligations accessibles à tout placeur	36,9	0,1	0,0	0,4	0,8	0,0	24,0	1,3	24,8	31,6	11,6	0,0	131,5
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	20,2	59,5	0,0	58,7	19,0	5,2	7,4	170,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	11,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	64,0	484,6	0,0	0,0	560,5
Divers	14,5	2,0	34,1	0,0	0,0	0,0	7,5	—	0,0	23,4	0,0	0,0	81,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	51,4	14,0	34,1	0,4	0,8	20,2	170,6	1,3	147,5	558,6	16,8	7,4	1.023,1
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,5	—	0,0	0,0	—	0,0	4,5
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	2,2	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	12,9	0,0	22,5	6,7	6,8	0,0	52,4
Réserves de sécurité sociale	50,8	—	—	—	—	20,0	—	—	—	—	—	—	70,8
Divers	161,7	0,7	17,7	0,0	0,0	0,0	1,5	—	1,7	8,2	1,8	56,9	250,2
Total ...	214,7	0,7	17,7	0,0	1,3	20,0	18,9	0,0	24,2	14,9	8,6	56,9	377,9
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	4,9	0,0	0,0	0,0	—	0,0	4,9
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,4	—	0,0	0,0	1,8	120,7	—	15,1	23,0	0,0	1,1	162,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	815,9	—	13,7	0,0	0,0	0,0	829,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	3.653,9	—	—	—	—	—	3.653,9
Obligations	53,9	0,0	0,0	0,1	0,1	—	335,3	0,0	54,3	8,7	12,7	0,0	465,1
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	123,5	—	—	—	22,8	—	—	—	—	—	146,3
Divers	0,0	15,1	34,4	0,0	3,0	—	17,3	—	79,5	2,6	0,0	0,0	151,9
(Actions et parts)	(0,0)	(0,3)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(—)	(21,0)	(—)	(0,7)	(—)	(12,5)	(0,0)	(37,8)
Total ...	53,9	15,5	157,9	0,1	3,1	1,8	4.970,8	0,0	162,6	34,3	12,7	1,1	5.413,8

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	871,8	11,9	2,1	34,7	6,7	—	—	0,0	29,8	4,3	3,4	0,0	964,7	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	28,2	0,0	0,2	0,1	—	0,0	37,7	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	5.665,7	—	—	—	—	—	—	5.665,7	
Autres dépôts en devises à un an au plus	123,7	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	123,7	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	532,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	532,2	
Autres dépôts à un an au plus	456,3	0,1	—	0,0	6,2	—	—	—	1,7	8,2	0,0	0,0	472,5	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	535,7	0,0	0,0	0,0	—	0,0	535,7	
Dépôts à plus d'un an	35,7	0,0	—	0,0	0,0	—	—	0,0	1,4	0,0	0,0	0,0	37,1	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	440,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,7	—	1,3	1,1	1,6	0,0	445,2	
Divers	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	24,9	7,3	0,0	549,2	582,3	
(Actions et parts)	(64,9)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(7,9)	(0,0)	(3,0)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(78,0)	
Total ...	2.460,5	12,0	2,6	34,7	13,0	5.693,9	545,6	0,0	59,3	21,0	5,0	549,2	9.396,8	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,3	—	0,0	0,0	—	0,0	0,3	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	182,2	—	0,0	0,0	—	—	182,2	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	—	11,5	—	14,1	0,1	—	—	42,5	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	0,0	0,0	—	1,3	4,1	
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	11,5	199,3	—	14,1	0,1	—	1,3	229,1	
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	79,8	0,0	0,0	0,2	11,3	0,2	0,0	—	0,1	1,5	10,2	0,0	103,3	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	4,2	—	0,0	0,0	0,0	0,0	4,2	
Autres dépôts en devises à un an au plus	0,8	0,0	—	0,0	0,0	29,5	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	30,3	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	751,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	751,8	
Autres dépôts à un an au plus	79,2	0,9	0,4	0,3	18,3	10,5	0,0	—	1,7	1,1	35,9	0,0	148,3	
Dépôts à plus d'un an	99,5	0,0	—	0,0	0,0	2,4	0,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	102,1	
Bons de caisse à un an au plus	40,1	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	40,4	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	608,0	0,0	—	0,1	0,0	0,0	0,8	—	1,8	0,6	0,4	0,0	611,7	
Réserves mathématiques	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	
Divers	69,2	0,0	1,1	25,3	0,0	53,0	84,7	0,0	2,0	2,3	0,0	73,2	310,8	
(Actions et parts)	(13,9)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(3,1)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(19,5)	
Total ...	1.728,6	0,9	1,5	25,9	29,6	95,6	89,9	0,0	5,8	5,8	46,5	73,2	2.103,3	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	20,7	0,0	—	1,8	0,1	—	0,1	—	0,1	0,0	0,5	0,0	23,3	
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,3	0,0	0,0	2,4	0,9	—	0,0	3,8	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	—	0,0	12,4	0,0	0,0	13,1	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	221,3	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	221,3	
Autres dépôts à un an au plus	51,3	10,1	0,0	43,6	9,2	2,5	0,1	—	0,8	0,0	2,3	0,0	119,9	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	62,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	—	1,6	1,5	0,0	0,0	66,6	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	6,6	23,6	—	0,8	0,0	0,0	0,0	31,0	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	842,2	0,5	0,0	3,6	3,9	0,2	74,2	2,0	65,3	47,9	38,1	0,0	1.077,9	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	126,4	51,8	—	72,5	9,9	17,7	8,1	286,8	
Divers	2,6	0,1	131,7	2,1	8,2	32,3	48,3	—	0,9	22,3	0,0	154,6	403,1	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)	
Total ...	1.200,7	10,7	131,7	51,1	21,8	168,6	199,6	2,0	144,4	94,9	58,6	162,7	2.246,8	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	86,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	86,9	
Réserves mathématiques	659,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	659,5	
Divers	8,2	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	—	0,7	0,0	0,0	3,0	12,1	
(Actions et parts)	(5,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(5,7)	
Total ...	754,6	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	3,0	758,5	
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	22,5	0,0	0,0	15,1	0,0	458,2	4,2	91,9	123,4	36,5	—	751,8	
Total des créances	7.263,3	121,5	384,1	130,8	432,4	7.002,9	9.497,8	229,2	2.128,6	2.273,6	674,1	949,9	31.088,2	

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1985 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	- 0,5	—	0,0	0,0	0,0	- 0,4	—	+ 3,6	+ 2,7	- 1,5	+ 4,5	+ 8,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 98,3	—	+ 8,3	- 1,3	0,0	0,0	+ 104,7
Obligations	- 11,4	0,0	0,0	0,0	+ 0,8	+ 2,1	- 1,3	—	+ 0,6	+ 0,4	+ 5,5	0,0	- 3,3
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,4	0,0	—	—	+ 15,7	+ 44,1	+ 6,7	0,0	+ 66,9
Divers	0,0	+ 3,7	+ 0,4	0,0	+ 19,4	+ 64,5	0,0	—	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,4	0,0	+ 89,3
(Actions et parts)	(+ 80,7)	(+ 0,3)	(+ 2,1)	(0,0)	(0,0)	(+ 10,4)	(+ 0,5)	(—)	(+ 1,3)	(0,0)	(+ 11,8)	(0,0)	(+ 107,1)
Total ...	- 12,0	+ 3,2	+ 0,4	0,0	+ 20,6	+ 66,6	+ 96,6	—	+ 28,8	+ 46,2	+ 11,1	+ 4,5	+ 266,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 3,7	+ 3,7	—	0,0	+ 1,5	0,0	0,0	+ 1,5
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 0,3	—	0,0	0,0	0,0	—	+ 0,3
Obligations accessibles à tout placeur	- 0,0	- 0,7	0,0	- 0,1	+ 0,2	0,0	- 4,8	- 0,4	- 1,3	+ 2,9	- 2,4	- 0,0	- 6,6
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	- 2,8	- 4,6	0,0	- 0,5	- 2,6	- 0,4	- 0,4	- 11,2
Autres emprunts à plus d'un an	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,2	0,0	—	- 1,3	- 3,1	+ 0,5	+ 0,2	- 1,4
Divers	+ 0,9	- 0,2	+ 4,7	+ 0,8	- 0,1	+ 0,3	0,0	—	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 6,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,2)	(+ 0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(- 0,6)	(+ 0,2)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,5)
Total ...	+ 1,0	- 0,9	+ 4,7	+ 0,8	+ 0,1	- 4,0	- 5,4	- 0,4	- 3,1	- 1,4	- 2,3	- 0,5	- 11,4
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 2,4	0,0	—	+ 0,9	0,0	- 0,4	+ 13,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 14,1	+ 1,8
Certificats à un an au plus	—	- 6,6	—	- 5,3	- 0,1	+ 60,2	+ 75,6	- 20,3	+ 15,2	- 32,0	0,0	0,0	+ 86,7
Obligations accessibles à tout placeur	+ 45,9	+ 0,3	—	+ 1,6	+ 3,1	+ 24,1	+ 117,6	+ 1,2	+ 78,9	+ 103,4	+ 27,8	0,0	+ 403,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	+ 6,5	+ 11,4	0,0	+ 29,0	+ 19,9	+ 1,8	0,0	+ 68,6
Divers	0,0	+ 2,3	—	0,0	+ 17,3	- 0,1	- 0,6	0,0	+ 0,5	- 0,3	+ 0,7	0,0	+ 19,8
Total ...	+ 48,3	- 4,0	—	- 2,8	+ 20,3	+ 90,3	+ 217,0	- 19,1	+ 123,6	+ 91,0	+ 30,3	- 14,1	+ 580,8
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 6,0	—	0,0	- 12,9	0,0	0,0	- 6,9
Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,2	- 0,2	+ 7,5	+ 13,0	+ 1,7	0,0	+ 33,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 6,5	+ 2,7	0,0	+ 25,5	+ 4,4	+ 0,9	+ 3,3	+ 30,3
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 2,1	+ 5,7	0,0	0,0	+ 7,8
Divers	+ 1,6	- 0,4	- 0,4	0,0	0,0	0,0	+ 3,5	—	0,0	+ 3,1	0,0	0,0	+ 7,4
(Actions et parts)	(—)	(—)	(+ 0,5)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(+ 0,5)
Total ...	+ 8,6	- 0,3	- 0,4	0,0	0,0	- 6,5	+ 16,5	- 0,2	+ 35,1	+ 13,3	+ 2,6	+ 3,3	+ 72,0
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,5
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	- 0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	- 0,8	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	- 0,2	- 2,0	0,0	- 0,1	+ 0,7	- 0,1	0,0	- 1,4
Réserves de sécurité sociale	+ 22,8	—	—	—	—	+ 0,6 ²	—	—	—	—	—	—	+ 23,4
Divers	- 0,8	+ 0,1	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	—	+ 0,7	+ 5,7	- 3,4	+ 2,6	+ 9,0
Total ...	+ 21,2	+ 0,1	+ 3,0	0,0	+ 1,1	+ 0,4	- 0,4	0,0	+ 0,6	+ 6,4	- 3,5	+ 2,6	+ 31,5
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	+ 2,9	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 2,9
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	+ 0,2	—	0,0	0,0	- 0,9	- 7,1	—	- 1,7	- 7,0	0,0	- 1,5	- 18,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	- 108,8	—	+ 6,9	0,0	0,0	0,0	- 101,9
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³	—	—	—	—	—	—	+ 165,6	—	—	—	—	—	+ 165,6
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 1,1	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 1,1
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 29,8	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 29,8
Obligations	+ 114,7 ⁴	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	—	+ 90,2	0,0	+ 21,1	+ 2,0	+ 2,2 ⁴	0,0	+ 230,3
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	- 10,7	—	—	—	- 2,2	—	—	—	—	+ 8,7	- 4,2
Divers	+ 34,4	- 0,4	+ 1,6	0,0	+ 0,6	—	+ 0,7	—	+ 24,2	+ 1,9	0,0	+ 85,6	+ 148,6
(Actions et parts)	(+ 1,8) ⁴	(0,0)	(- 0,6)	(0,0)	(0,0)	(—)	(- 14,2)	(—)	(+ 0,1)	(—)	(+ 3,4) ⁴	(0,0)	(- 9,5)
Total ...	+ 177,8	- 0,2	- 9,1	0,0	+ 0,7	- 0,9	+ 141,3	0,0	+ 50,5	- 3,1	+ 2,2	+ 92,8	+ 452,0

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	+ 50,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 4,6	+ 0,3	—	—	0,0	- 1,0	- 0,6	- 2,4	0,0	+ 51,4	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	+ 6,5	- 1,0	0,0	+ 0,2	+ 0,1	—	0,0	+ 5,8	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+ 272,8	—	—	—	—	—	—	+ 272,8	
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 2,4	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	- 11,8	- 14,2	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 69,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 69,5	
Autres dépôts à un an au plus	+ 17,0	0,0	—	0,0	- 0,2	—	—	—	- 0,8	+ 2,0	0,0	0,0	+ 18,0	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	+ 80,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 80,1	
Dépôts à plus d'un an	+ 4,9	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	- 0,3	0,0	0,0	0,0	+ 4,6	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 51,3	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	- 0,1	—	- 0,3	+ 0,1	- 0,2	0,0	+ 50,9	
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,5	- 2,9	0,0	+ 3,8	+ 5,4	
(Actions et parts)	(+ 8,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,3)	(0,0)	(+ 0,5)	(0,0)	(+ 9,2)	
Total ...	+ 190,5	+ 0,2	+ 0,1	+ 4,6	+ 0,2	+ 279,3	+ 79,0	0,0	+ 2,3	- 1,3	- 2,6	- 8,0	+ 544,3	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	- 3,6	- 1,2	—	- 0,3	0,0	—	0,0	- 5,1	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 18,4	—	0,0	0,0	—	—	- 18,4	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	+ 6,5	- 2,8	—	- 2,8	+ 0,1	—	—	+ 1,0	
Divers	—	—	0,0	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	+ 0,3	+ 0,3	
Total ...	—	—	0,0	0,0	—	+ 2,9	- 22,4	—	- 3,1	+ 0,1	—	+ 0,3	- 22,2	
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	+ 2,8	0,0	0,0	0,0	+ 4,1	0,0	- 0,1	—	0,0	+ 0,7	- 2,2	0,0	+ 5,3	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,2	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	- 2,2	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,2	
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 0,5	0,0	—	0,0	0,0	+ 9,7	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 9,2	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 55,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 55,5	
Autres dépôts à un an au plus	- 1,0	- 0,8	0,0	0,0	+ 5,7	- 0,5	0,0	—	+ 1,7	+ 0,9	+ 11,8	0,0	+ 17,8	
Dépôts à plus d'un an	+ 1,6	0,0	—	0,0	0,0	+ 1,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,6	
Bons de caisse à un an au plus	+ 5,4	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,3	0,0	0,0	+ 5,7	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 62,7	0,0	—	+ 0,1	0,0	0,0	- 0,1	—	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,1	0,0	+ 63,6	
Réserves mathématiques	- 0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,3	
Divers	+ 8,0	0,0	0,0	+ 0,9	0,0	+ 19,9	+ 26,8	0,0	- 0,6	0,0	0,0	+ 11,0	+ 66,0	
(Actions et parts)	(+ 3,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(- 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 3,3)	
Total ...	+ 134,2	- 0,8	0,0	+ 1,0	+ 9,8	+ 30,1	+ 24,6	0,0	+ 1,8	+ 2,0	+ 9,7	+ 11,0	+ 223,4	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	+ 4,8	0,0	—	+ 0,8	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 5,6	
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	—	—	0,0	—	0,0	- 0,7	0,0	- 0,5	- 0,1	—	0,0	- 1,3	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,2	—	0,0	- 4,4	0,0	0,0	- 4,6	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 34,8	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	+ 34,8	
Autres dépôts à un an au plus	+ 3,3	- 1,2	0,0	+ 8,9	+ 2,0	- 0,8	- 0,1	—	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	+ 12,2	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 9,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	—	+ 1,6	+ 1,2	0,0	0,0	+ 13,5	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,7	+ 6,6	—	+ 0,6	0,0	0,0	0,0	+ 11,9	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 58,9	- 0,1	0,0	+ 2,9	0,0	- 1,1	+ 7,5	- 1,2	- 7,9	+ 7,0	- 2,0	0,0	+ 64,0	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 14,4	+ 2,4	—	- 3,7	+ 6,0	- 0,2	- 5,7	- 15,6	
Divers	+ 0,2	- 0,1	+ 34,9	+ 1,2	+ 5,8	+ 6,2	+ 2,3	—	- 2,6	+ 3,2	0,0	+ 3,8	+ 54,9	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)	
Total ...	+ 111,6	- 1,4	+ 34,9	+ 13,8	+ 7,8	- 5,4	+ 18,9	- 1,2	- 12,5	+ 12,9	- 2,1	- 1,9	+ 175,4	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	+ 9,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 9,7	
Réserves mathématiques	+ 49,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 49,8	
Divers	+ 0,4	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	—	- 0,9	0,0	0,0	- 0,8	- 1,4	
(Actions et parts)	(+ 1,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,0)	(—)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,1)	
Total ...	+ 59,9	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,9	0,0	0,0	- 0,8	+ 58,1	
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 1,2	0,0	0,0	+ 3,8	+ 8,7	+ 0,7	- 1,3	+ 7,1	+ 28,5	+ 3,6	—	+ 52,3	
Total des créances	+ 741,1	- 2,9	+ 33,5	+ 17,4	+ 64,4	+ 461,5	+ 566,4	- 22,2	+ 230,2	+ 194,6	+ 49,0	+ 89,2	+ 2.422,2	

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1984

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	51,2	10,2	125,3	0,0	263,4	450,1	8,5	1.085,8	—	677,8	808,9	250,8	2.823,3	0,2	3.282,1
2. Organismes publics d'exploitation	73,2	1,8	16,2	1,9	2,5	95,6	92,8	74,8	1,9	42,5	133,9	20,0	273,1	36,8	498,3
3. Etat (Trésor)	637,2	34,9	—	18,7	40,6	731,4	839,3	1.401,2	239,3	604,4	362,2	179,5	2.786,6	68,2	4.425,5
4. Secteur public non compris ailleurs	42,8	14,3	28,9	0,4	0,8	87,2	26,7	178,8	1,5	116,5	525,1	14,2	836,1	4,1	954,1
5. Sécurité sociale	193,5	0,6	14,7	0,0	0,2	209,0	19,6	19,3	0,0	23,6	8,5	12,1	63,5	54,3	346,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	997,9	61,8	185,1	21,0	307,5	1.573,3	986,9	2.759,9	242,7	1.464,8	1.838,6	476,6	6.782,6	163,6	9.506,4
7. Etranger	28,0	15,7	158,3	0,1	2,4	204,5	2,7	4.842,8	0,0	112,1	37,4	10,5	5.002,8	2,6	5.212,6
8. Organismes principalement monétaires	2.281,8	11,8	2,5	30,1	12,8	2.339,0	5.455,1	466,6	0,0	57,0	22,3	7,6	553,5	546,2	8.893,8
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	8,6	221,7	—	17,2	0,0	—	238,9	1,0	251,3
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.594,4	1,7	1,5	24,9	19,8	1.642,3	65,5	65,3	0,0	4,0	3,8	36,8	109,9	62,2	1.879,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.089,1	12,1	96,8	37,3	14,0	1.249,3	174,0	180,7	3,2	156,9	82,0	60,7	483,5	164,6	2.071,4
12. Autres institutions ¹	694,7	0,0	0,1	0,0	0,2	695,0	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	1,6	3,8	700,4
13. Total des intermédiaires financiers	5.660,0	25,6	103,7	92,3	46,8	5.928,4	5.703,2	934,3	3,2	236,7	108,1	105,1	1.387,4	777,8	13.796,8
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	21,3	0,0	0,0	11,3	32,6	0,0	435,9	5,5	84,8	94,9	32,9	654,0	—	686,6
15. Total des créances	6.685,9	124,4	447,1	113,4	368,0	7.738,8	6.692,8	8.972,9	251,4	1.898,4	2.079,0	625,1	13.826,8	944,0	29.202,4
Solde des créances et des dettes...	3.403,8	-373,9	-3.978,4	-840,7	21,6	-1.767,6	1.480,2	79,1	0,1	18,5	7,6	-75,3	30,0	257,4	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1985

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter-médiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	39,2	13,4	14,9	0,0	284,0	351,5	10,6	1.149,2	—	699,9	739,2	261,9	2.850,2	4,7	3.217,0
2. Organismes publics d'exploitation	74,2	0,9	20,9	2,7	2,6	101,3	88,8	69,4	1,5	39,4	132,5	17,7	260,5	36,3	486,9
3. Etat (Trésor)	685,5	30,9	—	15,9	60,9	793,2	891,9	1.626,3	220,2	738,8	548,9	209,8	3.344,0	54,1	5.083,2
4. Secteur public non compris ailleurs	51,4	14,0	34,1	0,4	0,8	100,7	20,2	170,6	1,3	147,5	558,6	16,8	894,8	7,4	1.023,1
5. Sécurité sociale	214,7	0,7	17,7	0,0	1,3	234,4	20,0	18,9	0,0	24,2	14,9	8,6	66,6	56,9	377,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.065,0	59,9	87,6	19,0	349,6	1.581,1	1.031,5	3.034,4	223,0	1.649,8	1.994,1	514,8	7.416,1	159,4	10.188,1
7. Etranger	53,9	15,5	157,9	0,1	3,1	230,5	1,8	4.970,8	0,0	162,6	34,3	12,7	5.180,4	1,1	5.413,8
8. Organismes principalement monétaires	2.460,5	12,0	2,6	34,7	13,0	2.522,8	5.693,9	545,6	0,0	59,3	21,0	5,0	630,9	549,2	9.396,8
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	11,5	199,3	—	14,1	0,1	—	213,5	1,3	229,1
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.728,6	0,9	1,5	25,9	29,6	1.786,5	95,6	89,9	0,0	5,8	5,8	46,5	148,0	73,2	2.103,3
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.200,7	10,7	131,7	51,1	21,8	1.416,0	168,6	199,6	2,0	144,4	94,9	58,6	499,5	162,7	2.246,8
12. Autres institutions ¹	754,6	0,0	0,0	0,0	0,2	754,8	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,7	3,0	758,5
13. Total des intermédiaires financiers	6.144,4	23,6	138,6	111,7	64,6	6.482,9	5.969,6	1.034,4	2,0	224,3	121,8	110,1	1.492,6	789,4	14.734,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	22,5	0,0	0,0	15,1	37,6	0,0	458,2	4,2	91,9	123,4	36,5	714,2	—	751,8
15. Total des créances	7.263,3	121,5	384,1	130,8	432,4	8.332,1	7.002,9	9.497,8	229,2	2.128,6	2.273,6	674,1	14.803,3	949,9	31.088,2
Solde des créances et des dettes ..	4.046,3	-365,4	-4.699,1	-892,3	54,5	-1.856,0	1.589,1	101,0	0,1	25,3	26,8	-84,4	68,8	198,1	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1985

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	- 12,0	+ 3,2	+ 0,4	0,0	+ 20,6	+ 12,2	+ 66,6	+ 96,6	—	+ 28,8	+ 46,2	+ 11,1	+ 182,7	+ 4,5	+ 266,0
2. Organismes publics d'exploitation	+ 1,0	- 0,9	+ 4,7	+ 0,8	+ 0,1	+ 5,7	- 4,0	- 5,4	- 0,4	- 3,1	- 1,4	- 2,3	- 12,6	- 0,5	- 11,4
3. Etat (Trésor)	+ 48,3	- 4,0	—	- 2,8	+ 20,3	+ 61,8	+ 90,3	+ 217,0	- 19,1	+ 123,6	+ 91,0	+ 30,3	+ 442,8	- 14,1	+ 580,8
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 8,6	- 0,3	- 0,4	0,0	0,0	+ 7,9	- 6,5	+ 16,5	- 0,2	+ 35,1	+ 13,3	+ 2,6	+ 67,3	+ 3,3	+ 72,0
5. Sécurité sociale	+ 21,2	+ 0,1	+ 3,0	0,0	+ 1,1	+ 25,4	+ 0,4	- 0,4	0,0	+ 0,6	+ 6,4	- 3,5	+ 3,1	+ 2,6	+ 31,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 67,1	- 1,9	+ 7,7	- 2,0	+ 42,1	+ 113,0	+ 146,8	+ 324,3	- 19,7	+ 185,0	+ 155,5	+ 38,2	+ 683,3	- 4,2	+ 938,9
7. Etranger	+ 177,8	- 0,2	- 9,1	0,0	+ 0,7	+ 169,2	- 0,9	+ 141,3	0,0	+ 50,5	- 3,1	+ 2,2	+ 190,9	+ 92,8	+ 452,0
8. Organismes principalement monétaires	+ 190,5	+ 0,2	+ 0,1	+ 4,6	+ 0,2	+ 195,6	+ 279,3	+ 79,0	0,0	+ 2,3	- 1,3	- 2,6	+ 77,4	- 8,0	+ 544,3
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 2,9	- 22,4	—	- 3,1	+ 0,1	—	- 25,4	+ 0,3	- 22,2
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 134,2	- 0,8	0,0	+ 1,0	+ 9,8	+ 144,2	+ 30,1	+ 24,6	0,0	+ 1,8	+ 2,0	+ 9,7	+ 38,1	+ 11,0	+ 223,4
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 111,6	- 1,4	+ 34,9	+ 13,8	+ 7,8	+ 166,7	- 5,4	+ 18,9	- 1,2	- 12,5	+ 12,9	- 2,1	+ 16,0	- 1,9	+ 175,4
12. Autres institutions ¹	+ 59,9	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 59,8	0,0	0,0	0,0	- 0,9	0,0	0,0	- 0,9	- 0,8	+ 58,1
13. Total des intermédiaires financiers	+ 496,2	- 2,0	+ 34,9	+ 19,4	+ 17,8	+ 566,3	+ 306,9	+ 100,1	- 1,2	- 12,4	+ 13,7	+ 5,0	+ 105,2	+ 0,6	+ 979,0
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 1,2	0,0	0,0	+ 3,8	+ 5,0	+ 8,7	+ 0,7	- 1,3	+ 7,1	+ 28,5	+ 3,6	+ 38,6	—	+ 52,3
15. Total des créances	+ 741,1	- 2,9	+ 33,5	+ 17,4	+ 64,4	+ 853,5	+ 461,5	+ 566,4	- 22,2	+ 230,2	+ 194,6	+ 49,0	+ 1.018,0	+ 89,2	+ 2.422,2
Solde des créances et des dettes ..	+ 475,1	+ 8,5	- 547,3	- 54,6	+ 32,9	- 85,4	+ 9,5	+ 22,1	0,0	+ 6,8	+ 19,2	- 9,1	+ 39,0	+ 36,9	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970 et 1970-1980* — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIX^e année, tome I, février 1984, LX^e année, tome I, février 1985, LX^e année, tome II, octobre 1985, LXI^e année, tome II, décembre 1986. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) + (6) à (9) + (11) à (15)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres intermédiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)		
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,7	1.302,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984	934,2	929,9	425,9	137,8	2.427,8	- 612,3	1.401,3	203,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
1985 Mars	915,7	981,3	441,4	143,9	2.482,3	- 608,1	1.555,4	159,9	1.108,9	1.116,6	56,5	165,1	4,2	222,3	- 181,9
Juin	1.009,5	951,0	463,4	133,1	2.557,0	- 671,0	1.615,6	190,9	1.146,7	1.154,5	52,7	169,8	12,5	224,5	- 184,7
Septembre	939,6	972,5	467,7	129,2	2.509,0	- 656,9	1.620,9	177,2	1.112,3	1.122,6	49,8	188,0	13,9	241,4	- 237,6
Décembre	964,7	1.016,8	481,6	123,6	2.586,7	- 723,1	1.620,5	182,6	1.185,9	1.195,1	49,3	182,2	17,2	242,9	- 170,8
1986 Mars	976,0	1.050,4	495,3	138,9	2.660,6	- 727,2	1.710,2	189,8	1.200,0	1.210,0	50,1	168,5	11,2	228,7	- 170,7
Juin	1.057,0	1.038,2	493,5	120,1	2.708,8	- 806,1	1.765,0	184,5	1.240,3	1.249,3	48,2	175,6	20,3	280,4	- 199,4
Septembre	1.001,7	1.089,3	489,0	128,4	2.708,4	- 843,7	1.767,4	188,1	1.226,4	1.233,7	49,9	191,4	15,9	276,4	- 163,4
Décembre	1.040,5	1.167,3	489,6	113,3	2.810,7	- 814,3	1.756,6	195,7	1.292,4	1.298,5	49,4	209,4	18,8	286,6	- 183,9
1987 Mars	* 1.042,9	1.213,8	492,0	119,5	* 2.868,2	- 863,5	* 1.901,1	* 194,2	1.323,9	1.333,4	* 45,6	184,4	27,6	* 304,8	* - 249,9
Juin	* 1.134,5	1.214,0	* 498,0	127,3	* 2.973,8	- 890,7	* 1.930,0	* 206,4	1.418,1	1.424,6	* 44,6	136,3	29,1	* 321,0	* - 221,0

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,1	57,7	57,6
2. F.M.I. : — Participation	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	23,9	23,0	22,8	22,5	22,3	22,1	22,4	20,9	20,4	19,4
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	22,3	17,7	16,0	14,8	14,7	10,7	13,6	13,7	12,5	9,5
— Autres	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	1,8	2,6	2,5	6,0	6,0	6,0	5,9	5,9	5,4	4,4
3. Ecus	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	184,1	175,7	157,9	145,4	143,4	134,8	138,9	136,5	139,1	145,7
4. Accords internationaux	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,7	1,7	1,4	2,6	2,5	2,7	2,4	2,7	2,4	2,8
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	6,9	31,1	31,6	29,6	10,7	11,2	9,3	15,5	8,2	8,5	2,6	2,0	0,5	7,6	0,5
9. Autres : a) en monnaies étrangères	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	30,5	24,0	29,4	30,1	58,9	35,7	34,7	45,5	108,4	136,0
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	339,4	286,3	262,9	321,3	323,8	333,7	312,2	303,7	287,8	314,5	272,8	278,1	283,8	353,5	375,9
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	0,8	1,5	1,0	1,1	1,0	1,2	1,0	1,4	1,3	1,6
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	3,4	4,1	4,4	4,1	3,5	3,7	4,4	4,3	3,9	3,8
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,5	0,0	0,0	2,2	0,1	0,0	0,7	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	5,5	6,3	8,0	9,7	10,8	12,3	12,4	12,4	14,3	14,3	14,3	14,3	17,4	17,4	17,4
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4	37,4
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	1,2	1,3	0,9	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	5,7	13,2	10,5	7,3	0,0	0,0	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	34,4	41,2	42,3	46,2	0,0	0,0	0,0	7,8	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) avances	0,5	0,1	0,4	0,4	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	165,1	188,0	182,2	168,5	175,6	191,4	209,4	184,4	136,3	102,0
b) autres	9,9	0,0	0,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	83,5	63,1	76,5	63,0	80,1	68,3	78,4	64,5	85,9	71,0	54,1	41,7	43,4	56,7	72,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	659,5	672,1	653,9	642,1	661,4	614,4	624,5	610,3	644,6	648,9

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	7,0	9,3	6,5	6,6	6,2	5,2	5,9	6,7	5,4	4,8	4,9	5,8	6,2	6,4	5,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	7,1	12,2	24,8	55,1	6,5	5,5	6,2	7,0	5,7	5,1	5,2	6,1	6,5	6,7	5,3
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	11,9	12,1	12,7	12,6	16,3	12,1	14,0	14,8	12,8	15,1	12,8	14,6	12,7	14,1	* 12,9
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,1	0,0	0,4	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	364,2	370,1	369,5	383,3	381,9	373,0	375,8	379,9	375,1	402,1	387,8	400,5	388,4	414,4	* 401,5
— monnaie scripturale ⁵	0,4	0,9	0,4	0,2	0,4	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,4	0,3	0,4
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,6	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8	0,0	0,2	0,2	0,1	0,1	0,5	0,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	253,2	246,0	254,6	278,8	292,1	267,8	275,2	250,8	248,1	238,5	208,2	202,8	202,1	208,6	* 228,1
TOTAL DU PASSIF ...	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	659,5	672,1	653,9	642,1	661,4	614,4	624,5	610,3	644,6	648,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-9-86	31-10-86	30-11-86	31-12-86	31-1-87	28-2-87	31-3-87	30-4-87	31-5-87	30-6-87	31-7-87	31-8-87	30-9-87
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,1	57,7	57,7	57,7	57,5	57,7	57,6
2. F.M.I. : — Participation	22,1	22,1	22,2	22,4	22,4	21,1	20,9	21,1	20,0	20,4	20,4	19,7	19,4
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	10,7	12,2	13,6	13,6	12,6	12,6	13,7	13,6	12,6	12,5	10,6	9,6	9,5
— Autres	6,0	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,7	5,7	5,4	5,4	5,4	4,4
3. Ecus	134,8	138,9	138,9	138,9	136,5	136,5	136,5	139,1	139,1	139,1	143,8	143,8	145,7
4. Accords internationaux	2,7	2,7	2,7	2,4	2,4	2,7	2,7	2,7	2,8	2,4	2,9	2,9	2,8
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	2,6	4,2	2,2	2,0	2,8	3,1	0,5	0,5	0,6	7,6	0,5	0,5	0,5
9. Autres : a) en monnaies étrangères	35,7	35,3	34,0	34,7	37,7	38,4	45,5	66,8	72,0	108,4	118,2	120,5	136,0
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	272,8	279,5	277,7	278,1	278,5	278,5	283,8	307,2	310,5	353,5	359,5	360,1	375,9
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	1,2	1,2	1,2	1,0	1,3	1,4	1,4	1,2	1,2	1,3	1,5	1,6	1,6
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	3,7	3,6	3,6	4,4	4,7	4,6	4,3	4,1	4,0	3,9	3,9	3,8	3,8
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	14,3	14,3	14,3	14,3	16,8	17,3	17,4	17,3	17,4	17,4	17,4	17,4	17,4
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	191,4	191,7	194,1	209,4	186,1	185,2	184,4	164,7	184,4	136,3	121,8	122,7	102,0
b) autres	1,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	54,1	47,9	46,4	41,7	41,9	40,6	43,4	47,7	54,8	56,7	51,3	52,6	72,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	614,4	613,9	612,9	624,5	605,4	605,8	610,3	617,8	647,8	644,6	634,0	633,7	648,9

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-9-86	31-10-86	30-11-86	31-12-86	31-1-87	28-2-87	31-3-87	30-4-87	31-5-87	30-6-87	31-7-87	31-8-87	30-9-87
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	4,9	4,8	4,8	5,8	7,2	5,4	6,2	5,5	5,3	6,4	4,9	5,6	5,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	5,2	5,1	5,1	6,1	7,5	5,7	6,5	5,8	5,6	6,7	5,2	5,9	5,3
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	12,8	12,3	12,0	14,6	11,8	12,3	12,7	12,9	14,4	14,1	* 12,9	* 12,9	* 12,9
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	387,8	391,1	392,2	400,5	386,4	389,8	388,4	396,9	413,9	414,4	*406,9	*404,8	*401,5
— monnaie scripturale ⁵	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,5	0,4	0,3	0,2	0,3	0,1	0,4	0,4
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,2	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,4	0,5	0,5	0,3	0,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	208,2	205,0	203,3	202,8	199,2	197,4	202,1	201,7	213,2	208,6	*208,4	*209,4	*228,1
TOTAL DU PASSIF ...	614,4	613,9	612,9	624,5	605,4	605,8	610,3	617,8	647,8	644,6	634,0	633,7	648,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,0	2,4	1,0	0,4	4,7	2,0	0,0	1,4	2,1	0,0	0,1	2,4	0,8	0,0	0,8
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,7	0,4	0,0	0,8
Total des créances sur l'étranger	0,0	2,7	1,0	0,4	4,8	2,0	0,0	1,6	2,2	0,0	0,1	3,1	1,2	0,0	1,6
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	1,4	1,5	1,6	1,8	1,6	1,9	1,7	1,5	2,0	2,1	2,0	1,8	2,2	2,1	2,3
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	2,5	2,9	4,8	2,2	3,0	1,3	3,1	0,4	1,5	3,2	2,1	1,6	4,9	1,2	1,0
c) sur les banques de dépôts	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	3,4	2,7	4,8	1,1	3,6	6,1	3,7	6,8	3,1	5,7
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	81,1	86,0	89,0	86,8	84,3	70,6	96,2	82,3	83,6	96,8	99,8	87,8	94,6	99,2	106,6
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	11,3	12,5	13,3	14,5	15,0	14,9	15,0	15,0	15,0	14,0	14,0	15,0	15,0	* 14,0	* 15,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	44,7	44,5	34,7	39,2	42,4	62,0	58,1	42,4	47,1	46,5	45,9	51,3	45,7	49,9	55,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,0	0,4	0,8	0,1	0,0	0,3	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	1,0	1,9	0,8	0,6	0,3	0,0	0,8	2,7	0,0	0,1	1,1	0,3	0,0	0,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,5	0,5	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,4	1,3	0,0	0,3	2,7	4,9	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,5	0,3	0,0	0,7	0,0	1,0	0,2	0,5	3,9	1,9	0,0	0,0	* 0,9
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	13,2	10,9	11,5	13,3	13,9	11,8	13,9	14,6	11,3	15,2	14,5	16,1	15,3	* 16,0	* 13,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	169,4	190,9	167,2	167,7	183,4	188,5	183,7	188,7	190,4	202,3

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. + Autres.

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,7	0,8	1,5	1,0	1,1	1,0	1,2	1,0	1,4	1,2
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,3	3,8	4,1	4,5	4,1	3,5	3,7	4,4	4,3	3,9
b) envers les organismes publics	2,5	2,8	4,8	2,2	3,0	1,4	3,1	2,3	1,5	3,2	2,1	1,6	4,9	1,2	1,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	6,8	3,1	11,6	6,7	6,5	10,0	10,2	10,7	7,5	7,7
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	12,7	14,7	15,7	15,4	15,5	15,6	15,1	14,3	14,4	14,3	14,7	14,9	15,1	14,5	14,3
— monnaie scripturale	91,3	91,8	95,2	97,3	96,2	86,8	109,5	95,6	102,2	107,0	120,5	106,3	112,8	118,2	128,0
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,6	41,3	34,7	37,9	40,1	53,8	55,5	37,8	37,4	46,9	36,7	45,8	39,8	43,3	45,9
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	0,2
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	169,4	190,9	167,2	167,7	183,4	188,5	183,7	188,7	190,4	202,3

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	245,1	320,3	327,4	335,3	378,3	394,8	420,5	436,2	445,1	456,2
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	18,8	17,9	18,9	17,8	16,4	30,5	27,9	23,2	19,2	23,5	21,7	19,8	21,3	19,5	18,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.852,1	3.360,3	4.049,9	4.524,3	4.381,5	4.090,2	4.158,2	3.840,2	3.896,3	4.056,3	3.959,4	4.255,8
b) en francs belges	83,1	100,2	116,1	140,0	167,5	191,5	191,6	204,0	220,2	227,1	231,6	233,9	251,6	240,4	252,3
Total des créances sur l'étranger	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.683,5	4.517,0	5.064,1	4.936,1	4.664,9	4.787,1	4.488,3	4.570,5	4.765,4	4.664,4	4.982,3
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	11,4	10,4	10,5	10,8	11,0	14,4	11,8	12,5	12,8	10,7	13,1	11,0	12,4	10,6	11,7
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0
b) sur les organismes publics	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	6,8	3,1	11,5	6,8	6,5	10,0	10,2	10,7	7,5	7,7
c) sur les banques de dépôts	195,5	239,6	309,5	399,5	469,5	437,1	498,1	529,2	519,8	526,5	499,8	489,4	470,6	* 422,2	* 482,6
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	62,3	135,9	239,3	337,4	481,1	482,2	547,9	561,7	553,3	634,2	730,5	745,0	745,1	842,2	814,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	341,2	355,4	335,6	392,5	482,3	499,2	585,2	609,4	615,1	642,1	638,0	656,0	642,2	* 689,9	* 738,3
— autres	20,4	51,5	85,9	113,8	155,9	249,1	284,5	265,6	266,7	234,4	194,0	174,9	170,8	* 164,0	* 164,0
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	18,4	21,1	20,7	24,1	23,3	25,6	33,5	35,5	39,4	49,3	45,4	45,8	51,4	* 49,1	* 52,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	45,1	44,0	45,8	20,0	9,9	14,7	21,0	19,3	18,6	18,0	17,7	17,7	16,8	* 16,9	* 18,5
— autres	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	101,0	77,8	79,6	77,1	81,3	80,7	78,5	87,0	* 83,5	* 83,6
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	14,1	16,2	15,5	16,6	13,5	17,8	19,0	16,0	15,5	15,2	14,7	15,2	14,0	11,7	12,8
b) effets commerciaux	162,4	172,0	160,6	160,6	167,0	201,1	208,0	190,3	191,2	203,3	209,0	202,9	220,3	* 169,0	* 181,1
c) avances	642,5	718,1	790,0	821,1	863,0	904,9	919,7	904,9	966,6	981,2	1.016,5	1.007,2	1.057,7	* 1.143,1	* 1.224,2
d) autres créances à un an au plus	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,6	0,6	0,6	0,6
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	16,8	14,4	15,5	17,0	23,3	23,2	21,0	19,5	18,6	18,8	20,7	19,4	19,3	* 18,2	* 17,6
— autres	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	34,0	31,4	30,2	30,1	30,8	27,4	29,9	29,5	* 26,8	* 26,4
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	1,4	2,4	7,7	10,0	2,6	21,1	12,5	11,6	16,8	9,9	14,4	14,2	16,1	22,7	29,1
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	9,6	17,8	62,8	73,9	96,4	98,6	124,9	138,2	132,1	113,3	166,4	170,8	174,3	* 193,5	* 217,4
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	65,5	68,2	70,9	75,4	64,8	56,3	53,0	55,1	65,9	69,0	61,8	61,6	63,5	* 64,6	* 65,4
— autres	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	60,1	62,2	61,5	61,6	60,7	61,6	62,5	67,2	* 69,1	* 70,2
D. Autres	212,3	218,9	311,2	377,4	438,5	544,0	549,1	533,6	583,3	581,3	536,6	576,0	611,5	* 581,9	* 567,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	9.128,0	9.021,4	8.857,0	9.074,0	8.846,7	8.959,3	9.246,6	9.251,6	9.767,8

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.545,3	5.395,2	5.155,9	5.288,6	5.034,2	5.101,8	5.297,0	5.215,2	5.579,1
b) en francs belges ¹	297,9	353,8	348,7	360,5	368,7	459,1	531,4	505,3	531,0	507,8	569,7	583,0	555,9	590,0	642,2
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.677,3	4.462,1	5.448,6	6.076,7	5.900,5	5.686,9	5.796,4	5.603,9	5.684,8	5.852,9	5.805,2	6.221,3
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	2,2	0,9	0,0	0,7	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les organismes publics	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	3,4	2,7	2,9	1,1	3,6	6,1	3,7	6,8	3,1	5,7
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	* 0,7	* 0,7
— autres	195,2	239,3	309,2	399,1	468,8	436,3	497,2	528,3	519,1	525,8	498,9	488,6	469,8	* 421,5	* 481,9
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	296,8	293,7	306,9	334,6	393,7	393,3	431,1	413,3	427,9	430,9	481,0	444,5	469,5	* 475,9	* 529,6
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,5	0,6	1,4	1,1	1,2	1,7	1,5	2,0	1,9	1,5	1,5	2,0	2,4	* 2,0	* 1,5
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	462,7	489,0	500,9	532,2	541,3	553,5	570,5	607,3	626,1	639,8
— autres dépôts	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	467,2	462,0	471,6	484,6	509,1	484,6	518,8	560,1	587,7	574,1
— à plus d'un an :															
— dépôts	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	32,5	35,2	36,0	37,0	38,0	37,2	38,5	38,4	39,0	41,3
— bons de caisse et obligations	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	393,5	428,2	431,7	444,5	457,3	456,4	450,6	451,1	453,0	* 456,8
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	137,8	133,1	129,2	123,6	138,9	120,1	128,4	113,3	119,5	127,3
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	6,1	6,1	6,0	6,1	6,1	4,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	11,6	16,2	14,8	17,2	17,6	13,6	20,6	18,6	22,8	33,1
D. Autres	274,1	286,7	364,5	408,2	436,8	516,8	553,0	589,0	579,3	605,0	583,1	601,5	649,6	689,0	* 650,4
TOTAL DU PASSIF ...	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	9.128,0	9.021,4	8.857,0	9.074,0	8.846,7	8.959,3	9.246,6	9.251,6	9.767,8

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.545,3	5.395,2	5.155,9	5.288,6	5.034,2	5.101,8	5.297,0	5.215,2	5.579,1	
b) en francs belges ¹	303,9	360,8	358,0	367,3	375,5	465,3	536,7	511,2	537,7	513,2	574,5	587,9	561,7	596,2	648,7	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.702,4	4.517,4	5.455,1	6.082,3	5.906,7	5.693,9	5.802,1	5.609,0	5.690,0	5.859,0	5.811,7	6.228,1	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,3	12,5	12,8	13,5	13,5	17,0	14,3	15,5	15,8	13,9	16,1	14,0	15,6	14,1	15,3	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	3,6	4,3	4,9	4,4	4,6	6,5	4,7	4,1	5,2	5,9	3,5	3,7	4,4	4,3	3,9	
b) envers les organismes publics	9,2	3,8	6,6	6,3	3,2	4,8	5,8	5,2	2,6	6,8	8,2	5,3	11,7	4,3	6,7	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	
— autres	203,1	248,4	315,8	405,3	474,7	443,6	500,3	539,9	526,2	532,4	509,0	498,8	480,7	429,1	489,6	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	371,7	378,9	385,8	384,9	398,8	397,5	410,8	390,1	394,3	389,4	416,8	402,7	415,6	402,9	428,7	(1)
— monnaie scripturale ³	388,8	385,9	403,0	432,3	490,1	480,5	540,9	509,1	530,3	538,2	601,8	551,1	582,5	594,5	657,9	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	44,1	41,9	36,1	39,6	42,1	56,2	57,8	40,5	40,1	48,4	38,4	48,0	42,3	45,4	47,9	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	462,7	489,0	500,9	532,2	541,3	553,5	570,5	607,3	626,1	639,8	(2)
— autres dépôts	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	467,2	462,0	471,6	484,6	509,1	484,6	518,8	560,1	587,7	574,1	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	32,5	35,2	36,0	37,0	38,0	37,2	38,5	38,4	39,0	41,3	(3)
— bons de caisse et obligations	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	393,5	428,2	431,7	444,3	457,3	456,4	450,6	451,1	453,0	456,8	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	137,8	133,1	129,2	123,6	138,9	120,1	128,4	113,3	119,5	127,3	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	6,1	6,1	6,0	6,1	6,1	4,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	11,6	16,2	14,8	17,2	17,9	13,6	20,6	18,6	22,8	33,3	(14)
D. Autres	446,1	539,9	610,5	662,8	715,6	808,9	817,2	864,2	830,1	853,1	821,6	809,6	852,4	* 891,1	* 859,0	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	9.176,5	9.999,0	9.860,7	9.678,6	9.899,5	9.696,6	9.757,4	10.059,8	10.052,3	10.614,7	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

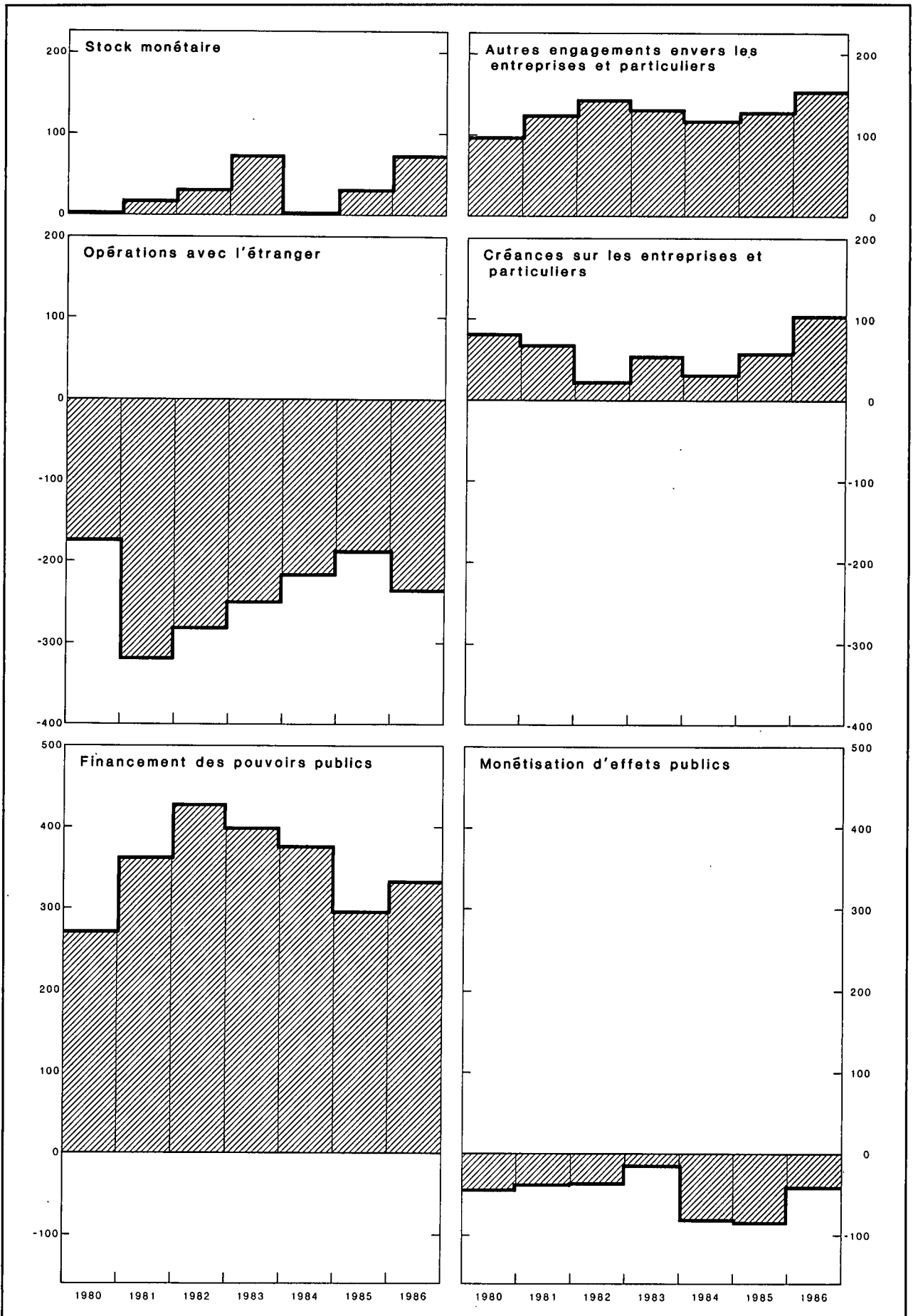
³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+ 206,0	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,7	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985	+ 30,6	+ 86,9	+ 55,6	- 14,2	+ 158,9	- 188,2	+ 62,2	- 3,8	+ 10,8	- 0,8	+ 311,8	- 15,8	- 77,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7
1986	+ 75,8	+ 156,3	+ 8,0	- 10,3	+ 229,8	- 235,3	+ 103,4	+ 0,9	+ 3,1	+ 3,1	+ 335,9	+ 9,3	- 59,9	+ 7,0	+ 50,6	+ 11,7
1985 2 ^e trimestre .	+ 93,8	- 30,3	+ 21,9	- 10,8	+ 74,6	- 67,5	+ 37,9	- 2,9	+ 9,2	0,0	+ 116,8	+ 27,9	- 20,9	- 2,8	+ 4,3	- 27,4
3 ^e trimestre .	- 69,8	+ 21,4	+ 4,4	- 3,9	- 47,9	- 54,2	- 31,9	- 0,9	+ 0,7	- 2,6	+ 52,0	- 11,5	- 25,6	+ 10,3	+ 17,2	- 1,4
4 ^e trimestre .	+ 25,1	+ 44,4	+ 13,8	- 5,6	+ 77,7	- 30,2	+ 72,6	0,0	+ 6,1	+ 1,0	+ 12,7	+ 6,4	- 18,4	- 11,6	+ 1,5	+ 37,6
1986 1 ^{er} trimestre .	+ 11,4	+ 39,3	+ 13,8	+ 15,3	+ 79,8	- 52,3	+ 14,9	+ 0,7	- 4,1	- 0,8	+ 127,5	+ 12,2	- 18,3	- 2,1	- 11,4	+ 13,5
2 ^e trimestre .	+ 81,0	- 12,2	- 1,8	- 18,8	+ 48,2	- 114,7	+ 39,3	- 0,9	+ 5,7	+ 1,0	+ 84,5	- 6,2	- 11,0	+ 19,1	+ 52,4	- 21,0
3 ^e trimestre .	- 55,3	+ 51,1	- 4,5	+ 8,3	- 0,4	- 39,2	- 15,6	+ 1,7	+ 2,1	+ 1,7	+ 27,9	+ 3,5	- 10,9	- 6,0	- 5,6	+ 40,0
4 ^e trimestre .	+ 38,7	+ 78,1	+ 0,5	- 15,1	+ 102,2	- 29,1	+ 64,8	- 0,6	- 0,6	+ 1,2	+ 96,0	- 0,2	- 19,7	- 4,0	+ 15,2	- 20,8
1987 1 ^{er} trimestre .	+ 2,3	+ 46,5	+ 2,5	+ 6,2	+ 57,5	* - 44,6	+ 35,0	* - 2,7	+ 1,7	- 3,4	* + 121,9	* - 2,5	- 7,5	- 12,8	* + 18,3	* - 45,9
2 ^e trimestre .	+ 91,7	+ 0,1	+ 6,0	+ 7,8	+ 105,6	* - 2,0	+ 91,1	* - 0,4	+ 0,1	+ 3,1	* + 41,4	* + 7,6	* - 2,6	+ 15,3	* + 15,1	* - 63,1

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la B.N.B. ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984	15,6	398,2	397,5	0,3	86,8	393,4	480,5	878,0	56,2	934,2
1985 Mars	15,5	385,1	388,5	0,2	102,5	386,1	488,8	877,3	38,4	915,7
Juin	15,1	409,2	410,8	0,3	109,5	431,1	540,9	951,7	57,8	1.009,5
Septembre	14,3	389,7	390,1	0,2	95,6	413,2	509,0	899,1	40,5	939,6
Décembre	14,4	394,7	394,3	0,2	102,2	427,4	529,8	924,1	40,6	964,7
1986 Mars	14,3	387,8	389,4	0,3	106,9	431,0	538,2	927,6	48,4	976,0
Juin	14,8	417,2	416,8	0,3	120,4	481,1	601,8	1.018,6	38,4	1.057,0
Juillet	14,9	403,3	405,8	0,2	116,1	445,9	562,2	968,0	45,2	1.013,2
Août	14,9	402,8	406,1	0,3	116,4	426,6	543,3	949,4	46,3	995,7
Septembre	14,9	400,6	402,7	0,2	106,4	444,4	551,0	953,7	48,0	1.001,7
Octobre	14,9	403,4	406,0	0,3	117,2	440,5	558,0	964,0	52,3	1.016,3
Novembre	14,9	404,2	407,1	0,2	113,7	445,5	559,4	966,5	53,3	1.019,8
Décembre	15,1	415,1	415,6	0,2	*112,9	469,5	*582,6	* 998,2	*42,3	1.040,5
1987 Janvier	14,9	398,3	401,4	0,3	*140,1	*466,5	*606,9	*1.008,3	*41,3	1.049,6
Février	14,5	402,1	404,3	0,5	*114,3	*447,6	*562,4	* 966,7	*40,0	1.006,7
Mars	14,5	401,1	402,9	0,3	*118,2	*476,0	*594,5	* 997,4	*45,4	1.042,8
Avril	14,6	409,8	411,5	0,3	*132,8	*473,2	*606,3	*1.017,8	*49,8	1.067,6
Mai	14,7	428,2	428,6	0,2	*121,2	*489,0	*610,4	*1.039,0	*44,8	1.083,8
Juin	14,3	428,5	428,7	0,3	*128,0	*529,6	*657,9	*1.086,6	*47,9	1.134,5

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers		Total
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total						(8) = (6) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(9) = (5) + (8)		
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982	374,2	425,2	88,6	513,8	888,0	39,6	8,8	48,4	936,4
1983	390,2	477,2	96,5	573,7	963,9	42,1	12,3	54,4	1.018,3
1984	385,4	459,3	104,1	563,4	948,8	56,1	8,0	64,1	1.012,9
1985 Mars	376,6	465,5	106,5	572,0	948,6	38,4	15,3	53,7	1.002,3
Juin	400,2	519,5	124,2	643,7	1.043,9	57,8	15,7	73,5	1.117,4
Septembre	382,3	489,2	118,4	607,6	989,9	40,5	13,7	54,2	1.044,1
Décembre	383,5	508,3	107,9	616,2	999,7	40,6	15,4	56,0	1.055,7
1986 Mars	379,2	514,9	103,9	618,8	998,0	48,4	12,8	61,2	1.059,2
Juin	405,8	579,6	122,2	701,8	1.107,6	38,4	18,9	57,3	1.164,9
Septembre	394,1	532,5	121,4	653,9	1.048,0	48,1	20,8	68,9	1.116,9
Décembre	403,6	562,4	120,9	683,3	1.086,9	42,3	14,8	57,1	1.144,0
1987 Mars	392,8	570,4	124,0	694,4	1.087,2	45,5	9,1	54,6	1.141,8
Juin	417,6	635,0	137,5	772,5	1.190,1	47,9	19,6	67,5	1.257,6

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²						Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ³	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total						(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)	
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	- 120,0	- 155,1	+ 15,3	- 7,8	- 162,6	+ 32,6	- 122,5
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 18,4	- 83,5
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 88,5	- 86,2
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 89,4	- 4,8
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	- 130,1	- 154,3	+ 100,8	- 5,1	- 250,0	+ 94,4	- 59,9
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	- 125,6	- 77,3	+ 140,6	- 1,4	- 216,5	+ 62,4	- 14,9
1985	296,7	- 1.019,8	- 723,1	- 3,5	- 130,6	- 134,1	+ 43,3	+ 10,8	- 188,2	+ 87,5	- 46,6
1986	272,0	- 1.086,3	- 814,3	- 6,3	- 109,6	- 115,9	+ 16,3	+ 3,1	- 235,3	+ 118,3	+ 2,4
1985 2 ^e trimestre .	341,6	- 1.012,6	- 671,0	+ 14,5	- 52,9	- 38,4	+ 19,9	+ 9,2	- 67,5	+ 11,7	- 26,7
3 ^e trimestre .	306,0	- 962,9	- 656,9	- 32,2	- 5,1	- 37,3	+ 16,2	+ 0,7	- 54,2	- 1,5	- 38,8
4 ^e trimestre .	296,7	- 1.019,8	- 723,1	+ 5,9	- 42,9	- 37,0	- 12,9	+ 6,1	- 30,2	+ 52,6	+ 15,6
1986 1 ^{er} trimestre .	282,1	- 1.009,3	- 727,2	- 4,9	- 12,7	- 17,6	+ 38,8	- 4,1	- 52,3	+ 35,6	+ 18,0
2 ^e trimestre .	309,3	- 1.115,4	- 806,1	+ 28,2	- 114,7	- 86,5	+ 22,5	+ 5,7	- 114,7	+ 32,4	- 54,1
3 ^e trimestre .	267,6	- 1.111,3	- 843,7	- 30,6	- 11,0	- 41,6	- 4,5	+ 2,1	- 39,2	+ 65,7	+ 24,1
4 ^e trimestre .	272,0	- 1.086,3	- 814,3	+ 1,0	+ 28,8	+ 29,8	+ 59,5	- 0,6	- 29,1	- 15,4	+ 14,4
1987 1 ^{er} trimestre .	277,4	- 1.140,9	- 863,5	+ 2,1	- 71,4	- 69,3	* - 26,4	+ 1,7	* - 44,6	+ 16,0	- 53,3
2 ^e trimestre .	346,8	- 1.237,5	- 890,7	+ 75,7	* - 10,9	* + 64,8	* + 66,7	+ 0,1	* - 2,0	.	.

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en francs belges des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 7.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période												Variations aux cours de change des transactions ⁸
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷	Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total	(10) = (7) à (9)	(11)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	(13)	
1979	58,3	48,7	61,1	75,5	0,0	243,6	6,1	27,4	14,7	48,2	- 76,4	119,0	- 39,2
1980	58,2	48,0	110,7	114,8	0,8	332,5	7,1	0,0	19,2	26,3	- 125,4	180,8	+ 44,2
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	- 123,9	95,4	- 93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	- 130,9	52,0	- 37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	- 8,4
1986	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	- 120,5	125,9	+ 7,2
1985 3 ^e trimestre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 32,3
4 ^e trimestre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,6
1986 1 ^{er} trimestre	58,2	43,3	145,4	30,1	2,6	279,6	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,2	123,1	+ 2,4
2 ^e trimestre	58,2	43,0	143,4	58,9	2,5	306,0	5,1	0,0	23,6	28,7	- 152,4	124,9	+ 0,8
3 ^e trimestre	58,2	38,8	134,8	35,7	2,7	270,2	5,1	0,0	23,6	28,7	- 116,5	125,0	+ 2,4
4 ^e trimestre	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	- 120,5	125,9	+ 1,6
1987 1 ^{er} trimestre	58,1	40,5	136,5	45,5	2,7	283,3	6,4	0,0	23,6	30,0	- 121,3	132,0	+ 0,7
2 ^e trimestre	57,7	38,3	139,1	108,4	2,4	345,9	6,7	0,0	23,6	30,3	- 119,1	196,5	+ 70,9
3 ^e trimestre	57,6	33,3	145,6	136,0	2,9	375,4	5,3	0,0	23,6	28,9	- 136,5	210,0	+ 8,3
1986 Septembre	58,2	38,8	134,8	35,7	2,7	270,2	5,1	0,0	23,6	28,7	- 116,5	125,0	- 1,1
Octobre	58,2	40,2	138,9	35,3	2,7	275,3	5,1	0,0	23,6	28,7	- 120,7	125,9	+ 1,0
Novembre	58,2	41,7	138,9	34,0	2,7	275,5	5,1	0,0	23,6	28,7	- 120,7	126,1	+ 0,5
Décembre	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	- 120,5	125,9	+ 0,1
1987 Janvier	58,2	41,0	136,5	37,6	2,4	275,7	7,5	0,0	23,6	31,1	- 120,4	124,2	- 3,7
Février	58,2	39,5	136,5	38,4	2,7	275,3	5,7	0,0	23,6	29,3	- 118,3	127,7	+ 5,3
Mars	58,1	40,5	136,5	45,5	2,7	283,3	6,4	0,0	23,6	30,0	- 121,3	132,0	- 0,9
Avril	57,7	40,4	139,0	66,8	2,7	306,6	5,8	0,0	23,6	29,4	- 119,8	157,4	+ 27,4
Mai	57,7	38,3	139,1	72,0	2,8	309,9	5,6	0,0	23,6	29,2	- 119,4	161,3	+ 12,5
Juin	57,7	38,3	139,1	108,4	2,4	345,9	6,7	0,0	23,6	30,3	- 119,1	196,5	+ 31,0
Juillet	57,7	36,4	143,8	118,2	2,9	359,0	5,2	0,0	23,6	28,8	- 121,1	209,1	+ 8,4
Août	57,7	34,7	143,8	120,5	2,9	359,6	5,8	0,0	23,6	29,4	- 120,3	209,9	+ 1,2
Septembre	57,6	33,3	145,6	136,0	2,9	375,4	5,3	0,0	23,6	28,9	- 136,5	210,0	- 1,3

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire » et de la « politique d'accès élargi », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprennent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprennent les avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprennent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en francs belges envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprennent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprennent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière. Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux de la rubrique « Total 1 à 8 » du tableau IX-5.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Finance-ment spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹ (1)	de la construction et de transactions immobilières ² (2)	de ventes et prêts à tempé- rément ³ (3)	d'importa- tions (4)				Crédits de caisse ⁴ (8)	Autres (9)		
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 ⁵	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985 Mars ⁵	144,1	172,1	111,5	25,0	663,8	1.116,5	161,1	906,1	13,9	1.081,1	2.197,6
Juin ⁵	146,0	175,4	118,5	24,0	690,5	1.154,5	154,4	936,4	15,7	1.106,5	2.261,0
Septembre ..	149,8	175,4	117,9	21,9	657,6	1.122,6	147,1	890,0	13,6	1.050,7	2.173,3
Décembre ...	154,2	180,9	128,3	21,9	709,8	1.195,1	146,6	817,2	14,0	977,8	2.172,9
1986 Mars	156,8	184,0	124,4	19,9	724,9	1.210,0	144,0	806,9	13,2	964,1	2.174,1
Juin	164,6	189,4	143,6	19,1	732,6	1.249,3	139,3	794,2	13,4	946,9	2.196,2
Septembre *	183,8	188,0	141,8	19,3	700,8	1.233,7	133,0	771,5	11,5	916,0	2.149,7
Décembre . *	194,0	198,4	146,6	17,5	742,0	1.298,5	130,2	764,4	15,5	910,1	2.208,6
1987 Mars	215,4	211,8	140,7	17,0	748,6	1.333,5	122,7	747,4	16,2	886,3	2.219,8
Juin	229,8	218,5	168,5	17,6	790,2	1.424,6	.	794,4	.	932,0	2.356,6

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire: Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	1,7	7,7	9,4	1,7	7,7	0,0	9,4	0,1
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Crédits à l'étranger											
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 ¹	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,0	11,2	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	7,5	7,8	15,3	7,5	7,8	0,0	15,3	0,2
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	1,7	6,3	8,0	1,7	6,3	0,0	8,0	0,3
Juin	0,0	0,0	0,0	3,7	4,7	8,4	3,7	4,7	0,0	8,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,6	6,8	7,4	0,6	6,8	0,0	7,4	0,1
C. Total											
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,1	11,3	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	9,2	15,5	24,7	9,2	15,5	0,0	24,7	0,3
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	1,7	6,5	8,2	1,7	6,5	0,0	8,2	0,3
Juin	0,0	0,0	0,0	3,7	4,7	8,4	3,7	4,7	0,0	8,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,6	6,8	7,4	0,6	6,8	0,0	7,4	0,1

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.
Encaisse en or	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,5
Prêts	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6
Écus	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9
Monnaies étrangères	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1	18,4
Autres	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0
Accords internationaux	0,4	0,0	0,8	-1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4
Avances au F.M.I.	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme .	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0	2,0
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—	—	—
Banques	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2	0,7	0,0
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1	0,0	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9	2,3
Fonds publics	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3	16,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4	5,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—
Comptes transitoires	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2	14,8
Total de l'actif	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.
Billets en circulation	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7	415,1
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—	—	—
Banques de Belgique	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—	—	—
Valeurs à payer	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4	0,2	0,2
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8	0,8	0,1
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2
Banques à l'étranger et institutions in- ternationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1	2,5	1,7
Valeurs à payer	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9	21,1	9,2
Accords internationaux :									
Accords d'aide financière	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4
Autres accords	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5	138,9
Réserve monétaire :									
Belgique	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—
Comptes transitoires	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4	10,9
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0
Réserve extraordinaire	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9	11,9
Compte d'amortissement des immeu- bles, matériel et mobilier	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9	4,8
Bénéfice net à répartir	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1
Total du passif	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1986 7 juillet	1987 6 juillet	1986 4 août	1987 10 août	1986 8 sept.	1987 7 sept.	1986 6 octobre	1987 5 octobre
Encaisse en or	58,2	57,7	58,2	57,8	58,2	57,8	58,2	57,6
Fonds Monétaire International :								
Participation	22,3	20,4	22,2	19,3	22,2	19,7	22,1	19,4
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	14,7	10,5	10,0	10,6	10,5	9,6	10,7	9,5
Ecus	136,5	139,1	134,8	143,7	134,8	143,8	134,8	145,7
Monnaies étrangères	55,8	115,7	57,3	125,5	40,4	120,7	35,3	135,9
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	18,4	20,7	18,4	23,4	18,4	23,4	18,4	26,5
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	2,5	2,4	2,6	2,9	2,6	2,8	2,7	2,9
Avances au F.M.I.	5,9	5,4	5,9	5,4	5,9	5,4	5,9	4,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. :								
Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	24,5	0,8	22,4	6,0	5,3	0,0	0,1	15,1
Effets de commerce	12,0	1,1	4,2	0,5	6,9	0,5	5,3	0,5
Avances sur nantissement	15,5	0,0	5,7	0,0	0,0	0,1	6,2	0,0
Effets publics^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes^b	169,3	150,1	172,9	116,4	189,8	122,6	190,2	109,3
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,0	1,3	1,1	1,5	1,2	1,5	1,2	1,6
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	3,3	3,9	3,5	3,8	3,2	3,8	3,7	3,8
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,4	3,5	3,4
Fonds publics	16,2	19,2	16,2	19,2	16,2	19,2	16,2	19,2
Immeubles, matériel et mobilier	4,4	5,4	4,4	5,4	4,4	5,4	4,4	5,4
Divers	17,1	19,8	20,7	27,2	30,9	24,0	24,5	23,4
	652,1	648,0	635,0	643,1	625,4	634,7	614,4	654,6
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux¹	18,8	13,8	18,0	12,9	17,7	12,5	16,3	12,1
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	180,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1986 7 juillet	1987 6 juillet	1986 4 août	1987 10 août	1986 8 septembre	1987 7 septembre	1986 6 octobre	1987 5 octobre
Billets en circulation	420,2	434,7	406,6	417,6	402,8	418,9	405,3	420,4
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires	2,0	3,4	2,3	1,4	1,4	1,6	1,8	2,3
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	11,4	6,4	11,8	10,9	23,3	6,7	15,8	7,1
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	3,3	3,9	3,4	3,8	3,2	3,8	3,7	3,8
Autres accords	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	136,5	139,1	134,8	143,7	134,8	143,7	134,8	145,7
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Autres	24,5	0,9	22,1	6,0	5,3	0,0	0,1	16,1
Divers	14,4	16,8	14,2	16,9	14,8	17,1	13,1	15,4
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	15,8	18,8	15,8	18,8	15,8	18,9	15,8	18,8
	652,1	648,0	635,0	643,1	625,4	634,7	614,4	654,6
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	18,8	13,8	18,0	12,9	17,7	12,5	16,3	12,1

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)					(%)		
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,2	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1986	1.232	286,6	95,4	500,1	966,4	495,7	966,3	2.928,5	97
1985 2 ^e trimestre	1.252	258,7	90,8	533,1	997,9	525,9	997,9	3.054,8	97
3 ^e trimestre	1.259	244,7	85,4	461,6	851,2	474,4	851,2	2.638,4	97
4 ^e trimestre	1.257	248,4	86,3	493,7	885,6	476,2	885,6	2.741,1	97
1986 1 ^{er} trimestre	1.243	278,0	94,0	505,4	1.034,5	508,9	1.034,5	3.083,3	97
2 ^e trimestre	1.237	314,5	103,5	535,2	1.023,8	519,6	1.023,8	3.102,4	97
3 ^e trimestre	1.235	286,4	92,6	472,1	922,2	497,1	922,2	2.813,6	97
4 ^e trimestre	1.232	267,5	91,6	487,8	884,9	457,0	884,9	2.714,6	97
1987 1 ^{er} trimestre	1.209	305,8	99,8	523,0	1.097,7	539,1	1.097,7	3.257,5	97
2 ^e trimestre	1.206	308,3	102,1	544,4	1.037,6	541,1	1.037,6	3.160,7	97
1986 Août	1.236	257,5	94,7	433,8	845,5	441,0	845,5	2.565,8	97
Septembre	1.235	270,1	91,0	431,2	868,5	474,3	868,5	2.642,5	97
Octobre	1.234	276,4	88,6	507,0	914,9	485,1	914,9	2.821,9	97
Novembre	1.233	243,7	93,6	446,2	882,9	425,6	882,9	2.637,6	97
Décembre	1.232	282,5	92,7	510,3	856,9	460,3	856,9	2.684,4	97
1987 Janvier	1.214	337,0	98,9	529,4	1.128,1	548,6	1.128,1	3.334,2	98
Février	1.211	287,1	104,0	532,8	1.100,2	557,6	1.100,2	3.290,8	97
Mars	1.209	293,2	96,5	507,0	1.064,6	511,2	1.064,6	3.147,4	97
Avril	1.208	311,5	98,1	550,4	1.013,1	537,7	1.013,1	3.114,3	98
Mai	1.207	281,0	104,8	544,3	1.032,3	541,6	1.032,3	3.150,5	97
Juin	1.206	332,6	103,2	538,5	1.067,3	544,1	1.067,3	3.217,2	97
Juillet	1.206	312,4	96,4	532,0	944,8	531,7	944,8	2.953,3	97
Août	1.205	274,8	95,0	443,7	860,9	463,1	860,9	2.628,6	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 31 juillet	1987 31 juillet	1986 31 août	1987 31 août
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	14,2	18,5	16,2	15,9	13,3	15,1	13,0	15,5
Prêts au jour le jour	90,4	146,6	175,0	206,9	189,1	235,5	171,6	290,4
Banquiers	2.119,0	2.462,2	2.520,2	2.366,2	2.212,7	2.403,5	2.227,6	2.367,6
Maison-mère, succursales et filiales	949,9	1.133,1	1.338,9	1.509,1	1.279,1	1.641,4	1.393,1	1.663,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	49,4	64,2	68,4	70,7	72,3	82,9	74,4	69,6
Portefeuille-effets	823,5	885,9	938,1	1.185,0	1.186,3	1.197,2	1.183,3	1.181,8
a) Effets publics	562,9	569,7	644,5	843,6	855,0	925,0	860,0	913,5
b) Effets commerciaux ^a	260,6	316,2	293,6	341,4	331,3	272,2	323,3	268,3
Reports et avances sur titres	2,1	2,8	4,3	6,8	6,3	6,4	5,7	6,2
Débiteurs par acceptations	69,5	60,8	54,8	46,0	50,2	42,2	47,1	39,0
Débiteurs divers	1.844,4	2.059,5	1.974,1	1.930,7	1.891,4	2.112,9	1.882,8	2.110,5
Valeurs mobilières	914,7	1.122,7	1.423,1	1.567,6	1.470,7	1.646,2	1.486,2	1.636,3
a) Fonds publics belges	735,6	828,8	985,5	1.027,0	977,4	1.089,5	979,5	1.081,9
b) Autres titres d'emprunt	177,2	289,7	419,0	523,2	475,9	536,5	489,8	525,9
c) Actions et parts de sociétés	1,6	2,5	2,2	2,4	1,6	3,0	1,5	11,7
d) Autres valeurs mobilières	0,3	1,7	16,4	15,0	15,8	17,2	15,4	16,8
Valeurs de la réserve légale	3,3	3,7	3,8	4,7	4,6	5,2	4,6	5,3
Participations	43,3	47,2	33,4	36,9	34,9	46,4	35,9	48,3
a) Filiales	28,8	31,9	17,3	21,4	19,4	28,9	20,4	30,8
b) Autres participations	14,5	15,3	16,1	15,5	15,5	17,5	15,5	17,5
Frais de constitution et de premier établissement	1,6	1,9	2,2	2,4	2,4	2,7	2,4	2,8
Immeubles	24,4	24,6	25,7	26,9	26,9	27,8	27,0	27,9
Participations dans les filiales immobilières	1,9	1,9	1,8	1,8	1,8	2,1	1,8	2,1
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	6,9	8,4	10,0	10,7	11,0	11,7	11,1	11,8
Divers	193,2	264,6	266,8	258,2	216,1	228,0	219,4	239,8
Total de l'actif	7.151,8	8.308,7	8.856,9	9.246,6	8.669,2	9.707,3	8.787,1	9.718,2
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	123,9	83,7	82,3	57,3	62,7	52,8	62,2	52,0
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,1	0,5	1,4	0,5	0,0	0,0	0,4	0,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

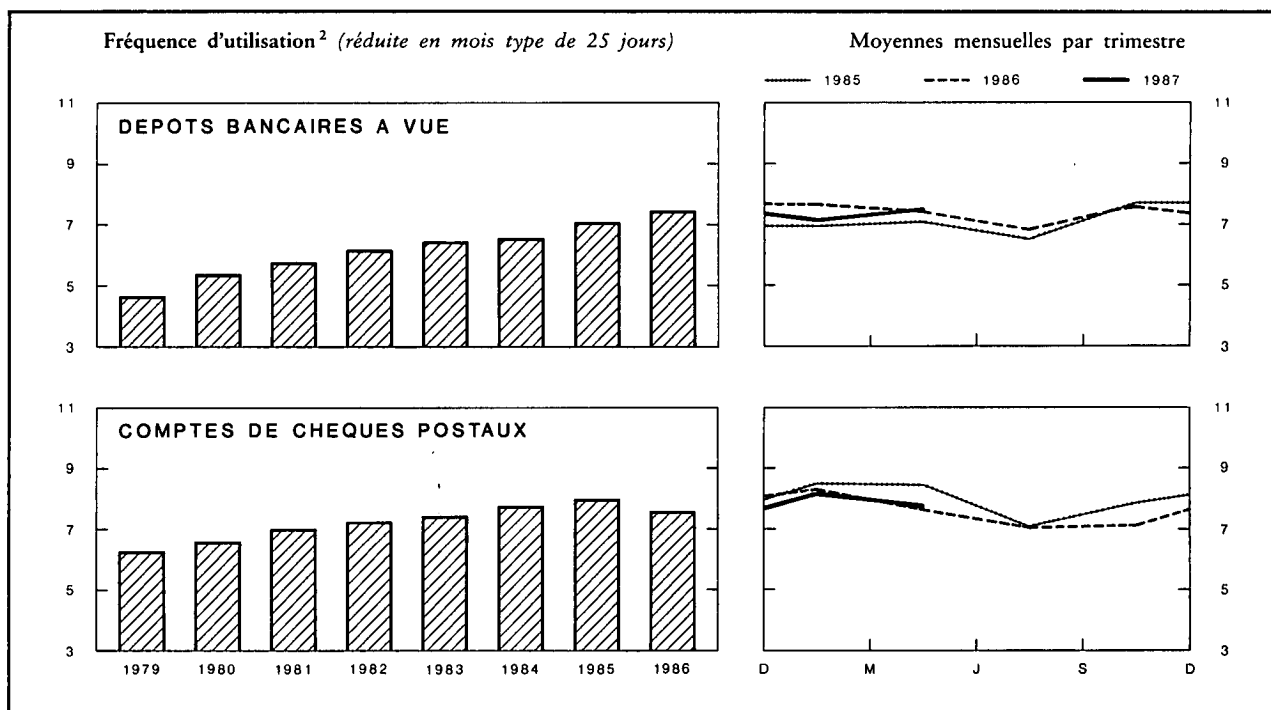
Passif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 31 juillet	1987 31 juillet	1986 31 août	1987 31 août
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	7,5	10,9	8,9	29,1	8,1	12,0	5,4	6,3
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	7,3	8,4	8,2	8,2	8,1	8,4	5,3	5,8
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,2	2,5	0,7	20,9	0,0	3,6	0,1	0,5
Emprunts au jour le jour	168,1	257,7	330,6	422,3	304,2	373,3	345,2	355,5
a) Couverts par des sûretés réelles	8,1	5,5	8,5	6,7	3,7	5,3	2,4	2,3
b) Non couverts par des sûretés réelles	160,0	252,2	322,1	415,6	300,5	368,0	342,8	353,2
Banquiers	3.595,4	4.142,7	4.354,7	4.433,3	4.198,6	4.604,9	4.291,3	4.592,9
Maison-mère, succursales et filiales	701,7	921,4	931,8	853,9	785,1	977,3	758,0	1.004,0
Acceptations	69,5	61,1	54,8	46,0	50,2	42,2	47,1	39,0
Autres valeurs à payer à court terme	39,3	51,5	61,9	81,7	72,2	77,5	67,1	78,6
Créditeurs pour effets à l'encaissement	6,2	8,1	7,4	5,6	6,5	5,1	6,4	5,2
Dépôts et comptes courants	1.845,5	2.015,9	2.164,3	2.399,2	2.272,0	2.609,7	2.286,7	2.623,1
a) A vue	489,6	504,5	557,8	618,5	590,5	657,1	579,4	659,2
b) A un mois au plus	403,1	485,1	495,0	580,2	527,8	643,5	546,8	642,2
c) A plus d'un mois	469,5	505,0	507,6	512,3	509,9	576,1	512,8	581,3
d) A plus d'un an	10,6	10,7	15,2	13,8	12,9	20,6	12,7	22,3
e) A plus de deux ans	44,4	42,7	49,8	58,0	61,1	56,1	60,5	57,8
f) Carnets de dépôts	426,8	466,4	536,9	613,2	567,3	652,3	571,9	656,3
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,5	1,5	2,0	3,2	2,5	4,0	2,6	4,0
Obligations et bons de caisse	352,3	390,8	444,0	450,3	454,6	456,2	452,8	456,2
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,7	1,4	1,3	1,5	1,4	1,5	1,4
Divers	201,1	259,1	304,1	289,9	292,8	290,2	299,9	298,8
<i>Total de l'exigible</i>	6.988,1	8.120,9	8.663,9	9.012,6	8.445,8	9.449,8	8.561,4	9.461,0
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	40,7	58,2	49,3	58,9	60,1	72,2	58,8	71,5
<i>Non exigible :</i>								
Capital	65,8	68,4	77,6	85,9	82,4	89,3	84,0	89,6
Fonds indisponible par prime d'émission	5,1	5,5	5,3	12,4	6,8	12,7	8,6	12,8
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	3,3	3,7	3,8	4,6	4,6	5,2	4,6	5,2
Réserve disponible	29,5	31,5	35,0	39,9	39,8	43,8	39,9	43,8
Autres réserves	11,3	11,7	11,5	20,4	18,3	21,3	18,3	21,3
Provisions	8,0	8,8	10,5	11,9	11,4	13,0	11,5	13,0
<i>Total du non exigible</i>	123,0	129,6	143,7	175,1	163,3	185,3	166,9	185,7
<i>Total du passif</i>	7.151,8	8.308,7	8.856,9	9.246,6	8.669,2	9.707,3	8.787,1	9.718,2

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1985 2 ^e trimestre	2.279,3	882,4	3.161,7	6,99	7,09	8,47
1985 3 ^e trimestre	2.117,1	690,0	2.807,1	6,77	6,51	7,10
1985 4 ^e trimestre	2.495,8	772,4	3.268,2	7,79	7,70	7,88
1986 1 ^{er} trimestre	2.514,8	889,6	3.404,4	7,69	7,69	8,35
1986 2 ^e trimestre	2.592,2	896,4	3.488,6	7,42	7,42	7,66
1986 3 ^e trimestre	2.451,4	741,0	3.192,4	7,07	6,88	7,08
1986 4 ^e trimestre	2.701,8	745,8	3.447,6	7,63	7,52	7,14
1987 1 ^{er} trimestre	2.607,8	933,3	3.541,1	7,18	7,10	8,21
1987 2 ^e trimestre	2.943,8	909,8	3.853,6	7,43	7,52	7,78
1986 Août	2.275,2	723,2	2.998,4	6,52	6,52	6,78
1986 Septembre	2.503,1	718,0	3.221,1	7,40	7,11	6,92
1986 Octobre	2.567,7	686,1	3.253,8	8,07	7,47	6,83
1986 Novembre	2.532,3	844,7	3.377,0	6,61	7,18	7,93
1986 Décembre	3.005,3	706,7	3.712,0	8,19	7,87	6,66
1987 Janvier	2.563,8	887,2	3.451,0	7,20	6,92	7,91
1987 Février	2.695,8	1.034,6	3.730,4	7,03	7,32	8,72
1987 Mars	2.563,8	878,1	3.441,9	7,33	7,05	7,97
1987 Avril	2.920,4	825,8	3.746,2	7,80	7,80	7,30
1987 Mai	2.696,8	995,8	3.692,6	6,72	7,00	8,29
1987 Juin	3.214,2	907,8	4.122,0	7,77	7,77	7,71
1987 Juillet	3.019,0			7,74	7,44	
1987 Août	2.637,6			6,75	6,75	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1970-1980. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

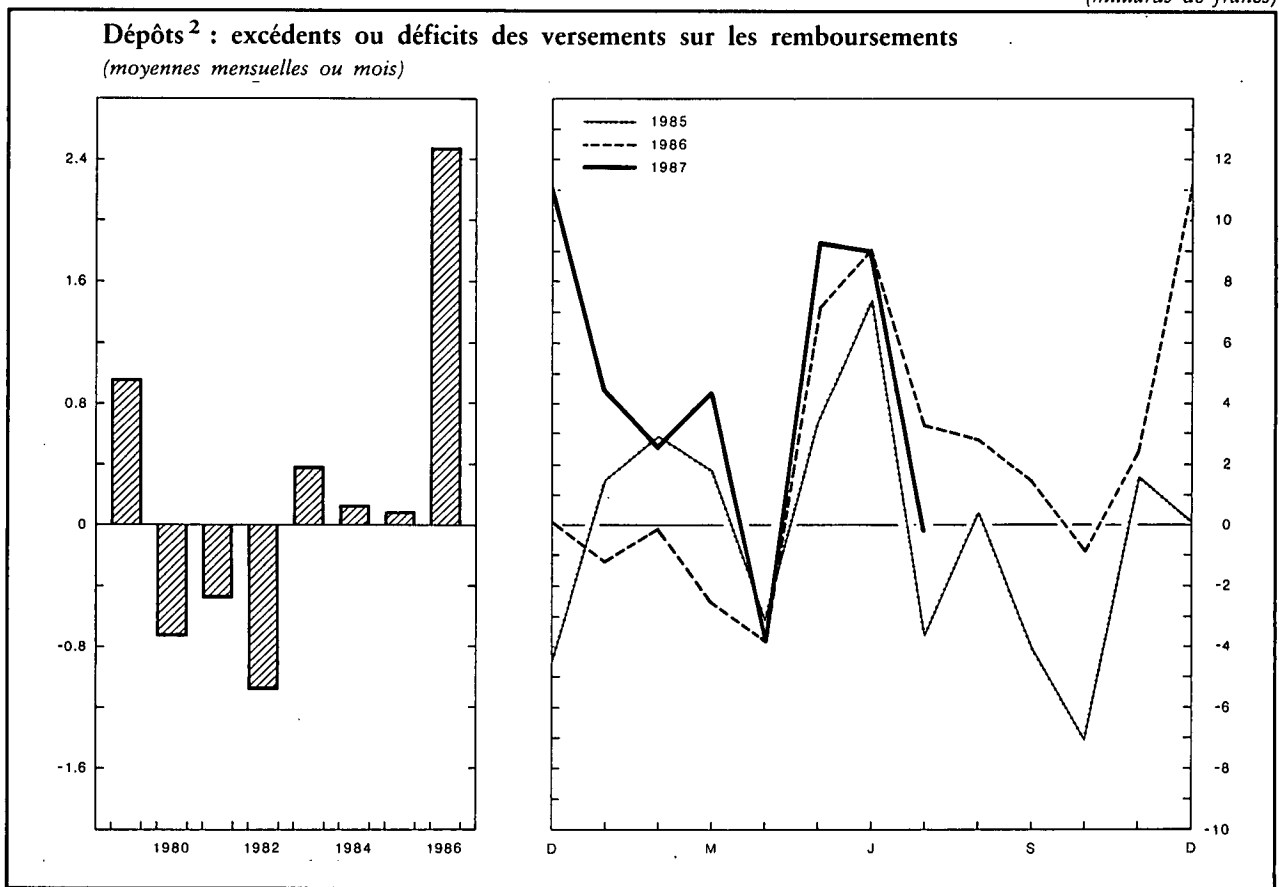
Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1978	22,3	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984 Septembre	28,1	235,5	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	191,5
Décembre	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985 Mars	28,4	166,1	0,0	0,0	25,5	0,1	0,0	165,1
Juin	24,6	181,7	0,0	0,0	27,8	0,0	0,0	169,8
Septembre	27,6	191,0	0,0	0,0	24,1	3,2	0,0	188,0
Décembre	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2
1986 Janvier	26,6	176,1	0,0	0,0	40,0	0,0	0,0	160,6
Février	27,6	186,7	0,0	0,0	42,6	0,0	0,0	168,8
Mars	21,8	208,6	0,0	0,0	50,6	6,6	0,0	168,5
Avril	27,5	196,1	0,0	0,0	48,4	0,0	0,0	166,1
Mai	41,1	148,4	0,0	0,0	43,6	1,9	0,0	138,2
Juin	42,4	175,6	0,0	0,0	37,9	0,0	5,9	175,6
Juillet	38,1	174,9	0,0	0,0	36,2	0,7	1,1	174,9
Août	35,6	197,3	0,0	0,0	36,3	3,1	0,0	191,0
Septembre	42,0	191,4	0,0	0,0	35,7	1,6	1,3	191,4
Octobre	42,4	191,7	0,0	0,0	39,1	0,0	0,1	191,7
Novembre	43,7	197,5	0,0	0,0	41,6	0,3	0,0	194,1
Décembre	47,6	216,3	0,0	0,0	44,2	13,1	0,0	209,4

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ²			Solde ⁵	Bons d'épargne ³	Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,4	769,4
1986	1.780,1	1.751,0	29,1	565,3	263,6	828,9
1985 2 ^e trimestre	413,3	405,7	7,6	503,6	248,1	751,7
3 ^e trimestre	367,8	375,1	- 7,3	496,3	253,1	749,4
4 ^e trimestre	424,4	429,8	- 5,4	515,0	254,4	769,4
1986 1 ^{er} trimestre	431,6	435,4	- 3,8	511,1	262,8	773,9
2 ^e trimestre	450,3	437,8	12,5	523,5	265,3	788,8
3 ^e trimestre	432,2	424,6	7,6	531,1	265,4	796,5
4 ^e trimestre	466,0	453,2	12,8	565,3	263,6	828,9
1987 1 ^{er} trimestre	505,6	494,1	11,5	576,8	267,8	844,6
2 ^e trimestre	533,8	519,2	14,6	591,4	269,7	861,1
1986 Juillet	152,6	149,3	3,3	526,8	265,2	792,0
Août	130,2	127,4	2,8	529,6	265,3	794,9
Septembre	149,4	147,9	1,5	531,1	265,4	796,5
Octobre	159,6	160,4	- 0,8	530,3	265,2	795,5
Novembre	138,9	136,5	2,4	532,7	265,2	797,9
Décembre	167,5	156,3	11,2	565,3	263,6	828,9
1987 Janvier	171,5	167,0	4,5	569,8	265,1	834,9
Février	166,4	163,8	2,6	572,4	267,0	839,4
Mars	167,7	163,3	4,4	576,8	267,8	844,6
Avril	169,0	172,7	- 3,7	573,1	268,5	841,6
Mai	170,4	161,1	9,3	582,4	269,1	851,5
Juin	194,4	185,4	9,0	591,4	269,7	861,1
Juillet	179,5	179,7	- 0,2	591,2	270,4	861,6

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues; et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1986 les intérêts capitalisés s'élèvent à 21,3 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1984	1985	1986
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	5,4	5,0	6,3
Prêts au jour le jour	1,2	6,1	2,7
Banquiers	57,2	71,9	119,3
Autres valeurs à recevoir à court terme	2,8	2,3	2,2
Portefeuille-effets	139,4	148,0	179,0
a) effets publics	(124,0)	(135,8)	(168,9)
b) effets commerciaux	(15,4)	(12,2)	(10,1)
Reports et avances sur titres	0,6	0,6	0,7
Débiteurs par acceptation	0,1	0,0	0,2
Débiteurs divers	370,4	386,2	396,8
Valeurs mobilières	293,4	352,6	381,2
a) fonds publics belges	(281,2)	(333,1)	(354,1)
b) autres titres d'emprunts	(12,2)	(19,5)	(27,1)
c) autres valeurs mobilières	(—)	(—)	(0,0)
Participations	1,6	1,6	1,7
a) filiales	(0,7)	(0,7)	(0,9)
b) autres participations	(0,9)	(0,9)	(0,8)
Immeubles	9,4	11,4	12,1
Matériel et mobilier	0,8	1,0	1,5
Divers	42,8	46,1	45,8
Compte de résultats : perte de l'exercice	—	—	—
Total de l'actif ...	925,1	1.032,8	1.149,5
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	1,1	1,1	1,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,1)	(1,1)	(1,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(0,0)	(—)	(—)
Emprunts au jour le jour	—	1,3	3,3
Banquiers	69,8	99,7	133,6
Acceptations	0,1	0,0	0,2
Autres valeurs à payer à court terme	1,6	1,7	1,8
Dépôts et comptes courants	552,1	598,5	657,5
a) à vue et à un mois au plus	(469,0)	(505,8)	(561,0)
b) à plus d'un mois	(83,1)	(92,7)	(96,5)
Obligations et bons de caisse	230,8	255,0	265,3
Divers	50,4	55,7	65,7
Total de l'exigible ...	905,9	1.013,0	1.128,5
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	18,2	19,2	19,8
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	1,0	0,6	1,2
Total du passif ...	925,1	1.032,8	1.149,5

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1984	1985	1986
ACTIF			
Frais d'établissement	0,0	—	—
Immobilisations financières	1,5	1,5	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,2	0,4	0,6
— Titres à revenu fixe	33,7	33,7	59,2
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,0	0,1	0,1
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	0,0	0,0
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	22,7	24,8	28,2
— Avances sur contrats	0,1	0,1	0,1
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,4	1,2	1,1
— autres	1,0	1,6	3,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,2	0,2	0,2
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,1
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	1,3	1,3	0,8
Valeurs disponibles	0,1	0,1	0,1
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	2,3	2,5	4,6
Total de l'actif ...	64,6	67,6	99,7
PASSIF			
Réserves :			
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves immunisées	—	0,0	0,2
Réserves disponibles	12,7	13,8	14,3
Fonds de réserve de la Caisse de retraite	0,7	0,8	0,8
Bénéfice reporté	0,1	—	—
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	34,6	37,6	69,4
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,2	0,2
Provisions pour prestations à régler	0,2	0,2	0,3
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,2	12,9	12,5
Autres provisions techniques	—	0,0	0,0
Provisions pour risques et charges	0,2	0,3	0,3
Dépôts des réassureurs	0,1	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,4	0,4	0,7
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,3	0,2	0,3
Compte courant	0,0	0,0	0,0
Rentes à transférer	0,1	0,1	—
— Capitaux, non liquidés sur prêts consentis	—	—	0,0
— Autres créiteurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1	0,1
autres	1,8	0,9	0,5
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	64,6	67,6	99,7

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
ACTIF									
IMMOBILISE	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7	73,3	92,6
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3	87,1	88,0
2. garantis par banques et organismes financiers ..	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1	12,3	8,6
3. dont le risque est à charge de l'Institution	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0	77,3	81,1
Crédits commerciaux	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7	8,9	12,6
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8	20,6	17,1
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6	96,6	95,0
Autres ¹	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7	0,7	0,8
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0	45,2	46,3
2. autres ²	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7
Banquiers	—	—	—	—	—	—	—	0,1	1,4
Débiteurs divers	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4	11,1	8,5
Fonds publics et participations	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3	7,6	13,8
Divers	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8	18,7	20,1
Total de l'actif ...	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8	8,1	9,4
EXIGIBLE :									
Obligations	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8	220,2	214,6
Bons de caisse	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1	94,5	111,0
Dépôts et emprunts divers	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0	53,9	61,0
Effets réescomptés	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2	1,0	0,7
Banquiers	—	—	—	—	—	—	—	0,1	1,3
Créditeurs divers	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8	11,8	15,4
Provisions pour charge et risques divers	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1	8,4	8,6
Amortissement sur agios portefeuilles-titres	—	—	—	—	—	—	—	0,4	1,2
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1	45,4	46,4
2. Autres ³	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6	16,8	17,3
Total du passif ...	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'EPARGNE

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 31 juillet	1987 31 juillet	1986 31 août	1987 31 août
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	2,5	3,0	3,1	3,0	2,8	3,1	2,5	2,8
Prêts au jour le jour	2,3	5,7	2,5	3,7	1,8	0,9	1,0	1,4
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	36,3	42,5	41,8	64,8	47,0	70,3	54,3	72,3
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	4,6	8,2	7,4	7,3	3,9	4,2	3,7	4,4
Effets de commerce et factures	7,7	6,5	5,0	4,5	4,8	4,5	4,8	4,5
Débiteurs par acceptations	1,4	1,6	0,2	0,6	0,2	0,2	0,2	0,1
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	87,1	99,9	120,0	147,8	139,0	174,6	139,5	173,9
Portefeuille-titres et participations	442,8	518,3	608,4	683,6	657,0	730,5	658,0	739,0
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(48,3)	(71,2)	(66,6)	(71,6)	(75,2)	(66,7)	(74,1)	(71,2)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(187,1)	(220,6)	(281,0)	(321,7)	(314,5)	(372,8)	(314,2)	(371,6)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(155,9)	(168,0)	(180,5)	(192,5)	(185,7)	(194,1)	(185,4)	(196,6)
c) Obligations de sociétés belges	(23,2)	(24,0)	(24,5)	(22,5)	(23,5)	(20,0)	(23,6)	(20,1)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(12,6)	(12,1)	(12,9)	(14,2)	(14,0)	(14,8)	(14,0)	(14,8)
e) Autres valeurs	(15,7)	(22,4)	(42,9)	(61,1)	(44,1)	(62,1)	(46,7)	(64,7)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	262,3	258,9	265,7	290,1	280,2	295,7	281,2	297,4
Actionnaires ou sociétaires	3,1	2,9	2,7	2,6	2,7	2,5	2,7	2,5
Débiteurs divers	5,2	7,4	6,9	6,3	6,0	8,3	6,0	8,6
Divers	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Total du disponible et réalisable	855,7	955,3	1.064,0	1.214,6	1.145,7	1.295,1	1.154,2	1.307,2
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	7,9	8,5	9,2	9,0	9,5	9,2	9,5	9,5
Leasing immobilier	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6	1,3	0,6	1,0
Matériel et mobilier	1,2	1,6	1,9	2,4	2,0	2,7	2,1	2,7
Leasing mobilier	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	11,1	10,7	11,8	12,2	12,3	13,4	12,4	13,4
Comptes transitoires ¹	33,0	38,9	49,5	53,7	43,7	46,5	50,7	54,0
Total de l'actif	899,8	1.004,9	1.125,3	1.280,5	1.201,7	1.355,0	1.217,3	1.374,6
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées .	825,7	927,9	1.040,4	1.189,2	1.120,6	1.263,8	1.130,4	1.276,3
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	812,1	913,9	1.023,8	1.167,7	1.101,9	1.243,9	1.110,2	1.256,4

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 31 juillet	1987 31 juillet	1986 31 août	1987 31 août
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	475,3	544,9	506,2	605,0	550,3	661,8	556,0	670,3
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	112,6	127,7	142,1	149,1	150,5	160,2	150,3	162,3
c) de cinq ans ou plus	216,8	228,8	250,4	251,2	257,6	239,4	256,5	238,1
Réserves techniques	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,5	6,4	6,7	8,4	8,5	6,4	8,4	6,5
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,9	2,4	2,8	2,9	2,4	1,9	2,3	1,8
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1	0,2	0,7
b) auprès de la B.N.B.	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	2,3	2,0	107,2	130,7	102,2	129,2	108,1	134,5
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Récomptes	5,0	0,0	0,6	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0
Mobilisation d'actifs	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,9	3,3	3,4	3,2	2,1	2,0	1,6	2,0
Créditeurs divers	1,7	2,0	2,3	2,9	3,1	3,5	3,0	3,4
Provisions pour charges	5,3	6,0	4,9	4,8	4,4	5,2	4,6	5,6
Divers	0,4	0,3	2,4	10,5	6,6	11,9	6,5	11,9
Total de l'exigible	831,3	924,2	1.029,4	1.169,0	1.087,9	1.222,5	1.097,7	1.237,3
Fonds propres :								
a) capital	14,1	16,7	20,9	22,8	22,0	23,9	22,1	24,0
b) réserve légale	1,0	1,2	1,3	1,5	1,1	1,6	1,4	1,6
c) autres réserves	13,9	15,6	18,8	24,7	20,2	26,6	19,9	26,6
Comptes de redressements d'actifs	6,6	8,0	9,9	12,2	9,9	12,2	9,9	12,2
Comptes transitoires ¹	32,9	39,2	45,0	50,3	60,6	68,2	66,3	72,9
Total du passif	899,8	1.004,9	1.125,3	1.280,5	1.201,7	1.355,0	1.217,3	1.374,6

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces	Prélèvements pour paiement de dépenses extraordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Emprunts dont les charges sont :						Créditeurs	Débiteurs	
	supportées par les emprunteurs	remboursées aux emprunteurs par l'Etat	à fin de période							
1985	33,0	5,4	16,7	48,3	19,7	579,7	16,3	21,9	57,4	698,9
1986	28,6	5,2	17,6	46,6	21,6	560,5	15,4	22,8	51,8	791,7
1985 3 ^e trimestre ...	8,2	1,2	3,8	11,0	21,2	576,7	18,0	22,0	52,3	198,4
4 ^e trimestre ...	8,6	1,1	3,6	12,8	19,7	579,7	16,3	23,5	52,5	143,3
1986 1 ^{er} trimestre ...	6,7	1,7	4,0	11,9	19,6	570,7	14,3	21,6	50,0	193,2
2 ^e trimestre ...	6,3	1,0	3,9	9,3	21,4	567,2	14,4	22,5	51,6	150,7
3 ^e trimestre ...	6,5	1,1	4,7	13,5	20,2	561,7	14,0	24,6	53,2	208,7
4 ^e trimestre ...	9,1	1,4	5,0	11,9	21,6	560,5	15,4	22,6	52,6	239,1
1987 1 ^{er} trimestre ...	10,1	1,9	4,1	15,5	22,7	557,4	15,7	22,7	52,5	211,0
2 ^e trimestre ...	9,0	1,4	2,5	10,6	25,6	556,7	17,8	21,5	47,3	162,3
1986 Août	1,3	0,4	1,3	3,9	20,4	562,0	14,2	21,6	50,9	53,4
Septembre	2,7	0,4	2,2	5,3	20,2	561,7	14,0	27,5	53,0	73,8
Octobre	2,9	0,6	1,8	5,0	20,6	556,6	15,7	20,1	62,3	79,8
Novembre	2,6	0,3	1,4	3,7	21,1	558,2	15,4	24,1	48,4	66,9
Décembre	3,6	0,5	1,8	3,2	21,6	560,5	15,4	23,6	47,3	92,4
1987 Janvier	3,3	0,5	2,0	5,8	21,5	550,3	14,5	28,0	54,7	100,8
Février	2,7	0,8	1,3	4,4	22,2	553,0	16,4	18,9	54,1	52,4
Mars	4,1	0,6	0,8	5,3	22,7	557,4	15,7	21,3	48,6	57,8
Avril	3,1	0,4	0,5	2,5	24,5	551,5	18,0	20,0	48,0	56,2
Mai	2,3	0,6	0,9	3,7	24,8	553,1	20,6	21,8	46,0	59,6
Juin	3,6	0,4	1,1	4,4	25,6	556,7	17,8	22,9	48,0	46,5
Juillet	3,9	0,4	1,0	5,3	25,5	552,3	22,1	24,1	54,5	78,4
Août	2,5	0,4	1,2	4,0	25,4	556,7	18,2	20,0	51,9	56,3

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Etat récapitulatif des valeurs représentatifs des réserves ou provisions technique en fin d'année
(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de Contrôle des Assurances

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Actifs réglementaires ¹ :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	68,0	73,8	80,9	96,5	110,9	129,4	156,2
Obligations organisations internationales	1,0	1,0	1,3	2,5	3,5	4,0	5,2
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	32,1	37,1	40,0	46,3	52,3	52,2	49,7
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	2,4	1,0	0,0	0,1	0,1	0,3	0,1
Certificats immobiliers sociétés belges	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Actions sociétés belges	16,0	15,2	18,3	23,4	36,3	40,0	52,4
Immeubles	28,0	31,8	33,3	36,5	37,6	37,9	38,6
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit	89,9	101,9	112,0	118,7	124,4	133,1	137,8
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,2	0,1	0,3	0,6	0,5	0,9	0,7
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,2	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1	0,1
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	2,2	3,0	2,9	3,8	4,0	4,3	4,8
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	0,1	0,6	0,5	0,8	1,5	1,7	1,7
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	1,6	1,8	2,9	3,5	5,0	4,8	7,8
Certificats fonds communs de placement	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,8
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses .	5,0	5,6	6,8	7,4	8,2	8,5	8,5
Numéraire	3,0	3,2	5,8	5,2	4,5	4,8	2,6
Avances sur polices	7,4	8,8	9,7	10,6	11,2	11,1	11,3
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	4,8	6,2	7,5	9,0	10,7	12,8	15,4
Primes restant à encaisser	0,6	0,7	1,1	1,3	1,3	1,4	1,6
Créances sur intermédiaires	1,0	1,2	0,9	1,1	1,0	1,0	0,9
Total A	263,9	293,7	325,0	368,3	414,0	448,9	496,3
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	3,1	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2	1,9
Total B	3,1	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2	1,9
TOTAL GENERAL (A + B)	267,0	296,6	327,6	371,4	416,7	451,1	498,2
Encaissement affaires directes	40,4	38,7	44,8	49,5	50,5	54,6	59,2
Provisions techniques affaires directes	263,7	291,9	322,2	357,2	395,0	430,7	470,5

¹ Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total (4) = (2) + (3)				
		Après des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Après des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)		
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	+ 490,9	+ 506,1	
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	+ 485,7	+ 477,3	
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	+ 589,0	+ 582,4	
1982	+ 5,4	- 4,3	0,0	- 4,3	+ 5,0	+ 6,1	+ 584,8	+ 590,9	
1983	+ 6,0	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,3	- 1,2	+ 6,1	+ 688,5	+ 694,6	
1984	+ 9,7	+ 18,9	+ 5,2	+ 24,1	+ 3,3	+ 37,1	+ 545,6	+ 582,7	
1985	- 8,1	+ 16,5	- 4,9	+ 11,6	+ 8,8	+ 12,3	+ 717,2	+ 729,5	
1986	+ 1,1	+ 10,9	- 0,3	+ 10,6	+ 2,8	+ 14,5	+ 951,5	+ 966,0	
1985 2 ^e trimestre ...	+ 19,9	- 4,6	+ 16,8	+ 12,2	+ 0,5	+ 32,6	+ 276,3	+ 308,9	
3 ^e trimestre ...	- 19,4	+ 1,4	- 14,4	- 13,0	+ 1,1	- 31,3	+ 82,1	+ 50,8	
4 ^e trimestre ...	+ 1,8	- 1,9	- 7,0	- 8,9	+ 6,2	- 0,9	+ 110,7	+ 109,8	
1986 1 ^{er} trimestre ...	+ 5,2	+ 23,2	+ 3,0	+ 26,2	- 0,2	+ 31,2	+ 305,0	+ 336,2	
2 ^e trimestre ...	- 3,9	- 4,1	- 2,7	- 6,8	+ 0,1	- 10,6	+ 348,7	+ 338,1	
3 ^e trimestre ...	+ 11,6	- 5,8	+ 0,2	- 5,6	+ 1,6	+ 7,6	+ 81,5	+ 89,1	
4 ^e trimestre ...	- 11,8	- 2,4	- 0,8	- 3,2	+ 1,3	- 13,7	+ 216,3	+ 202,6	
1987 1 ^{er} trimestre ...	- 2,5	+ 25,9	+ 0,4	+ 26,3	+ 1,0	+ 24,8	+ 268,0	+ 292,8	
2 ^e trimestre ...	+ 12,9	- 7,5	+ 0,9	- 6,6	- 0,2	+ 6,1	+ 390,2	+ 396,3	

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2, 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵	Actifs à plus d'un an ^{6, 7}	Total	A un an au plus ⁵ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁹ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)			(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1979	+ 25,8	+ 152,3	+ 211,3	+ 389,4	+ 16,5	+ 11,0	+ 27,5	+ 74,0	+ 490,9
1980	+ 4,2	+ 111,8	+ 259,1	+ 375,1	+ 46,4	+ 23,6	+ 70,0	+ 40,6	+ 485,7
1981	+ 32,9	+ 108,1	+ 201,5	+ 342,5	+ 115,3	+ 39,7	+ 155,0	+ 91,5	+ 589,0
1982	+ 34,9	+ 138,5	+ 295,8	+ 469,2	+ 30,7	+ 50,1	+ 80,8	+ 34,8	+ 584,8
1983	+ 75,9	+ 146,3	+ 339,0	+ 561,2	- 13,8	+ 84,0	+ 70,2	+ 57,1	+ 688,5
1984	- 15,1	+ 232,5	+ 197,5	+ 414,9	- 9,4	+ 105,6	+ 96,2	+ 34,5	+ 545,6
1985	+ 50,9	+ 223,0	+ 282,9	+ 556,8	- 1,8	+ 90,7	+ 88,9	+ 71,5	+ 717,2
1986	+ 87,2	+ 403,4	+ 84,2	+ 574,8	+ 32,1	+ 113,3	+ 145,4	+ 231,3 ¹⁰	+ 951,5
1985 2 ^e trimestre	+ 95,3	- 13,7	+ 97,8	+ 179,4	- 12,6	+ 28,1	+ 15,5	+ 81,4	+ 276,3
3 ^e trimestre	- 54,0	+ 49,5	+ 49,5	+ 45,0	+ 8,8	+ 25,0	+ 33,8	+ 3,3	+ 82,1
4 ^e trimestre	+ 9,8	+ 77,3	+ 60,3	+ 147,4	- 4,6	+ 21,2	+ 16,6	- 53,3	+ 110,7
1986 1 ^{er} trimestre	- 1,7	+ 87,9	+ 70,8	+ 157,0	+ 25,6	+ 26,6	+ 52,2	+ 95,8	+ 305,0
2 ^e trimestre	+ 109,6	+ 31,7	+ 37,4	+ 178,7	- 4,3	+ 41,3	+ 37,0	+ 133,0	+ 348,7
3 ^e trimestre	- 59,6	+ 119,3	+ 8,3	+ 68,0	+ 7,5	+ 32,6	+ 40,1	- 26,6	+ 81,5
4 ^e trimestre	+ 38,9	+ 164,5	- 32,3	+ 171,1	+ 3,3	+ 12,8	+ 16,1	+ 29,1 ¹¹	+ 216,3
1987 1 ^{er} trimestre	+ 0,3	+ 152,1	+ 16,4	+ 168,8	+ 24,2	+ 22,9	+ 47,1	+ 52,1 ¹¹	+ 268,0
2 ^e trimestre	+ 102,9	+ 37,4	+ 146,6	+ 286,9	+ 6,9	+ 3,8	+ 10,7	+ 92,6 ¹¹	+ 390,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Pour les trois derniers mois non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

¹¹ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

**XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²**

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges						En monnaies étrangères ³				Total général	
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4 5}					Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4 6}	A l'étranger	Total		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total							dont : Après de organismes principalement monétaires ⁷	(8) = (5) + (7)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,8	- 3,6	+ 2,0	+ 91,5	+ 56,2	+ 47,0	+ 138,5	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,2
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,1	+ 1,3	+ 159,3	+ 76,1	- 13,0	+ 146,3	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 132,5
1984	+ 115,3	+ 57,8	+ 5,7	+ 0,9	+ 179,7	+ 68,8	+ 52,8	+ 232,5	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 223,1
1985	+ 162,9	+ 20,7	+ 13,8	+ 2,2	+ 199,6	+ 89,1	+ 23,4	+ 223,0	- 1,3	- 0,5	- 1,8	+ 221,2
1986	+ 209,7	+ 83,1	+ 52,4	+ 7,1	+ 352,3	+ 132,3	+ 51,1	+ 403,4	- 0,5	+ 32,6	+ 32,1	+ 435,5
1985 2 ^e trimestre .	+ 28,1	- 58,5	+ 1,0	+ 3,1	- 26,3	- 24,0	+ 12,6	- 13,7	- 10,0	- 2,6	- 12,6	- 26,3
3 ^e trimestre .	+ 21,6	+ 20,5	+ 5,5	0,0	+ 47,6	+ 28,3	+ 1,9	+ 49,5	+ 3,1	+ 5,7	+ 8,8	+ 58,3
4 ^e trimestre .	+ 89,0	- 2,4	+ 5,4	- 4,9	+ 87,1	+ 40,2	- 9,8	+ 77,3	- 1,8	- 2,8	- 4,6	+ 72,7
1986 1 ^{er} trimestre .	+ 17,4	+ 45,2	+ 9,5	+ 4,9	+ 77,0	+ 35,9	+ 10,9	+ 87,9	+ 17,4	+ 8,2	+ 25,6	+ 113,5
2 ^e trimestre .	+ 34,2	- 37,1	+ 12,1	+ 4,0	+ 13,2	- 14,7	+ 18,5	+ 31,7	- 16,6	+ 12,3	- 4,3	+ 27,4
3 ^e trimestre .	+ 38,0	+ 47,1	+ 14,6	- 0,7	+ 99,0	+ 57,3	+ 20,3	+ 119,3	+ 12,3	- 4,8	+ 7,5	+ 126,8
4 ^e trimestre .	+ 120,1	+ 27,9	+ 16,2	- 1,1	+ 163,1	+ 53,8	+ 1,4	+ 164,5	- 13,6	+ 16,9	+ 3,3	+ 167,8
1987 1 ^{er} trimestre .	+ 40,2	+ 74,9	+ 10,2	+ 0,7	+ 126,0	+ 65,1	+ 26,1	+ 152,1	+ 9,7	+ 14,5	+ 24,2	+ 176,3
2 ^e trimestre .	+ 37,4	- 23,5	+ 3,3	+ 4,7	+ 21,9	+ 5,7	+ 15,5	+ 37,4	+ 7,9	- 1,0	+ 6,9	+ 44,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des banques d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982	1.135,1	512,9	70,7	9,6	1.728,3	763,8	127,5	1.855,8
1983	1.246,7	548,2	81,8	10,9	1.887,6	839,9	129,7	2.017,3
1984	1.362,0	606,0	87,5	11,8	2.067,3	908,7	139,2	2.206,5
1985 Mars	1.386,2	667,1	89,4	15,8	2.158,5	953,3	145,6	2.304,1
Juin	1.414,3	608,6	90,4	18,9	2.132,2	929,3	135,9	2.268,1
Septembre	1.435,9	629,1	95,9	18,9	2.179,8	957,6	131,8	2.311,6
Décembre	1.524,9	626,7	101,3	14,0	2.266,9	997,8	126,1	2.393,0
1986 Mars	1.542,3	671,9	110,8	18,9	2.343,9	1.033,7	141,6	2.485,5
Juin	1.576,5	634,8	122,9	22,9	2.357,1	1.019,0	122,8	2.479,9
Septembre	1.614,5	681,9	137,5	22,2	2.456,1	1.076,3	131,9	2.588,0
Décembre	1.734,6	709,8	153,7	21,1	2.619,2	1.130,1	116,0	2.735,2
1987 Mars	1.774,8	784,7	163,9	21,8	2.745,2	1.195,2	122,8	2.868,0
Juin	1.812,2	761,2	167,2	26,5	2.767,1	1.200,9	131,7	2.898,8

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des banques d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1979	+ 206,6	+ 3,8	+ 0,9	+ 211,3	+ 14,9	- 3,9	+ 11,0	+ 222,3
1980	+ 256,3	+ 1,8	+ 1,0	+ 259,1	+ 30,5	- 6,9	+ 23,6	+ 282,7
1981	+ 197,9	+ 1,2	+ 2,4	+ 201,5	+ 44,2	- 4,5	+ 39,7	+ 241,2
1982	+ 278,8	+ 18,2	- 1,2	+ 295,8	+ 58,5	- 8,4	+ 50,1	+ 345,9
1983	+ 278,7	+ 47,4	+ 12,9	+ 339,0	+ 84,8	- 0,8	+ 84,0	+ 423,0
1984	+ 177,3	+ 21,3	- 1,1	+ 197,5	+ 112,8	- 7,2	+ 105,6	+ 303,1
1985	+ 273,2	+ 13,1	- 3,4	+ 282,9	+ 89,1	+ 1,6	+ 90,7	+ 373,6
1986	+ 78,2	+ 16,9	- 10,9	+ 84,2	+ 93,0	+ 20,3	+ 113,3	+ 197,5
1985 2 ^e trimestre ...	+ 90,8	+ 8,6	- 1,6	+ 97,8	+ 26,4	+ 1,7	+ 28,1	+ 125,9
3 ^e trimestre ...	+ 47,5	+ 0,4	+ 1,6	+ 49,5	+ 21,5	+ 3,5	+ 25,0	+ 74,5
4 ^e trimestre ...	+ 60,0	+ 2,1	- 1,8	+ 60,3	+ 17,9	+ 3,3	+ 21,2	+ 81,5
1986 1 ^{er} trimestre ...	+ 76,6	- 7,1	+ 1,3	+ 70,8	+ 16,1	+ 10,5	+ 26,6	+ 97,4
2 ^e trimestre ...	+ 20,3	+ 23,3	- 6,2	+ 37,4	+ 32,1	+ 9,2	+ 41,3	+ 78,7
3 ^e trimestre ...	+ 9,8	0,0	- 1,5	+ 8,3	+ 31,8	+ 0,8	+ 32,6	+ 40,9
4 ^e trimestre ...	- 28,5	+ 0,7	- 4,5	- 32,3	+ 13,0	- 0,2	+ 12,8	- 19,5
1987 1 ^{er} trimestre ...	+ 21,5	- 3,3	- 1,8	+ 16,4	+ 22,6	+ 0,3	+ 22,9	+ 39,3
2 ^e trimestre ...	+ 129,1	+ 17,0	+ 0,5	+ 146,6	+ 9,1	- 5,3	+ 3,8	+ 150,4

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général (12) = (10) + (11)
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+141,8	+122,7	+264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+191,3	+249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+128,6	+167,3	+295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,2	+ 56,9	+ 31,4	+144,6	+ 13,8	+ 44,5	+ 5,1	+134,1	+251,1	+385,2
1983	+ 15,8	- 1,3	+120,1	+ 61,4	+ 52,0	+108,7	+ 38,4	+ 71,4 ⁴	- 25,1 ⁴	+225,0	+216,4	+441,4
1984	- 4,9	- 8,3	+ 63,5	+ 37,4	+ 73,6	+ 70,4	+ 45,3	+ 27,8	+ 1,4	+169,2	+137,0	+306,2
1985	- 0,7	+ 13,9	+120,6	+ 56,0	+ 80,0	+ 73,0	+ 35,4	+ 35,3	+ 0,4	+249,2	+164,7	+413,9
1986	+ 19,5	+ 11,0	+175,5	+ 6,2	+135,7	+ 13,4	+ 97,3	+ 8,5	- 4,6	+439,0	+ 23,5	+462,5
1985 2 ^e trimestre	+ 24,2	+ 8,5	+ 9,9	+ 22,2	+ 5,2	+ 30,5	+ 11,2	+ 11,2	- 0,7	+ 59,0	+ 63,2	+122,2
3 ^e trimestre	- 17,3	- 13,4	+ 14,0	+ 4,5	+ 12,5	+ 5,0	+ 0,9	+ 5,7	- 0,2	- 3,3	+ 15,0	+ 11,7
4 ^e trimestre	+ 1,1	+ 5,9	+ 51,7	+ 13,7	+ 19,4	+ 28,3	+ 17,0	+ 9,6	+ 0,1	+ 95,1	+ 51,7	+146,8
1986 1 ^{er} trimestre	- 4,1	+ 4,0	+ 55,6	+ 13,7	+ 27,5	+ 40,7	+ 9,7	+ 18,3	- 3,9	+ 92,7	+ 68,8	+161,5
2 ^e trimestre	+ 26,1	+ 12,3	+ 21,6	- 1,6	+ 19,6	- 5,4	+ 26,6	- 0,4	- 0,4	+106,2	- 7,8	+ 98,4
3 ^e trimestre	- 11,9	- 11,6	+ 33,4	- 5,6	+ 29,9	- 11,5	+ 11,9	- 4,4	+ 0,2	+ 51,7	- 21,3	+ 30,4
4 ^e trimestre	+ 9,4	+ 6,3	+ 64,9	- 0,3	+ 58,7	- 10,4	+ 49,1	- 5,0	- 0,5	+188,4	- 16,2	+172,2
1987 1 ^{er} trimestre	- 10,2	+ 4,4	+ 77,0	+ 2,7	+ 38,6	+ 11,7	+ 26,2	- 3,7	- 0,7	+136,0	+ 10,0	+146,0
2 ^e trimestre	+ 25,0	+ 9,5	+ 67,4	+ 6,0	+ 5,4	+ 7,7	+ 25,4	+ 1,8	+ 0,1	+132,7	+ 15,6	+148,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme banque d'épargne au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)		(12) = (10) + (11)
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982	359,1	109,5	1.220,4	322,9	692,5	928,0	362,3	271,6	43,0	2.743,8	1.565,5	4.309,3
1983	374,9	108,2	1.352,9	384,3	744,5	1.036,7	400,7	343,0 ³	17,9 ³	2.981,2	1.781,9	4.763,1
1984	370,0	99,9	1.421,3	421,7	818,1	1.107,1	446,0	370,8	19,3	3.155,3	1.918,9	5.074,2
1985 Mars	361,3	112,8	1.465,3	437,3	861,0	1.116,3	452,3	379,6	20,5	3.252,7	1.953,7	5.206,4
Juin	385,5	121,3	1.475,5	459,5	866,2	1.146,8	463,5	390,8	19,8	3.312,0	2.016,9	5.328,9
Septembre	368,2	107,9	1.482,3	464,0	878,7	1.151,8	464,4	396,5	19,6	3.301,5	2.031,9	5.333,4
Décembre	369,3	113,8	1.530,1	477,7	898,1	1.180,1	481,4	406,1	19,7	3.392,7	2.083,6	5.476,3
1986 Mars	365,2	117,8	1.583,8	491,4	925,6	1.220,8	491,1	424,4	15,8	3.483,5	2.152,4	5.635,9
Juin	391,3	130,1	1.603,2	489,8	945,2	1.215,4	517,7	424,0	15,4	3.587,5	2.144,6	5.732,1
Septembre	379,4	118,5	1.633,4	484,2	975,1	1.203,9	529,6	419,6	15,6	3.636,0	2.123,3	5.759,3
Décembre	388,8	124,8	1.696,0	483,9	1.033,8	1.193,5	578,7	414,6	15,1	3.822,1	2.107,1	5.929,2
1987 Mars	378,6	129,2	1.770,1	486,6	1.072,4	1.205,2	604,9	410,9	14,4	3.955,2	2.117,1	6.072,3
Juin	403,6	138,7	1.838,5	492,6	1.077,8	1.212,9	630,3	412,7	14,5	4.088,9	2.132,7	6.221,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme banque d'épargne au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LII^e année, tome 1, n° 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)			(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique-ment)	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	117,5
	* 1985	478,5	162,5	316,0	—	316,0	88,6	18,8	69,8	385,8	70,9
* 1986	289,5	107,0	182,5	—	182,5	18,6	63,1	- 44,5	138,0	289,0	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	9,4	7,8	1,6	16,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	39,1	7,7	31,4	42,0	- 5,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	42,7	6,2	36,5	86,1	- 3,6
	1984	61,0	51,4	9,6	—	9,6	47,8	6,1	41,7	51,3	- 3,6
	* 1985	157,0	62,2	94,8	—	94,8	41,3	9,2	32,1	126,9	- 1,4
* 1986	85,2	36,4	48,8	—	48,8	26,6	16,0	10,6	59,4	0,0	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,2	74,4	36,4	16,8	19,6	94,0	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,9	47,8	17,8	4,5	13,3	61,1	3,1
	1984	0,0	4,0	- 4,0	41,9	37,9	11,1	6,1	5,0	42,9	1,3
	* 1985	0,0	16,8	- 16,8	48,8	32,0	8,9	13,0	- 4,1	27,9	12,1
* 1986	0,0	12,7	- 12,7	12,8	0,1	30,7	13,1	17,6	17,7	12,2	
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,1	- 7,1	56,2	49,1	0,4	0,1	0,3	49,4	3,8
	1984	40,0	20,7	19,3	43,4	62,7	5,0	0,2	4,8	67,5	1,7
	* 1985	30,0	4,7	25,3	54,0	79,3	10,0	0,2	9,8	89,1	6,6
* 1986	0,0	10,8	- 10,8	42,8	32,0	20,0	0,2	19,8	51,8	- 10,2	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	—
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	—
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	—
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	—
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,5	3,5	18,0	—
	1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	15,9	7,7	8,2	- 1,9	—
	* 1985	0,0	6,6	- 6,6	—	- 6,6	2,0	8,6	- 6,6	- 13,2	—
* 1986	30,0	19,5	10,5	—	10,5	3,1	10,0	- 6,9	3,6	—	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	—
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	—
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	31,2	23,2	8,0	116,9	—
	1982	286,2	170,6	115,6	100,9	216,5	98,4	41,6	56,8	273,3	—
	1983	489,4	223,4	266,0	92,1	358,1	130,6	23,5	107,1	465,2	—
	1984	409,0	251,0	158,0	85,3	243,3	174,6	22,8	151,8	395,1	—
	* 1985	665,5	252,8	412,7	102,8	515,5	150,8	49,8	101,0	616,5	—
* 1986	404,7	186,4	218,3	55,6	273,9	99,0	102,4	- 3,4	270,5	—	

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} série	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier ..	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	R.T.T. 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
							529,9		
1987	Janvier ..	30	Fonds des Routes 1987-95	8,00	100,00	8 ans	89,3	—	8,00
	Mars	20	Etat belge 1987-95	8,00	100,00	8 ans	168,9	—	8,00
	Juin	1	Etat belge 1987-95, 2 ^{ème} série	8,00	100,00	8 ans	157,7	—	8,00
	Septembre	.	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1987-95 ⁵	8,00	99,70 ⁶	7 ans 6 mois	22,4	—	8,07 ⁶

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Emprunt « tender ».

⁶ Après enquête auprès des principaux intermédiaires financiers.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes								Dettes indirectes			Dettes totales ¹	
	en francs belges					en monnaies étrangères			Total de la dette directe ¹	en francs belges	en monnaies étrangères		Total de la dette indirecte
	consolidée ²	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)						(9) = (5) + (8)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,2	0,6	150,8	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,0	0,6	188,6	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0
1984	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9
1985 Juin	1.905,3	156,1	1.221,4	95,7	3.378,5	650,8	368,9	1.019,7	4.398,2	441,1	5,6	446,7	4.844,9
Septembre ..	2.039,5	156,1	1.208,2	81,8	3.485,6	595,7	391,0	986,7	4.472,3	436,5	5,2	441,7	4.914,0
Décembre ..	2.034,8	156,0	1.151,5	83,5	3.425,8	569,0	416,2	985,2	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6
1986 Mars	2.150,9	156,0	1.196,7	95,0	3.598,6	544,5	530,0	1.074,5	4.673,1	494,4	4,6	499,0	5.172,1
Juin	2.149,2	102,5	1.449,4	97,0	3.798,1	539,8	455,4	995,2	4.793,3	551,0	4,7	555,7	5.349,0
Septembre ..	2.239,8	100,0	1.467,7	87,4	3.894,9	498,3	477,6	975,9	4.870,8	549,9	4,3	554,2	5.425,0
Octobre	2.235,0	98,8	1.442,7	98,2	3.874,7	516,8	475,7	992,5	4.867,2	549,0	2,2	551,2	5.418,4
Novembre ..	2.229,8	98,8	1.460,5	93,5	3.882,6	509,9	483,5	993,4	4.876,0	548,2	2,2	550,4	5.426,4
Décembre ..	2.228,0	98,8	1.430,0	94,0	3.850,8	502,4	515,8	1.018,2	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3
1987 Janvier	2.344,8	76,4	1.356,6	123,0	3.900,8	487,8	565,3	1.053,1	4.953,9	545,5	2,2	547,7	5.501,6
Février	2.298,8	76,4	1.449,4	92,9	3.917,5	489,9	548,6	1.038,5	4.956,0	632,9	2,2	635,1	5.591,1
Mars	2.276,2	86,4	1.595,4	97,7	4.055,7	490,2	503,0	993,2	5.048,9	629,8	2,2	632,0	5.680,9
Avril	2.436,9	86,4	1.478,7	115,1	4.117,1	496,0	497,3	993,3	5.110,4	606,8	2,2	609,0	5.719,4
Mai	2.406,3	65,1	1.576,2	100,9	4.148,5	495,2	494,6	989,8	5.138,3	605,4	2,2	607,6	5.745,9
Juin	2.548,1	80,1	1.515,5	101,1	4.244,8	495,9	493,0	988,9	5.233,7	604,1	2,1	606,2	5.839,9
Juillet	2.542,4	80,1	1.495,9	107,6	4.226,0	496,4	492,8	989,2	5.215,2	602,5	2,1	604,6	5.819,8
Août	2.544,5	80,1	1.494,5	99,8	4.218,9	498,9	515,9	1.014,8	5.233,7	599,6	2,1	601,7	5.835,4
Septembre ..	2.549,9	80,1	1.541,6	89,4	4.261,0	512,3	513,1	1.025,4	5.286,4	597,4	2,1	599,5	5.885,9

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² A partir de septembre 1986 y compris la dette née des opérations de régularisation d'une partie des intérêts de la dette publique (arrêté royal n° 466 du 20 août 1986).
A partir de septembre 1987 y compris les dettes de REFRIBEL reprises par l'Etat (arrêté royal n° 429 du 5 août 1986).

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9 ⁴	+ 78,6 ⁴	+ 571,1
1985 7 premiers mois	+ 547,8	+ 2,3	- 30,5	+ 97,2 ⁴	+ 69,0 ⁴	+ 478,8
1986 7 premiers mois	+ 446,2	- 14,1	- 22,6	+ 0,5 ⁴	- 36,2 ⁴	+ 482,4
1985 8 premiers mois	+ 571,8	+ 2,6	- 30,7	+ 98,3 ⁴	+ 70,2 ⁴	+ 501,6
1986 8 premiers mois	+ 462,2	- 14,1	- 28,4	+ 0,5 ⁴	- 42,0 ⁴	+ 504,2

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

⁴ Y compris les dettes des secteurs nationaux reprises par l'Etat en vertu de l'article 12 de la loi du 5 mars 1984.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984	1.851,9	98,8	—	98,3	1.228,7	3.277,7
1985 *	2.256,0	92,2	—	131,5	1.313,5	3.793,2
Titres non accessibles à tout placeur						
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	54,1	113,8	331,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,5	133,3	388,3
1983	127,5	80,8	55,8	84,7	146,6	495,4
1984	230,5	88,9	53,6	122,6	151,6	647,2
1985 *	433,2	82,3	52,3	139,9	147,4	855,1
Total						
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	240,9	1.009,4	2.791,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	151,9	1.185,8	3.064,6
1983	1.845,4	189,7	55,8	140,6	1.298,3	3.529,8
1984	2.082,4	187,7	53,6	220,9	1.380,3	3.924,9
1985 *	2.689,2	174,5	52,3	271,4	1.460,9	4.648,3

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984	1.684,7	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.277,7
1985 *	1.872,4	14,3	17,9	24,8	761,5	26,1	519,4	246,2	310,6	3.793,2
Titres non accessibles à tout placeur										
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	20,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	331,6
1982	27,6	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,3
1983	40,6	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	495,4
1984	41,2	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	647,2
1985 *	54,1	0,1	0,1	1,7	266,3	—	282,4	43,6	206,8	855,1
Total										
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.350,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.791,3
1982	1.477,0	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,6
1983	1.630,4	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.529,8
1984	1.730,9	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.924,9
1985 *	1.926,5	14,4	18,0	26,5	1.027,8	26,1	801,8	289,8	517,4	4.648,3

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

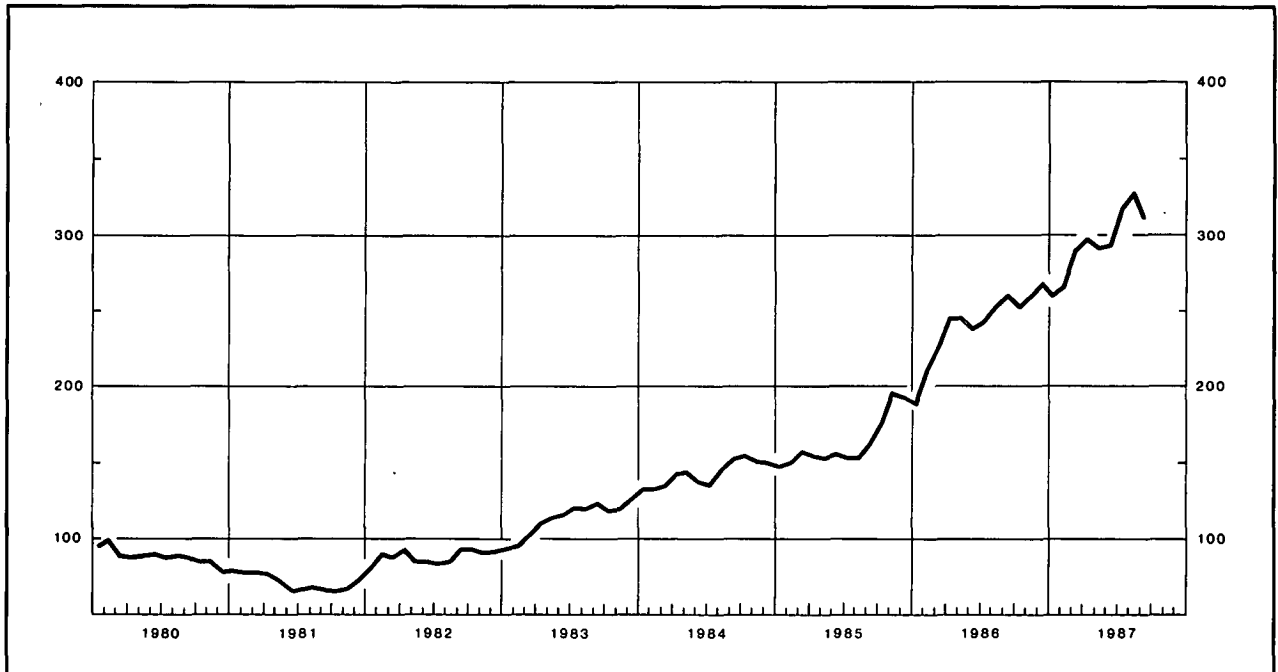
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles ⁵		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	7,1	5,6	156	202
1983	308	114	113	6,1	5,0	254	288
1984	367	144	144	5,2	3,9	272	349
1985	454	163	160	4,9	4,1	305	397
1986	792	241	231	3,6	3,4	413	428
1985 3 ^e trimestre	303	157	153	5,2	4,4	235	397
4 ^e trimestre	812	189	183	4,2	3,8	397	386
1986 1 ^{er} trimestre	770	210	204	3,8	3,6	516	423
2 ^e trimestre	890	244	233	3,6	3,4	482	441
3 ^e trimestre	663	252	240	3,6	3,4	367	426
4 ^e trimestre	844	261	246	3,4	3,2	287	424
1987 1 ^{er} trimestre	848	273	257	3,2	3,1	434	440
2 ^e trimestre	1.013	295	276	3,0	2,9	555	513
3 ^e trimestre	1.373	319	306	2,8	2,4	628	540
1986 Septembre	781	261	246	3,6	3,4	455	440
Octobre	723	253	238	3,5	3,3	296	419
Novembre	908	261	246	3,3	3,2	279	428
Décembre	902	268	254	3,3	3,1	287	425
1987 Janvier	601	261	247	3,4	3,2	343	426
Février	902	266	252	3,2	3,2	411	433
Mars	1.042	291	273	3,1	3,0	547	460
Avril	908	298	279	2,9	2,9	590	486
Mai	1.013	292	270	3,2	3,0	610	558
Juin	1.118	294	279	3,0	2,9	467	496
Juillet	1.701	319	305	2,7	2,4	666	529
Août	1.285	328	315	2,7	2,3	756	550
Septembre	1.134	312	298	2,9	2,4	463	542

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Nouvelle série à partir de 1982. Source : Kredietbank.

⁵ Actions sans avantages fiscaux.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total⁴									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	53,0	58,1
1976	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* 56,6	* 79,8
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	75,6	120,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	1,8	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1980	* .	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
C. — Total général									
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	54,8	59,9
1976	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* 56,2	* 79,4
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	75,5	119,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales (1)	Emissions ² nettes (2)	Emissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1985	169,0	103,5	7,8	111,3
1986	241,3	138,3	6,1	144,4
1984 4 ^e trimestre	62,4	51,4	0,4	51,8
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,3	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
4 ^e trimestre	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 ^{er} trimestre	60,5	30,8	0,0	30,8
2 ^e trimestre	61,2	35,1	1,1	36,2
3 ^e trimestre	51,5	31,7	0,1	31,8
4 ^e trimestre	68,1	40,7	4,9	45,6
1986 Février	16,1	7,8	0,0	7,8
Mars	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril	13,2	6,3	0,5	6,8
Mai	19,4	16,2	0,6	16,8
Juin	28,6	12,6	0,0	12,6
Juillet	24,9	17,1	0,0	17,1
Août	12,6	5,8	0,0	5,8
Septembre	14,0	8,8	0,0	8,8
Octobre	17,3	13,0	0,6	13,6
Novembre	17,2	14,3	1,7	16,0
Décembre	33,6	13,4	2,6	16,0
1987 Janvier	11,0	6,0	0,0	6,0
Février	16,8	12,6	1,0	13,6

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴ (12)
	B.N.B. (1)	Organismes publics (2)	Banques (3)	Total ³ (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER (7)	Banques d'épargne (8)	Divers (9)	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.505,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.570,8	111,9
1983 ⁵	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	432,0	344,0	371,5	374,6	1,9	1.524,0	2.714,0	120,3
1985 Mars ⁵	0,2	0,2	1.172,4	1.172,8	426,3	348,8	365,5	376,3	2,0	1.518,9	2.691,7	118,2
Juin ⁵	0,1	0,2	1.207,6	1.207,9	430,1	354,9	362,9	383,9	1,5	1.533,3	2.741,2	113,3
Septembre	0,1	0,2	1.172,9	1.173,2	439,1	360,3	363,3	387,1	1,7	1.551,7	2.724,7	111,9
Décembre	0,0	0,2	1.244,8	1.245,0	442,5	367,4	376,9	388,1	1,5	1.576,4	2.821,4	108,4
1986 Mars	* 0,1	0,2	1.260,2	1.260,5	440,8	370,6	371,8	400,4	1,3	1.584,9	2.845,4	107,6
Juin	* 0,1	0,2	1.298,0	1.298,3	445,5	375,7	378,5	414,6	2,8	1.617,1	2.915,4	112,2
Septembre	* .	0,2	1.283,9	1.284,1	447,4	382,1	375,8	421,2	2,8	1.629,3	2.913,4	110,2
Décembre	* .	0,2	1.347,2	1.347,4	454,1	395,4	383,4	433,0	3,2	1.669,1	3.016,5	109,9
1987 Mars	* .	0,2	1.378,5	1.378,7	464,2	407,5	384,9	438,0	2,7	1.697,3	3.076,0	108,3
Juin	* .	0,2	1.467,0	1.467,2	478,0	418,1	396,1	464,5	2,6	1.759,3	3.226,5	107,6

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1985 3 ^e trimestre	16,3
4 ^e trimestre	17,5
1986 1 ^{er} trimestre	15,8
2 ^e trimestre	16,0
3 ^e trimestre	23,8
4 ^e trimestre	28,7
1987 1 ^{er} trimestre	28,0
2 ^e trimestre	27,7
3 ^e trimestre	26,3

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. L¹e année, tome I, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

**XVII - 8. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES INTRODUITES AUPRES DES
PRINCIPAUX INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES POUR LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT ¹**

Période	Nombre de demandes (milliers)			Montant des demandes (milliards de francs)						
	Achat		Construction ou transformation	Total	Achat		Construction ou transformation		Total	
1979	60,9		44,5	105,4	90,1		70,0		160,1	
1980	44,7		30,7	75,4	61,8		46,6		108,4	
1981	42,4		26,8	69,2	53,6		39,7		93,3	
1982	37,8		20,1	57,9	44,1		27,5		71,6	
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	46,3	182,4
1985 2 ^e trimestre ...	13,2	1,5	2,3	5,8	22,8	17,3	2,4	1,6	10,1	31,4
3 ^e trimestre ...	12,8	1,2	2,1	5,1	21,2	16,9	2,0	1,6	9,8	30,3
4 ^e trimestre ...	13,5	1,4	1,9	4,5	21,3	18,6	2,3	1,5	8,1	30,5
1986 1 ^{er} trimestre ...	14,8	1,4	2,1	4,9	23,2	20,2	2,6	1,8	9,0	33,6
2 ^e trimestre ...	20,3	2,4	3,6	6,9	33,2	30,5	4,2	3,3	13,5	51,5
3 ^e trimestre ...	18,9	2,7	3,2	5,9	30,7	29,5	4,6	2,8	12,6	49,5
4 ^e trimestre ...	19,0	2,8	2,7	5,2	29,7	29,2	5,0	2,4	11,2	47,8
1987 1 ^{er} trimestre ...	17,4	2,7	2,8	6,9	29,8	27,4	4,7	2,4	15,5	50,0
2 ^e trimestre ...	17,4	2,8	2,6	5,5	28,3	27,8	4,7	2,4	12,2	47,1
1986 Juin	7,8	1,0	1,5	2,8	13,1	12,2	1,8	1,5	5,8	21,3
Juillet	6,8	1,0	1,2	2,3	11,3	10,8	1,7	1,1	5,1	18,7
Août	5,5	0,8	1,0	1,7	9,0	8,5	1,3	0,8	3,6	14,2
Septembre	6,6	0,9	1,0	1,9	10,4	10,2	1,6	0,9	3,9	16,6
Octobre	7,4	1,0	1,1	1,9	11,4	11,2	1,8	0,9	4,0	17,9
Novembre	5,7	0,9	0,8	1,5	8,9	8,9	1,5	0,7	3,0	14,1
Décembre	5,9	0,9	0,8	1,8	9,4	9,1	1,7	0,8	4,2	15,8
1987 Janvier	6,3	0,9	1,0	3,3	11,5	10,0	1,8	0,8	7,2	19,8
Février	5,2	0,8	0,8	1,8	8,6	8,0	1,3	0,7	3,9	13,9
Mars	5,9	1,0	1,0	1,8	9,7	9,4	1,6	0,9	4,4	16,3
Avril	5,8	1,0	0,9	1,9	9,6	9,4	1,6	0,8	4,2	16,0
Mai	5,3	0,8	0,8	1,7	8,6	8,4	1,4	0,7	3,6	14,1
Juin	6,3	1,0	0,9	1,9	10,1	10,0	1,7	0,9	4,4	17,0

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurance et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours de ces crédits. Dans l'analyse des données sur une longue période, il y a lieu de tenir compte des modifications dans la répartition des rubriques entre les années 1982 et 1983 (cf. à ce sujet, l'article mentionné dans la référence bibliographique).

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1986.

XVII - 9. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1983	1984	1985*	1986	1983	1984	1985*	1986
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	35,6	41,3	80,7	82,5	29,2	33,3	50,5	53,0
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	13,2	13,6	39,4	40,3	7,8	7,7	15,7	15,4
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	200,7	216,7	202,5	211,8	97,3	100,3	92,0	88,4
Textile, habillement et cuir	89,8	100,5	102,9	111,4	47,9	54,0	54,4	55,0
Industrie chimique ⁴	252,6	264,5	261,7	288,2	85,8	89,4	81,4	83,8
Métallurgie de base	158,6	134,2	123,4	133,5	101,1	69,5	54,7	51,0
Fabrications métalliques	362,4	392,6	413,0	446,6	173,4	169,7	177,6	185,9
Produits minéraux non métalliques et bois	102,7	103,3	107,4	118,7	60,4	60,1	57,2	39,0
Papier, carton et imprimerie	42,6	49,3	57,3	71,4	25,7	28,7	30,3	33,0
Pétrole	81,2	87,6	141,3	128,5	17,8	19,3	21,6	17,5
Diamant et orfèvrerie	70,1	69,2	55,3	47,9	49,9	46,8	33,5	29,8
Autres	1,9	3,3	2,7	3,1	1,2	1,5	1,2	1,9
Construction et affaires immobilières de génie civil	108,2	105,8	109,3	119,2	69,3	65,4	66,8	70,3
Production et distribution d'énergie et d'eau	115,1	125,5	126,5	141,2	45,0	43,2	43,3	58,7
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	72,1	88,5	102,0	115,7	45,2	52,5	60,8	67,9
Commerce de détail	81,8	87,7	120,2	137,8	52,3	54,6	79,4	90,6
Transports, entrepôts et communications	158,0	167,1	196,2	213,0	105,4	114,7	131,4	134,3
Services financiers ⁵	149,3	181,4	209,7	227,6	55,6	60,7	79,3	107,4
Autres services aux entreprises ⁶	48,3	67,6	66,3	75,2	29,6	35,7	33,5	40,5
Autres services aux particuliers ⁷	174,5	171,0	147,7	177,8	148,9	143,7	128,2	149,5
Total	2.318,7	2.470,7	2.665,5	2.891,4	1.248,8	1.250,8	1.292,8	1.372,9

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur ; ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers ; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

(*) Nouvelle série suite à la conversion à la nomenclature NACE.

XVII - 9. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1983	1984	1985	1986	1983	1984	1985	1986
Communauté Economique Européenne ...	511,8	601,6	679,5	813,9	263,4	274,1	290,1	326,1
Royaume-Uni	127,7	210,3	286,7	317,5	29,3	74,3	104,8	100,1
République Fédérale d'Allemagne	137,8	132,9	119,2	117,2	78,1	46,0	41,7	28,6
France	90,5	95,7	91,1	93,0	60,6	65,7	52,3	42,3
Pays-Bas	48,4	52,8	77,2	75,1	18,7	20,3	29,2	29,3
Italie	55,3	65,9	61,1	60,7	41,9	45,1	33,8	27,3
Luxembourg	19,5	19,7	27,4	38,2	8,5	7,2	17,6	14,5
Danemark	18,7	12,3	6,1	13,4	14,4	6,7	2,9	6,2
Irlande	8,0	6,5	6,0	1,9	6,9	4,0	4,2	1,0
Grèce	5,9	5,5	4,7	4,4	5,0	4,8	3,6	3,2
Espagne	—	—	—	66,2	—	—	—	54,1
Portugal	—	—	—	26,3	—	—	—	19,5
Autre pays d'Europe	187,7	216,2	178,8	82,5	137,9	149,2	108,4	32,4
dont : Espagne	81,7	95,3	64,9	—	73,7	83,4	55,3	—
Suisse	40,4	50,6	48,4	46,6	11,1	13,3	11,9	16,3
Norvège	6,1	6,3	4,3	6,0	3,0	3,6	1,5	2,2
Suède	21,3	15,7	13,3	8,6	15,7	7,5	4,6	1,4
Etats-Unis et Canada	133,7	240,8	335,6	328,1	34,1	71,7	93,7	96,2
Pays exportateurs de pétrole	84,0	85,6	80,4	64,0	71,2	74,3	65,0	52,7
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	273,2	301,8	275,6	202,7	231,4	237,8	192,0	124,5
dont : Brésil	59,6	64,1	71,0	62,7	54,7	61,5	51,3	36,0
Mexique	78,4	79,5	58,7	38,9	72,7	76,9	54,3	33,9
Autres pays d'Afrique	58,9	65,4	54,5	51,3	41,8	50,0	39,0	36,4
dont : Afrique du Sud	6,1	6,3	4,1	3,6	4,3	4,8	3,6	2,6
République du Zaïre	8,5	13,2	15,9	18,4	6,3	11,2	11,5	11,8
Australie et Nouvelle Zélande	54,0	87,0	86,4	117,2	34,7	60,9	50,3	70,8
Autres pays d'Asie	78,9	137,2	154,6	179,7	43,5	59,2	49,9	60,8
dont : Japon	29,9	68,9	79,2	97,8	10,4	15,5	11,4	17,2
Total	1.382,2	1.735,6	1.845,4	1.839,4	858,0	977,2	888,4	799,9

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1986	6,3	0,2	3,0	4,6	0,6	3,0	1,3	9,5
1985 3 ^e trimestre	7,8	0,0	2,4	4,8	1,1	3,0	1,3	10,2
4 ^e trimestre	6,6	0,0	3,0	4,9	0,1	3,0	1,6	9,6
1986 1 ^{er} trimestre	6,6	0,0	3,3	5,0	0,6	3,0	1,3	9,9
2 ^e trimestre	6,5	0,7	3,1	5,2	0,5	3,1	1,5	10,3
3 ^e trimestre	6,0	0,0	2,8	4,3	0,6	2,6	1,3	8,8
4 ^e trimestre	6,0	0,0	3,0	3,8	0,9	3,0	1,3	9,0
1987 1 ^{er} trimestre	6,1	0,1	2,8	4,8	0,9	2,0	1,3	9,0
2 ^e trimestre	6,5	0,0	3,1	4,3	1,2	2,8	1,3	9,6
3 ^e trimestre	5,6	0,0	2,8	3,8	1,2	2,1	1,3	8,4
1986 Octobre	5,1	0,0	2,9	3,9	0,3	2,5	1,3	8,0
Novembre	4,9	0,0	3,1	3,5	0,4	3,1	1,0	8,0
Décembre	7,7	0,0	3,1	3,8	2,0	3,3	1,7	10,8
1987 Janvier	5,4	0,3	2,8	5,2	1,0	1,4	0,9	8,5
Février	6,2	0,1	2,6	4,9	0,7	1,8	1,5	8,9
Mars	6,8	0,0	3,0	4,4	1,3	2,7	1,4	9,8
Avril	5,7	0,0	3,2	4,2	0,8	2,5	1,4	8,9
Mai	6,6	0,0	3,2	4,0	2,0	2,4	1,4	9,8
Juin	7,1	0,0	2,8	4,6	0,6	3,5	1,2	9,9
Juillet	5,2	0,0	3,1	4,1	0,2	2,8	1,2	8,3
Août	6,0	0,0	2,5	3,6	2,2	1,7	1,0	8,5
Septembre	5,6	0,0	2,7	3,7	1,1	2,0	1,5	8,3
Octobre	6,9	0,0	3,3	3,5	3,2	2,2	1,3	10,2

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les banques d'épargne, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1986	298,4	5,8	38,4	7,7	350,3
1985 2 ^e trimestre	304,2	7,2	46,1	11,5	369,0
3 ^e trimestre	295,7	6,7	43,5	11,2	357,1
4 ^e trimestre	285,3	10,5	41,7	14,3	351,8
1986 1 ^{er} trimestre	290,0	7,5	40,3	14,9	352,7
2 ^e trimestre	300,8	5,4	39,4	9,2	354,8
3 ^e trimestre	300,1	5,1	37,9	4,0	347,1
4 ^e trimestre	302,7	5,2	36,1	2,7	346,7
1987 1 ^{er} trimestre	307,9	3,3	34,5	3,3	349,0
2 ^e trimestre	264,5	4,5	34,8	1,7	305,5

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Banques d'épargne			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Banques d'épargne
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles			
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11)	(12)	
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Juin	118,8	12,8	106,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Septembre ..	121,5	16,4	105,1	20,0	0,1	19,9	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Décembre ...	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Mars	125,8	15,1	110,7	20,7	1,0	20,7	10,9	0,9	10,0	216,6	63,9	22,4
Juin	128,4	11,2	117,2	21,4	0,1	21,3	11,2	0,0	11,2	221,6	65,4	22,8
Septembre ..	130,9	8,6	122,3	21,9	0,1	21,8	11,4	0,0	11,4	223,3	67,1	23,2
Octobre	130,9	8,0	122,9	21,9	0,7	21,2	11,4	0,2	11,2	223,3	67,1	23,2
Novembre ..	130,9	7,4	123,5	21,9	0,3	21,6	11,4	0,2	11,2	223,3	67,1	23,2
Décembre ...	134,7	9,3	125,4	22,4	0,2	22,2	11,7	0,2	11,5	229,0	69,4	23,9
1987 Janvier	134,7	5,2	129,5	22,4	0,0	22,4	11,7	0,0	11,7	229,0	69,4	23,9
Février	134,7	5,8	128,9	22,4	0,0	22,4	11,7	0,0	11,7	229,0	69,4	23,9
Mars	137,8	4,7	133,1	23,1	0,0	23,1	12,1	0,0	12,1	235,5	71,8	24,7
Avril	137,8	5,5	132,3	23,1	0,1	23,0	12,1	0,0	12,1	235,5	71,8	24,7
Mai	137,8	6,7	131,1	23,1	0,0	23,1	12,1	0,1	12,0	235,5	71,8	24,7
Juin	141,0	10,4	130,6	23,7	0,0	23,7	12,6	0,2	12,4	244,3	74,5	25,9
Juillet	141,0	6,2	134,8	23,7	0,0	23,7	12,6	0,2	12,4	244,3	74,5	25,9
Août	141,0	5,7	135,3	23,7	0,0	23,7	12,6	0,0	12,6	244,3	74,5	25,9
Septembre ..	144,9	7,0	137,9	24,5	0,0	24,5	13,2	0,0	13,2	252,9	77,9	26,8

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
	données mensuelles		données trimestrielles		
			à court terme	à long terme	
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond voir le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. 1, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^o 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3

septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1979 13 décembre	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet ...	9,50	10,00
1 ^{er} août ...	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre ..	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25
1986 8 avril	9,25	9,75
10 avril	8,75	9,00
12 mai	8,50	8,75
29 mai	8,00	8,25
1987 8 janvier ..	8,50	8,75
12 mars	8,00	8,25
21 mai	7,75	8,00
25 juin	7,50	7,75
23 juillet ...	7,25	7,50

1b. — TAUX SPECIAL DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux banques d'épargne et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1980	13,00
1981 5 mars	14,00
25 mars	16,00
31 mars	20,00
16 avril	19,00
30 avril	18,00
28 mai	17,00
12 juin	16,00
11 décembre ...	18,00
30 décembre ...	17,50
1982 7 janvier	16,00
4 mars	15,00
8 avril	15,50
29 juillet	15,00
19 août	14,50
3 septembre ..	14,00
9 septembre ..	13,50
21 octobre	13,00
12 novembre ...	12,50
1983 9 mars	15,00
24 mars	12,00
14 avril	11,00
5 mai	10,50
23 juin	10,00
24 novembre ...	11,00
1984 16 février	12,00
1985 9 mai	10,25
20 mai	10,00
3 juin	9,75
9 juillet	10,00
1 ^{er} août	10,50
9 septembre ..	10,00
17 octobre	9,50
14 novembre....	9,00
23 décembre....	10,25
1986 8 avril	9,75
10 avril	9,00
12 mai	8,75
29 mai	8,25
1987 8 janvier	8,75
12 mars	8,25
21 mai	8,00
25 juin	7,75
23 juillet	7,50

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Fin de période	Taux
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1985	8,51
1986	8,01
1985 2 ^e trimestre ...	8,91
3 ^e trimestre ...	8,67
4 ^e trimestre ...	8,51
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,06
2 ^e trimestre ...	7,61
3 ^e trimestre ...	8,04
4 ^e trimestre ...	8,01
1987 1 ^{er} trimestre ...	7,00
2 ^e trimestre ...	7,35
3 ^e trimestre ...	6,93
1986 Octobre	7,59
Novembre	8,02
Décembre	8,01
1987 Janvier	7,91
Février	8,23
Mars	7,00
Avril	6,93
Mai	6,93
Juin	7,35
Juillet	6,93
Août	6,93
Septembre	6,93
Octobre	6,93

¹ Du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les banques d'épargne et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les banques d'épargne et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1978	5,90	8,50	5,90	1978	9,50	9,50	9,50
1979	10,40	12,50	10,25	1979	13,20	13,75	13,75
1980	11,80	—	11,40	1980	11,55	12,00	12,20
1981	14,90	—	—	1981	15,20	15,45	—
				1982	11,65	11,75	11,85
				1983	9,80	—	—
				1984	10,15	—	—
				1985 Juin	—	—	—
				Septembre	—	—	—
				Décembre	—	—	—
				1986 Mars	—	—	—
				Juin	—	—	—
				Septembre	—	—	—
				Octobre	—	—	—
				Novembre	—	—	—
				Décembre	—	—	—
1982	10,15	11,40	11,00	1987 Janvier	—	—	—
1983	8,65	9,90	9,75	Février	7,37	—	—
1984	9,90	10,90	10,50	Mars	6,94	—	—
1985 Juin	8,15	9,15	8,75	Avril	—	—	—
Septembre	8,40	9,40	8,75	Mai	—	—	—
Décembre	8,65	9,65	9,25	Juin	—	—	—
1986 Mars	8,65	9,65	9,25	Juillet	—	—	—
Juin	6,90	7,90	7,25	Août	—	—	—
Septembre	6,90	7,90	7,25	Septembre	—	—	—
Octobre	6,90	7,90	7,25	Octobre	—	—	—
Novembre	6,90	7,90	7,25				
Décembre	6,90	7,90	7,25				
1987 Janvier	7,40	8,40	7,75				
Février	7,40	8,40	7,75				
Mars	6,90	7,90	7,25				
Avril	6,90	7,90	7,25				
Mai	6,65	7,65	7,00				
Juin	6,40	7,40	6,75				
Juillet	6,15	7,15	6,55				
Août	6,15	7,15	6,55				
Septembre	6,15	7,15	6,55				
Octobre	6,15	7,15	7,00				

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1979	7,96	1985 3 ^e trimestre	7,61	1986 Octobre	6,26
1980	11,11	4 ^e trimestre	7,51	Novembre	5,81
1981	11,41	1986 1 ^{er} trimestre	7,86	Décembre	5,09
1982	11,41	2 ^e trimestre	6,66	1987 Janvier	6,82
1983	8,07	3 ^e trimestre	6,15	Février	6,90
1984	9,45	4 ^e trimestre	5,64	Mars	5,83
1985	8,25	1987 1 ^{er} trimestre	6,46	Avril	5,65
1986	6,61	2 ^e trimestre	5,50	Mai	5,41
		3 ^e trimestre	5,21	Juin	5,42
				Juillet	5,62
				Août	4,82
				Septembre	5,24
				Octobre	4,61

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé

en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1978 12 décembre ...	6	6	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07				
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49				
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1980 9 décembre ...	6	6	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02				
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53				
1986	7,25	7,35	7,40	7,50	8,17	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1985 2 ^e trimestre ...	8,75	8,90	8,90	8,90	9,79				
3 ^e trimestre ...	8,85	9,00	9,15	9,35	9,45	1983 13 décembre ...	11,00	6	6
4 ^e trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,75	9,00				
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,25	9,62	1984 11 décembre ...	10,75	6	6
2 ^e trimestre ...	7,35	7,35	7,35	7,30	7,84				
3 ^e trimestre ...	7,35	7,35	7,35	7,25	7,30	1985 11 juin	9,10	6	6
4 ^e trimestre ...	7,25	7,35	7,40	7,50	7,43	10 septembre ..	9,50	9,60	6
1987 1 ^{er} trimestre ...	7,40	7,40	7,40	7,40	7,68	10 décembre ...	8,65	6	6
2 ^e trimestre ...	6,65	6,70	6,75	6,90	7,13				
3 ^e trimestre ...	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70	1986 11 mars	9,00	8,90	6
						10 juin	7,40	7,40	6
						9 septembre ..	7,15	7,15	6
						14 octobre	7,25	7,25	6
1986 Octobre	7,25	7,35	7,35	7,40	7,40	13 novembre ...	7,40	6	6
Novembre	7,25	7,35	7,35	7,40	7,40	9 décembre ...	7,60	7,60	6
Décembre	7,25	7,35	7,40	7,50	7,48				
1987 Janvier	8,00	8,00	7,75	7,75	7,75	1987 13 janvier	7,60	7,60	6
Février	7,75	7,75	7,75	7,70	7,74	10 février	7,60	7,60	6
Mars	7,40	7,40	7,40	7,40	7,55	10 mars	7,60	7,60	7,60
Avril	7,15	7,20	7,25	7,30	7,30	14 avril	7,40	7,45	6
Mai	6,95	7,00	7,05	7,20	7,24	12 mai	7,40	7,45	7,50
Juin	6,65	6,70	6,75	6,90	7,00	9 juin	7,20	7,25	7,30
Juillet	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70	14 juillet	6,85	7,00	7,15
Août	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70	11 août	6,85	7,00	6
Septembre	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70	8 septembre ..	6,85	6	6
Octobre	6,75	6,80	7,15	7,25	7,23	13 octobre	7,00	7,15	6

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les banques d'épargne, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjudgés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1979	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50
1986 20 mars	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,00
14 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	7,50
22 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	6,50
9 juin	0,50	4,00	4,50	5,00	5,50	6,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1977	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	
16 mars	4,75		0,75	
16 avril	4,30		0,75	
16 mai	4,00		0,65	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	8,72 ²
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1986	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
1987	7,16	7,16	7,70	7,83	7,48
1985 Juillet	10,11	10,18	10,34	10,43	10,23
Octobre	10,01	10,00	10,42	10,52	10,21
1986 Janvier	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
Avril	8,33	8,44	8,41	8,51	8,40
Juillet	7,77	7,58	7,86	7,90	7,78
Octobre	7,02	7,15	7,36	7,53	7,24
Novembre	6,91	7,06	7,31	7,51	7,17
Décembre	6,91	7,05	7,41	7,61	7,21
1987 Janvier	7,16	7,16	7,70	7,83	7,48
Février	7,17	7,21	7,57	7,64	7,38
Mars	7,17	7,21	7,57	7,64	7,38
Avril	7,09	7,34	7,64	7,58	7,37
Mai	7,06	7,21	7,66	7,64	7,31
Juin	7,06	7,17	7,76	7,74	7,35
Juillet	7,16	7,16	7,82	7,82	7,43
Août	7,03	7,06	7,64	7,65	7,30
Septembre	6,98	6,95	7,76	7,70	7,33
Octobre	7,27	7,17	8,14	8,11	7,65
Novembre	7,81	7,73	8,32	8,33	8,04

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

XIX - 8. — TAUX NOMINAL DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS
PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

Dates des changements	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Taux en vigueur au 31-12-1978	6,25	7,25	8,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	7,75	8,50	9,00
16 juin	7,25	8,25	9,00	9,25 ¹
10 septembre	7,75	8,75	9,50	10,00
29 novembre	8,00	9,25	10,00	10,50 ²
1980 28 janvier	8,00	9,50	10,25	11,00
14 mars	9,00	11,00	11,75	11,75
28 avril	9,00	12,25	12,50	12,50
1981 26 janvier	9,00	12,50	13,00	13,00
1 ^{er} octobre	9,00	13,00	13,75	13,75
1982 23 septembre	9,00	12,75	13,50	13,50
15 novembre	9,00	12,50	13,25	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	12,00	12,75	13,00
14 février	9,00	11,50	12,25	12,50
25 avril	9,00	11,00	11,75	12,00
1 ^{er} juin	9,00	10,50	11,25	11,25
22 août	8,50	10,00	10,75	10,75
1984 15 février	9,00	10,75	11,50	11,50
22 décembre	9,00	10,50	11,25	11,25
1985 28 mai	9,00	10,25	10,75	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	10,00	10,50	10,50
29 octobre	9,00	9,75	10,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	9,50	9,75	9,75
24 février	8,50	9,00	9,25	9,25
20 mars	8,00	8,50	8,75	8,75
14 avril	7,50	7,75	8,00	8,00
24 avril	6,50	6,75	7,00	7,00
1987 8 janvier	6,50	7,25	7,60	7,60

¹ Prix d'émission 99,00.

² Prix d'émission 97,75.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1984 ...		8,00		4,50		10,75		19,50		5,50		4,00		5,00
1985 Janvier					4	10,50	4	18,50						
Février									1	6,00				
Avril	20	7,50			26	10,25								
Mai					14	10,125								
Juillet					12	9,875								
Juillet					19	9,625								
Août			16	4,00					16	5,50				
Septembre ...					27	9,375								
Octobre					18	9,125								
Novembre ...					18	8,75	8	18,00						
1986 Janvier													30	4,50
Février					21	8,50							10	4,00
Mars	7	7,00	7	3,50	7	8,25	22	17,00	7	5,00			21	3,50
Avril	21	6,50			15	7,75	25	13,00						
Mai					2	7,50								
Mai					14	7,25	27	12,00						
Juin					16	7,00								
Juillet	11	6,00												
Août	21	5,50												
Novembre ...													1	3,00
Décembre ...					16	7,25							1	3,00
1987 Janvier			23	3,00	2	8,00					23	3,50		
Février													23	2,50
Mars					10	7,75	13	11,50						
Juillet					3	7,50								
Août							28	12,00						
Septembre ...	4	6,00												

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte		Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte
1983	9,00		9,96		1986 Octobre	10,81		8,55	
1984	9,38		10,09		Novembre	10,81		8,49	
1985	11,31		9,49		Décembre	10,81		8,49	
1986	10,81		8,49		1987 Janvier	10,81		7,49	
1985 2 ^e trimestre	12,25		9,58		Février	10,81		7,53	
3 ^e trimestre	11,31		9,00		Mars	9,81		7,05	
4 ^e trimestre	11,31		9,49		Avril	9,31		8,33	
1986 1 ^{er} trimestre	11,31		10,44		Mai	8,87		8,44	
2 ^e trimestre	9,81		8,84		Juin	8,87		8,54	
3 ^e trimestre	9,81		8,60		Juillet	8,87		9,22	
4 ^e trimestre	10,81		8,49		Août	9,87		9,24	
1987 1 ^{er} trimestre	9,81		7,05		Septembre	9,87		9,57	
2 ^e trimestre	8,87		8,54		Octobre	9,38			
3 ^e trimestre	9,87		9,57						

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 : « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

⁴ Jusqu'au 24 avril 1986, le taux indiqué comprend une pénalisation s'ajoutant au taux d'escompte ; ce taux était applicable aux banques dont la moyenne mensuelle des effets réescomptés pendant six mois représentait plus de 1% de leur passif éligible.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 4 sept.	1987 10 sept.	1986 9 oct.	1987 8 oct.
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	381,6	410,3	383,2	422,4	432,4	411,2	429,2	414,4
Or	259,0	256,9	210,2	218,3	200,1	221,3	200,1	221,3
Disponibilités à vue à l'étranger	27,4	62,3	87,0	108,3	143,4	107,8	133,9	105,0
Ecus	80,1	73,2	68,8	75,3	70,7	62,8	76,7	69,0
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	15,1	17,9	17,2	20,5	18,2	19,3	18,5	19,1
Créances sur le Trésor	11,9	18,4	30,5	33,0	33,5	45,6	33,6	45,7
Monnaies divisionnaires	0,8	0,8	0,7	0,9	1,2	1,3	1,2	1,1
Comptes courants postaux	0,3	0,5	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,4
Concours au Trésor Public ²	5,8	11,5	23,6	25,3	25,3	36,5	25,3	36,5
Avances à l'Institut d'émission des D.O.M. et à l'Institut d'émission d'outre-mer ³	5,0	5,6	6,1	6,7	6,8	7,7	6,9	7,7
Créances provenant d'opérations de refinancement	253,7	259,5	242,7	182,4	89,3	129,8	114,7	142,6
Effets escomptés ⁴	86,1	87,8	83,6	72,5	75,2	63,6	73,0	62,5
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	119,3	117,9	115,0	72,3	0,0	48,0	19,4	58,0
Avances sur titres	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Effets en cours de recouvrement	48,0	53,5	43,9	37,4	13,9	18,0	22,2	22,0
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	77,6	74,4	63,2	73,5	67,4	77,5	70,9	75,5
Divers	7,5	8,8	9,7	11,9	11,0	11,6	10,2	10,2
Total ..	732,3	771,4	729,3	723,2	633,6	675,7	658,6	688,4
PASSIF								
Billets en circulation	195,8	204,9	212,3	218,4	215,4	219,8	212,4	219,3
Comptes créditeurs extérieurs	12,6	14,7	11,6	12,7	13,2	12,2	12,7	11,9
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	3,1	4,5	2,7	4,2	4,3	3,8	3,8	3,5
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	9,5	10,2	8,9	8,5	8,9	8,4	8,9	8,4
Compte courant du Trésor public	46,8	64,8	78,9	60,7	6,2	8,3	12,1	20,6
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	77,3	95,4	103,6	88,9	91,4	90,1	106,4	87,0
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	21,0	27,4	42,3	45,8	40,6	49,9	54,2	47,5
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	27,6	36,7	42,1	37,7	40,4	33,2	37,1	32,8
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	28,7	31,3	19,2	5,4	10,4	7,0	15,1	6,7
Ecus à livrer au FECOM	79,5	73,2	65,5	70,8	66,7	75,4	70,7	76,7
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	303,9	301,3	242,9	253,1	230,2	256,8	230,2	256,8
Capital et fonds de réserve	2,6	2,8	3,0	3,1	3,1	3,2	3,1	3,2
Divers	13,8	14,3	11,5	15,5	7,4	9,9	11,0	12,9
Total ..	732,3	771,4	729,3	723,2	633,6	675,7	658,6	688,4
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	11,4	12,3	10,4	11,2	11,3	11,2	11,1	10,9
Acquisition de droits de tirage spéciaux	3,7	5,6	6,8	8,3	6,9	8,1	7,4	8,2
Autres opérations	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	5,8	11,5	23,6	25,3	25,3	36,5	25,3	36,5
³ Lois des 27 décembre 1974 et 11 juin 1985.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	56,7	62,9	25,0	32,5	0,0	30,3	6,3	27,0
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	87,4	88,7	85,1	74,4	75,2	65,1	74,4	64,3
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	86,1	87,8	83,7	72,5	75,2	63,6	73,0	62,5
— Autres crédits	1,3	0,9	1,4	1,9	0,0	1,5	1,4	1,8
Crédits à court terme	61,3	54,1	88,5	37,9	0,0	16,2	11,7	29,2
— Crédits à l'exportation	6,4	13,9	30,2	—	0,0	—	2,7	—
— Autres crédits	54,9	40,2	58,3	—	0,0	—	9,0	—

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1984 February 29	1985 February 28	1986 February 28	1987 February 28	1986 Sept. 10	1987 Sept. 9	1986 October 8	1987 October 7
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	11.5	12.0	12.3	12.9	12.6	13.3	12.6	13.2
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	11.5	12.0	12.3	12.9	12.6	13.3	12.6	13.2
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	2.0	2.0	2.0	1.3	4.4	8.3	3.8	8.9
Other Securities	9.5	10.0	10.3	11.6	8.2	5.0	8.8	4.3
Total ...	11.5	12.0	12.3	12.9	12.6	13.3	12.6	13.2
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.2	4.2	3.9	1.9	0.1	0.1	0.1	0.1
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.8	0.7	0.9	1.0	0.9	1.0	0.9	1.0
Reserves and Other Accounts	1.5	1.7	1.7	1.7	1.4	2.0	1.6	2.0
Total ...	2.5	6.6	6.5	4.6	2.4	3.1	2.6	3.1
Government Securities	0.4	0.5	0.5	0.5	0.6	1.5	0.7	0.5
Advances and Other Accounts	0.5	1.0	0.7	1.2	0.7	0.8	0.7	1.2
Premises, Equipment and Other Securities	1.6	5.1	5.3	2.9	1.1	0.8	1.2	1.4
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	2.5	6.6	6.5	4.6	2.4	3.1	2.6	3.1

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1983 December 31	1984 December 31	1985 December 31	1986 December 31	1986 September 10	1987 September 9	1986 October 8	1987 October 7
ASSETS								
Gold certificate account	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	4.6	4.6	4.7	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Coin	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.4	0.5	0.4
Loans and securities	162.2	173.2	194.3	223.0	201.4	220.7	197.5	219.9
<i>Loans</i>	0.9	3.6	3.1	1.6	4.3	1.4	2.2	1.4
<i>Acceptances</i>	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	8.9	8.8	9.9	10.1	8.0	7.6	8.0	7.6
<i>U.S. Government securities</i>	152.0	160.8	181.3	211.3	189.1	211.7	187.3	210.9
Cash items in process of collection	11.6	6.8	11.7	10.3	6.3	10.2	6.7	7.8
Other assets	8.7	12.4	15.3	17.5	16.3	15.8	16.7	16.7
Total assets ...	198.6	208.5	237.6	267.4	240.6	263.2	237.5	260.9
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	157.1	168.3	181.4	195.4	185.8	202.0	185.9	201.1
Deposits	26.1	28.3	39.5	56.9	42.7	46.5	39.4	46.4
<i>Depository institutions</i>	21.4	21.8	28.6	48.1	37.8	43.5	35.6	43.0
<i>U.S. Treasury-general account</i>	3.7	5.3	9.4	7.6	4.0	2.4	3.2	2.8
<i>Foreign-official accounts</i>	0.2	0.3	0.5	0.3	0.4	0.3	0.2	0.2
<i>Other</i>	0.8	0.9	1.0	0.9	0.5	0.3	0.4	0.4
Deferred availability cash items ³	10.0	6.0	10.7	9.0	5.9	7.9	6.0	6.5
Other liabilities and accrued dividends ...	2.5	2.7	2.4	2.3	2.2	2.5	2.2	2.6
Capital accounts	2.9	3.2	3.6	3.8	4.0	4.3	4.0	4.3
Total liabilities and capital accounts.....	198.6	208.5	237.6	267.4	240.6	263.2	237.5	260.9

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

³ Due to accounting corrections, figures at end of year do not match exactly the weekly data.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1985 dicembre	1986 dicembre	1986 maggio	1987 maggio	1986 giugno	1987 giugno
ATTIVO						
Oro	28,7	25,5	26,5	25,6	26,7	26,3
Crediti in oro (FECOM)	9,9	8,8	9,2	9,1	9,2	9,1
Cassa	0,7	0,1	1,5	0,0	1,2	0,0
Risconti e anticipazioni :						
risconto di portafoglio : ordinario	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
ammassi	1,9	2,0	2,0	2,1	2,0	2,1
anticipazioni : in conto corrente	0,6	1,9	0,3	2,0	1,5	1,9
a scadenza fissa	6,2	1,5	0,0	0,3	1,8	0,4
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta : ECU	7,2	10,1	10,6	10,5	10,6	10,5
altre attività	6,0	1,9	1,9	1,9	2,0	1,8
Crediti in dollari (FECOM)	2,2	1,3	1,4	1,4	1,4	1,4
Ufficio Italiano Cambi :						
conto corrente ordinario (saldo debitore)	11,0	14,2	16,4	16,5	16,1	16,1
conti speciali	3,5	3,2	3,3	3,1	3,4	3,2
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	48,2	52,7	53,3	58,7	45,6	57,8
Crediti diversi verso lo Stato	0,8	0,8	0,9	0,6	1,1	0,4
Titoli di proprietà :						
titoli di stato o garantiti dallo Stato	62,9	71,4	60,4	70,6	66,0	70,1
altri titoli, azioni e partecipazioni	1,2	2,2	1,7	2,0	1,7	2,1
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,8
Altri conti e partite varie	2,4	1,5	1,6	2,3	1,8	1,9
Ratei e risconti	2,5	2,5	2,0	1,7	2,4	2,2
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	3,9	2,9	5,5	4,9
Totale attivo	198,3	204,1	199,3	213,8	202,4	214,8
PASSIVO						
Circolazione	47,0	50,5	44,0	47,6	44,9	48,3
Vaglia cambiari	0,7	0,7	0,4	0,4	0,4	0,4
Altri debiti a vista	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	3,4	0,7	0,8	0,6	0,5	0,5
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	75,8	84,8	80,9	92,5	80,9	91,7
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	3,5	3,2	3,3	3,1	3,3	3,1
Passività verso l'estero	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Debiti in ECU (FECOM)	12,0	10,1	10,6	10,5	10,6	10,5
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	0,5	0,9	0,3	0,4	0,1	0,1
Accantonamenti diversi	49,8	46,8	47,0	47,1	47,1	47,8
Fondi ammortamento diversi	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Partite varie	0,5	1,3	3,4	3,5	5,3	3,4
Ratei e risconti	1,3	1,1	1,3	1,4	0,3	0,2
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,5	0,7	0,6	0,8	0,6	0,8
Fondo di riserva straordinario	1,8	2,0	1,9	2,1	1,9	2,1
Utile netto da ripartire	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendite dell'esercizio	0,0	0,0	4,0	3,1	5,7	5,1
Totale passivo e patrimonio	198,3	204,1	199,3	213,8	202,4	214,8
Depositanti di titoli e altri valori	549,1	698,8	638,2	753,5	643,9	751,9

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1983 31. Dez.	1984 31. Dez.	1985 31. Dez.	1986 31. Dez.	1986 7. Sept.	1987 7. Sept.	1986 7. Oktober	1987 7. Oktober
AKTIVA								
Währungsreserven	81,5	81,6	83,6	91,6	86,3	108,5	90,8	111,6
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	14,6	16,1	13,2	11,4	13,0	10,6	12,7	10,5
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	15,4	14,3	17,2	16,3	13,8	23,4	17,5	26,9
Devisen und Sorten	37,8	37,5	39,5	50,2	45,8	60,8	46,9	60,5
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	85,5	96,3	105,3	96,4	95,4	92,2	95,1	92,6
Inlandswechsel	46,6	47,8	44,1	40,5	41,4	34,8	41,2	34,7
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	16,2	25,7	41,6	33,2	33,0	36,9	33,0	37,2
Auslandswechsel	9,4	14,8	17,3	20,3	20,9	20,5	20,6	20,7
Lombardforderungen	13,3	8,0	2,3	2,4	0,1	0,0	0,3	0,0
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	9,6	11,1	8,9	11,6	9,2	12,5	10,9	10,4
Kassenkredite (Buchkredite)	0,9	2,4	0,2	2,9	0,5	3,8	2,2	1,7
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	7,8	4,3	4,1	5,2	5,3	4,7	5,7	4,6
Deutsche Scheidemünzen	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,7	0,9	0,7
Postgiro Guthaben	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Sonstige Aktiva	9,0	11,3	11,3	12,5	5,2	5,4	6,5	6,7
Insgesamt ...	197,1	208,2	216,9	220,9	205,0	226,7	212,6	229,3
PASSIVA								
Banknoten umlauf	96,1	100,6	105,4	114,0	109,8	119,9	108,9	119,6
Einlagen von Kreditinstituten	52,7	54,3	55,8	55,9	45,5	59,1	52,9	56,9
auf Girokonten	52,7	54,3	55,8	55,9	45,5	59,1	52,9	56,9
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	2,1	1,0	2,3	1,1	2,6	2,0	2,8	3,0
Bund	1,5	0,4	1,2	0,4	0,8	0,1	0,1	0,1
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	0,6	0,5	1,1	0,7	1,8	1,9	2,7	2,9
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	3,2	2,8	1,6	3,3	2,5	2,3	3,2	3,4
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	2,6	2,1	0,7	2,4	1,9	1,7	2,7	2,8
Sonstige Einleger	0,6	0,7	0,9	0,9	0,6	0,6	0,5	0,6
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	6,3	6,5	8,8	4,8	5,7	5,0	5,7	5,0
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	9,8	11,4	14,6	19,9	19,1	19,7	19,4	22,0
Einlagen ausländischer Einleger	9,8	11,4	14,6	19,9	19,0	19,7	19,4	22,0
Sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungs- rechte	3,5	3,7	3,3	2,9	3,3	2,9	3,3	2,9
Sonstige Passiva	23,4	27,9	25,1	19,0	16,5	15,8	16,4	16,0
Insgesamt ...	197,1	208,2	216,9	220,9	205,0	226,7	212,6	229,3

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1985 31 décembre	1986 31 décembre	1986 8 août	1987 10 août	1986 10 sept.	1987 10 sept.
ACTIF								
Encaisse-or	12,1	12,1	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	32,7	38,9	38,1	36,3	36,1	34,5	36,9	33,9
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
bons du Trésor de la Confédération ¹	2,7	2,7	2,8	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	2,4	2,7	3,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
autres	1,5	1,7	1,7	2,0	1,9	2,0	1,9	2,0
Correspondants en Suisse	0,3	0,5	0,5	0,5	0,0	0,1	0,0	0,0
Autres postes de l'actif	0,1	0,0	0,1	0,1	0,4	0,4	0,4	0,4
Total	51,9	58,7	58,5	57,0	50,5	49,1	51,3	48,5
PASSIF								
Capital social et fonds de réserve	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	24,7	26,5	25,8	27,0	23,6	24,6	23,6	24,5
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques et sociétés financières en Suisse	14,2	14,2	14,1	14,9	7,6	8,1	8,1	7,8
autres engagements à vue	1,0	1,2	2,6	1,1	2,3	1,7	2,3	1,3
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
bons émis par la Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	11,9	16,7	15,9	13,9	16,9	14,6	17,2	14,8
Total	51,9	58,7	58,5	57,0	50,5	49,1	51,3	48,5

¹ Y compris créances comptables à court terme.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1985 31 décembre	1986 31 décembre	1986 31 août	1987 31 août	1986 30 septembre	1987 30 septembre
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,1	5,1	5,0	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	1,2	0,9	0,5	0,7	0,5	0,7
Dépôts à terme et avances	18,0	16,8	17,7	19,6	17,6	22,3
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	16,4	15,0	16,0	16,3	16,1	19,5
à plus de 3 mois	1,6	1,7	1,6	3,2	1,4	2,7
Titres du secteur public et autres titres à terme	3,5	2,6	2,8	3,4	2,7	3,6
à 3 mois au maximum	2,4	1,5	1,6	2,0	1,6	2,2
à plus de 3 mois	1,1	1,1	1,2	1,4	1,1	1,4
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	27,8	25,4	26,1	28,8	25,8	31,7
PASSIF						
Capital¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves						
Fonds de réserve légale	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6
Fonds spécial de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Dépôts (or)	4,4	4,5	4,5	4,5	4,4	4,6
Banques centrales :						
à vue	4,4	4,5	4,5	4,5	4,4	4,6
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	21,6	18,7	19,5	22,0	19,3	24,8
Banques centrales :						
à vue	0,8	1,3	1,5	1,4	1,9	1,7
à 3 mois au maximum	19,5	15,9	16,8	17,8	16,0	20,2
à plus de 3 mois	0,6	0,6	0,4	1,6	0,5	1,7
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,7	0,9	0,8	1,2	0,9	1,2
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Système de prévoyance du personnel	—	—	—	0,1	—	0,1
Divers	0,6	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9
<i>Total du passif</i>	27,8	25,4	26,1	28,8	25,8	31,7
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : Banque de France : « Compte rendu ». — Bank of England : « Report and accounts ». — Board of Governors of the Federal Reserve system : « Annual report ». — De Nederlandsche Bank : « Verslag over het boekjaar ». — Banca d'Italia : « Relazione Annuale ». — Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank. — Banque Nationale Suisse : « Rapports ». — Banque des règlements internationaux : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

SEPTEMBRE 1987

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. Généralités ;
2. Réglementation économique et financière ;
3. Réglementation fiscale ;
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;
 - 4.1. Communautés européennes ;
 - 4.2. Etat belge ;
 - 4.3. Communautés et Régions ;
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;
5. Réglementation sociale ;
 - 5.1. Travail ;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;
6. Relations économiques et financières extérieures ;
7. Divers.

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBl pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

AGGLOMERATIONS ET FEDERATIONS DE COMMUNES.

Transfert d'attributions.

Loi du 21 août 1987, organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise, *Moniteur*, 26 septembre 1987, p. 13986.

Extrait.

Art. 2. — A l'article 4 de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes sont apportées les modifications suivantes :

A. Le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les attributions des communes dans les matières suivantes sont transférées à l'agglomération ou à la fédération :

- 1° l'enlèvement et le traitement des immondices ;
- 2° le transport rémunéré de personnes ;
- 3° la lutte contre l'incendie ;
- 4° l'aide médicale urgente. »

B. Il est inséré un § 2 bis, rédigé comme suit :

« § 2 bis. Sont transférées à l'Agglomération bruxelloise les attributions des communes relatives :

- 1° à la distribution d'eau ;
- 2° au balayage des rues, places, marchés et parcs publics ;
- 3° au déneigement des voies publiques. »

C. Il est inséré un § 2 ter rédigé comme suit :

« § 2 ter. L'Agglomération bruxelloise règle :

- 1° la création d'une voirie d'agglomération par la reprise de voiries communales, la gestion et l'éclairage de celles-ci ;
- 2° l'informatique des communes. »

D. Le § 3, 1°, est abrogé ;

E. Au § 5, premier alinéa, il est inséré « 2 bis » et « 2 ter » entre « 2 » et « 3 ».

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

CONSTRUCTION.

Primes à la construction. Région wallonne.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 2 juillet 1987 concernant l'octroi de primes pour la construction et l'octroi de primes pour l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public dans la Région wallonne, *Moniteur*, 12 septembre 1987, p. 13408.

Arrêté ministériel du 27 août 1987 d'exécution de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 2 juillet 1987 concernant l'octroi de primes pour la construction et l'octroi de primes pour l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public dans la Région wallonne, *Moniteur*, 15 septembre 1987, p. 13469.

HOPITAUX ET ENTREPRISES DU SECTEUR MEDICAL.

Plan comptable minimum normalisé des hôpitaux.

Arrêté royal du 14 août 1987 relatif au plan comptable minimum normalisé des hôpitaux, *Moniteur*, 1^{er} septembre 1987, p. 12921.

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

Région wallonne. Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau.

Décret du 2 juillet 1987 érigeant en entreprise régionale de production et d'adduction d'eau le service du Ministère de la Région wallonne chargé de la production et du grand transport d'eau, *Moniteur*, 3 septembre 1987, p. 13061.

SOCIETES COOPERATIVES.

Conditions d'agrération.

Arrêté royal du 28 juillet 1987 prorogeant l'arrêté royal du 9 septembre 1981 modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrération des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives, *Moniteur*, 8 septembre 1987, p. 13177.

Extrait.

Article 1. — L'arrêté royal du 9 septembre 1981 modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrération des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives, prorogé par l'arrêté royal du 13 septembre 1983 et du 18 septembre 1985, est prorogé pour une durée de deux ans.

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1987.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

DROITS DE SUCCESSION.

Estimation des œuvres d'art.

Voir sous 3. Impôts sur les revenus.

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Estimation des œuvres d'art.

Arrêté royal du 24 août 1987 instituant une commission chargée notamment de l'estimation des œuvres d'art pour l'application de certaines lois fiscales, *Moniteur*, 3 septembre 1987, p. 13057.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget de la Gendarmerie. 1986. 1987.

Loi du 22 août 1987 contenant le budget de la Gendarmerie pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 18 septembre 1987, p. 13585.

Loi du 22 août 1987 contenant le budget de la Gendarmerie pour l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 19 septembre 1987, p. 13641.

Budget des Dotations. 1986. 1987.

Loi du 13 juillet 1987 contenant le budget des Dotations de l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 15 septembre 1987, p. 13450.

Loi du 13 juillet 1987 contenant le budget des Dotations de l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 15 septembre 1987, p. 13454.

Budget des Services du Premier Ministre. 1986. 1987.

Loi du 3 août 1987 contenant le budget des Services du Premier Ministre pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 22 septembre 1987, p. 13689.

Loi du 4 août 1987 contenant le budget des Services du Premier Ministre pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 23 septembre 1987, p. 13754.

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale. 1986. 1987.

Loi du 11 août 1987 contenant le budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 24 septembre 1987, p. 13819.

Loi du 11 août 1987 contenant le budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 25 septembre 1987, p. 13899.

DETTES DE L'ETAT.

Bons du Trésor 1987-1995. Tranche II.

Arrêté ministériel du 2 septembre 1987 relatif à l'émission des Bons du Trésor 1987-1995, Tranche II, *Moniteur*, 4 septembre 1987, p. 13091.

Extrait.

Article 1. — Les Bons du Trésor 1987-1995, tranche II portent intérêt au taux de 7,16 p.c. l'an à partir du 1^{er} septembre 1987 jusqu'au 31 août 1991.

Art. 2. — Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 1987.

GARANTIE DE L'ETAT.

Fonds d'aide au redressement financier des communes.

Arrêté royal du 10 septembre 1987 relatif à l'emprunt 8 p.c. 1987-1995, à contracter sous la garantie de l'Etat, par le Fonds d'aide au redressement financier des communes, *Moniteur*, 15 septembre 1987, p. 13458.

4.3. COMMUNAUTES ET REGIONS.

REGION BRUXELLOISE.

Droits de succession.

Loi du 21 août 1987 organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise, *Moniteur*, 26 septembre 1987, p. 13986.

Extrait.

Article 1. — Un article 8 bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux :

« Art. 8 bis. — A partir de 1988 le produit des droits de succession en Région bruxelloise, défini par la loi coordonnée du 20 juillet 1979 créant des institutions communautaires et régionales provisoires, est affecté au budget du ministère de la Région bruxelloise. Les droits de succession sont réputés être localisés à l'endroit où la succession s'est ouverte. »

Budget du Ministère de la Région bruxelloise 1985-1986.

Loi du 11 août 1987 ajustant le budget du Ministère de la Région bruxelloise pour l'année budgétaire 1985, *Moniteur*, 25 septembre 1987, p. 13890.

Loi du 11 août 1987 ajustant le budget du Ministère de la Région bruxelloise pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 30 septembre 1987, p. 14202.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

CHOMEURS MIS AU TRAVAIL.

Dérogation en vue du recrutement.

Arrêté royal du 28 août 1987 accordant pour la période du 1^{er} septembre 1986 au 30 juin 1987 une dérogation en vue du recrutement de chômeurs mis au travail dans l'enseignement de l'Etat, en application de l'article 78 de la loi-programme du 2 juillet 1981, *Moniteur*, 11 septembre 1987, p. 13331.

Extrait.

Article 1. — Le Ministère de l'Education nationale est autorisé à recruter du personnel pour l'enseignement de l'Etat en recourant à l'emploi de chômeurs mis au travail à concurrence d'un montant de soixante millions de francs à charge du budget du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1986 et cessera d'être en vigueur le 1^{er} juillet 1987.

CONTRAT D'APPRENTISSAGE.

Limite d'âge de 18 ans.

Arrêté royal du 11 août 1987 déterminant les conditions dans lesquelles il peut être dérogé à la limite d'âge de 18 ans pour la conclusion d'un contrat d'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, *Moniteur*, 9 septembre 1987, p. 13217.

Extrait.

Article 1. — Le contrat d'apprentissage peut être conclu après l'âge de 18 ans et jusqu'à l'âge fixé par le comité paritaire d'apprentissage compétent, sans que cet âge puisse être supérieur à 21 ans, chaque fois que dans l'entreprise un contrat d'apprentissage a été conclu avec un jeune âgé de moins de 18 ans au moment de sa conclusion.

Art. 2. — La condition fixée à l'article 1^{er} du présent arrêté ne s'applique pas :

1° dans les entreprises et pour les travaux visés par des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles interdisant l'occupation du travail de jeunes de moins de 18 ans ;

2° dans les entreprises et pour les travaux organisés par équipes successives ou dont l'exécution ne peut, en raison de leur nature, être interrompue ou retardée.

Dans ces entreprises et pour ces travaux, le contrat d'apprentissage peut être conclu après l'âge de 18 ans et jusqu'à l'âge fixé par le comité paritaire d'apprentissage compétent sans que cet âge puisse être supérieur à 21 ans.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1. GENERALITES.

COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE.

Travailleurs salariés.

Arrêté royal du 24 août 1987 modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, *Moniteur*, 4 septembre 1987, p. 13107.

Extrait.

Article 1. — L'article 16 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs modifié par les arrêtés royaux du 2 et du 12 août 1985 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Sont soustraits à l'application de la loi, les travailleurs qui accomplissent un travail occasionnel, ainsi que les employeurs du chef de l'occupation de ces travailleurs.

Est considéré comme travail occasionnel, le travail effectué pour les besoins du ménage de l'employeur ou de sa famille, et pour autant que ce travail ne dépasse pas 8 heures par semaine chez un ou plusieurs employeurs ».

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1987.

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.

Cotisations spéciales. Affectation.

Arrêté royal du 28 juillet 1987 portant exécution de l'article 5, alinéa 2, des arrêtés royaux n° 38 du 30 mars 1982, n° 160 du 30 décembre 1982, n° 218 du 7 novembre 1983, n° 290 du 31 mars 1984 et de l'article 6 de l'arrêté royal n° 186 du 30 décembre 1982, *Moniteur*, 2 septembre 1987, p. 13011.

Extrait.

Article 1. — Les montants ci-après sont affectés au régime de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité des travailleurs indépendants, secteur des soins de santé, afin d'y couvrir partiellement le déficit cumulé depuis l'exercice 1981 :

1° un montant de 700 millions de francs, provenant des cotisations perçues en exécution de l'arrêté royal n° 186 du 30 décembre 1982 relatif à la cotisation sociale de solidarité due pour l'année 1983 par les bénéficiaires de revenus professionnels non liés à l'indice des prix à la consommation ;

2° un montant de 1 milliard de francs, provenant des cotisations perçues en exécution des arrêtés royaux n^{os} 38 du 30 mars 1982, 160 du 30 décembre 1982, 218 du 7 novembre 1983 et 290 du 31 mars 1984.

5.2.2. **REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.**

ACCIDENTS DE TRAVAIL.

Fonds des accidents du travail.

Arrêté royal du 24 août 1987 modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1971 concernant les allocations et l'assistance sociale accordées par le Fonds des accidents du travail, *Moniteur*, 11 septembre 1987, p. 13331.

Extrait.

Article 1. — Dans l'article 6 bis, alinéa 2, de l'arrêté royal du 21 décembre 1971 concernant les allocations et l'assistance sociale accordées par le Fonds des accidents du travail, le nombre « 1,06 » est remplacé par le nombre « 1 ».

Art. 2. — Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1987.

ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE.

Assurance soins de santé. Travailleurs migrants.

Accord du 11 mai 1987 portant modification de l'Accord du 24 décembre 1980 en matière d'assurance soins de santé entre le Ministre néerlandais de la Santé publique et de l'Environnement et le Ministre belge de la Prévoyance sociale, tel qu'il a été modifié par l'Accord du 18 décembre 1984, *Moniteur*, 9 septembre 1987, p. 13221.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

IMPORTATIONS — EXPORTATIONS — TRANSIT.

Tarif douanier commun.

Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, *Journal officiel* n° L 256 du 7 septembre 1987, p. 1.

7. — DIVERS.

BILLETS ET PIÈCES.

Nouvelle pièce de 50 F.

Arrêté royal du 14 septembre 1987 relatif à l'émission de pièces de 50 francs et à la démonétisation des billets de cinquante francs, type 1966, *Moniteur*, 22 septembre 1987, p. 13704.

Des pièces de 50 francs qui ont cours légal sont émises à partir du 22 septembre 1987. Ces pièces circuleront en même temps que les billets de 50 francs type 1966, lesquels seront progressivement retirés de la circulation et cesseront d'avoir cours légal le 31 mars 1989.

Les billets de 50 francs type 1966 seront acceptés jusqu'au 13 octobre 1989 par les percepteurs des postes, les receveurs des contributions, des douanes et accises et de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines. Jusqu'au 15 décembre 1989 inclus, ils pourront être échangés contre des monnaies coursables aux guichets de la Banque nationale.

A partir du 16 décembre 1989, ces billets seront définitivement sans valeur.

CHARTRE DES NATIONS-UNIES ET STATUT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE.

Version corrigée en langue néerlandaise du point de vue linguistique et juridique.

Charte des Nations-Unies et Statut de la Cour internationale de Justice, signés à San Francisco le 26 juin 1945, *Moniteur*, 10 septembre 1987, p. 13265.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

ACTUALITES...

Le franc belge ou les vertus retrouvées de l'équilibre.

(In : ACTUALITES - REVUE ECONOMIQUE ET BANCAIRE INTERNATIONALE, Paris, 224, 1987 08, p. 4-14.)

FR 2

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Le régime fiscal des intérêts récoltés à l'étranger ; la quotité forfaitaire d'impôt étranger.

(Aspects et Documents, 65.)
Bruxelles, A.B.B., 1987, 30 p.

338.012. - 338.753.0 - 338.6

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE.

Dix années d'activités de recherche, développement et démonstration en coopération dans le domaine énergétique, 1976-1986.

Paris, O.C.D.E., 1987, 285 p.

016.

BELGISCHE VERENIGING DER BANKEN/ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Repertorium bancaire en financiële publicaties. Répertoire des publications bancaires et financières.

Brussel/Bruxelles, B.V.B./A.B.B., 1987, 126 p.

338.731.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE.

Le marché pétrolier.

Paris, O.C.D.E., 1987, 70 p.

334.154.1 - 382.34 - 336.834.
334.81 - 334.153.1 - 337.51

BESELER, J.F. & WILLIAMS, A.N.

Anti-dumping and anti-subsidy law : the European Communities.

London, Sweet & Maxwell, 1986, XX + 438 p.

333.731. - 333.154. - 333.103.

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Carte à piste ou carte à puce? Perspectives d'avenir.

(Aspects et Documents, 64.)

Bruxelles, A.B.B., 1987, 35 p.

338.048. - 347.728.6 - 658.47

BLOM, F.W.C.

Leveraged buy-outs komen sterk op.

(In : TIJDSCHRIFT FINANCIËEL MANAGEMENT, Deventer, 1, 1987 02, p. 24-29.)

NL 15

333.610. - 333.611.

338.013.

BOURSE DE BRUXELLES/BEURS VAN BRUSSEL.

Bourse de Bruxelles/Beurs van Brussel/Brussels Stock Exchange - 1986.

Bruxelles/Brussel, Bourse de Bruxelles/Beurs van Brussel, 1986, 23 p.

BULLETIN...

Pléthore de matières premières.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 29, 1987 08 21, p. 1-6.)

BE 33

331.04 - 304.2 - 331.32

333.138.1

BULLETIN...

L'évolution structurelle de l'économie belge. (I)

(In : BULLETIN DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, Bruxelles, 1-2, 1987 07/08, p. 3-36.)

BE 16F

BULLETIN...

Fonds d'indice.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 31, 1987 09 04, p. 1-4.)

BE 33

333.714. - 333.112.1

331.30 - 334.152.0

BULLETIN...

Le Fonds de garantie.

(In : BULLETIN FIDUCIAIRE, Bruxelles, 4, 1987 08, p. 14-20.)

BE 23

BULLETIN...

Profil économique de la Belgique.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 32, 1987 09 11, p. 1-12.)

BE 33

334.153.1

382.54

BULLETIN...

Le commerce extérieur de la Communauté européenne.

(In : BULLETIN FIDUCIAIRE, Bruxelles, 4, 1987 08, p. 28-32.)

BE 23

BULLETIN...

Le commerce de compensation.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 33, 1987 09 18, p. 1-5.)

BE 33

331.30 - 336.60 - 331.061.

334.3 - 334.151.26 - 334.154.1
334.154.2

BULLETIN...

L'état de la nation.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, Luxembourg, 2, 1987 03, p. 1-15.*)

LU 1

CLAROTTI, P.

Comment bâtir l'Europe des banques. La reconnaissance mutuelle, complément de l'harmonisation.

(In : *BANQUE, Paris, 475, 1987 09, p. 758-770.*)

FR 6

338.012. - 338.753.0

331.30

BULLETIN...

La politique énergétique au Grand-Duché.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, Luxembourg, 9, 1986 11/12, p. 30-35.*)

LU 1

CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE.

Notes mensuelles sur la situation économique.

(In : *NOTES MENSUELLES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE - CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, Bruxelles, 1987 09, p. 1-28.*)

BE 36 A

382.241.

330.543. - 338.047. - 380.22

BULLETIN...

La balance des paiements courants du Luxembourg.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, Luxembourg, 9, 1986 11/12, p. 36-40.*)

LU 1

CREMER, H. et al.

The public firm as an instrument for regulating an oligopolistic market.

(In : *CORE DISCUSSION PAPER, Louvain-la-Neuve, 8710, 1987, p. 1-21.*)

BE 57

333.605. - 333.403. - 333.110.
333.139.2 - 333.111.7 - 333.480.

334.151.27 - 333.451.6 - 333.450.

CHANGING...

Changing money : financial innovation in developed countries. (Papers presented at a Conference held at the European University Institute in October 1985.)

Florence/Oxford, European University Institute/Basil Blackwell, 1987, VII + 329 p.

DE GRAUWE, P. & VERFAILLE, G.

Exchange rate variability, misalignment and the European Monetary System.

(International Economics Research Paper, 54.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de K.U.L., 1987, 56 p.

DE HAAN, J.

De inflatoire risico's van financieringstekorten en overheidsschuld.

(In : *MAANDSCHRIFT ECONOMIE, Groningen, 3, 1987, p. 163-176.*)

NL 5

DOSSIER...

La politique régionale européenne.

(In : *LE DOSSIER DE L'EUROPE, Bruxelles, 14, 1987 08/09, p. 1-11.*)

EEC 20F

339.21 - 332.27 - 368.40

333.138.1

DELEECK, H.

Inkomensverdeling en sociale zekerheid in België.

(In : *MAANDSCHRIFT ECONOMIE, Groningen, 3, 1987, p. 205-221.*)

NL 5

ECHO...

Le fonds commun de placement perce comme un « produit » majeur.

(In : *EPARGNER ET INVESTIR, Bruxelles, 3, 1986 06, p. 3-47.*)

BE 3A

339.230. - 339.325.1 - 339.311.3

382.30 - 382.32 - 338.722.7

DOCHY, L.

Revenus et consommation des ménages : évolutions structurelles.

(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES, Louvain-la-Neuve, 1987 08, p. 1-18.*)

BE 87

ECONOMIES...

La sélectivité de la politique du commerce extérieur.

(In : *ECONOMIES ET SOCIETES - CAHIERS DE L'IS-MEA, Paris, 4, 1987 04, p. 1-166.*)

FR 14

334.151.3 - 331.061.

334.151.7

DOCUMENTS...

Les perspectives économiques pour 1988 et la politique budgétaire des Etats membres.

(In : *DOCUMENTS - COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES. 10/POLITIQUE ECONOMIQUE ET MONETAIRE ET LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX, Bruxelles, 297, 1987 07 03, p. 1-44.*)

EEC 23

ENERGIE...

L'action communautaire en matière de planification énergétique avec des régions de la Communauté (1982-1986).

(In : *ENERGIE EN EUROPE, Luxembourg, 7, 1987 07, p. 11-15.*)

EEC 24

ENGLUND, P.

Monetary policy and bank regulations in an economy with financial innovations.

(Institute for International Economic Studies, Seminar Paper, 379.)

Stockholm, University of Stockholm, 1987, 26 p.

FEDERATION DES INDUSTRIES CERAMIQUES DE BELGIQUE ET DU LUXEMBOURG.

Le commerce extérieur et le marché intérieur de l'U.E.B.L. en produits céramiques - 1986.

Mons, FEDICER, 1987, 64 p.

332.27 - 338.021.

368.40 - 339.21

ERLICH, S. et al.

Where do real wage policies lead Belgium? A general equilibrium analysis.

(In : *EUROPEAN ECONOMIC REVIEW*, Amsterdam, 7, 1987 10, p. 1369-1383.)

NL 14

FONDATION ROI BAUDOIN.

La sécurité sociale en sécurité?

Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 1987, 154 p.

311.80 - 338.8 - 330.580.

332.691. - 332.832.

333.432.8

ERMISCH, J. & JOSHI, H.

Demographic change, economic growth and social welfare in Europe.

(CEPR Discussion Paper, 179.)

London, Centre for Economic Policy Research, 1987, V + 49 p.

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL.

Réglementation générale; règles et règlements - 1^{er} août 1986.

Washington, F.M.I., 1986, V + 72 p.

332.18

338.78

ETUDES...

Informations économiques et financières aux conseils d'entreprises : législation et application sectorielle.

(In : *INSTITUT DES REVISEURS D'ENTREPRISE - ETUDES ET DOCUMENTS*, Bruxelles, 1, 1987 01/03, p. 1-88.)

BE 591

FONTAINE, C.

L'expansion des services; un quart de siècle en France et dans le monde développé.

Paris, Rexervices, 1987, 106/273/261 p.

333.432.8

336.030. - 336.208.

FRENKEL, J.A.

The international monetary system : should it be reformed?

(National Bureau of Economic Research, Working Paper, 2163.)

Cambridge, Mass., N.B.E.R., 1987, 12 p.

HEYNDELS, B. & VUCHELEN, J.

De wet van Verdoorn in de belastingsadministratie.

(In : *MAANDSCHRIFT ECONOMIE*, Groningen, 4, 1987 07/08, p. 295-301.)

NL 5

334.151.25

331.30

FROMENT, E.

Les paradoxes de la création d'Ecus.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EUROPEENNE*, Luxembourg, 10, 1987 07, p. 22-25.)

LU 4

INSTITUT BELGE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION.

L'économie belge en progrès.

Bruxelles, *INBEL*, 1987, 36 p.

347.728.7 - 339.113.

331.30 - 371. - 336.834.
339.113.

GABRIEL, J.

Succursales de sociétés étrangères en Belgique.

(In : *REVUE DE DROIT DES AFFAIRES INTERNATIONALES INTERNATIONAL BUSINESS LAW JOURNAL*, Paris, 2, 1987, p. 255-278.)

FR 727

INSTITUT BELGE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION.

Investir en Belgique.

Bruxelles, *INBEL*, 1987, 32 p.

333.432.8 - 333.423. - 333.451.6
333.453. - 333.825.

333.18

GOLD, J.

SDRs, currencies, and gold; seventh survey of new legal developments.

(Pamphlet Series, 44.)

Washington, *International Monetary Fund*, 1987, XI + 163 p.

INSTITUT...

Deux innovations de la Centrale des Bilans : l'archivage sur disques optiques des données comptables et le tableau des ressources et emplois.

(In : *INSTITUT DES REVISEURS D'ENTREPRISES - BULLETIN D'INFORMATION*, Bruxelles, 5, 1987 05, p. 1-4.)

BE 190

INTERNATIONAL MONETARY FUND.

Selected decisions of the International Monetary Fund and selected documents. (12th issue, Washington, April 30, 1986.)

Washington, I.M.F., 1986, XXVII + 503 p.

338.013. - 338.724. - 338.730.

INTERNATIONAL MONETARY FUND.

Primary commodities : market developments and outlook.

(World Economic and Financial Surveys)

Washington, I.M.F., Commodities Division of the Research Department, 1987, VII + 91 p.

KLEIN, O.

Change à terme, options de change et produits composites : comment choisir ?

(In : *ACTUALITES - REVUE ECONOMIQUE ET BANCAIRE INTERNATIONALE*, Paris, 223, 1987 07, p. 4-10.)

FR 2

333.451.2 - 333.647.

382.30

KNOOPS, E.

Lignes de force du commerce extérieur.

Bruxelles, P. Boudin, 1987, 60 p.

KREDIETBANK.

Centres de coordination.

(Service-KB Management.)

Bruxelles, Kredietbank, 1987, s. p.

336.830. - 336.834. - 336.80

339.312.6 - 336.207. - 338.40

338.43 - 336.831. - 333.633.0

KREDIETBANK.

Incitations aux investissements en Belgique.

(Service-KB Management.)

Bruxelles, Kredietbank, 1987, 120 p.

338.43 - 333.113. - 336.207.

KREDIETBANK.

Sociétés de reconversion.

(Service-KB Management.)

Bruxelles, Kredietbank, 1987, s. p.

333.633.0 - 339.312.3

KREDIETBANK.

Sociétés novatrices.

(Service-KB Management.)

Bruxelles, Kredietbank, 1987, s. p.

KRIER, J.

L'intégration des marchés des valeurs mobilières en Europe. (Exposé fait au colloque sur le marché intérieur des services financiers organisé à Maastricht, les 24 et 25 février 1987.)

(Articles & Conférences.)

Luxembourg, Banque Internationale à Luxembourg, 1987, 20 p.

MARIEN, P. & VUCHELEN, J.

Een weekdagenpatroon in de verdeling van wisselkoersveranderingen?

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT*, Leuven, 3, 1987, p. 273-289.)

BE 171

327.0 - 327.1 - 321.68
342.55 - 338.43

347.724.

LEJEUNE, M.A.

Les relations internationales des Communautés et des régions belges.

(Faculté de Droit de Namur : Centre de Droit Régional, 4.)

Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1987, III + 163 p.

MAYAERT, P.

Wet betreffende de éénpersoonsvennootschap met beperkte aansprakelijkheid : de éénpersoons-B.V.B.A..

(In : *REVUE DE DROIT COMMERCIAL BELGE - TIJDSCHRIFT VOOR BELGISCH HANDELSRECHT*, Bruxelles/Brussel, 8-9, 1987 08/09, p. 484-503.)

BE 668

334.151.25

336.020. - 336.030. - 336.12

LIGUE EUROPEENNE DE COOPERATION ECONOMIQUE.

L'Ecu, monnaie de l'Europe, monnaie de l'entreprise. (Colloque tenu à Paris, 1985.)

Paris, Ligue Européenne de Coopération Economique, 1986, 87 p.

MAZY, J.-L. et al.

Bruxelles-capitale. Recettes et dépenses publiques. (2)

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P.*, Bruxelles, 1165-6, 1987, p. 3-69.)

BE 28E

333.450. - 333.451.0 - 307.314.

334.151.27 - 333.110. - 333.80
333.820. - 333.846.0 - 333.841.

MARIEN, P.

Uitschieters op de wisselmarkt.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, Antwerpen, 4, 1987 08, p. 575-588.)

BE 64B

MELITZ, J.

Monetary discipline, Germany, and the European Monetary System.

(CEPR Discussion Paper, 178.)

London, Centre for Economic Policy Research, 1987, III + 42 p.

336.834. - 336.830. - 336.80

336.01 - 338.40 - 338.43

331.31

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES.

Inventaire des aides publiques aux entreprises.

Bruxelles, Ministère des Affaires Economiques, Administration de l'Industrie, 1987, div. p.

336.030. - 336.032. - 336.201.

336.209. - 336.61

MOESEN, W. & VANNESTE, J.

Fiscale hervorming en budgettaire herordening.

(In : ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen, 4, 1987 08, p. 491-522.)

BE 64B

338.721.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE.

Pevenage, G. & Everaet, H. : Projection de l'agriculture jusqu'en l'an 2000.

(Publications de l'I.E.A., 472.)

Bruxelles, Institut Economique Agricole, 1986, 20 p.

334.151.25 - 333.600.

MONATSBERICHTE...

Die Märkte fuer private Ecu.

(In : MONATSBERICHTE DER DEUTSCHEN BUNDESBANK, Frankfurt/Main, 8, 1987 08, p. 32-40.)

DE 18C

338.721. - 338.43

MINISTERIE VAN LANDBOUW.

Van Haeperen, J.-M. : Vergelijkende evolutie van de landbouwstructuur in Vlaanderen en Wallonië tijdens de periode 1970-1985.

(L.E.I.-Publikaties, 481.)

Brussel, Landbouw-Economisch Instituut, 1987, 36 p.

334.151.6

NOTES...

Prix agricoles 1987/1988. Décision du Conseil.

(In : NOTES RAPIDES DE L'EUROPE VERTE, Luxembourg, 41, 1987, p. 1-29.)

EEC 13

338.721.

MINISTERIE VAN LANDBOUW.

Debergh, R. : Evolutie van de bedrijfsresultaten in de Belgische landbouw van 1970 tot 1985.

(L.E.I.-Publikaties, 484.)

Brussel, Landbouw-Economisch Instituut, 1987, 115 p.

334.151.25 - 334.151.27

NYDEGGER, A.

Euro- und Ecu-perspektiven.

(In : AUSSENWIRTSCHAFT, St. Gallen, 2-3, 1987 09, p. 149-161.)

CH 1

336.030. - 336.032. - 336.201.
336.209.

385.320. - 307.73

OOGHE, H. & LIEVENS, M.

Stimulering van risicodragend kapitaal en de voorstellen van de Koninklijke Commissie tot harmonisering en vereenvoudiging van de fiscaliteit.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen*, 4, 1987 08, p. 543-572.)

BE 64B

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Les transports maritimes - 1986.

Paris, O.C.D.E., 1987, 226 p.

338.046.0 - 658.40

338.751.1

OOGHE, H. et al.

Invloed van de ondernemingsdimensie op de financiële structuur van ondernemingen.

(In : *TIJDSCHRIFT FINANCIËEL MANAGEMENT, Deventer*, 3, 1987 06, p. 57-61.)

NL 15

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT.

The steel market in 1986 and the outlook for 1987.

Paris, O.E.C.D., 1987, 39 p.

336.201. - 336.61 - 336.214.
336.212.0 - 336.207. - 336.212.2

332.810. - 349.1

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

La fiscalité dans les pays développés. (Colloque international tenu à Paris, les 12 & 13 janvier 1987.)

Paris, O.C.D.E., 1987, 109 p.

ORIENTATIONS...

La nouvelle loi sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs. (I)

(In : *ORIENTATIONS - SAMSOM ACTUALITES SOCIALES, Bruxelles*, 175 (S), 1987 08 19, p. 1-8.)

BE 120A

338.723.0 - 336.833.

332.810. - 349.1

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Politiques nationales et échanges agricoles.

Paris, O.C.D.E., 1987, 371 p.

ORIENTATIONS...

La nouvelle loi sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs. (II)

(In : *ORIENTATIONS - SAMSOM ACTUALITES SOCIALES, Bruxelles*, 176bis, 1987 08 26, p. 1-8.)

BE 120A

PAUWELS, J.-P.

Nouvelles techniques de financement des entreprises et services publics.

(In : ANNALES DE L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPÉRATIVE, Liège, 2, 1987 04/06, p. 175-184.)

BE 5A

RISE...

Sneessens, H.R. & Dreze, J.H. : A discussion of Belgian unemployment, combining traditional concepts and disequilibrium econometrics. (In : The rise in unemployment.)

Oxford, Basil Blackwell, 1987, 89-119 p.

336.020. - 336.030. - 336.12

347.724.

PEFFER, M. et al.

Bruxelles-capitale. Recettes et dépenses publiques. (1)

(In : COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P., Bruxelles, 1163-4, 1987, p. 3-82.)

BE 28E

SAMSOM...

De eenmansvennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

(In : SAMSOM ACCOUNTANCY ACTUALITEIT, Brussel, 15 (S), 1987 08 20, p. 1-8.)

BE 158H

334.151.7 - 334.60 - 338.70

333.400. - 333.403. - 333.110.

333.80 - 333.111.7 - 333.421.1

333.423. - 333.453. - 333.841.

PELKMANS, J.

Het concurrentievermogen van de Europese industrie.

(In : ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen, 4, 1987 08, p. 591-609.)

BE 64B

SEARCH...

The search for stable money : essays on monetary reform.

Chicago, University of Chicago Press, 1987, XVII + 408 p.

338.78

333.633.0

RIDDLE, D.I.

Service-led growth ; the role of the service sector in world development.

New York, Praeger, 1986, XIV + 289 p.

SERCU, P. & COPPENS, H.

Termijn- en kontantprijzen op de Brusselse aandelenmarkt.

(In : TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT, Leuven, 3, 1987, p. 291-304.)

BE 171

SPELTDOORN, M.

De nieuwe kooperaties in Vlaanderen.

(In : SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN, Brussel, 3, 1987 05/06, p. 40-45.)

BE 155D

VAN AUDENHOVE, M.

L'histoire des finances communales dans l'évolution économique, financière et sociale de la Belgique. 6e partie : 1945-1975.

(In : CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE - BULLETIN TRIMESTRIEL, Bruxelles, 160, 1987 04, p. 15-84 + annexes.)

BE 61AF

368.40

SPINNEWIJN, F.

Het verzekeringsprincipe in de sociale zekerheid.

(In : SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN, Brussel, 3, 1987 05/06, p. 16-28.)

BE 155D

347.720.1 - 336.207.

VANDAELE, H.

Het coördinatiecentrum in België.

(In : TIJDSCHRIFT FINANCIËEL MANAGEMENT, Deventer, 2, 1987 04, p. 75-85.)

NL 15

333.451.6 - 333.825.

TIMMERMANS, A.

De toenemende belangrijkheid van valutaire ontwikkelingen in het totale wereldgebeuren.

(In : TIJDSCHRIFT FINANCIËEL MANAGEMENT, Deventer, 2, 1987 04, p. 10-13.)

NL 15

334.10 - 331.31 - 333.451.6

van der PLOEG, F.

International policy coordination in interdependent monetary economies.

*(CEPR Discussion Paper, 169.)**London, Centre for Economic Policy Research, 1987, IV + 24 p.*

333.432.8 - 334.151.27

TRIFFIN, R.

Le SMI (système... scandale? monétaire international) et le SME (Système Monétaire Européen).

(In : BULLETIN FEB, Bruxelles, 17, 1987 09 30, p. 1394-1398.)

BE 32

336.221. - 338.43 - 342.4
342.55

VANDERVEEREN, C. & VAN ROMPUY, P.

De Waalse waterbelasting : een bedreiging voor de economische en monetaire unie.

(In : TIJDSCHRIFT VOOR BESTUURSWETENSCHAPPEN EN PUBLIEKRECHT, Brussel, 9, 1987 09, p. 467-482.)

BE 692

van DOBBEN de BRUYN, G.P. & WILDENBERG, I.W.

De markt voor ondernemingen.

(In : *TIJDSCHRIFT FINANCIËEL MANAGEMENT, Deventer*, 3, 1987 06, p. 4-18.)

NL 15

VAN PETEGHEM, A.

Beursintrodactie van een middelgroot bedrijf.

(In : *TIJDSCHRIFT FINANCIËEL MANAGEMENT, Deventer*, 1, 1987 02, p. 42-49.)

NL 15

332.27 - 338.021.

336.61 - 333.846.0 - 321.2

van GINNEKEN, W.

La politique des salaires des pays industriels à économie de marché de 1971 à 1986 : de la réglementation à la libre négociation.

(In : *REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL, Genève*, 4, 1987 07/08, p. 425-453.)

BIT 10

VAN ROMPUY, V.

Openbare financiën en politiek in 1986.

(In : *RES PUBLICA, Brussel/Bruxelles*, 3, 1987 07/09, p. 403-418.)

BE 131

658.40 - 339.4 - 657.5

347.736.

VAN LOOCKE, T.

De waardebeplating van een onderneming : kunst of wetenschap? Een kritische analyse.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen*, 4, 1987 08, p. 525-541.)

BE 64B

VEROUGSTRAETE, I.

Manuel du curateur de faillite.

Bruxelles, Edit. Swinnen H., 1987, 725 p.

330.00

020. - 654.

van MEERHAEGHE, M.A.G.

Economic theory : a critic's companion.

Dordrecht, Martinus Nijhoff Publishers, 1986, X + 125 p.

VERVLIET, H.D.L. & van BORM, J.

State of the art of the application of new information technologies in libraries and their impact on library functions in Belgium - 1986.

(LIB 2/7 (Belgium).)

Brussels/Luxembourg, Commission of the European Communities, 1987, VI + 182 p.

332.630. - 368.40 - 349.1

VLAAMS EKONOMISCH VERBOND.

Besparen en tewerkstellen.

(Reeks Informatie Verwerkende Diensten)

Antwerpen, Sociale Dienst VEV, 1987, VIII + 892 p.

341.242. - 341.15 - 347.737.
347.770. - 368.612.

VOSS, J.

The multilateral investment guarantee agency :
status, mandate, concept, features, implications.

(*In : JOURNAL OF WORLD TRADE LAW, Geneva, 4,
1987 08, p. 5-23.*)

GB 27

336.835. - 339.112.12

WEGWIJS...

Wegwijs in de bouwstimuleringsmaatregelen ; na-
tionale, regionale, provinciale steunmaatregelen.

(*In : Nacebo infor-kontakt, n° 3, 20 februari
1987.*)

Brussel, NACEBO, 1987, 22-37 p.

338.012.

ZEEUWTS, P.

Investeringsrevolutie bij energiebesparingen : « de
derde partij doet het ».

(*In : TIJDSCHRIFT FINANCIEEL MANAGEMENT, De-
venter, 3, 1987 06, p. 38-42.*)

NL 15

